

LIBRI PROHIBITI

La censure dans l'espace habsbourgeois 1650–1850

Edité par Marie-Elizabeth Ducreux et Martin Svatoš

L'Europe en réseaux.
Contributions à l'histoire de la culture écrite 1650–1918

Vernetztes Europa.
Beiträge zur Kulturgeschichte des Buchwesens 1650–1918

Edité par / Herausgegeben von
Frédéric Barbier, Marie-Elisabeth Ducreux, Matthias Middell,
István Monok, Éva Ring und Martin Svatoš

Volume I

Ecole Pratique des Hautes Etudes, Paris, Ecole des Hautes Etudes en Sciences
sociales, Paris, Centre des Hautes Etudes, Leipzig, Centre européen d'histoire du
livre de la Bibliothèque nationale Széchényi, Budapest

LIBRI PROHIBITI

La censure dans l'espace habsbourgeois 1650–1850

Edité par Marie-Elizabeth Ducreux et Martin Svatoš



Leipziger Universitätsverlag 2005

Die Deutsche Bibliothek verzeichnet diese Publikation in der Deutschen Nationalbibliographie. Detaillierte bibliographische Daten sind im Internet über <http://dnb.ddb.de> abrufbar.

© Leipziger Universitätsverlag GmbH, Leipzig 2005
Oststr. 41, D – 04317 Leipzig
Tel./Fax: (0341) 99 00 440
www.univerlag-leipzig.de
info@univerlag-leipzig.de

Satz: K & M Satz- und Verlagsbüro, Leipzig
Druck: APRESYS, Leipzig
Bindung: Buchbinderei Prade, Leipzig
ISBN 3-86583-037-4
ISBN 3-86583-056-0 (Band 1-3)

Table des matières

Marie-Elizabeth Ducreux

Introduction. Les espaces de la censure dans la Monarchie des Habsbourg

7

Waltraud Heindl

Zensur und Zensoren, 1750–1850. Literarische Zensur und staatsbürgerliche
Mentalität in Zentraleuropa. Das Problem Zensur
in Zentraleuropa

27

Norbert Bachleitner

Wie begründet man ein Verbot? Österreichische Zensurprotokolle
aus den Jahren 1810/1811

39

Dorottya Lipták

Die Rolle der Zensur im Verlags- und Pressewesen Ungarns
im 19. Jahrhundert

55

Jean-Dominique Mellot

L'« axe Paris – Vienne » et la police du livre à la fin du XVIII^e siècle

73

Éva Ring

La censure et les pamphlets politiques de la fin du XVIII^e siècle en Hongrie

89

Iacob Marza

Aspekte der staatlichen Kontrolle in Siebenbürgen im Zeitalter
der Aufklärung. Das Beispiel der rumänischen Schulen

99

István Monok

Le contrôle et la circulation des livres protestants en Hongrie après l'expulsion
des Turcs

105

Viliam Čičaj

Les bibliothèques privées en milieu urbain et la censure du XVI^e siècle
au XVIII^e siècle dans les régions de la Slovaquie actuelle

117

Attila Verók

Lutherische Buchzensur in Siebenbürgen um 1700: Der Fall
Christoph Nicolaus Voigt

129

Eva Kowalská

Die evangelischen Geistlichen als Zensoren und Distributoren von Büchern: Der
Fall Michael Institoris Mossotzy (1731–1803)

141

Marie-Elizabeth Ducreux

L'encadrement des lectures de la population de Bohême au XVIII^e siècle

151

Olga Fejtová

Les bibliothèques patriciennes de la Nouvelle-Ville de Prague à l'heure de la
recatholicisation, de 1620 à la fin du XVII^e siècle

167

Martin Svatoš

Les usages du livre religieux chez le missionnaire jésuite Antonín Koniáš.
Théorie et pratique

181

Alena Richterová

La circulation d'une information non censurée dans les « nouvelles à la main »
au début du XVII^e siècle en Pays Tchèques

203

Jaroslava Kašparová

Les « libri prohibiti » espagnols et leur lecteur en Bohême
aux XVI^e et XVII^e siècles

223

Liste des Auteurs

245

Introduction

Les espaces de la censure dans la monarchie des Habsbourg

Marie-Elizabeth Ducreux

La censure restreint et encadre l'expression des idées et leur diffusion. Elle peut être envisagée sous divers aspects. Le plus courant est celui de la censure des Eglises et des Etats, qui concerne d'une part les mesures mettant en place des procédures de contrôle de la circulation de l'écrit, des métiers du livre, du marché et du commerce de la librairie, mais tout autant la définition d'un concept englobant ces activités. Dans cette acception, la notion de censure possède d'emblée au moins deux sens, l'un, technique, et l'autre, politique. Le premier est le domaine d'une histoire des limites concrètes mise en travers du mouvement des idées par l'écrit, mais aussi des procédés, des stratégies, des actions et des usages qui permettent de les contourner. Le second est celui de l'analyse de l'interdit. L'idée même de censure implique l'existence préalable de conceptions sur ce qu'il est licite et illicite de lire. Les motifs de l'interdiction peuvent être et sont souvent explicités, de même que la nécessité de contrôler la diffusion des idées ou des croyances. Cependant, la nature de ces argumentations évolue. La prohibition de certains écrits, leur encadrement par les autorités de l'Etat posent sans aucun doute, tout au moins depuis la fin du XVIII^e siècle, la question d'une politique de l'opinion et des libertés de croyance, de pensée et d'action. Toute tentative de reconstituer à travers le temps les pratiques de censure des autorités religieuses et civiles, municipales, corporatives ou gouvernementales, peut donc nous amener aussi bien sur le terrain de l'organisation des métiers et du commerce que sur celui de l'administration, ou encore dans le domaine de la juxtaposition des compétences et des compétitions de compétences. Enfin, les écrits circulent : c'est cette circulation qui fournit l'une des principales raisons des formes prises par la censure d'Etat, dont on peut dire qu'elle esquisse, plus qu'elle ne la dessine, la carte de leurs mouvements prévisibles et visibles, en s'appliquant à dévoiler et à maîtriser ce qui reste invisible.

Cependant, la censure ne se laisse pas uniquement réduire à celles de l'Etat et de l'Eglise, ni à leurs relations réciproques, qui offrent déjà un large champ de réflexion et de travaux. La formation du goût par la pratique des censeurs, pratique qui, dans la seconde moitié du XVIII^e siècle, agit aussi au nom de la notion de bien commun, en concurrence avec celle de vérité, sont des aspects déterminants, et les rapports entre critique littéraire et censure, les liens multiples avec les canons littéraires et culturels ont déjà été soulignés¹. Dans ce dernier domaine, un consensus sur des normes de communication textuelles est alors supposé établi, de même que doivent exister des instances ou des institutions susceptibles d'exercer ou de voir reconnue leur autorité particulière en ces domaines. Les phénomènes d'autocensure passés ici à peu près sous silence, constituent en eux-mêmes un pan sans doute capital, en particulier dans la première moitié du XIX^e siècle. Loin de ne concerner qu'un problème de technique administrative, le thème de la censure relève donc bien de dimensions très larges de l'histoire sociale, politique, religieuse et culturelle, comme de celle des conceptions de la morale publique et privée et de la vérité. Ce qui explique que puissent être mobilisés des types de sources et de documentation excédant les contours de la censure étatique et ecclésiastique. Dieter Breuer, en 1988, appelait à ce type de recherches démultipliées, seules capables de faire progresser l'histoire de la censure, et en indiquait les pistes possibles².

I) La censure à l'échelle de la monarchie des Habsbourg

Les contributions réunies ici prennent pour objet plusieurs modalités d'exercice de la censure dans les pays qui ont constitué la monarchie des Habsbourg, du XVII^e – plus exactement pour certaines de la fin du XVI^e – au XIX^e siècle³. La confrontation de perspectives et d'angles d'attaque variés permet plusieurs constatations. La réunion de traditions de recherche différentes, comme le déplacement vers la Hongrie et la Bohême d'un

¹ Par exemple, dans : Aleida Assmann, Jan Assmann, *Kanon und Zensur*, München 1987, 347 pp.

² Dieter Breuer, « Stand und Aufgabe der Zensurforschung », in : Herbert G. Göpfert, Erdmann Weyrauch, *'Unmoralisch an sich'. Zensur im 18. und 19. Jahrhundert*, Wiesbaden 1988, pp. 37-60.

³ Elles ont été d'abord présentées au colloque tenu à Prague, à l'instigation de Martin Svatoš et de l'Institut d'Etudes Classiques (Ústav pro klasická studia) de l'Académie des Sciences de la République Tchèque, du 30 novembre au 2 décembre 2000, dans le cadre du projet international « Livre, culture et nationalité en Europe centrale ».

questionnement sur les pratiques et les règles de censure que l'on est accoutumé à situer d'abord à Vienne, agit déjà à la manière d'un révélateur. La censure avant Marie-Thérèse apparaît finalement encore trop peu connue, d'une façon trop cloisonnée et insuffisamment contextualisée. Après 1750, alors qu'elle fait régulièrement partie des thèmes couverts par les publications sur les réformes administratives des souverains éclairés, de la *Zentralverwaltung* et du *Gesamtstaat*, elle pourrait redevenir un objet d'étude à redécouvrir. Une attention plus grande accordée aux situations locales sans généralisation trop rapide des connaissances acquises dans les contextes (certes multiples) des *Erbländer* autrichiens, la prise en compte des sources conservées dans les archives de Budapest, Prague, Olomouc, Bratislava, etc., en connexion avec ce que l'on sait des politiques de la Cour et d'Etat, une meilleure attention portée aux modalités d'interactions entre les pays et les provinces et les institutions de Cour, sont l'un des chemins praticables. Il existe assez curieusement peu de livres uniquement consacrés à la censure dans la monarchie des Habsbourg⁴. Aucun, semble-t-il, ne l'envisage sous cet angle : sur ce point, on peut sans doute chercher à comprendre les raisons de cet état de choses. Celles-ci peuvent être réduites, en gros, à deux ensembles : le poids de conceptions anachroniques sur la nature de la centralisation de l'Etat des Habsbourg, et la concurrence des historiographies nationales, qui enferme les sujets étudiés dans des frontières étroites et exclut tout espace de comparaison en posant l'altérité radicale et la spécificité des histoires particulières.

Dans la monarchie des Habsbourg au XVIII^e siècle, comme l'a bien vu Christine Lebeau, « la censure, à la charnière du politique et du religieux, constitue aussi une source privilégiée pour identifier a contrario les principes de l'Etat Habsbourg »⁵. Avec les réformes de Marie-Thérèse et de Joseph II, plutôt que d'une pratique entièrement uniformisée de la censure, c'est du succès d'un concept de plus en plus unifié et unificateur qu'il faut

⁴ L'un des rares titres modernes est celui de Grete Klingenstein, *Staatsverwaltung und kirchliche Autorität im 18. Jahrhundert. Das Problem der Zensur in der thesesianischen Reform*, Wien 1970, 234 pp., dont les vues restent très éclairantes. Il vaut lui ajouter le livre d'Oscar Sashegyi cité un peu plus loin qui, en se consacrant à la censure hongroise sous Joseph II, informe aussi de façon substantielle sur le fonctionnement de l'Etat à Vienne, et entre Vienne et les instances hongroises. Pour la première moitié du XIX^e siècle, voir : Julius Marx, *Die österreichische Zensur im Vormärz*, Wien 1959.

⁵ Christine Lebeau, « Les livres jansénistes interdits dans la monarchie des Habsbourg : la prudence efficace (1754–1776) », in : Daniel Tollet (éd.), *Le jansénisme et la franc-maçonnerie en Europe centrale aux XVII^e et XVIII^e siècles*, Paris 2002, pp. 248.

parler. Il faut pourtant garder en même temps présent à l'esprit que coexistaient entre 1750 et 1795, au sein même des commissions de censure et des administrations chargées d'appliquer les mesures, des conceptions fort différentes et souvent conflictuelles, qui ne disparurent qu'au début du XIX^e siècle avec le passage sous l'autorité et le contrôle de la police des affaires de censure et leur entière bureaucratisation. D'autre part, la concentration à la cour de Vienne de la politique de censure, en 1751, n'a pas empêché que coexistent jusqu'à la Patente de Tolérance de Joseph II en 1781, tout au moins dans les pays de la couronne de Bohême, une prohibition de l'écrit relevant de la contre-réforme⁶ comprenant la possibilité de visites domiciliaires, et des confiscations de livres par les missionnaires délégués par les autorités ecclésiastiques et gouvernementales⁷, avec les nouvelles normes et pratiques de censure progressivement développées après 1751. Il n'est pas excessif d'écrire que cette simultanéité constitue un véritable angle mort de la recherche sur l'encadrement de l'écrit au XVIII^e siècle dans la monarchie des Habsbourg, dans la mesure où ces deux pôles n'ont jamais été ni traités, ni pensés ensemble par les historiens.

L'historiographie tchèque, qui traite peu en général le thème des modalités de la censure, ne prend pas plus souvent pour objet de recherche celles de l'encadrement des lectures de la population, dans les faits surtout la po-

⁶ Mais qui ne prend pas pour cible unique les livres jugés contraire à l'orthodoxie catholique ou attaquant l'Eglise et la religion, et poursuit aussi la littérature érotique et contraire aux bonnes mœurs.

⁷ Sur ce sujet : Marie-Elizabeth Ducreux, « Le livre et l'hérésie, modes de lecture et politique du livre en Bohême au XVIII^e siècle », in : Hans Erich Bödeker, Gérald Chaix, Patrice Veit (éd.), *Le livre religieux et ses pratiques. Etudes sur l'histoire du livre religieux en Allemagne et en France à l'époque moderne. Der Umgang mit dem Religiösen Buch. Studien zur Geschichte des religiösen Buches in Deutschland und Frankreich in der frühen Neuzeit*, Göttingen 1991, pp. 131-155; Id., *La mission et le rôle des missionnaires dans les pays tchèques au XVIII^e siècle*, in : *Actes du 109^e Congrès national des Sociétés savantes. Dijon 1984. Tome I. Transmettre la foi : XVI^e-XX^e siècles. Fasc. 1. Pastorale et prédication en France*, Paris 1984, pp. 31-46 ; Id., *Lire à en mourir. Livres et lecteurs en Bohême au XVIII^e siècle*, in : *Les usages de l'imprimé (XV^e-XVIII^e siècle)*, sous la direction de Roger Chartier, Paris 1987, pp. 253-303 (traduction en anglais : « Reading unto Death : Books and Readers in 18th century Bohemia », in : Roger Chartier (ed.), *The Culture of Print*, Princeton 1989, pp. 191-229 ; Id., *Čtení a vztah ke knihám u podezřelých z kacířství v Čechách 18. století*, in : *Acta Universitatis Carolinae – Historia Universitatis Carolinae Pragensis*, 32, 1992, fasc. 1-2, s. 51-80 ; Id., „Männerbücher und Frauenbücher, Bücher für Männer und für Frauen. Überlegungen zur Andachtsliteratur des 18. Jahrhunderts in Böhmen“, in: Edith Saurer (éd.), *Die Religion der Geschlechter. Historische Aspekte religiöser Mentalitäten*, Wien-Köln-Weimar 1995, pp. 137-168.

pulation rurale. Il est vrai que la traque des livres, entre 1620 et le règne de Joseph II (les derniers catalogues récapitulant les livres confisqués dans les campagnes semblent dater de 1784⁸) est devenue, au moins depuis le XIX^e siècle, une composante de la mémoire et de l'identité tchèque. A la confiscation des livres et des écrits, celles-ci ont substitué l'image, devenue topos, de leur complète destruction par le feu. Celle-ci constitue même l'un des points d'articulation d'une vision négative de l'Eglise catholique, qui fut dominante et quasi-officielle durant la première République tchécoslovaque. Ce trop plein de présence occulte la rareté des analyses scientifiques, et continue à susciter, même de façon heureusement aujourd'hui très minoritaire, des dénis, des justifications et des attaques. Martin Svatoš fait partie des quelques chercheurs qui ont rouvert le dossier de cette poursuite des livres par des missionnaires rémunérés par le gouvernement (la diète et la lieutenance royale) après 1733. Il reconstitue ici l'étape préliminaire de la fabrication de l'index tchèque des livres prohibés, dont les deux premières éditions étaient dues à un jésuite, le père Koniáš (1729, 1749) et la dernière à l'archevêque de Prague Příčovský (1770). Constatons ici que la coexistence, à partir de 1752, du *Catalogus librorum a commissione aulica prohibitorum* de la commission de censure viennoise et de ces index tchèques n'a fait l'objet jusqu'à présent d'aucune étude.

L'historiographie de la censure proprement dite, dans la monarchie des Habsbourg, a beaucoup pris pour point de départ le cadre des réformes administratives et scolaires de Marie-Thérèse et de Joseph II entre 1749 et 1786, et leur continuation sous Léopold II et François I^{er}/II⁹, entre 1790 et la Révolution de 1848¹⁰. Toutefois, les réformes des souverains éclairés ont longtemps été beaucoup plus qu'une balise essentielle dans les conceptions de l'histoire de la monarchie et de son *Gesamtstaat*, et la date de 1749, année de la disparition des chancelleries séparées de Bohême et d'Autriche et de leur remplacement provisoire par un *Directorium in Publicis et Camera-libus* a été comprise, dès le XIX^e siècle, comme le marqueur d'une centralisation effective en pratique aussitôt, et aussi bien, que conçue. Le fonctionnement des offices des gouvernements et des bureaux locaux et les modes d'articulation, dans un contexte d'existence parallèle d'instances plurielles

⁸ Voir en particulier : Marie-Elizabeth Ducreux, « Le livre et l'hérésie, modes de lecture et politique du livre en Bohême au XVIII^e siècle », op. cit., note précédente.

⁹ Le dernier empereur du Saint-Empire romain germanique (jusqu'en 1806), François II, est François I dans l'empire d'Autriche qu'il établit en 1804.

¹⁰ Voir les titres d'ouvrages représentatifs à la suite de ce texte.

d'intervention dans les affaires du livre, apparaissent concrètement toujours méconnus avant 1750, mais aussi après cette date. Oscar Sashegyi, en 1958, avait démontré la nécessité d'une mise en relation des informations contenues dans les papiers de la Lieutenance royale avec les actes de la chancellerie royale hongroise et en général la documentation des archives de l'administration centrale de cour à Vienne. Son livre sur la censure hongroise sous Joseph II¹¹ était à la fois une critique de la vision libérale négative portée par les auteurs du XIX^e et du début du XX^e sur la censure autrichienne (Wiesner, Gnau, Houben), et une reconstitution passionnante des processus de prises de décision dans le domaine de l'édition scolaire et universitaire, du théâtre et de la religion en particulier. Cette reconstruction des circuits et des canaux de la décision fait l'intérêt de plusieurs des textes présentés ici, en particulier de celui d'Éva Ring et de Dorottya Lipták mais aussi, plus à la marge, d'István Monok et d'Attila Verók qui, en suivant à la trace le cheminement des balles de livres et les raisons de leur arraisonnement dans des affaires particulières, nous montrent que ces motifs furent souvent de l'ordre de la préséance et du privilège et purent entrer en confrontation avec la volonté de l'empereur Léopold I^{er}, qui intervient alors dans la posture du souverain médiateur entre les droits, même délégués par lui, d'autorités juxtaposées. Leurs travaux informent en même temps sur des modalités de la coexistence du catholicisme d'Etat et des confessions protestantes en Hongrie avant la patente de Tolérance. Dans la mesure où il n'existait pas de marché du livre protestant officiel avant celle-ci, les pasteurs, en Hongrie (y compris en Transylvanie et dans la Slovaquie d'aujourd'hui) devenaient importateurs de livres selon des stratégies qu'illustre aussi Eva Kowalská. La coexistence des livres catholiques autorisés (ou non) et de livres protestants, permis pour l'usage cultuel privé des protestants en Hongrie et en Silésie (perdue en 1740), mais interdits dans les pays tchèques et autrichiens reste donc pratiquement au cœur d'un sujet qui n'est pas, dans les faits, uniquement réductible, avant Joseph II, aux conceptions et aux pratiques des censeurs éclairés ou, comme Migazzi à Vienne et Hay à Hradec Králové (Königgrätz), partisans du *Reformkatholizismus*. S'explique de la sorte l'intérêt de la prise en compte des bibliothèques bourgeoises privées, pour y repérer, comme Olga Fejtová à Prague à la fin du XVII^e siècle et Viliam Čičaj du XVI^e au XVIII^e siècle dans les

¹¹ Sashegyi, Oskar, *Zensur und Geistesfreiheit unter Joseph II. Beitrag zur Kulturgeschichte der Habsburgischen Ländern*, Budapest 1958, 244 pp.

viles de Sépusie la présence persistante de livres prohibés, anciens ou en provenance de l'étranger.

La censure, cela est connu, ne touchait pas de la même façon toutes les couches de population. Les catalogues des bibliothèques aristocratiques, comme celle des bibliothèques des ordres religieux – qui peuvent de surcroît conserver les livres protestants dont la lecture est défendue au simple peuple et à tous ceux qui n'en ont pas reçu la permission par les autorités compétentes – en donnent d'éloquents témoignages, que complètent d'autres sources, les journaux et les mémoires autobiographiques, par exemple. Karl von Zinzendorf mentionne à plusieurs reprises, dans ses *Tagebücher*, qu'il est possible de se procurer à la Cour de Vienne à peu près tous les ouvrages interdits¹². La phrase prêtée à Joseph II au début de sa co-régence avec sa mère, en 1765, est identique.

La censure préalable est d'abord l'apanage traditionnel des évêques, mais des mesures pour entraver l'impression des livres (le privilège en particulier) et leur commerce sont prises à plusieurs reprises, et dans les différents pays de la monarchie, à partir du règne de Ferdinand I^{er} (1526–1564). La question du livre est aussi indissociable de celle de la lutte contre la réforme protestante, ce qui se manifeste particulièrement à partir de la fin du XVI^e siècle. A des dates différentes selon les cas et les contextes, à de multiples échelles : pays, provinces, villes, *Stände*, juridictions et corps, la politique du livre est marquée, chez les Habsbourg de la fin du XVI^e et surtout au XVII^e siècle, par le triomphe du catholicisme comme religion d'Etat, et ceci même dans les pays ou provinces où, à des titres divers, une présence protestante peut encore exister. La plupart des auteurs ayant écrit sur la censure avant Marie-Thérèse transmettent l'idée qu'elle était, au XVII^e et dans la première moitié du XVIII^e siècle, confiée aux jésuites. C'est exact, mais cela ne l'est que partiellement, avec des nuances, et cette histoire reste paradoxalement encore à refaire¹³. En effet, les jésuites ont agi comme censeurs à différents titres, non en tant qu'ordre, toujours dans des situations particulières, souvent en coexistence avec d'autres acteurs, et la question de savoir si la censure est principalement du ressort de l'autorité de l'ordinaire

¹² Voir : Christine Lebeau, *Aristocrates et grands commis à la Cour de Vienne : le modèle français*, Paris 1996, 269 pp.

¹³ Pour la Bohême, de précieuses indications se trouvent dans la biographie du cardinal Harrach (František Krásl, *Arnošt, hrabě Harrach, arcibiskup pražský* (Ernest, comte Harrach, archevêque de Prague), Praha 1886) et dans : Ferdinand Menčík, „Censura v Čechách a na Moravě“ (La censure en Bohême et en Moravie), *Věstník Královské české společnosti nauk*, 1888, pp. 85-136.

ou bien de celle du prince, qui peut la déléguer, est un fil rouge agitant les esprits sous Ferdinand II, Ferdinand III, Léopold I^{er}, traversant aussi le XVIII^e siècle et qui n'est pas absolument tranchée pour tous en 1795 encore. Je fais à cette date allusion aux réflexions sur la censure de Imrich Vajkovics, ex-jésuite, nommé en 1767 censeur à la Lieutenance royale de Hongrie à Pozsony (Bratislava) (*Locumtenentia regia, Helytartótanárs*), en 1767 qui, devenu en 1790 évêque de Kalocsa, publie alors, entre 1791 et 1795, une série de quatre livres développant ses réflexions sur la théorie et l'exercice de la censure, et en particulier sur la pratique (le « système » de la censure royale appliquée de Pozsony (= Bratislava)). Vajkovics admet le droit des souverains laïcs et de leurs ministères à exercer la censure sur les livres profanes, car il s'agit du bien général et de celui de l'Etat ; mais aussi sur les écrits religieux pour assurer la paix publique. Dans ce dernier cas, cependant, il s'agit d'une délégation de droit, le pouvoir des souverains restant ici subordonné au droit canonique et l'autorité du pape et des évêques devant demeurer intacte en matière de censure religieuse¹⁴. Sous Franz I^{er} et pendant le *Vormärz*, du reste, la censure préalable des écrits religieux est intégralement restituée aux évêques, au nom de la même conception.

II) Bref rappel des conditions de censure et de leur évolution depuis le XVII^e siècle

Après 1620, Ferdinand II réorganise les universités de Vienne et de Prague ; la première est confiée aux bénédictins et aux jésuites en 1623, la seconde, utraquiste (non-catholique) jusqu'en 1622, aux jésuites du Clementinum. C'est à ce titre que les jésuites exercent désormais la censure préalable. A Prague, cela ne va pas sans conflits avec les archevêques, et au premier rang d'entre eux, pendant plus de trente ans entre 1622 et 1654, le comte Ernst (Arnošt) Harrach. La procédure élaborée en 1654–1655 reconnaît au séminaire de l'archevêque les mêmes privilèges et droits qu'à l'université. Les livres ayant reçu l'imprimatur du consistoire de l'archevêque devront être remis au surintendant de l'université, qui à son tour les soumettra à la Lieutenance royale. Le surintendant doit réviser de son côté les livres déjà censurés par les doyens des différentes facultés. L'archevêque se réserve pourtant, en 1655, contre l'avis des jésuites, la censure des livres de théologie et accepte de se conformer aux instructions pour les livres

¹⁴ Ivona Kollárová, *Cenzúra kníh v Tereziánskej epoche*, Bratislava 1999, pp. 76-83.

concernant le *status publicum*¹⁵. L'implication concrète de son consistoire avait peut-être été favorisée par la réorganisation minutieuse sous Harrach de l'administration diocésaine et du contrôle des missionnaires, auxquels l'archevêque concède depuis 1638 la faculté de rechercher les livres hérétiques¹⁶. La discussion sur le droit de censure entre les jésuites du Clementinum et les archevêques de Prague dure encore sous Léopold I^{er}. Un rescrit de ce souverain, en 1677, affirme que la censure appartient aux grands officiers du royaume, c'est-à-dire à la lieutenance royale ; un autre, en 1707, de son fils Joseph I^{er}, nie que la censure des livres appartienne par privilège au clergé et veut la réserver au pouvoir civil¹⁷. En revanche, Grete Klingenstein indique que les évêques autrichiens n'exerçaient pas, jusqu'au XVIII^e siècle, leur devoir de censure, entre autres raisons parce qu'ils manquaient de personnel formé à cette tâche, comme d'un appareil de contrôle suffisamment développé¹⁸. La censure des livres de droit et de médecine, mais aussi d'autres livres, est alors du ressort des gouvernements locaux, qui peuvent s'adresser pour cela à des juristes individuels ou aux facultés de droit, avec plus ou moins de succès¹⁹. En Bohême, Charles VI donne à plusieurs reprises, au moins dès 1713, la charge de la censure des imprimés politiques, des calendriers et parfois même de tous les imprimés paraissant dans le pays à des aristocrates grands officiers du royaume à la lieutenance

¹⁵ Ferdinand Menčík, « Censura v Čechách a na Moravě » (La censure en Bohême et en Moravie), in : *Věstník královské české společnosti nauk*, Prague 1888, pp. 111.

¹⁶ Voir plus loin : Marie-Elizabeth Ducreux, « L'encadrement des lectures de la population de Bohême au 18^e siècle », *infra*, et : Id., « La reconquête catholique de l'espace bohémien », *Revue des Etudes Slaves*, t. 60, fasc. 3, Paris, 1988, pp. 684-702 ; Id., « La mission et le rôle des missionnaires en Bohême au XVIII^e siècle », *Transmettre la foi, XVI^e-XX^e siècles, Actes du 109^e Congrès des Sociétés Savantes*, T. I, Paris 1984, pp. 31-46 ; Id., « Le livre et l'hérésie, modes de lecture et politique du livre... », *op. cit.*

¹⁷ Ferdinand Menčík, *op. cit.*, pp. 116-117.

¹⁸ Grete Klingenstein, « Van Swieten und die Zensur », in : Erna Lesky/Adam Wandruszka (éd.), *Gerhard van Swieten und seine Zeit, Studien zur Geschichte der Universität Wien*, Band VIII, Wien-Köln-Graz, 1973, pp. 93-106.

¹⁹ Grete Klingenstein, *ibid.*, p. 95, parlant de la Basse-Autriche et de Vienne : « Die jüdische Fakultät aber übte dennoch weiterhin Abstinenz von der Zensur, aus Bequemlichkeit und Unlust, sich an einem so wenig lukrativen Geschäft zu beteiligen. Außerdem stellte die Zensur an Professoren und Fakultätsmitglieder wissenschaftliche Anforderungen, denen nicht alle gewachsen waren. Es gab niemanden in der Fakultät, der über Staats, Natur- und Völkerrecht las und auch die Reichsgeschichte vortrug ». Il semble que la situation n'ait pas toujours été exactement la même à Prague et que des juristes aient rédigés des rapports de censure, mais tout ce sujet est à reprendre en profondeur.

royale²⁰, où il existe depuis 1723, d'après la littérature spécialisée, mais probablement depuis 1715 d'après les documents conservés aux archives de Prague, une « *Bücherkommission* ». Une commission semblable fonctionne dans un seul des pays héréditaires autrichiens, au gouvernement de Styrie à Graz, depuis 1732 semble-t-il²¹. Dans la capitale de la Bohême, en 1621, Karl de Liechtenstein, qui fut gouverneur pendant la période d'exception où les droits du royaume se trouvaient suspendus (jusqu'en 1627), avait pourtant chargé les jésuites du contrôle des livres importés²². D'après Grete Klingenstein, ils l'exercèrent aussi en Autriche jusque vers 1745²³. Les douaniers vérifient aux frontières et aux octrois la présence de livres dans les caisses de marchandises importées. L'impression générale est, d'après cet auteur, celle d'un mélange des actes de contrôle de caractère profane et religieux, et d'une absence de coordination impliquant des personnes et des instances extrêmement variées. Quoi qu'il en soit, l'image qui se dégage de la littérature spécialisée n'est pas identique pour l'Autriche et pour la Bohême.

Grete Klingenstein observe avec raison qu'en général, les auteurs ayant traité de la conception de la censure réformée sous Marie-Thérèse en ont beaucoup simplifié et déformé les principes, et qu'il ne s'est jamais agi de la séculariser en séparant entièrement la censure de l'Eglise et celle de l'Etat. Elle a bien vu, également, que Vienne et le gouvernement de Basse-Autriche, au moment où y est créée la commission de censure qui deviendra en quelques années une commission de cour centralisée, en liaison directe avec la souveraine, n'étaient ni les lieux les mieux placés, ni les plus familiers de ces questions dans la monarchie des Habsbourg²⁴.

C'est peut être sur la question du lien entre le particulier et le général, de la capacité d'un événement concret à susciter la mise en œuvre de prises de décision et d'une autonomisation de la conception d'une censure générale

²⁰ Id., *ibid.*, p. 95, et mon article plus loin dans ce volume.

²¹ Mention de cette commission styrienne par Grete Klingenstein, *Staatsverwaltung und kirchliche Autorität im 18. Jahrhundert. Das Problem der Zensur in der thesesianischen Reform*, Wien 1970, p. 138. La Bohême (mais aussi la Moravie) et l'Autriche Intérieure sont toutes deux concernées par une recrudescence du crypto-protestantisme au début du XVIII^e siècle, ou en tous cas s'y manifeste une attention renouvelée à ce phénomène, qui mène à des mesures d'encadrement et de répression des lectures et des hommes, différentes dans les deux pays. La création de ces « commissions des livres » est à mettre en relation.

²² Ferdinand Menčík, *ibid.*, pp. 110-111

²³ Grete Klingenstein, « Van Swieten und die Zensur », *op. cit.*, p. 96.

²⁴ Grete Klingenstein, *Staatsverwaltung*, pp. 138-139, 143.

qu'il faut s'arrêter à ce point. Pour Grete Klingenstein²⁵, c'est en 1749 que fut situé pour la première fois au niveau de l'ensemble de la monarchie (*auf gesamtstaatlicher Ebene*) le problème de la censure, avec l'affaire du livre de Rochesang von Isecern, que décrit aussi Hermann Rafetseder²⁶. Venant de Saxe, une « description historique et géographique de royaume de Bohême » attribuée à cet auteur imaginaire (*Historische und geographische Beschreibung des Königreichs Böhmen*), injurieuse et dangereuse pour la dynastie, a été mise en vente à Prague sans avoir été censurée ni arrêtée aux frontières. La Cour de Vienne adresse alors aux différentes instances des diètes et des gouvernements locaux une injonction à rapporter sur les conditions de la censure et à lui envoyer des propositions de réforme. Celles du gouvernement de Bohême montrent à l'évidence les dissemblances des conditions, des pratiques et des vues à Prague et à Vienne. C'est ainsi que la censure a fait partie du premier train de réformes cherchant à concentrer dans les instances de la Cour une vision et une capacité de décision générale. Dès lors, Gerard van Swieten va jouer un rôle essentiel de conseiller auprès de l'impératrice en matière de réformes de l'éducation, des sciences et de la censure, entre lesquelles il établit un lien organique. Mais les contradictions et les conflits entre sa vision, partagée par des *Aufklärer* comme Sonnenfels, Justi, Riegger, Martini, et d'autres, celle des jésuites et celle de l'épiscopat, enfin les pratiques et les prétentions des instances de Cour, empêchent de conclure à une unification des conditions de la censure.

En 1749–1750, n'est pas prévue encore de hiérarchisation des commissions de censure au niveau du *Directorium in Publicis et Cameralibus* qui venait de remplacer les chancelleries de Bohême et d'Autriche. Ce sont donc pour l'instant les gouvernements locaux, devenus à des dates non concordantes selon les différents pays et provinces, *Repräsentation und Kammer*, qui se chargent des questions de censure au niveau de l'administration de l'Etat. La Hongrie n'a pas été touchée par ces réformes de Haugwitz, et la chancellerie de cour de Hongrie continue à faire l'intermédiaire entre la Lieutenance royale à Pozsony (Bratislava, Presbourg) et la souveraine. Dans ce cas, les deux instances peuvent être concernées par la censure. Est donc formée en 1752 une commission de censure à Vienne, au sein de la *Repräsentation und Kammer* de Basse-

²⁵ Id., *ibid.*, pp. 149-150.

²⁶ Hermann Rafetseder, *Bücherverbrennungen. Die öffentliche Hinrichtung von Schriften im historischen Wandel*, Wien-Köln-Graz 1988, pp. 218-224.

Autriche. Les livres sont classés et traités en quatre catégories : histoire et juridico-politique, droit, théologie, philosophie. Les censeurs sont des laïcs – par exemple Justi, Riegger, Beck pour l'histoire, la politique et le droit, van Swieten pour la médecine, la physique et les *materiae mixtae* (dont font partie la littérature) et, pour la philosophie et la théologie, à côté de deux jésuites encore, l'archevêque de Vienne Trautson, d'abord, puis Migazzi, tous deux influencés par le *Spätjansenismus* et le *Reformkatholizismus*. En 1760, cette « commission des livres » (*Bücher-Commission*) est élevée par un décret de Marie-Thérèse au rang de commission de cour²⁷, et s'intègre dans la *Studienhofkommission*. Elle fait alors partie du *Directorium in publicis et cameralibus* et, après son abolition, elle rejoindra la Chancellerie unifiée de Bohême et d'Autriche. Pourtant Marie-Thérèse demande en 1762 que ses propositions, de même que celles concernant les études et l'éducation, lui soient soumises avant d'être traitées par les conseillers de la Chancellerie²⁸. Van Swieten, médecin de l'impératrice et président de la bibliothèque impériale, obtient dès 1752 de la souveraine l'établissement de catalogues de livres interdits²⁹, moyen propice à mettre fin au libre-arbitre des censeurs et des douaniers tout particulièrement. Ils sont diffusés largement à tous les libraires et imprimeurs, et même, en 1771, publiés dans le *Wiener Realzeitung*, avant le durcissement de la fin du règne de Marie-Thérèse : en 1777, en effet, ces catalogues seront mis eux-mêmes à l'index des livres interdits ... A la fin de sa vie, van Swieten perd de son influence auprès de la souveraine, à la hauteur de celle que regagnent les évêques et au premier rang d'entre eux celui de Vienne, Migazzi, qui dirigera la commission et sera remplacé en 1773 par le baron Kressel, venu de Bohême et au début proche de van Swieten. En 1774, la commission se voit « incorporée » dans la chancellerie de Bohême et

²⁷ Heinrich Kretschmayr, *Die österreichische Zentralverwaltung, II. Abteilung. Von der Vereinigung der österreichische und böhmische Hofkanzlei bis zur Einrichtung der Ministerial-Verfassung (1749–1848)*, 3. Bd., Wien 1931, pp. 433-436.

²⁸ Id., *ibid.*, p. 438.

²⁹ Sur l'histoire et l'évolution des commissions de censure à Vienne surtout, je me base sur : Id., *ibid.* ; Hans Wagner, „Die Zensur in der Habsburgermonarchie 1750–1810“, in: *Buch- und Verlagswesen im 18. und 19. Jahrhundert. Beiträge zur Geschichte der Kommunikation in Mittel- und Osteuropa*, hrsg. von Herbert G. Göpfert, Gerhard Kozierek, Reinhard Wittmann, Red. Heinz Ischreyt, Berlin 1977, pp. 28-41, et l'excellente étude de Franz Hadamovsky, „Ein Jahrhundert Literatur und Theaterzensur in Österreich (1751–1848)“, in: *Die österreichische Literatur im Profil an der Wende vom 18. zum 19. Jahrhundert (1750–1830)*, hrsg. von Herbert Zeman, Teil I, Graz 1979, pp. 289-305.

d'Autriche. Si le dernier jésuite avait quitté la commission de censure viennoise en 1764, on a vu qu'il n'en fut pas de même pour celle de Hongrie à Pozsony, où un jésuite, Vajkovics, fut nommé censeur en 1767. Il en alla de même à Prague. La règle, s'il y en avait une, semble plutôt avoir encore été la coexistence de situations pouvant être assez, voire diamétralement différentes.

Les premières années du règne personnel de Joseph II (1780–1790) sont marquées par un adoucissement général de la censure, sauf en ce qui concerne le théâtre, l'édition scolaire et l'édition religieuse. Les catalogues de livres interdits, entre 1752 et 1784, concernèrent 4476 titres ; le catalogue de Joseph II n'en contient plus que 400 environ. Ce qui était depuis le début le principe de van Swieten, que l'Etat doit interdire le moins possible et seulement le pire, s'applique désormais pendant une brève période. La *Zensurhofkommission* est réorganisée, avec pour président le comte Johann Chotek, puis elle est unifiée avec la *Studienhofkommission*, présidée par Gottfried van Swieten. Des commissions de censure, subordonnées en théorie à celle de la Chancellerie de Bohême et d'Autriche, fonctionnent toujours dans les capitales des pays et provinces ; les usages et les jugements n'y sont pas forcément les mêmes qu'à Vienne, et il n'est pas rare qu'un livre soit plus facilement publié dans la capitale autrichienne qu'à Prague ou à Buda. Les censeurs, spécialisés selon les matières, sont des *Aufklärer*, parfois des francs-maçons, tout au moins en Bohême et à Vienne, et beaucoup sont francs-maçons ou des proches de la maçonnerie. Parmi eux à Vienne, Joseph von Sonnenfels et Jozsef Pászthory et deux écrivains, Aloys Blumauer et Joseph von Retzer qui décident des belles-lettres. A Prague, Josef Dobrovský, le slaviste bien connu, nommé censeur pour la théologie, peut alors condamner l'ouvrage de dévotion catholique le plus diffusé de tous depuis sa première impression à Prague en 1638, „La clé d'or du Paradis“ (*Zlatý Nebeklíč, Goldener Himmelsschlüssel*) du capucin von Cochem. Après la mort de Joseph II, la censure est réintégrée à la Chancellerie de Bohême et de Hongrie dont elle est séparée sous Franz I^{er}, qui en fait un département du ministère de la police et de l'instruction. Cette police n'est plus celle d'un van Swieten et d'un Sonnenfels.

La mise en place, sous Marie-Thérèse et sous Joseph II, de commissions de censure à Vienne, mais aussi à Buda, à Prague et dans les capitales provinciales, entraîne, on le voit, un fonctionnement complexe, à la fois central et décentralisé de la censure, ce qu'illustre ici la contribution d'Éva Ring. Enfin, la libéralisation pour une courte durée de la censure, en 1782, cause

une floraison extraordinaire de libelles et de pamphlets, relance le commerce du livre, permet aussi la multiplication des cabinets de lecture et des librairies et un essor sans précédent de la presse d'opinion dans toutes les langues. A un point tel qu'elle finit par gêner l'empereur, qui met un terme à la liberté (relative) de la presse et de l'édition en 1787.

Le système de censure présenté par Waltraud Heindl, Norbert Bachleitner et Dorottya Lipták, et tout particulièrement ce qui concerne la classification des livres censurés n'existe pas avant les réformes des années 1760 ; les degrés associés aux livres admis, permis ou tolérés (*admittitur, toleratur, erga schedam* – c'est à dire permis uniquement aux individus munis d'un billet nominatif de la censure), et beaucoup d'autres dans la première moitié du XIX^e siècle sont un perfectionnement introduit progressivement depuis la fin du XVIII^e siècle, et surtout avec la loi de 1810. C'est sous Franz I^{er} que le degré de bureaucratisation de l'Etat permet à ce modèle de fonctionner avec le maximum d'efficacité et d'effets sur la vie intellectuelle, artistique, théâtrale et littéraire, et sur l'expression des opinions publiques.

Une fois devenue performante et systématisée, la censure de l'Etat a pesé très lourd sur les sociétés de l'empire des Habsbourg pendant toute la première moitié du XIX^e siècle, voire jusqu'en 1867. Il fallait s'arranger avec elle pour vivre ou pour survivre. Waltraud Heindl l'exprime très bien dans le texte qui ouvre notre dossier, et qui résume aussi les modifications du régime de censure à la fois libéralisé et remis en place par Joseph II. Après la mort de son frère et successeur Léopold II (1790–1792), la censure est renforcée dès 1795, et la révision de tous les livres censurés antérieurement ordonnée. Dès lors, jusqu'en 1848 puis, après l'échec des révolutions dans l'Empire des Habsbourg, jusqu'au compromis austro-hongrois et même au-delà en ce qui concerne le contrôle des imprimés venus de l'étranger, une censure préalable extrêmement sévère est organisée sous le contrôle d'une police d'Etat double, à la fois officielle et secrète, dont le rôle est devenu prépondérant depuis 1792. Au ministère central de la police, à Vienne, répondent dans les différents pays des directions de police, sauf en Hongrie, qui n'en a pas et où la censure relève du gouvernement local, le palatin et la lieutenance royale, en liaison avec Vienne. La censure est renforcée en 1834 et 1840. La presse est étroitement surveillée dans toute la monarchie. Seuls deux journaux au contenu entièrement officiel, par exemple, peuvent subsister à Vienne pendant la Révolution et les guerres napoléoniennes, et toute information sur les événements de France est

interdite. Tous les livres publiés sous Joseph II et Léopold II sont révisés: 2500 titres sont prohibés à partir de 1803, parmi lesquels les œuvres de Voltaire, Rousseau, Helvétius, Montesquieu, Schiller et Wieland. Ainsi s'explique, par exemple, qu'en Bohême, en 1851, peu de temps avant d'être arrêté et exilé au Tyrol, Karel Havlíček Borovský, le journaliste d'opposition le plus actif de la période, puisse encore braver le pouvoir de la ville de Kutná Hora, en province, en traduisant en tchèque et en publiant *Micromégas* et d'autres contes d'un « auteur français » aisément identifiable mais qui, prévient-il, « doit rester anonyme à cause de la police du livre »... Pendant toute cette longue période, tous les imprimés étrangers: livres, pièces de théâtre, et jusqu'aux partitions musicales sont contrôlés avant d'être interdits ou permis après retouches. Plus de six cent cartons d'imprimés ainsi confisqués attendent encore, par exemple, aux archives d'Etat de Prague, l'historien qui voudra s'en saisir. Cependant, la rigueur des inspections aux frontières, dans les postes, chez les imprimeurs et les libraires n'empêche ni les contrefaçons ni une vaste contrebande de livres et de brochures politiques, très pratiquée surtout après 1830: les rapports de police adressés de Prague à Vienne, peut-être exagérés, invoquent par exemple deux cent passeurs clandestins pour un douanier...³⁰

III) Diversité de la censure : quelques exemples pris en Bohême

Daté du 1^{er} avril 1761, un rapport du baron Kressel de Gualtenberg, *praeses* de la commission de censure de la Représentation royale (*Repräsentation und Kammer*) de Bohême, le même qui, en 1773, sera président de la *Studienhofcommission* de Vienne et, en 1789, chancelier de Bohême et d'Autriche, censure en ces termes un volume publié la même année à Prague.

« Mon âme s'est délectée à la lecture du *Prodromus* donné par Dobner [= l'auteur du livre] aux *Annales* de Hajek³¹. J'y ai trouvé l'érudition la plus vaste et la connaissance de l'antiquité la plus excellente [...]. J'ose souhaiter qu'il ouvre la voie à une histoire de la Bohême plus vraie et plus authentique que les légendes antérieures [...] et je prie l'auteur de faire de tels ouvrages pour le plus grand honneur de la Patrie et l'utilité de l'histoire »³².

³⁰ Jitka Lněničková, *České země v době předbřeznové* (Les Pays Tchèques pendant le *Vormärz*), Prague 1999, p. 47.

³¹ Il s'agit de la critique d'une célèbre chronique tchèque du XVI^e siècle.

³² L'avis, immédiatement suivi de l'imprimatur du vicaire général et official du diocèse Joannes Andreas Kayser, du « *Censurae Praeses Franciscus Carolus L. B. Kresel*

Vingt ans plus tard, František Martin Pelzel, historien, grammairien, précepteur chez le comte Nostitz à Prague, nommé en 1792 premier professeur de littérature tchèque à l'université de Prague, s'exprime dans ses mémoires sur la pratique des censeurs opérant sous Marie-Thérèse en Bohême, avant le règne personnel de Joseph II.

« Ces deux-là [= le comte Wiežnik président de la Cour royale d'appel et de la commission de censure du royaume de Bohême, et le chevalier Běšín, son plus proche collaborateur.], avec quelques religieux du plus misérable entendement et d'autres dévôts du même acabit, furent les tyrans et les persécuteurs de la raison humaine en Bohême. Lorsqu'un érudit voulait publier quelque chose, il fallait leur donner deux copies du manuscrit, dont ils pesaient chaque mot du début à la fin. Ils rayaient tout ce qu'il contenait de bon et répandaient toute sorte d'insultes sur l'auteur, pour l'effrayer et le décourager de poursuivre ses travaux. Tous les bons livres furent interdits, et avec eux le progrès des sciences. Nous autres Tchèques, nous fûmes alors considérés par nos voisins comme de vrais ignorants et imbéciles et condamnés à ne rencontrer que le mépris. En interdisant les livres étrangers, leurs collaborateurs religieux voulaient faire retourner la Bohême à la barbarie des XII^e et XIII^e siècles, tout en prenant grand soin qu'on ne puisse pas percer leurs ruses et fourberies. Grâce au sage Joseph II, envoyé par Dieu qui mérite pour cela nos remerciements, ces tyrans de l'esprit furent enfin mis à l'écart et renvoyés »³³.

Dans le même contexte, celui de la pratique de la censure dans la deuxième phase de réformes de Marie Thérèse après 1759, Kressel apparaît comme un censeur éclairé, et Wiežnik un butor, ennemi de l'expansion du savoir et de la recherche historique et philologique. La citation du rapport de Kressel et les exclamations de Pelzel, contempteur du comte Wiežnik, fournissent une image diamétralement opposée des effets de la censure thérésienne. Dans le premier cas, le censeur apparaît lui-même sous les traits d'un acteur du progrès intellectuel. En s'associant par sa censure au débat en cours sur l'érudition et la vérité de l'histoire, il prend parti d'autorité et libère ici la scène de l'esprit. En revanche, Pelzel donne à voir un groupe de personnages incultes et bornés, acharnés à la perte des lettres et des sciences. Cette représentation s'inscrit dans la critique de l'obscurantisme construite par les Lumières.

de Gualtenberg » est reproduit au verso de la page de titre in : Wenceslai Hagek a Liboczan, Annales Bohemorum e bohemica editione latine redditi, et notis illustrati (...) nunc (...) a P. Gelasio a S. Catharina (...) Pars I., seu Prodromus (...), Pragae, litteris viduae Kirchneri, regii typographi, factore Francisco Carolo Unger (sans date [1761]).

³³ Cf. Jiří Klabouch, *Osvícenské právní nauky* (Les doctrines juridiques des Lumières), Prague 1958, p. 261.

Un dernier exemple illustrera les stratégies des écrivains face au fonctionnement complexe et parallèle des bureaux locaux de la censure dans la première moitié du XIX^e siècle. Le célèbre ouvrage du Slovaque Jan Kollár, le père de l'idée de la solidarité slave, *Slávy dcera* (La fille de Sláva), avant d'être publié à Pest en 1824, le fut d'abord à Prague en 1821 dans une première version plus brève intitulée *Znělky neb Sonetty*, Ces « Chants, ou sonnets » furent inclus dans un « recueil de poèmes » de Kollár, *Básně Jana Kollára*, et c'est par l'intermédiaire de Josef Jungmann, l'un des acteurs les plus importants de la « renaissance nationale » tchèque, que le poète de 28 ans commença ainsi à se faire connaître³⁴. La correspondance entre Jungmann et Kollár ne nous laisse rien ignorer des difficultés que leur fit la censure pragoise. Le 28 octobre 1820, Jungmann soupire :

« La censure complique tout ... Que Dieu veuille qu'il ne lui vienne pas l'idée d'une conspiration s'étendant de l'Oural aux Tatras ... Il est impossible aujourd'hui de lui soumettre tels quels ces beaux, ces merveilleux passages concernant *Slavia* [c'est à dire la slavité et les Slaves] sans mettre en grand péril toute cette bonne entreprise. Même la seconde partie ne pourra pas paraître ... Chacun est de l'avis que cela ne peut être imprimé en l'état ... »

Le 18 avril 1821, Jungmann envoie au poète le volume imprimé qu'il appelle « les restes de la censure ». Car la censure pragoise

« ne se contente pas de biffer ici ou là un mot, ou de le recouvrir de noir: pour une seule strophe, elle tire une croix sur une oeuvre entière ... ce qui n'est pas passé cette fois-ci le sera peut-être une autre fois, ailleurs, pour une seconde édition, et pour l'instant tous les amateurs de votre Muse recopient fidèlement les passages rejetés ».

Pour cette œuvre fondatrice de la slavité littéraire, la censure hongroise, en 1824 et 1832, se montra plus accueillante et plus large d'esprit que celle de Prague.

³⁴ Václav Zelený, *Život Josefa Jungmanna* (Vie de Josef Jungmann), Praha 1874, pp. 227-229.

Quelques références bibliographiques

- Fournier, August, « Gerhard Van Swieten als Censor », *Sitzungsberichte der phil. hist. Classe der k. k. Akademie der Wissenschaften in Wien*, LXXXIV, 1876, pp. 387-466.
- Gnau, Hermann, *Die Zensur unter Joseph II*, Strassburg und Leipzig, J. Singer, 1910, XII-173 pp.
- Göpfert, Herbert G., Weyrauch, Erdmann, 'Unmoralisch an sich'. *Zensur im 18. und 19. Jahrhundert*, Wiesbaden 1988 (Wolfenbütteler Schriften zur Geschichte des Buchwesens, Band 13), 378 pp.
- Hadamovsky, Franz, „Ein Jahrhundert Literatur und Theaterzensur in Österreich (1751–1848)“, in: *Die österreichische Literatur. Im Profil an der Wende vom 18. zum 19. Jahrhundert (1750–1830)*, hg. von Herbert Zeman, Teil I., Graz 1979, pp. 289-305.
- Heindl, Waltraud, *Gehorsame Rebellen: Bürokratie und Beamte in Österreich 1780 bis 1848*, Wien 1991, 375 pp.
- Homerová, Klára, *Tisková cenzura v Čechách, 1601–1660* (la censure de l'imprimé en Bohême, 1601–1660), Praha 1999, 88 pp. (Sborník Národního muzea v Praze. Acta Musei Nationalis Pragae, Series C – Historia Litterarum, vol. XLII-XLIII [1997–1998], num. 1-4).
- Houben, Heinrich Hubert, *Hier Zensur – Wer dort?? Antworten von gestern auf Fragen von heute. Der gefesselte Biedermeier. Literatur, Kultur, Zensur in der guten, alten Zeit*, Leipzig 1990 (réédition de deux livres de l'auteur publiés en 1918 et en 1924), 476 pp.
- Klingenstein, Grete, *Staatsverwaltung und kirchliche Autorität im 18. Jahrhundert. Das Problem der Zensur in der thesesianischen Reform*, Wien 1970, 234 pp.
- Id., „Van Swieten und die Zensur“, in: Erna Lesky, Adam Wandruszka (éd.), *Gerard van Swieten und seine Zeit. Internationales Symposium*, Wien-Köln-Graz 1973 (Studien zur Geschichte der Universität Wien, Band VIII), pp. 93-106.
- Kollarová, Ivona, *Cenzúra kníh v Tereziánskej epoche* (La censure sous Marie-Thérèse), Bratislava 1999, 131 pp.
- Kovacs, Elisabeth, „Beziehungen von Staat und Kirche im 18. Jahrhundert“, in: Erich Zollner (éd.), *Österreich im Zeitalter des aufgeklärten Absolutismus*, Wien 1983, pp. 29-53.
- Lavandier, Jean-Pierre, *Le livre au temps de Joseph II et de Léopold II : code des lois de censure du livre pour les pays austro-bohêmes (1780–1792)*, Genève 1995, 365 pp.
- Id., *Le livre au temps de Marie-Thérèse : code des lois de censure du livre pour les pays austro-bohêmes (1740–1780)*, Genève 1993, 162 pp.

- Lebeau, Christine, « Les livres jansénistes interdits dans la monarchie des Habsbourg : la prudence efficace (1754–1776) », in : Daniel Tollet (éd.), *Le jansénisme et la franc-maçonnerie en Europe centrale aux XVII^e et XVIII^e siècles*, Paris 2002, pp. 248-261.
- Lesky, Erna, Wandruszka, Adam (éds.), *Gerard van Swieten und seine Zeit, Internationales Symposium*, Wien-Köln-Graz 1973 (Studien zur Geschichte der Universität Wien, Band VIII), 194 pp.
- Marx, Julius, *Die österreichische Zensur im Vormärz (Österreich Archiv. Schriftenreihe des Arbeitskreises für österreichische Geschichte)* Wien 1959, 76 pp.
- Menčík, Ferdinand, „Censura v Čechách a na Moravě“ (La censure en Bohême et en Moravie), *Věstník Královské české společnosti nauk*, 1888, pp. 85-136.
- Rafetseder, Hermann, *Bücherverbrennungen. Die öffentliche Hinrichtung von Schriften im historischen Wandel*, Wien-Köln-Graz 1988, 360 pp.
- Sashegyi, Oskar, *Zensur und Geistesfreiheit unter Joseph II. Beitrag zur Kulturgeschichte der Habsburgischen Ländern*, Budapest 1958, 244 pp.
- Schaller, Jaroslaus, *Kurzgefaßte Geschichte der k. k. Büchercensur und Revision im Königreich Böhmen*, Prag 1796.
- Scherman Egyed, *Adalékok az állami könyvcenzúra történetéhez Magyarországon Mária Terézia haláláig* (Données sur l'histoire de la censure en Hongrie jusqu'au mort de Marie Thérèse), Budapest 1928.
- Wagner, Hans, „Die Zensur in der Habsburgermonarchie 1750–1810“, in: *Buch- und Verlagswesen im 18. und 19. Jahrhundert. Beiträge zur Geschichte der Kommunikation in Mittel- und Osteuropa*, éd. par Herbert G. Göpfert, Gerhard Kozielek, Reinhard Wittmann. Red. Heinz Ischreyt, Berlin 1977, pp. 28-41.
- Wangermann, Ernst, *Aufklärung und staatsbürgerliche Erziehung: Gottfried van Swieten als Reformator des österreichischen Unterrichtswesens, 1781–1791*, München 1978, 126 pp.
- Wiesner, Adolph, *Denkwürdigkeiten der oesterreichischen Zensur vom Zeitalter der Reformation bis auf die Gegenwart*, Stuttgart 1847, XVI-436 pp.

Zensur und Zensoren, 1750–1850.

Literarische Zensur und staatsbürgerliche Mentalität in Zentraleuropa. Das Problem Zensur in Zentraleuropa.

Waltraud Heindl

Die Idee zu den folgenden Überlegungen entstand bei der Lektüre von Schriften des Österreichers Franz Grillparzer, des Ungarn György Konrád und des Tschechen Milan Kundera. Alle drei beschrieben ihre ganz persönlichen Auseinandersetzungen mit der Zensur ihres Staates. Obwohl durch drei Sprachgrenzen und fast zwei Jahrhunderte von einander getrennt, wiesen sie so frappante Ähnlichkeiten auf, daß der Verdacht, daß der Umgang mit Zensur auf spezifischen zentraleuropäischen Traditionen fußt, neben die allgemeinen psychischen Mechanismen tritt, die Zensur erzeugt. Es sei mir deshalb erlaubt, der Frage nachzugehen, welche weitreichende Folgen für die Formung der staatsbürgerlichen, intellektuellen und kulturellen Mentalität die staatliche Zensur als Instrument von Obrigkeitsstaaten und Diktaturen provoziert. Es ist bekanntlich nicht unerheblich für das kulturelle Klima eines Landes und die kulturelle Produktion, wie ein Staat mit seinen Intellektuellen umgeht.

In der Geschichte des Habsburgerreiches gab es nur recht kurze Spannen, in denen keine radikale Zensur ausgeübt wurde. Zunächst lag die Zensur in den Händen der Kirche und wurde von geistlichen Institutionen ausgeübt, bis sie in den sechziger Jahren des 18. Jahrhunderts von der staatlichen Zensurbehörde übernommen wurde. Bald danach, in den Jahren zwischen 1781 und 1784, erprobte Joseph II. zum erstenmal, wie mit lockeren Zensurvorschriften auszukommen wäre. Eine Flut von kritischen Schriften in der breiteren intellektuellen und politischen Öffentlichkeit war die Folge und leitete eine reformerische Diskussion ein, die dem Kaiser bald zu viel wurde, so daß er (ab 1784) wieder eine Verschärfung anordnete, unter noch relativ toleranten Umständen, die jedoch Schritt für Schritt abgebaut wurden. Unter dem Eindruck der Französischen Revolution wurden am 22. Februar 1795 die verschiedenen Zensurbestimmungen in einer umfassenden „General-Zensurverordnung“ zusammengefaßt. Bis 1801 verblieb die Exekution der Zensurvorschrift noch der Studienhofkommission

vorbehalten, dann wurde sie der Polizeihofstelle unterstellt, was eine gewisse „Militarisierung“ der geistigen Kultur bedeutete.

Die Zensurvorschriften betrafen vor allem das Druckereigewerbe und wandten sich nicht an die Schriftsteller. Nach den kurzzeitigen Erleichterungen durch die französische Besetzung Wiens im Jahre 1809, als Napoleon die Zensurvorschriften entschärfte, wurde am 14. September 1810 das „Zensuredikt“ erlassen (das allerdings offiziell nie publiziert wurde). Es zeichnete sich durch rigorose Restriktionen aus und blieb als fundamentale gesetzliche Grundlage bis 1848 in Kraft.

Die Revolution von 1848 fegte die Zensur hinweg – eine der ersten Forderungen, denen sich die Regierung beugte, um allerdings nach der Niederschlagung der Revolution zu um so strengeren Kontrollen zurückzukehren. Erst das Staatsgrundgesetz von 1867 brachte die endgültige gesetzliche Voraussetzung für die Befreiung von geistigem Zwang und Bevormundung. Es muß angemerkt werden, daß – trotz Pressefreiheit – Zensur und Zensurvorschriften selbstverständlich (bis zum heutigen Tag) bestehen blieben. Im übrigen brauchte es auch nach 1867 noch einige Zeit, um sich von der Selbstzensur obrigkeitlichen Denkens zu befreien, was im Grund erst (so Hubert Lengauer) mit der Kritik Karl Kraus' in den neunziger Jahren eingeleitet wurde, die erstmals tatsächlich eine „Gegen-Öffentlichkeit“ repräsentierte und damit erst einer „bürgerlichen Öffentlichkeit“ zum Durchbruch verhalf. Diese hatte bis zum Ausbruch des Ersten Weltkrieges Zeit und Möglichkeit sich zu entwickeln.

Nach 1918, in der Ersten Republik, wiederholte sich die Chance, bis dann autoritäres Regime und Nationalsozialismus Presse- und Meinungsfreiheit wieder beseitigten (ab 1933), und erst die Zweite Republik schuf in Österreich die Voraussetzungen für eine kontinuierliche Entwicklung der demokratischen Gepflogenheiten einer freien Literatur. In den übrigen Nachfolgestaaten der Habsburgermonarchie wurden bekanntlich die demokratischen Freiheiten, darunter auch die Pressefreiheit, durch die kommunistische Machtergreifung in den späten vierziger Jahren des 20. Jahrhunderts wieder zunichte gemacht.

Entscheidend in diesem Prozeß erscheint mir, daß dank der bekannten Zugriffe der Zensur im gesamten Raum der österreichischen Monarchie bis 1867 – mit den wenigen zitierten Ausnahmen – die Zensur rigoros gehandhabt wurde. Ein feinmaschiges Netz von Kontrolle, mit offiziellen Polizeioorganen und inoffiziellen Spitzeln kontrollierte und disziplinierte die gesamte Gesellschaft vom Tagelöhner bis in die höchsten Regierungskreise.

Mit Hilfe der Zensurbestimmungen gelang es tatsächlich, im Habsburgerreich jede der Regierung suspekte Entwicklung zu bremsen, sich gleichzeitig aber auch von der Modernisierung der Wissenschaft und Bildung, die gerade in diesen Jahren vor allem auch im deutschsprachigen Ausland einen nicht zu übersehenden Aufschwung erlebten, hermetisch abzuriegeln, was dem Land das Urteil Ludwig Börnes eintrug, ein „europäisches China“ zu sein.

Meine These lautet daher, daß die Zensur und der Umgang mit ihr das intellektuelle Klima im zentraleuropäischen Raum für mehr als ein Jahrhundert entscheidend geprägt haben. Frappanter als Ähnlichkeiten der Vorgangsweise „von oben“ sind die Taktiken der Verteidigung „von unten“, der Widerstand, den die der Zensur Ausgelieferten leisten oder das Arrangement, das sie trafen, um mit der Zensur leben, sie „überleben“ zu können, wobei der Entschluß zu Widerstand oder zu Anpassung meistens nicht zwei fein säuberlich getrennte Kategorien in den Erfahrungen eines Menschenlebens darstellten.

1) Literatur als Belehrung. Der Zensor als Schutzpatron

Der Zensor ist ein Beamter, lebenslänglich oder nur zur Ausübung dieser Funktion angestellt und dem Staat jedenfalls für die Funktionsdauer mit Haut und Haaren verpflichtet. Die Effizienz der Bürokratie und die Effizienz der Zensur sind voneinander abhängig. Der Zensor ist durchaus nicht immer – und das ist das Gefährliche an ihm – der dumme Illiterat oder verbohrt Funktionär, dessen Ablehnung für den Intellektuellen außer Frage steht, sondern er ist oft – und das wurde ursprünglich als Idealbild angestrebt – der gebildete Kollege, dessen Maßnahmen sinnvoll und dessen Vorhaltungen überlegenswert erscheinen, so daß sie gewissermaßen freiwillig akzeptiert, die Zensur damit zur Selbstzensur, der Zensor zum heimlichen „Mitautor“ (G. Konrád) einer jeden literarischen Produktion werden konnten – freiwillig gewählt oder aufgezwungen!

Die Frage bleibt: Warum können ganzen Gesellschaften solch restriktive Ordnungen, aufgezwungen werden? Den Theorien Pierre Legendres, einem Schüler Lacans, zufolge, der mit Freuds Methode die Etablierung von Institutionen untersuchte, hängen bürokratische Ordnungen und psychische Bedürfnisse miteinander zusammen: Die Sehnsucht nach der Ordnung als väterlichem Über-Ich und die Abhängigkeit, in diese integriert bzw. von dieser Ordnung in der Person des Zensors akzeptiert zu werden, bildete erst ein Ganzes. Liebe, Macht und Sexus hätten auch mit dem weiten Gebiet

der Institutionen und Organisationen zu tun. Die starke Bindung an die kaiserliche Dynastie – ob nun negativ oder positiv – oder an eine kaiserliche Vaterfigur würde für die Bestätigung dieser These sprechen.

Für uns ist heute die Zensur zweifellos ein ethisches Problem, aus dem die Frage resultiert ; wo hört die Freiheit der Kunst/Kultur – verbunden mit den allgemeinen Grundrechten Meinungs-, Rede- und Pressefreiheit – auf, weil ein anderes von der Allgemeinheit als ethisch empfundenen Gut geschützt werden muß. Nach wie vor liegt den staatlichen Zensurmaßnahmen die Ansicht zugrunde, daß Literatur Erziehung und Belehrung für Männer, Frauen und Kinder bedeutet. Deshalb müsse auch, wenn die Grenzen der allgemeinen Regeln des gesellschaftlich gerade Zugelassenen überschritten werden, Schutz vor dieser Art von Literatur erlaubt sein. Versteckt oder ganz offen ging und geht es um die Abgrenzung von Machtinteressen.

In der ersten österreichischen Zensurdebatte um die Einführung der staatlichen Zensur zwischen 1750 und 1760 zeigte sich das Problem der Macht unverhüllt und ungeheuchelt in aller Deutlichkeit. Unter dem Eindruck der Aufklärung ging es darum, die Machtsphäre der Kirche, in deren Händen bis jetzt die Zensur gelegen hatte, zu brechen. Das Problem der Ethik stellte sich damals gar nicht. – Begriffe wie Meinungs-, Rede- und Pressefreiheit existierten nicht – und das allgemeine Recht auf Zensur wurde nicht in Frage gestellt. „Tout homme sensé convient de la nécessité de cette précaution et particulièrement dans ce siècle infecté d'un déluge de livres très pernicioeux“, so kommentierte der sardische Botschafter am Kaiserhof in Wien die Einstellung hier zur Zensur.

Es war der kaiserliche Leibarzt Maria Theresias und Präfekt der Hofbibliothek, Gerard van Swieten, der die Zensurkommission in den staatlichen Behördenapparat eingliederte und damit die Dominanz der geistlichen Zensur – vornehmlich vom Jesuitenorden ausgeübt – endgültig brach. Die Zensur wurde von da an zum wirksamen Instrument des Staates nicht nur gegen die kirchliche Gewalt, mit der sie in heftige Konflikte geriet, sondern auch für Aufklärung, Rationalismus und Modernität, Faktoren, die der Staat mit Hilfe der Zensur nun zu steuern imstande war. Es ging den aufgeklärten Regierungsmitgliedern darum, den kirchlichen Einfluß auf das Denken der Bürger und Untertanen durch den staatlichen zu ersetzen.

In erster Linie zielte die Zensur der österreichischen Aufklärer gegen die Schriften, die gegen die Aufklärung gerichtet waren, von Autoren verfaßt, die die Aufklärer für „Dunkelmänner“ hielten, und von diesen für Leser bestimmt, die im Dunkeln gelassen werden sollten. Mit heutigen Worten

könnten wir sagen, daß „Befreiung“ anstatt „Freiheit“ den Grundwertkatalog der damaligen aufgeklärten Gesellschaft eher beherrschte: Befreiung der Menschen, aller Menschen, von der Unwissenheit, Befreiung vom Aberglauben, Befreiung von Fremdbestimmtheit. Die Zensur erschien ein probates Mittel, diese „Befreiungen“ durchzuführen.

Dies sollte sich später ändern. Das Schutzobjekt der Zensur der Metternichzeit ist nicht der Mensch, sondern der Staat. Aber gerade dadurch geriet er in Konflikt mit seinen aufgeklärten gebildeten Bürgern, die sich gerade unter dem Schutz des vormaligen – aufgeklärten – Staates zu dem gebildeten Publikum der Zeit entwickelt hatte. Aus Untertanen waren Staatsbürger geworden, die Zensur als Instrument des Staates – und zu dessen Schutz und gegen sie eingesetzt – nicht ohne weiteres mehr akzeptieren konnten. Ein halbes Jahrhundert staatlicher, gesellschaftlicher, bürokratischer, bildungspolitischer, literarischer Entwicklung in Österreich liegt seit der ersten Zensurdebatte zurück, seit der Einführung der staatlichen Zensur, ein halbes Jahrhundert, in dem die Zensur sowohl in der Gesellschaft einen vollkommen anderen Stellenwert erfahren hatte, als auch jeweils für andere Ziele eingesetzt wurde. Damit ist der Rahmen abgesteckt, in dem sich für die Bürger das moralische Problem Zensur bewegt. Solange die gebildeten Bürger sich mit den Zielen der Zensur identifizieren konnten, waren sie mit ihr zufrieden gewesen, erst als die Maßnahmen ihre neuen „staatsbürgerlichen“ Interessen verletzten, entfremdete diese die Bürger vom Urheber der Zensur und dem gleichzeitig höchsten zu schützenden Gut, dem Staat. Der Bruch zwischen Staat und Bürger wird gerade durch das Zensurproblem evident.

2) Täter und Opfer im bürokratischen Rahmen

Die Zensur ist eine bürokratische Frage, denn vor allem in der österreichischen Monarchie entstammte das gebildete Bürgertum, das schrieb und publizierte, und der Zensor, der das Geschriebene überwachte, überprüfte, kontrollierte, meistens und üblicherweise ein und derselben Schicht, dem Beamtenstand. Der bürokratische Rahmen hielt Zensoren und Zensurierte, Täter und Opfer, zusammen.

Der Anspruch an das ursprüngliche Idealbild des Zensors, das den Aufklärern vorschwebte, war hoch gesteckt gewesen: Männer des Staates und der Reform, gebildete aufgeklärte Geister, die über entsprechendes Wissen, über die wesentlichen Strömungen der Zeit in Literatur und Kunst verfügten und sie beurteilen konnten, sollten das Zensorenamt ausüben. Sie übten

es auch tatsächlich aus: Karl Anton von Martini, Joseph von Sonnenfels und Johann Heinrich Gottlob von Justi hatten in der ersten Zensurkommissionen Sitz und Stimme.

Im 18. Jahrhundert wurden also Zensur und Zensoren im Bündnis mit Reform, Geistesfreiheit, Intellektualität und Modernität gesehen, und gerade die Anhänger dieser Richtung, wie die eben erwähnten Aufklärer, hatten keine Schwierigkeiten, das später so verpönte Amt des Zensors auszuüben. Später in der josephinischen Zeit waren es etwa der kritische Dichter Aloys Blumauer oder Gerard van Swietens Sohn, der Präsident der Studienhofkommission, Präses der Holbibliothek und Dichter des Librettos von Haydns Schöpfung, Gottfried van Swieten, weiters der kaiserliche Leibarzt Anton Freiherr von Störck, der Literat und Liebhaber der Künste Holrat Franz Sales von Greiner, in dessen Salon Haydn und Mozart musizierten. Der Universitätsprofessor für tschechische Sprache und Schriftsteller Zlobitzky, war für die Zensur der Slavica zuständig.

Die Abnahme des Analphabetismus seit der zweiten Hälfte des 18. Jahrhunderts und die Steigerung der Lesebegierde der auch in der unteren sozialen Schicht angesiedelten Leute machten die Zensur – vom Staat her gesehen – zu einem um so wichtigeren Instrument. Die Alphabetisierung breiter Massen durch die Dekretierung der allgemeinen Schulpflicht (1774) schuf ein entsprechend gebildetes Publikum, das des Lesens und Schreibens in genügendem Maße fähig war, und die geförderte höhere Ausbildung für gewisse Berufe brachte die Voraussetzung mit sich, daß sich genügend Literaturschaffende entwickeln konnten. Der rasante Modernisierungsschub erfaßte alle gesellschaftlichen und kulturellen Bereiche. In unserem Zusammenhang ist wichtig, daß der „neue“ zentralistische Staat, der nach zeitgemäßen Kriterien verwaltet wurde, einen ungeheuren Bedarf an einer gut geschulten Bürokratie entwickelte, die an der Universität in juristischen Kenntnissen unterwiesen wurde. Die Beamten nahmen schnell zu an Zahl, was in der Folge dazu führte, daß sie innerhalb einer relativ kurzen Zeit in den Städten der westlichen Hälfte der österreichischen Monarchie den wesentlichen Teil des gebildeten Bürgertums stellte, dessen Einfluß und Stellenwert besonders auf kulturellem Gebiet begünstigt wurde. Es waren gerade diese modernen Beamten, die zum gebildeten Publikum der damaligen Moderne wurden – und auch über das Konsumieren der Kultur hinaus – gleichzeitig die eigentlichen Kulturschaffenden der Zeit waren.

Beamte waren in der Muttersprache und in anderen Sprachen gut ausgebildet. Roger Bauerweist mit Nachdruck daraufhin, daß diese reformierten

und reformfreudigen Beamten im eigentlichen Schöpfer der österreichischen Literatur wurden. Viele beamtete Dichter, Poeten, Schriftsteller begannen in der deutschen Sprache mehr oder weniger schön zu schwelgen, um sich selbst und den anderen ihre Bildung zu beweisen und zu demonstrieren, daß sie zu der dünnen gebildeten Schicht des Landes zählten. Die Reihe der Beamtendichter in der Zeit zwischen 1780 und 1848 ist daher auch entsprechend lang.

In der josephinischen und nachjosephinischen Zeit waren es Aloys Blumauer, Joseph Heinrich und Matthäus von Collin, Joseph von Hormayr, Friedrich Gentz, Franz Grillparzer, Josef von Hammer-Purgstall, Anton von Prokesch-Osten, Eduard von Bauernfeld, Ignaz Castelli, Joseph Christian von Zedlitz, Johann Nepomuk Vogl, Johann Gabriel Seidl, Otto Prechtler, Johann Mayrhofer, Franz von Schlechta, Friedrich Halm (Eligius von Münch-Bellinghausen), Adalbert Stifter, der „Jung-Tiroler“ Hermann Gilm, der Kärntner Adolf von Tschabuschnigg. Die Liste der angesehenen Dichter und Literaten, die teilweise – wie wir noch sehen werden – auch Zensoren wurden, ließe sich fortsetzen.

Es gab fast keine Dichter, die nicht Beamte waren. Der Beruf des freien Schriftstellers, der sich sonst in Europa bereits entwickelt hatte, existierte in Österreich nicht und wurde vom absolutistischen Obrigkeitsstaat auch nicht gewünscht. Beamte sind eher zu kontrollieren und von Amts wegen an die Kandare zu nehmen als unabhängige, nicht vom Staate besoldete Publizisten. Grillparzer nimmt darauf direkten Bezug, indem er selbstbewußt und mit einiger Ironie seine vorgesetzte Behörde, die Hofkammer, an die Pflicht des Staates erinnert, für seine Künstler Sorge zu tragen: „Ich habe mir Ehre gemacht und meinem Vaterlande ... Aber dürfte man fragen, wie kommt die Hofkammer zu der Zumutung, literarische Verdienste zu würdigen? Es gibt Staaten, die Akademien und Pensionen für Literatoren haben. Österreich hat sie vielleicht aus guten Gründen nicht. Wo die Beschützung einer Wissenschaft nicht Pflicht einer besonderen Behörde ist, muß sie die gemeinsame Obliegenheit aller werden ...“

Die Schriftsteller empfanden die Kombination von Schriftsteller- und Beamtendasein oftmals als Bürde. Es waren gerade die beamteten Dichter, die sich seit der Französischen Revolution als (mehrheitlich) enthusiastische Bürger zeigten und eine besondere Sensibilität für die propagierten bürgerlichen Werte Meinungs-, Rede-, Pressefreiheit entwickelt hatten. Nicht zufällig befand sich unter den österreichischen Jakobinern ein so hoher Prozentsatz an Beamten. Der Schock der Jakobinerprozesse jedoch, de-

nen (ab 1795) als Einschüchterungskampagne geradezu eine Hetzjagd auf die Beamten folgte, und der Schock der neuerlichen Unterdrückung der Freiheiten durch staatliche Zensur und Kontrolle im franziszeischen System mußte für die Beamtendichter gravierend gewesen sein und ihre Mentalität tief geprägt haben. Beamte hatten jedoch weiterhin als Helfershelfer des franziszeischen Systems die strengen Zensurmaßnahmen durchzuführen. Und die Dichterbeamten waren für dieses Amt ebenso heiß begehrt wie früher. Allerdings hatten sich inzwischen die Ziele der Zensur und die Rolle der Zensoren umgekehrt: Aus dem Instrument der Aufklärer, das den Einfluß der „Dunkelmänner“ einzudämmen hatte, war ein Instrument der Unterdrückung geworden. Die ehemaligen „Dunkelmänner“ wurden Verfolger, die aufgeklärten Bürger, die von den Idealen des Fortschritts träumten, zu Verfolgten. Die ethische Frage der Zensur in der Gesellschaft hatte sich innerhalb dieser wenigen Jahrzehnte vollkommen gewandelt. Der entscheidende Prozeß der bürgerlichen Entwicklung, verbunden mit einer zumindest zeitweisen Hoffnung auf Durchsetzung der bürgerlichen Freiheiten, ließen die Zensur in einem neuen Licht, besser (um in der Diktion der Zeit zu bleiben) als dunkles Schattengewächs des neu belebten Obrigkeitsstaates erscheinen. Für die Literaten hatte der Bruch oder zumindest die Verzögerung in der bürgerlichen Entwicklung und die Unterdrückung der bürgerlichen Freiheitsideale gerade zur selben Zeit, als eine eigenständige österreichische Literatur im Entstehen begriffen war, katastrophale Folgen.

Die Rolle des Intellektuellen in jeder unfreien Gesellschaft, seine Fähigkeit, schreiben, lesen und damit denken zu können, stellt eine Gegenwelt zu der des Machthabers dar und bedeutet somit eine prinzipielle Bedrohung. Zensur ist seit der Proklamation der Menschen- und Bürgerrechte die Gefährdung dieser Freiheiten schlechthin geworden. Die Zensur beleidigte den erwachten Bürgersinn. So war auch im österreichischen Vormärz die Zensur zu einer Angelegenheit geworden, an der niemand teilnahmslos vorbeigehen konnte und an der sich die Geister, vor allem die der Dichter und Schriftsteller, schieden.

Dank der ausgezeichneten „Technik der Überwachung“, die bereits zur Perfektion ausgefeilt worden war, konnte dabei mehrheitlich auf die Anwendung von Gewalt verzichtet werden. Brutale Unterwerfung paßte nicht ganz in den Regierungsstil dieser Epoche. Sanfte Zwangsüberzeugung war angesagt. Dies half zweifelsohne, intelligente, fachkompetente, intellektuelle Zensoren zu gewinnen. Dieses Faktum stellte aber auch ein wesentliches Element für die Entwicklung dar, daß sich Zensur zum strukturellen

Faktor eines Kulturkreises kristallisieren konnte. Die intellektuellen Zensoren sind deshalb in unserem Kontext jedenfalls interessanter als die engstirnigen und ungebildeten, die wir zur Genüge aus der Geschichte der Zensur kennen und die sich mehr oder weniger selbst vor der Intelligenz der Schriftsteller und des ganzen Volkes bloßstellten.

Der theoretische Anspruch auf gut ausgebildete Zensoren war aufrecht erhalten worden. Als die am besten Geeigneten für dieses Amt präsentierten sich nach wie vor die Schriftsteller. Die Frage, wie die Dichter, die sich schließlich ergaben und für das Zensorenamt zur Verfügung stellten, einerseits ihr eigenes Zensorendasein ertrugen, andererseits mit jenen Kollegen, die sich der Zensur verweigerten, zurechtkamen, ist für die Erforschung der geistigen Landschaft des Obrigkeitsstaates und der Frage „Zensur als Kulturfaktor“ von Bedeutung.

Es gab eine Reihe berühmter Zensoren von Rang und Namen in der Welt der Kultur, wie Franz Sartori, Poet und Autor einer Literaturgeschichte, den Burgtheaterdirektor und Publizist Friedrich Schreyvogel, den Dichter und Redakteur der Wiener „Jahrbücher für Literatur“ Johann Ludwig Deinhardstein, den Präfekten der Hofbibliothek und Dichter Friedrich Halm (Eligius von Münch-Bellinghausen), den Schubertfreund und Dichter einer Reihe von Poemen, die von Schubert vertont wurden, Johann Mayrhofer, den Dichter Johann Gabriel Seidl oder die Slawisten Bartholomäus (Jernej) Kopitar und Pavel Josef Šafařík (Pavel Jozef Šafárik).

Es verlangte unter Umständen psychische Balanceakte und geistige Energien um zu überleben. Dies gestaltete das alltägliche Dasein der Schriftsteller oftmals zum Drama. Johann Mayrhofer, Ferdinand Raimund, Adalbert Stifter entzogen sich durch Selbstmord dem Dilemma ihres Lebens. Nikolaus Lenau endete in geistiger Umnachtung. Unglücksfälle oder reine Zufälle? Grillparzer zog sich in die innere Emigration zurück. Nestroy sagte komödienhaft auf der Bühne, was er in seinen Dramen verschwieg. Viele Schriftsteller emigrierten nach Deutschland. Diese besondere Situation formte auf Jahre hinaus die Haltung der Intellektuellen zu ihrem Staat und der jeweiligen Regierung in diesem Raum. Sie ließ eine staatsbürgerliche Mentalität voll des Bewußtseins der eigenen Ohnmacht und der staatlichen Macht sowie des Mißtrauens allen gegenüber entstehen. Ein feinmaschiges bürokratisches Netzwerk war entstanden, das – diese Tatsache war und ist nicht wegzudenken – den Stempel des Staates trug, der seinen Intellektuellen so nur als Faktor der Übermacht entgegentrat. Er spielte im praktischen Leben der Intellektuellen eine unheilvolle Rolle, indem er

sie nur vor die Wahl stellte: Anpassung oder Widerstand, d. h. in jedem Fall, Verzicht zu leisten; – im ersten auf Selbstrespekt, im zweiten auf die gesicherte Existenz. Das Spannungsfeld, das zwischen tatsächlicher oder scheinbarer Anpassung an den Obrigkeitsstaat und Ablehnung bzw. Widerstand entstand, war unausweichlich.

Die Entscheidungen, die zu fällen waren, ob die intellektuellen Dichter „Schild „ für den Staat oder „Speer“ für die Dichtkunst (Deinhardstein) sein wollten, waren nicht nur eindeutig und auch nicht immer heldenmütig. Die Zensoren hatten, soweit bekannt, aus recht unterschiedlichen Gründen dem Druck des Obrigkeitsstaates nachgegeben. Die Zensurbeamten entrollen Schicksale und Charaktere. Schreyvogel etwa, der das Zensorenamt trotz seines Ruhmes als Reformator des Burgtheaters, Bühnenautor, Kritiker und Publizist ausübte, wurde von Grillparzer für die Übernahme des Amtes mit einem (etwas fadenscheinigen) Argument entschuldigt, damit Schlimmeres verhindert zu haben, wobei ihm – vielleicht nicht mit Unrecht – zugeschrieben wurde, eine sicherere Beamtenstelle als das Burgtheaterdirektion ihm bieten konnte, angestrebt zu haben.

Materielle und Karrieregründe, aber wahrscheinlich oft einfach Angst, waren ausschlaggebend für den Eintritt von gebildeten Personen in ein Zensuramt. Johann Gabriel Seidl hatte 1823 selbst mit der Zensur Anstände gehabt und durch die Annahme der Zensurstelle sein spezifisches Arrangement mit dem Obrigkeitsstaat getroffen. Der Schriftsteller und Theatermann Deinhardstein, der selbst einmal Mitglied eines angeblich revolutionären Vereins gewesen war, entzog sich den Ambivalenzen seines späteren Zensorendaseins, indem er sich eindeutig auf die Seite der Regierung schlug, sich zu deren Kulturfunktionär stilisierte und in eine gekonnte Ästhetisierung der Zensur flüchtete.

Der Umgang miteinander, der Zensoren mit den Zensurierten, der Widerständler mit den Angepaßten war schwierig. Mitleid, Verständnis und Verachtung für das nuancierte Verschweigen des Zensors sprechen aus manchen Urteilen von Dichtern über Zensoren (Grillparzer über Mayerhofer), jedenfalls ein Verhältnis, getragen von intellektuellen Gemeinsamkeiten, nachempfundenen Lebensumständen und entschiedener Abgrenzung. Es war jedoch evident: Der eine verkörperte die Lebensmöglichkeit des anderen. Sie gehörten im Gefüge des Obrigkeitsstaates zusammen als Opfer und Täter, als Kollegen im Amt und in der Dichtkunst.

Das Beziehungsgeflecht, das im österreichischen Vormärz zwischen Opfer und Opfern, zwischen Tätern und Opfern, zwischen Tätern und Tätern

entstanden war, war subtil, ein spezifisch gefärbtes, sozial-kulturelles Substrat, in dem es zu überleben galt. Diese Situation – so absurd sie erscheint – schmiedet Opfer und Täter zusammen. Foucault hebt hervor, daß für die perfekte Kontrolle weniger die entsprechend gut ausgebildeten – und willigen – Individuen verantwortlich sind als das gesamte „Beziehungsnetz von oben nach unten und bis zu einem Grad auch von unten nach oben und nach den Seiten“. „Dieses Netz“, so Foucault, „hält das Ganze und durchzieht es mit Machtwirkungen, die sich gegenseitig stützen: pausenlos überwachte Überwacher.“

Unter den Bedingungen von Anpassung und Widerstand, von Selbstzensur und Rationalisierungsversuchen, in der Konfrontation mit der politischen Realität und im gleichzeitigen Bemühen, sich ihr zu entziehen, entstanden so die kulturellen Erzeugnisse – auf der Ebene einer besonderen Wirklichkeit des Kulturschaffens, die sich zwangsweise herauskristallisieren mußte. Nicht zuletzt ist die Literatur dieses Raumes geprägt durch den Hang zur Ironisierung, zu Verklausulierungen, zur Flucht aus der Wirklichkeit, zur „selbstschützenden“ Eigenschaftslosigkeit – Ausdruck von jahrhundertlang geübter Zensur und Selbstzensur!

Wie begründet man ein Verbot?

Österreichische Zensurprotokolle aus den Jahren 1810/11

Norbert Bachleitner

Der Zensur, und nicht zuletzt der österreichischen, war von ihren Kritikern oft Willkür vorgeworfen worden. Selbstverständlich blieb den Zensoren stets ein Rest von Spielraum bei ihren Entscheidungen erhalten, aber zumindest im hier behandelten Zeitraum, d. h. in der ersten Hälfte des 19. Jahrhunderts, waren die Zensurvorgänge straff organisiert. Sie wurden von der Wiener Polizeihofstelle aus zentral gelenkt, und seit 1810 bestanden auch genaue Richtlinien für den Umgang der Zensoren mit den verschiedenen Arten von Druckwerken. Die Zensurverordnung vom 14. September 1810 (genauer Titel: „Vorschrift für die Leitung des Censurwesens und für das Benehmen der Censoren, in Folge a. h. Entschliebung vom 14. September 1810 erlassen“¹) blieb bis zur Abschaffung des Systems der Präventivzensur im Jahr 1848 gültig. Für uns ist sie von Bedeutung, weil wir ihre Auswirkungen an einem Corpus von zeitlich unmittelbar auf sie folgenden Zensurenentscheiden überprüfen, also gewissermaßen die Theorie mit der Praxis der Zensur korrelieren können. Zuvor müssen wir aber die Vorschriften der Verordnung von 1810 etwas näher betrachten.

In der Vorbemerkung wird als allgemeines Ziel der Zensur genannt, das „Wohl aller und der Einzelnen auf jedem Wege“ zu befördern.

„Kein Lichtstrahl, er komme, woher er wolle, soll in Hinkunft unbeachtet und unerkant in der Monarchie bleiben, oder seiner möglichen nützlichen Wirksamkeit entzogen werden [...]“

Diese Stelle legt den Akzent auf die Nützlichkeit und erinnert damit an die Zensurgrundsätze Josephs II. Ein wenig nach aufgeklärtem Absolutismus klingt auch die Fortsetzung:

„[...] aber mit vorsichtiger Hand sollen auch Herz und Kopf der Unmündigen vor den verderblichen Ausgeburten einer scheußlichen Phantasie, vor gefährlichen Hirngespinnsten verschrobener Köpfe gesichert werden.“²

¹ Zit. in Julius Marx, *Die österreichische Zensur im Vormärz*. Wien 1959, S. 73-76.

² Zit. nach ebd., S. 73.

Von der Zensurpraxis des Jahrzehnts Josephs II. weicht die Zensurverordnung aber dadurch entscheidend ab, daß sie das gedruckte Wort als grundsätzlich bedrohlich, vor allem für ungebildete Leser, die angesprochenen „Unmündigen“, erachtet. Wie wir noch im Detail sehen werden, wurde den Zensoren gerade in diesem Punkt ein Richteramt zugemutet, das Nützliches von „Hirngespinnsten“ scheiden und dabei auch literaturkritische Funktionen ausüben mußte.

Folgerichtig unterscheidet die Zensurverordnung umständlich zwischen wissenschaftlichen und zur weiteren Verbreitung bestimmten Werken („Broschüren, Volksschriften, Unterhaltungsbüchern, und den Erzeugnissen des Witzes“). Bei den wissenschaftlichen Werken sei wiederum zu unterscheiden zwischen Darstellungen neuer Entdeckungen und Erkenntnisse, die mit aller Nachsicht zu behandeln seien, und nutzlosen epigonalen Wiederholungen oder Zusammenfassungen, die eine strenge Behandlung verdienten. Größte Strenge ordnet die Vorschrift aber vor allem für die zur weiteren Verbreitung geeigneten Schriften an, wobei sie das Augenmerk besonders auf Romane lenkt:

„Hier muß nicht nur alles entfernt werden, was der Religion, der Sittlichkeit, der Achtung und Anhänglichkeit an das regierende Haus, die bestehende Regierungsform u. s. w. geradezu, oder mehr gedeckt entgegen ist, sondern es sind auch alle Schriften der Art zu entfernen, welche weder auf den Verstand noch auf das Herz vortheilhaft wirken, und deren einzige Tendenz ist, die Sinnlichkeit zu wiegen. Es soll daher allen Ernstes getrachtet werden, der so nachtheiligen Romanen-Lektüre ein Ende zu machen.“³

Ausgenommen werden von diesem Pauschalurteil nur die wenigen „zur Aufklärung des Verstandes und zur Veredlung des Herzens“ geeigneten Romane. Ähnliches wie für die Volksschriften gilt auch für die Dichtung – zu der der Roman im Einklang mit der zeitgenössischen Poetik noch nicht gezählt wird –, da sie ebenfalls zur weiteren Verbreitung bestimmt ist. Klassische Werke verdienten zwar eine gewisse Toleranz, aber nicht in jenem Ausmaß wie die ernsthafte wissenschaftliche Literatur, da sie nicht dem „Wohl der Einzelnen oder des Ganzen“ dienten.

Die Vorschrift führt ferner aus, daß politische und staatsrechtliche Werke zu tolerieren seien, auch wenn sie Kritik an Mißständen übten, sofern sie dies auf bescheidene Weise täten und keine persönlichen Angriffe enthielten; dagegen sei die volle Strenge anzuwenden gegenüber Schriften, die das Staatsoberhaupt (auch ein fremdes), seine Dynastie oder Verwaltung an-

³ Zit. nach ebd., S. 74.

griffen. Das gleiche gelte für Werke, welche die christliche, besonders die katholische Religion zu untergraben versuchten oder den Socianismus, Deismus und Materialismus predigten.

Die technischen Details der Zensurvorgänge – betreffend die Zensur von Manuskripten, die Vorgangsweise bei beabsichtigten Nachdrucken im Ausland erschienener Schriften, das Verbot der Kolportage, bis hin zur Behandlung von Bücheranzeigen und Katalogen –, die eine lückenlose Überwachung des Druckwesens und des Buchhandels garantieren sollten, und die Strafen für die verschiedenen denkbaren Vergehen waren bereits in einer Zensurverordnung von 1795 festgelegt worden.⁴ Nun wurde noch das Schema der Beurteilungsgrade nachgeliefert: *Admittitur* bedeutet die unbeschränkte Zulassung einer Schrift. Ein mit *transeat* beurteiltes Werk war zwar zum Verkauf zugelassen, es durfte aber nicht beworben, z. B. in Zeitungen angekündigt werden. Mit dem Urteil *erga schedam* beschränkte Werke durften fortan nur „Geschäftsmännern und den Wissenschaften geweihten Menschen gegen Reverse von der Polizeyhofstelle“⁵ bewilligt werden. Der soziale ‚*numerus clausus*‘, der durch die Möglichkeit zu Sondergenehmigungen etabliert wurde, war im Grunde nicht neu. Zahlreiche erhaltene Gesuche um solche Scheden und deren je nach Stand des Antragstellers unterschiedliche Erledigung zeigen aber, daß er nun konsequent in die Praxis umgesetzt wurde. Der strengste Beurteilungsgrad *damnatur* schließlich war für Werke vorgesehen, welche den Staat, die Religion oder die Sittlichkeit untergraben; bei der Vergabe von Scheden für solche Werke sollten noch strengere Maßstäbe angelegt werden, zudem verlangte der Kaiser persönlich regelmäßige Berichte über die vergebenen Bewilligungen zum Bezug der mit *damnatur* erledigten Bücher.

Die auf der Grundlage der Gutachten (der sogenannten Vota) der Zensoren ausgesprochenen Verbote wurden in Listen zusammengefaßt und an die betroffenen Stellen (Revisionsämter, Buchhändlergremien, Bibliotheken) in der gesamten Monarchie verschickt. Diese Listen geben Monat für Monat, später halbmonatlich, genaue Auskunft über Quantität und Qualität der Verbotstätigkeit. Aussagen über die Auswirkungen der Neuordnung der Zensur im Jahr 1810, etwa zur Frage, ob sie eine Verschärfung bewirkte oder das Augenmerk auf bestimmte Buchgattungen lenkte, sind momentan noch nicht möglich. Solche Fragen wird ein in Gang befindliches For-

⁴ Zit. ebd., S. 68-73.

⁵ Zit. nach ebd., S. 75.

schungsprojekt beantworten, in dem die Verbotslisten aus dem Zeitraum 1795 bis 1848 vollständig erfaßt und statistisch ausgewertet werden.⁶

Hier soll lediglich ein Jahrgang der Verbotslisten ausgewählt und analysiert werden, und zwar der Zeitraum von November 1810 bis Oktober 1811. In diesem Jahr wurden insgesamt 90 Schriften verboten, davon 62 (also ca. zwei Drittel) in deutscher, 26 in französischer und zwei in polnischer Sprache.⁷ Verglichen mit der Gesamtproduktion des deutschen Buchhandels (im Jahr 1810: 3864 Titel), obwohl sich dieser nach den Kriegsjahren auf einem Tiefpunkt befand, erscheint die Zahl der Verbote verschwindend gering. Die Zensurmaschinerie lief noch lange nicht auf Hochtouren, wie sie dies später in den dreißiger und vierziger Jahren tat, als – freilich bei entsprechend gestiegener Buchproduktion – mehrere hundert Titel pro Jahr auf die Verbotslisten wanderten.

Dreißig der im Jahr 1810/11 verbotenen Werke (davon 26 deutsch, je zwei französisch und polnisch) können dem Bereich der Wissenschaft oder, vorsichtiger formuliert, der Sachliteratur zugerechnet werden. Darunter finden sich vor allem theologische, philosophische, politische sowie historische und besonders militärgeschichtliche Werke, vereinzelt sind auch Jus, Ökonomie, Geographie und Statistik vertreten. Die restlichen 60 Werke verteilen sich auf Romane (22, davon elf französisch), verschiedene Sammlungen von Erzählungen, Gedichten, Anekdoten oder Humoristischem (24, davon sieben französisch), Zeitschriften (sieben, davon eine französisch), Jugendschriften (fünf) und zwei Bände mit Theaterstücken. Diese zweite Gruppe setzt sich also weitgehend aus Werken zusammen, die die Verordnung von 1810 als zur weiteren Verbreitung bestimmt definiert.

Sechzig der 90 verbotenen Werke wurden mit dem strengeren Verbotsgrad *damnatur* beurteilt, 30 mit *erga schedam*. Die Übereinstimmung mit der Aufteilung in wissenschaftliche und populäre Schriften ist natürlich Zufall. Auch finden sich in der Abteilung der mit *erga schedam* beurteilten Werke einige belletristische Schriften, und umgekehrt wurden auch einige eher den Wissenschaften zuzurechnende Werke mit *damnatur* beurteilt.

⁶ Nähere Informationen über das Projekt finden sich unter der Internet-Adresse <http://www.germanistik.uibk.ac.at/zensur>.

⁷ Es handelt sich bei den hier erfaßten Verboten nur um die bereits gedruckt vorliegenden, aus dem Ausland eingeführten Werke; gleichzeitig wurde zumindest ebenso vielen, meist einheimischen Manuskripten und Ansuchen um Nachdruck die Genehmigung versagt. In der Zählung nicht berücksichtigt sind ferner Kupferstiche, Karikaturen, die Ankündigung einer kurpfuscherischen Schrift über Zahntinktur und eine offenbar als Einzeldruck vervielfältigte Freimaurerhymne.

Grosso modo stimmt die Zuordnung in den Verbotslisten aber mit dem Willen der Verordnung von 1810 überein, die Wissenschaften großzügiger (d. h. mit *erga schedam*), die grundsätzlich ‚nutzlose‘ Belletristik aber mit aller Strenge (d. h. mit *damnatur*) zu behandeln.

Wenn wir uns nun für die Motive und Begründungen für die Verbote interessieren, so wären dafür die Vota der Zensoren als einzige wirklich authentische Quelle heranzuziehen. Leider sind diese Gutachten in den in Frage kommenden Archiven Mangelware. In den Akten der Polizeihofstelle im Allgemeinen Verwaltungsarchiv sowie den Abschriften aus diesen Akten in der Wiener Stadt- und Landesbibliothek finden sich nur mehr vereinzelte Vota. Ähnlich lückenhaft sind die sogenannten Zensurprotokolle erhalten, die als Grundlage für die Erstellung der monatlichen Verbotslisten dienten. Für den oben genannten Zeitraum November 1810 bis Oktober 1811 sind diese Protokolle aber ausnahmsweise geschlossen vorhanden.⁸ Es handelt sich dabei um einen Glücksfall für die Zensurforschung, weil in diesen Protokollen die zum Teil ausführlich begründeten Gutachten der Zensoren über einzelne Werke größtenteils wörtlich, nur hin und wieder vermutlich ein wenig gerafft, wiedergegeben werden. Häufig enthalten die Protokolle auch Verweise auf Seiten mit besonders anstößigen Stellen. Für den genannten Zeitraum verfügen wir also zu jedem Verbot auch über eine mehr oder weniger detaillierte Begründung. Um so erstaunlicher ist es, daß diese Quelle bisher noch nicht erschlossen wurde.

Die am häufigsten vorgebrachten Gründe für Verbote wurden bereits en passant in der Darstellung der Zensurvorschrift von 1810 genannt: es handelt sich um

- (1) Angriffe auf die christliche Religion bzw. den Klerus,
- (2) Angriffe auf die monarchische Staatsform bzw. ihre Vertreter, besonders natürlich auf Österreich und seine Verwaltung, sowie
- (3) Verstöße gegen die Sittlichkeit.

ad 1) Unmittelbar einleuchtend ist, daß eine ganze Palette von Vorwürfen, die wir hier nicht im einzelnen aufrollen können, ein Werk wie G. Ch. Cannabich: *Kritik der practischen christlichen Religionslehre* (Leipzig 1811; März 1811) trifft. Nicht weniger zu beanstanden fand der Zensor in L. P. G. Happach: *Ueber die Beschaffenheit des künftigen Lebens nach dem Tode* (Quedlinburg 1811; März 1811). Das letztgenannte Werk beschreibt

⁸ Die Akten befinden sich im Allgemeinen Verwaltungsarchiv, Polizeihofstelle, unter der Signatur 97k/1811.

die Erdatmosphäre als Lebensraum der Seelen, die aber wie Lebende Nahrung und Wohnung benötigen. Als Beweis für seine Theorie nennt der Verfasser unter anderem das Phänomen der Fata morgana, die er für eine Spiegelung der himmlischen Wohnungen hält. In diesem Fall unterscheidet der Zensor, ganz im Einklang mit der Zensurvorschrift, zwischen gebildeten und unmündigen Lesern und verbietet das Werk, da

„solche Vorstellungen vom künftigen Leben gebildeten Lesern wohl unterhaltlich scheinen [mögen]; [...] sie aber dem christlichen Lehrbegriffe nicht entsprechen, und ungeübte Denker zu neuen Irrthümern verleiten könnten.“

Wiederholt werden in Romanen Figuren schurkischer Geistlicher oder Mönche beanstandet, z. B. ein Abt namens Hilarius, dessen Charakter laut Zensor „ein Gemisch von Bigotterie, Schlaueit, Stolz, Treulosigkeit, Fanatism, und so weiter“ ist (*Geschichte zweyer Frauen aus dem Hause Blankenau. Eine Sage aus der Vorzeit*. Magdeburg 1811; Januar 1811). Aber auch eine Zeitschrift wie die *Neue Oberdeutsche Allgemeine Literatur-Zeitung* wurde wegen eines einzigen Artikels, einer Rezension der Schrift *Ueber das Bedürfniss einer Reformation des Priesterstandes* (Rom 1811; April 1811), aus dem Verkehr gezogen, weil darin

„grobe Beleidigungen gegen einen Stand vorkommen, welcher, sobald er um seine Würde und sein Ansehen gebracht wird, nichts Gutes mehr zu wirken vermag.“

Auch österreichische Beamten wie Friedrich Schlegel, in diesen Jahren bereits Hofsekretär in Wien, konnten nicht mit Schonung rechnen. Sein Lessing-Kommentar *Lessings Geist aus seinen Schriften* (Leipzig 1810; Mai 1811) wurde wegen eines „Ausfall[s] gegen Wien“, vor allem aber wegen Angriffen auf die Religion in den Aufsätzen „über Fatalismus, das Christenthum, die Vernunft etc.“ und das „Gespräch über Freymaurerei“ verboten.

Neben der Freimaurerei waren auch Erwähnungen der Rosenkreuzer oder der Tempelritter verpönt, dem Bereich der theologisch motivierten Verbote kann wohl auch die vermeintliche Verharmlosung des Selbstmordes zugerechnet werden (Achim von Arnim: *Halle und Jerusalem. Studentenspiel und Pilgerabentheuer*. Heidelberg 1811; Februar 1811; W. Blumenhagen: *Freia. Romantische Dichtungen*. Erfurt 1811; März 1811). Man kann an diesen Verboten ermessen, daß der Schock des Wertherfiebers offenbar noch Jahrzehnte lang nachwirkte.

ad 2) An erster Stelle unter den politisch motivierten Verboten sind Angriffe auf die kaiserliche Familie zu nennen. Als Beleidigung wurde sogar ein im 14. Jahrhundert angesiedelter Roman wie *Clotilde de Hasbourg* empfunden, ein Familiendrama um Rudolf den Stifter, in dem „die einen [der Mitglieder der habsburgischen Dynastie] ebenso unnatürlich lasterhaft und verabscheuungswürdig, als die andern, die unterdrückten, tugendhaft und liebenswürdig“ dargestellt werden. Der Zensor fand es „unschicklich, solche gräßliche Charaktere und Personen, wie die angebliche Clotilde, und der angebliche Casimir als die ältesten Geschwister des Kaisers Rudolph sind, als zu den Voreltern und Verwandten des Habsburgischen Hauses gehörig vorzustellen, und als solche im Publicum cursiren zu lassen.“ (Mme. Barthélemy Hadot: *Clotilde des Hasbourg ou le tribunal de Neustadt*. Paris 1810; Januar 1811)

Auch auf fremde legitime Dynastien durfte kein Schatten fallen. So wurde eine Nummer der Zeitschrift *Europäische Annalen* verboten „[w]egen der fortgesetzten Darstellung der Schlachten auf dem Marsfelde, dann wegen der Ausfälle auf die Bourbons in Spanien auf Clerus und Adel überhaupt.“ (*Europäische Annalen*, Jg. 1810, 10. Stück; Dezember 1810) In Romanen wiederum waren Schilderungen der Liebesabenteuer von Königen unerwünscht (M. de Faverole: *Le Parc aux cerfs, ou histoire secrète des jeunes Demoiselles qui y ont été renfermées*. Hambourg 1809; Februar 1811).

Die Darstellung militärischer Erfolge der Napoleonischen Heere war in diesen Jahren häufig Grund für Verbote. Man kann daran ablesen, wie sensibel die Zensur auf die aktuelle politische Situation reagierte. Klarerweise mußte da eine Beleidigung des österreichischen Herrschers wie „il est difficile de voir un prince plus débile et plus fou“ Anstoß erregen. Der Zensor rechnet dem Verfasser einer militärgeschichtlichen Schrift aber auch vor, daß darin das österreichische Volk herabgewürdigt werde, weil es angeblich Napoleon um Gnade angefleht habe. Er habe die Schlacht bei Eßling als Sieg der Franzosen dargestellt und seine Inkompetenz bewiesen, indem er der Stadt Wien eine Bevölkerungszahl von nur 30.000 zuschrieb (tatsächlich ca. 250.000) (René Perin: *Vie militaire de J. Lannes, Duc de Montebello*; August 1811).

Auf die befürchtete Untergrabung des Patriotismus wurde, gemäß der Zensurvorschrift, vor allem bei populären und Jugendschriften geachtet:

„Der Inhalt dieser Jugendschrift, welche von S. 68-89 eine Darstellung militärischer Heldenthaten des französischen Militärs ist, welche darin nicht selten mit

den Helden des Alterthums verglichen werden, ist keine anständige Lectüre für Kinder, welche ihr Vaterland: Oesterreich, ihren Fürsten und ihre Vertheidiger achten und lieben sollen“,

stellte der Zensor über *Herzensgüte und Seelengröße. Eine Beyspielsammlung für Kinder* (Hamburg und Altona; Januar 1811) fest. Derselbe Grund führte zum Verbot einer anderen Jugendschrift (*Das Lieblingssöhnchen. Das nützlichste unterhaltendste und belehrendste Bilder- und Lesebuch für das früheste Knabenalter*. Hamburg; Januar 1811). Als anstößig wurden da sogar abfällige Äußerungen über „die Bußtage und Gebethe unserer Fürsten gegen den französischen Imperator“ und „das Geschütz der österreichischen Armee“ erachtet (Gustav Schilling: *Sämliche Schriften*. 11. Band. Dresden 1810; Februar 1811).

Überraschen mag, daß selbst Kritik an den Staatsfinanzen Grund für Verbote lieferte. Im September 1811 wurde das Buch von Georg Christian Otto Georgius mit dem Titel *Handels- und Finanz-Pandora der neuesten Zeiten* (Nürnberg 1810) verboten. Der Zensor berichtet, daß der Verfasser den Zustand der Finanzen der europäischen Staaten beleuchte, aber in einem anmaßenden und für die Höfe, und darunter vor allem für Österreich beleidigenden Ton schreibe. Derselbe Grund lag auch dem Verbot von Georgius: *Metamorphose des germanischen Adels* (Nürnberg 1810; Mai 1811) zugrunde. Auch in der Zeitschrift *Der Verkündiger* (Jahrgang 1811, Nr. 31; Februar 1811) durfte das österreichische Papiergeld nicht „mit derbem Witz herabgewürdigt“ werden. Der Hintergrund sind die finanziellen Schwierigkeiten in Folge der verlorenen Kriege gegen Napoleon, die 1811 zum Staatsbankrott und zur Entwertung des Papiergeldes, der sogenannten Bancozettel, führten.

ad 3) Was die Fragen der Sittlichkeit betrifft, zeigte sich die Zensur vor allem empfindlich gegen französische Schriften. Zuweilen flossen offen nationale Stereotypen in die Beurteilung ein:

„Obschon in dieser lyrischen Anthologie keine eigentlichen Obscönitäten vorkommen, so geben doch einige Stellen durch die nationale Frivolität und durch französische Witzspiele Anlaß genug dieselbe [...] zu verbiethen.“ (Anthologie lyrique, deuxième édition de Momus en délire. Paris 1810; Jan. 1811)

Manchmal genügte der Hinweis auf einen verpönten Namen, um das Verbot abzusichern: „Ist ein Auszug aus Louves Faublas [d. i. Louvet de Couvray: Les amours du chevalier Faublas], und daher [...] zu verbiethen.“

(*Pariser Nächte*. Paris und Leipzig 1811; Dezember 1810). Auch ein Heinrich von Kleist war gegen den Vorwurf der Unsittlichkeit nicht gefeit. Der erste Band seiner gesammelten *Erzählungen* (Berlin 1810), der „Michael Kohlhaas“, „Die Marquise von O ...“ und „Das Erdbeben in Chili“ enthielt, wurde im Januar 1811 von dem auf Belletristik spezialisierten Zensor Baron Retzer wegen zweier eher unauffälliger Stellen in der letztgenannten Erzählung mit *damnatur* beurteilt.

„Wenn diese Erzählungen auch nicht ohne allen Werth sind, so kann ihr Gehalt doch die unmoralischen Stellen [nicht] vergessen machen, welche besonders in der Erzählung „das Erdbeben von Chili“ S. 307 und 308 vorkommen. Ein junger Spanier, dem der Vater das Mädchen seines Herzens in ein Kloster gegeben hatte, sucht Gelegenheit sie zu sehen, durch einen unglücklichen Zufall kommt er mit ihr in einer verschwiegenen Nacht zusammen, und macht den Klostergarten zum Zeugen seines vollendeten körperlichen Glückes. Das Mädchen ist schwanger, und bekommt eben in dem Augenblick die Mutterwehen, als die feierliche Frohnleichnamsprozession der Nonnen beginnt, welcher die Novizinnen folgen sollen. Der Ausgang dieser Erzählung ist in höchstem Grade gräßlich.“

Das Argument eines „gräßlich[en], empörend[en] und unmenschlich[en]“ Schlusses wird übrigens auch gegen Kotzebues Schauspiel *Adelheid von Wülfigen. Ein Denkmal der Barbarey des 13. Jahrhunderts* (Leipzig 1810; März 1811) verwendet. Man befürchtete wohl, daß ein solches Ende den Leser an der Weltordnung verzweifeln lassen könnte.

Wenn wir nun auf die zahlreichen verbotenen Romane zu sprechen kommen, so ist daran zu erinnern, daß wir uns in der Blütezeit der Ritterromantik, der Schauergeschichten nach dem Vorbild des englischen Gothic Novel und der Räuberromane à la *Rinaldo Rinaldini* befinden. Neben unsittlichen Szenen waren es daher häufig die Dichte der Abenteuer und die dargestellte Kriminalität, die Anstoß erregten. Der Held wird einmal als ein „Abschaum der Menschheit“ charakterisiert (*Le Capitaine subtile, ou l'intrigue dévoilée*. Paris 1810; November 1810), ein anderer Roman ist laut Zensor „von der gewöhnlichsten Art, voll abentheuerlicher Scenen“ (J. F. Facius: *Alessio*. Hildburghausen 1810; November 1810), ein dritter „mit Räuber- und Liebesavanturen durchflochten“ (Legay: *La roche du diable*. Paris 1809; Januar 1811), ein vierter wird als „eine ganz gewöhnliche Libertin und Spitzbubengeschichte“ charakterisiert (*Jean Clergeot, ou le danger [de changer] de nom*. Paris an 7 de la république; Juni 1811).

Nie vergessen die Zensoren darauf, neben anstößigen Stellen auch den minderen Wert des behandelten Romans zu erwähnen, um das strenge

damnatur zu rechtfertigen. Dabei schlüpfen sie in die Rolle von Literaturkritikern und verwenden auch deren Vokabular. Einschlägige Formulierungen sind z. B.: gewöhnlich, abgeschmackt, langweilig, schlecht geschrieben, nutzlos, unnatürlich, leere Fiktionen, gemeiner Stil, grammatikalische Fehler, armseliges Machwerk, ohne Gehalt, leere Rednerfloskeln, wässrig und abgeschmackt, „scandalöser Galimathias“ (*Humoristische Schwelgereyen*. Berlin 1811; Dezember 1810) oder „eleganter Wortkram“ (Sabatier de Castres: *Les Caprices de la fortune*. Paris 1809; Januar 1811). Etwas origineller ist der Hinweis, daß ein Werk „zu den vielen Lückenbüßern [gehört], die jährlich auf den Leipziger Messen erscheinen“ (*Glycerens Blumenkranz*. Zittau 1811; Januar 1811).

Als zusätzliche Begründung für ein Verbot dienen manchmal auch abfällige Bemerkungen über den Verfasser, z. B.: „Der Abbé Sabatier ist keiner von den vorzüglichsten Schriftstellern Frankreichs.“ (Sabatier de Castres: *Les Caprices de la fortune*. Paris 1809; Januar 1811); die Ausführungen eines anderen Romanautors werden als „das prinziplose Gewäsch eines nie sich erschöpfenden französischen Schöngeistes“ bezeichnet (*Agathe d'Entragues. Roman historique de l'auteur d'Irma*. Paris 1807; März 1811); zuweilen wird auch die Geisteskraft eines Verfassers bezweifelt, wenn von „Geburten eines halb verrückten Gehirns“ die Rede ist. (*Der Todesbund. Ein Roman*. Halle 1811; März 1811).

Schulmäßig setzt der bekannte Orientalist und spätere Präsident der Akademie der Wissenschaften Hammer-Purgstall zu einer rhetorischen Analyse des Romans *Clotilde de Hasbourg* an, wenn er schreibt:

„Dieses Werk hat von Seite der Erfindung, der Anordnung, des Ausdruckes und der übrigen Eigenschaften, die das Wesen und die Vorzüge eines epischen Gedichtes ausmachen, keinen Werth.“ (*Clotilde de Hasbourg*; Januar 1811)

Ähnlich heißt es über Sabatier de Castres, daß „weder seine Erfindungsgabe, weder die Ausführung seiner Werke, noch sein Vortrag gerühmt werden“ können (Sabatier de Castres: *Les Caprices de la fortune*. Paris 1809; Januar 1811).

Als verkürztes Urteil dienen auch Formeln, die literarhistorische bzw. soziologische Einordnungen vornehmen, wie die folgende: „ein Product aus der schreibseligen Periode Oesterreichs [d. i. des Josephinismus]“ (*Der deutsche Diogenes oder der Philosoph nach der Mode*. Wien 1792; Januar 1811). Eine gleichlautende Formel wird verwendet für *Karl Waz als Jüngling und Mann. Eine wahre Geschichte* (Leipzig und Wien; Januar 1811).

Man sieht, die Zensurvorschrift von 1810 verlangte von den Zensoren auch die Fähigkeit zu ästhetischen Urteilen. Man kann annehmen, daß im Fall der Ritter-, Räuber- und Geistergeschichten selten Perlen der Roman-
kunst aus dem Verkehr gezogen wurden. Bemerkenswert bleibt aber, daß hier, lange vor den Auseinandersetzungen um „Schmutz und Schund“ gegen Ende des 19. Jahrhunderts, der erste systematische Versuch unternommen wurde, die sich herausbildende moderne Populärkultur zu kontrollieren.

Anhang

In den Zensurprotokollen von November 1810 bis Oktober 1811 aufgeführte Werke

November 1810, damnatur:

Le Capitaine subtile, ou l'intrigue dévoilée. Traduit de l'anglais par Mme. la B. de Duplessi. Tom. 1-4. Paris 1810. 8.

J.[ohann] F.[riedrich] Facius: Alessio. Ein Roman. Hildburghausen 1810. 8.

Hans Barthels Erscheinungen Träume und Ehestands Scenen; komischer Roman vom Verfasser des Fiorenzo. Hamburg und Altona. 8.

Mes Riens Melanges en prose et en vers etc. Par J. G. A. Cuvelier. A Paris 1806. 8.

November 1810, erga schedam:

Nouvelle Bibliotheque de societé, portative et amusante, ou repertoire curieux etc. Tom. 1 et 2. A Paris 1802. 8.

Gemeinnützige Unterhaltungsblätter Jahrgang 1810 Nr. 41.

Winterzeitvertreib in Anekdoten meistens lustigen Inhalts. Nürnberg 1808. 8.

Dezember 1810, damnatur:

Argotiana, ou elite de Calembourgs etc. 1809. 12.

Burzelbäume meines Satyrs. 1tes und 2tes Bändchen. Berlin 1811, 8.

Pariser Nächte. Paris und Leipzig 1811. 8.

Omniana, ou le petit Momus français. 1er recueil. à Lille. 12.

Reisescenen und Reiseabentheuer auch Kreutz und Querzüge eines deutschen Musensohnes des 19. Jahrhunderts von U. a Costa. Quedlinburg 1811. 8.

Humoristische Schwelgereyen. 1. und 2. Bändchen. Berlin 1811. 8.

Dezember 1810, erga schedam:

Europäische Annalen Jahrgang 1810. 10. Stück Tübingen 1810. 8.

Januar 1811, damnatur:

Antologie lyrique deuxieme edition de Momus en delire. A Paris. 1810. 8.

Les Caprices de la fortune. Par M. l'abbé Sabatier de Castres. Tom. 1-3. Paris 1809. 8.

Clotilde de Hasbourg ou le tribunal de Neustadt. Par Mme. Barthelemy H*** [Hadot]. Tom. 1-4. A Paris. [1810]. 8.

Der deutsche Diogenes oder der Philosoph nach der Mode. Ein Roman. Wien 1792. 8.

Geschichte zweyer Frauen aus dem Hause Blankenau. Eine Sage der Vorzeit. Magdeburg 1811. 8.

Glycerens Blumenkranz. Deutschlands Töchtern gewidmet von einem deutschen Mädchen. Zittau 1811. 8.

Herzensgüte und Seelengröße. Eine Beyspielsammlung für Kinder. Hamburg und Altona. 8.

H. v. Kleist: Erzählungen. Berlin 1810. 8. Enthaltend: Michael Kohlhaas Die Marquise von O. Das Erdbeben in Chili.

Liebesabentheuer eines jungen Edelmannes. Magdeburg 1811. 8.

Das Lieblingssöhnchen. Das nützlichste unterhaltendste und belehrendste Bilder- und Lesebuch für das früheste Knabenalter. Hamburg. 8.

Memoires secrets de la Duchesse de Portsmouth. Tom. 1. 2. à Paris. 1807. 8.

Oeuvres completes de P. A. Caron de Beaumarchais. Tom. 7eme. A Paris 1809. 8.

La Roche du Diable. Par Legay. Tom. 1-5. à Paris 1809. 8.

Wahrheit und Zweifel, oder Gedanken scherz- und ernsthaften Inhalts. 1810. 8.

Karl Waz als Jüngling und Mann. Eine wahre Geschichte. Leipzig und Wien. 8.

Januar 1811, erga schedam:

J. v. Müller: Die Staatsweisheitslehre oder die Politik von J. v. Müller dargestellt und ergänzt von Dr. Heinichen. Leipzig 1810. 8.

Sammlung von Anekdoten und Charakterzügen auch Relationen von Schlachten und Gefechten etc. in den Jahren 1805 bis 1809. Leipzig. 26tes und 27. Heft.

Februar 1811, damnatur:

L. Achim von Arnim: Halle und Jerusalem. Studentenspiel und Pilgerabentheuer. Heidelberg 1811. 8.

L'ermite de la cour batave. Par Hyrne. Tom. 1, 2, 3. A Paris 1809. 8.

Gustav Peregrinus: Abentheuer des Junker Hans von Birken und seines treuen [Freundes] Matz. Hamburg 1811. 8.

Le Parc aux cerfs, ou histoire secrete des jeunes Demoiselles qui y ont été renfermées. Par M. de Faverole. Tom. 1-4. à Hambourg. 1809. 8.

Jul. v. Voß: Lustspiele, 4ter Band. Enthält: Klippen der Frauenzucht. Die Emporkömmlinge oder Harlekin als Gespenst. Berlin 1811. 8.

Februar 1811, erga schedam:

G. Schilling: Sämmtliche Schriften. 11ter Band. Dresden 1810. 8. enthält: Bagatellen. (Zum einzelnen Verkauf)

K. Ch. Fr. Krause: Tagblatt des Menschheitlebens. 1ter Jahrgang. 1811. Dresden. Nr. 1-4. Liter. Anzeiger Nr. 1-2.

Der Verkündiger. Jahrgang 1811. 24. Stück.

Der Verkündiger. Jahrgang 1811. Nr. 31.

März 1811, damnatur:

Agathe d'Entragues. Roman historique par l'auteur d'Irma. Tom. 1-6. Paris 1807. 8.

W. Blumenhagen: Freia. Romantische Dichtungen. 2te Auflage. 1tes und 2tes Bändchen. Erfurt 1811. 8.

Das Buch des Frohsinnes und der heiteren Laune etc. 6ter Theil auch: Das neueste Buch zum Todtlachen. 7ter Theil. Hamburg. 8.

G. Ch. Cannabich: Kritik der practischen christlichen Religionslehre. 2ter Theil. Leipzig 1811. 8.

L. P. G. Happach: Ueber die Beschaffenheit des künftigen Lebens nach dem Tode. 2tes Bändchen. Quedlinburg 1811. 8.

A. v. Kotzebue: Adelheid von Wülfinen. Ein Denkmahl der Barbarey des 13. Jahrhunderts. 4te Auflage. Leipzig 1810. 8.

Paul IV, ou l'ermite de la Montaigne [=montagne] du Lac noir. Par M. Lamy. Tom. 1, 2. à Paris 1809. 8.

Moses Philippssohn: Kinderfreund und Lehrer. Ein Lehr- und Lesebuch für die Jugend jüdischer Nation und für jeden Liebhaber der hebräischen Sprache. 2ter Theil. Dessau 1810. 8.

K. A. v. Rade: England in seiner tiefsten Erniedrigung. Germanien 1808. 8.

Theodiskus, Unterhaltungen in den Abendstunden, auch: Beyträge zur Modelectüre. 1ter Band. Berlin 1811. 8.

Der Todesbund. Ein Roman. Halle 1811. 8.

April 1811, damnatur:

Der lustige Erzähler oder der neueste Anekdotenwirth. Hamburg. 8.

April 1811, erga schedam:

K. Ch. Fr. Krause: Tagblatt des Menschheitlebens. 1ter Jahrgang 1811. Dresden. No. 17-24.

Neue oberdeutsche allgemeine Literatur-Zeitung. Jahrgang 1811 No. 49-50.

Rhapsodien eines Denkers über die wichtigsten Gegenstände der Menschheit. Breslau 1811. 8.

Mai 1811, damnatur:

Frische und eingemachte Judenkirschen. Eine Sammlung von Anekdoten etc. Von P. Kritteltmann. Germanien 1811. 12.

Friedrich Schlegel: Lessings Geist aus seinen Schriften. Neue unveränderte Ausgabe. 1.-3. Theil. Leipzig 1810. 8.

Tableau de la police de Paris. Par P. Manuel. Tom. 1. 2. à Mons 1809. 8.

Mai 1811, erga schedam:

D. W. J. Behr: System der angewandten allgemeinen Staatslehre. 1te Abtheilung. Frankfurt am Main 1810. 8.

[Georg Christian Otto] Georgius: Metamorphose des germanischen Adels. Nürnberg 1810. 8.

Reise mit der Armee im Jahre 1809. 3ter Theil. Rudolstadt 1811. 8.

Juni 1811, damnatur:

Jean Clergeot, ou le danger de Nom. à Paris. An 7 de la republ. 8.

G. Th. Steger: Theodors Liebesbriefe an Wilhelmine etc. Kiel 1811. 8.

Juni 1811, erga schedam:

Oeuvres de Lombard de Langres. 3eme edit. a la Haye 1801. 8.

Rom und London, oder die Beschaffenheit der nächsten Universal-Monarchie. Von dem Verfasser des neuen Leviathan. Tübingen 1807. 8.

Juli 1811, damnatur:

J.[ohann] G.[ottfried] Dyk: Historisches Handbuch für die Jugend. 1ter und 2ter Theil. Leipzig 1811. 8.

Heiligthümer aus dem Archiv der Tempelherren. Erfurt 1811. 8.

Schwaenke und Maehrchen von Hans La Fontaine verdeutscht durch einen alten Wälschen. 1. Band. Boston 1811. 8.

Juli 1811, erga schedam:

L'Epicurien français ou les Diners du caveau moderne 6eme année. Janv. Fev. Mars Avril 1811. No. 61-64 en 2 vol. Paris 1811. 12.

A. F. Lueder: Leitfaden der alten Geschichte zu akademischen Vorlesungen. Braunschweig. 1810. 8.

Graf Pückler von Mußkau: Gedichte. 1ter Band. Berlin 1811. 8.

F. P. Wilmsen: Die Lehre Jesu Christi in kurzen Sätzen und in Gesängen etc. Berlin 1811. 8.

August 1811, damnatur:

Die weisse Frau. Eine Geschichte aus der Ritterzeit. Von dem Verfasser der Heliodora. 1.-3. Band, Leipzig 1811. 8.

Handbuch zur Erklärung des neuen Testaments für Ungelehrte. 1ten Theiles 1te Abtheilung, auch: Der Evangelist Matthäus erklärt für Ungelehrte. 2te neu bearbeitete Ausgabe. Leipzig 1811. 8.

Vie militaire de J. Lannes, Duc de Montebello. Par R. Perin. 2e edit. à Paris. 8.

August 1811, erga schedam:

Prof. Ritter Hugo: Lehrbuch eines civilistischen Cursus; 1ter Band auch: Lehrbuch der juristischen Enzyklopädie . 4ter größtentheils neu ausgearbeiteter Versuch. Berlin 1811. 8.

Jesu Universalreligion. Ein Seitenstück zu des D. F. Volkmar Reinhard's Schrift: Versuch über den Plan etc. Leipzig 1811. 8.

Sammlung von Anekdoten und Charakterzügen auch Relationen von Schlachten und Gefechten aus den merkwürdigen Kriegen in den Jahren 1805-1809. Leipzig. 31tes und 32tes Heft.

September 1811, erga schedam:

[Georg Christian Otto] Georgius: Handels und Finanz-Pandora der neuesten Zeiten. Nürnberg 1810. 8.

Oktober 1811, damnatur:

Authentische Actenstücke über den Rückzug des Generals Massena aus Portugall und einige damit verwandte Gegenstände betreffend. Amsterdam 1811. 8.

Annales des Voyages de la Géographie etc. de l'histoire et publiées par M. Malte-Brun. tom 4 de la 2e souscription et 8e de la collection. à Paris 1809. 8.

Le Fantome blanc, ou le Protecteur mystérieux. tom 1-3. à Paris 1810. 8.

J. Hazzi: Statistik von Mähren. Nürnberg 1807. 8.

H. A. J. v. Kiaw: 6 Lieder. 7tes Werk. Leipzig.

Opis Hiestwa Warszawskiego 1809. Beschreibung des Herzogthums Warschau.

Mon oncle Rigobert, ou l'homme résolu par Demontivillers, nouvel édit. tom 1. 2. à Paris 1810. 8.

Porte=feuille français pour l'an 1811, ou recueil de Contes, Anecdotes. à Paris 1811. 12.

Dys Szczyscia Narodowego. Grundriß des Nationalglückes oder der Hauptpuncte, welche zum Wachsthume der Macht und des Reichthumes der polnischen Nation dienen.

Oktober 1811, erga schedam:

Annales Mac par Caillot. R. C. tom. 7e. Paris 1809. 12.

M. J. C. Dolz: Taschenbuch für die Jugend etc. 1. Jg. 1811. Leipzig. 12.

C. F. Solbrig: Auswahl beliebter Gedichte zum Behuf der Declamation. 2. Theil. Magdeburg 1811. 8.

Die Rolle der Zensur im Verlags- und Pressewesen Ungarns im 19. Jahrhundert*

Dorottya Lipták

Im Laufe der – von der vorliegenden Studie ab Mitte des 18. Jahrhunderts berücksichtigten – neuzeitlichen Geschichte der Zensur waren nicht mehr die religiösen Verbote, sondern die politischen und Machtfaktoren ausschlaggebend. Die Zensur sollte den jeweiligen Zielsetzungen des Hofes und der Regierung Geltung verschaffen und gegen Gefahrenquellen, die diese zu untergraben suchten, auftreten. Sie hatte die herrschenden politischen Konzeptionen zu verwirklichen und die Administration in der Hand zu halten.

Ausgangspunkt unseres historischen Überblicks ist der ungarische Landtag von 1825. Dieser Zeitpunkt markiert sowohl in dem für unser Thema wichtigen Prozeß der Konstituierung der gesellschaftlichen Öffentlichkeit als auch in der ungarischen politischen Geschichte einen entscheidenden Abschnitt. Die sich den absolutistischen Unterdrückungsmaßnahmen der Wiener Hofkanzlei entgegensetzende ungarische adelige Reformopposition, die schon seit Ende des 18. Jahrhunderts einen erneuerten Kampf für die Aufhebung der Schranken im Verlagswesens und in der Presse führte, sah seit den zwanziger Jahren des 19. Jahrhunderts immer mehr in diesen beiden Faktoren das wirksamste Mittel zur Vorbereitung der bürgerlichen Reformen, zur Verbreitung der liberalen Ideen und zur Formung der neuen politischen öffentlichen Meinung.

Das Problem der Zensur knüpfte sich in Ungarn zunächst an die Angelegenheit der nationalen Selbstbestimmung, später, zur Zeit der Reformlandtage der dreißiger Jahre des 19. Jahrhunderts auch an die Fragen der bürgerlichen Umgestaltung der Gesellschaft.

Der Wiener Hof und die Regierungsorgane sahen bis Ende der dreißiger Jahre die Hauptaufgabe der Zensur darin, Literatur und Presse von der Politik fern zu halten. In den vierziger Jahren des 19. Jahrhunderts jedoch wa-

* Die vorliegende Studie konnte mit der Hilfe des Ungarischen Landesfonds für Wissenschaftliche Forschung verwirklicht werden.

ren sie bestrebt, die Politik mit ihrer Hilfe in ein entsprechendes Fahrwasser zu leiten und die politischen Kursänderungen zu überwachen.

Die bisherigen Untersuchungen haben die Geschichte der Zensur vor allem aus der Sicht der Verordnungen analysiert und beschäftigten sich bedeutend weniger mit der Praxis der Durchführung, oder haben die Überschreitungen, die abschreckenden Taten der Zensur vergrößert, mystifiziert, romantisiert. Die vorliegende Studie behandelt die Tätigkeit der Zensur in erster Linie nicht als ein schädliches politisch-kulturelles Phänomen, versucht vielmehr, ihre geschichtlich notwendige Rolle zu beleuchten. Sie möchte erläutern, daß im Laufe der Zensur, der Anwendung dieses Mittels der Geltendmachung herrschender politischer Konzeptionen, zahlreiche verwickelte und inkonsequente Elemente mitspielten, und deshalb im Endresultat Konzeption und Praxis nicht immer zusammentrafen. Die Berücksichtigung dieser Umstände ermöglicht eine nuanciertere Behandlung des Themas.

Von den drei großen Perioden der ungarischen Zensur wenden wir uns zuerst der mittleren Phase, der Periode der sog. Wiener Zensur zu. Diese, aus Wien geleitete, zentralisierende Organisation, deren Grundlagen noch Joseph II. niedergelegt hatte, fungierte bis 1840. Die Grundsätze der Zensur – auf die später noch eingegangen wird – und ihre Wesensart blieben aber ganz bis 1867 unverändert: es handelte sich um eine vorbeugende, präventive Zensur. Der Zensor kategorisierte die geprüften Werke nach folgenden Terminen: *Admittitur*, d. h. an dem Werk ist nichts auszusetzen. *Permittitur*: das Manuskript kann von inländischen Druckereien nicht verlegt werden. *Toleratur*: Nachdruck verboten. *Transeat*: kann frei verkauft, jedoch nicht in der Werbung oder in der Auslage gezeigt werden. *Erga schedam*: darf nur an zuverlässige Personen, gegen Empfangsbescheinigung ausgehändigt werden. *Damnatur*: die Polizei darf das Werk nur an vollkommen zuverlässige Leser abgeben. *Nec erga schedam*: streng verboten, muß an den eventuellen ausländischen Adressaten zurückgeschickt werden. *Omissis deletis* oder *correctis corrigendis*: vor der Drucklegung müssen die Verbesserungen des Zensors in das Manuskript eingetragen werden.¹

In der auf die napoleonischen Kriege folgenden Periode der langen Regierungszeit von Kaiser Franz I. gewöhnte man sich langsam an die Strenge der Zensur. Nach der Periode der relativen Ruhe und Fügung änderte sich aber in den zwanziger Jahren des 19. Jahrhunderts allmählich das gei-

¹ Mályuszné Császár, Edit: *Megbíráltak és bírálók* (Zensierte und Zensoren), Budapest 1985. S. 6-7.

stig-politische Klima sowohl im Ausland als auch im Habsburgischen Reich.

1825 trat in Pozsony (Preßburg) nach einer Pause von 14 Jahren der Landtag zusammen. Im Unterhaus waren u. a. die Angelegenheiten der kulturellen Magyarisierung, des ungarischen Unterrichts- und Bildungswesens die zentralen Themen. Wiewohl diese Zielsetzungen von der Verwirklichung noch weit entfernt waren, spornte allein schon die Tatsache der Landtagsberatungen die Zensurbehörde zur gesteigerten Aktivität an. Nicht selten wurden die gedruckten Exemplare der Zeitschriften trotz Genehmigung des Zensors eingezogen. Ähnlich erging es der *Felső Magyar Országi Minerva*, der von Ferenc Kazinczy und József Dessewffy herausgegebenen Zeitschrift des Kaschauer literarischen Vereins, die im Jahre 1826 eine, Széchenyi preisende, patriotische Ode veröffentlichte. Die Exemplare wurden aus den Magazinen der Buchhändler und Drucker eingezogen, der Zensor mit einem strengen Verweis bedroht, und die Ode durch ein provinzielles Gedicht im Geschmacke der deutschen Romantik ersetzt. Aber auch wissenschaftliche Arbeiten, insbesondere nationalökonomische und juristische Werke wurden nicht zugelassen – u. a. János Nagyváthys bahnbrechende Abhandlung über die ungarische Wirtschaft (*Magyar Ország Haza Gazdálkodása*). Alle Arten der Beziehungen zum Ausland wurden streng überwacht, und die Einfuhr von ausländischen Tageszeitungen genauso wie von wissenschaftlichen und literarischen Zeitschriften verhindert.²

Die gesellschaftlichen Reformbestrebungen, die Landtage der zwanziger und dreißiger Jahre des 19. Jahrhunderts hatten eine allmähliche Ausweitung jener Leserschicht zur Folge, welche neben der Belletristik auch für Politik Interesse zeigte. Diese Tatsache hatte eine wachsende Nachfrage nach politischer Publizistik, Presse, wissenschaftlichen Werken, Büchern und Zeitschriften zur Folge. In der Untertafel und in den Komitatsversammlungen stieß die Zensur auf immer stärkeren Widerstand, mit der Lösung: „die ungarischen Gesetze kennen die Zensur nicht.“

² Felhő Ibolya, Vörös Antal, *A helytartótanácsi levéltár* (Das Archiv des Statthalterates), Budapest 1961. S.218-230; Meldung des Zensors Frigyes Drescher an den Statthalterrat. 1823. Magyar Országos Levéltár (Ungarisches Staatsarchiv – im folgenden MOL). Akten der Statthalterei Consilium regium locumtenentiale Hungaricum Departamentum Revisionis Librorum (des weiteren Htt. Dep. Rev. Libr.) Fond C. 60. Dep. Rev. Libr. 1823. Fons. 43. pos. 1-2. Veröffentlicht von Mályuszné Császár, Edit, op. cit., S. 427-429; Sashegyi Oszkár, *Német felvilágosodás és magyar cenzúra 1800–1830* (Deutsche Aufklärung und ungarische Zensur 1800–1830), Budapest, 1938.

Die außenpolitischen Ereignisse – die revolutionäre Welle der dreißiger Jahre, die französischen, belgischen und polnischen Vorgänge – gaben den Versuchen zur Lockerung der feudalen Bindungen ebenfalls einen Anstoß. Die Bauernaufstände in Nordungarn und die Verbreitung der Cholera dagegen versetzten den Hof in Angst. Nach dem Tode von Kaiser und König Franz I. ging die wahre Macht an Metternich über, der an der Spitze der Kamarilla stand. Die genannten Ereignisse bewegten ihn zu energischen Gegenschritten, unter denen der Neuorganisierung der Zensurbehörde große Bedeutung zukam. Die Grundsätze der Zensur blieben unverändert: alles war verboten, was die öffentliche Ruhe stören konnte, insbesondere die Verbreitung von liberalen Ideen, der Auftritt gegen Herrscher, Verfassung und Verwaltung, der Verstoß gegen Religion und Moral.³

Metternich begann mit der Modernisierung im Herzen des Reiches: 1834 ließ er die Zentralpolizei aufstellen. Dieser das ganze Reich umspannende hierarchische Beamtenapparat hatte neben der Politik alle Gebiete des gesellschaftlichen Lebens zu kontrollieren. Die in Wien eintreffenden wichtigen Meldungen wurden von dem wöchentlich mehrmals einberufenen Zentralinformationskomitee beraten, welches als Bestandteil des Zentralprotokolls unter der unmittelbaren Leitung von Metternich stand. Was Ungarn betraf, versuchte Metternich die Tätigkeit der ungarischen Zensur noch mehr mit den Verfügungen der österreichischen Zensurbehörden in Einklang zu bringen. Die oberste Zensurstelle blieb nach wie vor das Ungarische Bücherzensur-Amt in Buda. Seine Obrigkeit wiederum war die zuständige Abteilung des Statthalterrates, bei etwaigen Komplikationen sprach die Wiener Hofkanzlei das letzte Wort.

Das Funktionieren des Apparats und die verschiedenen Techniken der Abwehr seien hier mit einem einzigen Beispiel erhellt: mit der Geschichte der Veröffentlichung eines der berühmtesten Werke der ungarischen politischen Literatur, Széchenyis *Stadium*. Der Budaer Zensor Frigyes Drescher hat das Werk mit einigen Korrekturen und nach Erhaltung von 200 Gulden zugelassen und dem Statthalterrat vorgelegt. Palatin Joseph jedoch hat den Druck des Werkes verboten. Die Lösung fand man in einer damals beliebten Technik der Umgehung der Zensur: in der ausländischen Herausgabe des Werkes.

³ Beratung des Statthalterrates über die Verbesserung der Sachverwaltung der Zensoren. 18. August 1833. MOL. Htt. Fond C. 60. Dep. Rev. Libr. 1833. Fons 9. pos. 46. Veröffentlicht von Mályuszné Császár, Edit, op. cit., S. 292-294.

Auf diesem Gebiet hatte Leipzig die führende Rolle, das seit Mitte des 17. Jahrhunderts ein Zentrum des Buchhandels und Verlagswesens war und traditionell gute Beziehungen zu den ungarischen Verlegern unterhielt. Es war auch von Vorteil, daß Sachsen unter dem Einfluß der französischen Julirevolution im Jahre 1831 eine liberale Verfassung erhalten hat, was auch die Milderung der Zensur zur Folge hatte. Die Schlüsselfigur der Beziehungen zu Leipzig war der aus Göttingen gebürtige Buchhändler und Verleger Otto Wigand, der, nach Ungarn eingewandert, mit seiner weitverzweigten Familie neben Pest auch in Preßburg, Kaschau und Ödenburg Geschäfte besaß. Im Jahr 1832 zog er vor Metternichs Molestern und in der Hoffnung eines größeren geschäftlichen Erfolges mit seinem Bruder Georg nach Leipzig, wo er bald zum führenden Buchhändler geworden ist. Er verlegte zahlreiche, in Ungarn verbotene Manuskripte, so Széchenyis *Stadium* im Jahre 1833 oder Wesselényis Werk *Balitéletekről* (Über Vorurteile), letzteres mit falschem Impressum und mit Bukarest als Erscheinungsort, um die Zensur zu täuschen. Diese Veröffentlichungen konnte Metternich selbst auf diplomatischem Wege (mit Bezugnahme auf die Karlsbader Beschlüsse der Länder des Deutschen Bundes im Jahre 1819) nicht verhindern, nur für eine Zeit erschweren, und Wigand fuhr auch noch in den vierziger Jahren mit der Herausgabe der verbotenen Bücher fort. So blieb Metternich nichts anderes übrig, als die ins Land eingeschmuggelten Exemplare von seinen Buchrevisoren bei den Buchhändlern beschlagnahmen zu lassen.⁴

Die Zensur konnte aber auch verhindern, daß der Landtag die Öffentlichkeit für sich in Anspruch nahm. Die ungarische adelige Reformopposition, welche die Bedeutung der Presse als wichtiges Mittel der politischen Meinungsäußerung bereits am Landtag des Jahres 1825 erkannt hatte, führte einen doppelten Kampf. Im Interesse der Informationsströmung kämpfte sie für die Herausgabe eines Landtagsjournals, da man bislang nur die Be-

⁴ Meldung des Zensors Frigyes Drescher über Miklós Wesselényis Werk „Balitéletekről“. 1833. MOL. Htt. Fond. C. 60. Dep. Rev. Libr. 1833. Fons. 10. pos. 21, 45-46, 59-60. Veröffentlicht von Mályuszné Császár, Edit, op. cit., S. 440-441; Vízota Gyula, *A „Stádium“ megjelenésének története* (Zur Geschichte der Veröffentlichung des „Stadium“), Budapest 1905; Trócsányi Zsolt, *Wesselényi Miklós* (Miklós Wesselényi), Budapest 1965; Hermann Éva, „Az Anti-úrbérivátság megjelenésének története“ (Die Publikationsgeschichte von „Gegen Ablösung der Feudallasten“), in: *Petőfi és kora* (Petőfi und seine Zeit), hrsg. von Lukácsy Sándor und Varga János, Budapest 1970, S. 291-299; Franke, R. W., *Zensur und Pressaufsicht in Leipzig 1830-1848*, Leipzig, 1930.

schlüsse bekanntgeben, über die Debatten aber in der Presse nicht berichten konnte. Die andere Zielsetzung war ein umfassendes liberales Pressegesetz, das, seinem nur skizzierten Grundprinzip nach die präventive Zensur verworfen und nach englischem Muster eine nachträgliche Verantwortung empfohlen hatte. Das Pressegesetz, wiewohl es in den dreißiger und vierziger Jahren des 19. Jahrhunderts ständig auf der Tagesordnung stand, konnte wegen der hinhaltenden Taktik der Magnatentafel und der Regierung nicht ausgeführt werden.

Den ersten Schritt zur Veröffentlichung eines Landtagsjournals hat Lajos Kossuth getan, mit seinen 1832 begonnenen, handschriftlichen *Berichten aus dem Landtag* („Országgyűlési Tudósítások“), deren Drucklegung die Regierung jedoch vereiteln konnte. Nach Beendigung des Landtages von 1832–1836 setzte Kossuth sie unter dem Titel *Berichte aus den Municipien* (Törvényhatósági Tudósítások) fort. Er berichtete über die Debatten der Komitatssitzungen und verbreitete die Reformgedanken. Die nach Beendigung des Landtages ohnehin gärende allgemeine Stimmung haben die taktlos-unbesonnenen, radikalen Schritte des Hofes, die Anklage gegen Baron Wesselényi, die Einkerkierung der Anführer der Landtagsjugend sowie die Verurteilung von Kossuth zu vier Jahren Haft wegen seiner publizistischen Tätigkeit, noch weiter aufgeheizt.⁵

Als der folgende, zwischen 1839/40 abgehaltene Landtag seinen Anfang nahm, haben sich die europäischen revolutionären Strömungen der dreißiger Jahre schon allmählich gelegt. Die ruhigere allgemeine Stimmung war für den Hof günstig, wiewohl die Mitglieder der Untertafel beschlossen haben, solange weder Steuern noch Soldaten zu bewilligen, bis die Meinungs- und Pressefreiheit nicht gesichert werde. Auch der Hof wechselte seine Taktik: die Eingekerkerten wurden begnadigt, und im April des Jahres 1840 bestimmte der Landtag das Ungarische zur Amtssprache des Statthalterates und der Kammer. Ein Zeichen der Kompromißbereitschaft des Hofes war die 1839 vollendete, aus 81 Paragraphen bestehende Ordnung der Bücherzensur und Revision, welche neben taktischen Schritten auch schon von einem strategischen Richtungswechsel des Hofes sprach. Dieser erkannte, daß das Politische von Literatur und Presse nicht mehr fernzuhalten sei und versuchte daher, es mit verschiedenen Maßnahmen in Bahnen zu leiten, welche den Zwecken der Regierung entsprachen.

⁵ Halász Imre: „A sajtó viharos korszakából“ (Aus den stürmischen Zeiten der Presse), *Nyugat* (Westen) 1914. Nr. 1. S. 25-36; Mályuszné Császár Edit, op. cit., S. 15-23.

Ein wichtiger Schritt war die Neuorganisierung der Zensurbehörde, welche zwar keinen Durchbruch in der Mentalität, doch eine neue Struktur zur Folge hatte. Von Juli 1840 bis zur Revolution von 1848 war die Zensurbehörde in Buda tätig. Die wichtigste Änderung war, daß die ungarische Zensur nicht mehr unmittelbar der Wiener Zentralpolizei untergeordnet, sondern unter die Aufsicht des Studienausschusses von dem Budaer Statthalterrat gestellt wurde. Für die Pressezensur wurde im Statthalterrat eine Zentrale Bücherzensur Behörde aufgestellt, aber die Herausgabe von Zeitungen war auch weiterhin an die königliche Erlaubnis gebunden. Neu war, daß man dem Zensor nicht mehr konkrete Instruktionen erteilte, sondern nur die allgemeinen Richtlinien bestimmte, welche im Prinzip mit den oben schon angeführten übereinstimmten (die Unantastbarkeit des Königs, der Schutz der Moral etc.). Dies ermöglichte dem Zensor eine relative Selbständigkeit im Vergleich zu den früheren Zeiten, und war auch für die Betroffenen, für die Schriftsteller und Redakteure leichter berechenbar.⁶

Wenden wir uns nun der Zensurpraxis der vierziger Jahre, den Zensoren und Revisoren zu. Der Zensor war ein königlicher Beamter, mußte in den Geistesströmungen seiner Zeit bewandert sein und mehrere Sprachen sprechen.. Gewissenhaftigkeit, Taktgefühl und literarischer Geschmack waren ebenfalls erforderlich, wiewohl nicht für alle charakteristisch. Das Amt des Zensors war immer schon eine Vertrauensstellung, welche in den lokalen Gemeinschaften einen gewissen Rang, ein gesellschaftliches Prestige sicherte. Die meisten Zensoren waren geistliche Lehrer in der Provinz, Prioren von Ordenshäusern, Angehörige der Orden der Prämonstratenser, Piaristen oder Minoriten, Gymnasialdirektoren, Professoren der Rechtsakademie. Auch zahlreiche namhafte Persönlichkeiten – wie der Dichter Ferenc Verseggy, der wohlhabende Pester Advokat Mihály Vitkovics oder der namhafte Geschichtsschreiber Mihály Horváth – bewarben sich um eine Zensorstelle. Unter den Mitgliedern des Budaer Bücherzensur – Amtes finden wir Professoren der Pester Universität, in einigen Fällen auch bürgerlicher Herkunft, wie János Reseta, den Professor der deutschen Sprache und Literatur. In den vierziger Jahren veränderte sich allmählich der Personalstand der Zensurbehörde. Statt des vorherigen königlichen Gnadenhaltes oder

⁶ Kovács Magda, „Fejezetek a reformkori cenzúra történetéből“ (Aus der Geschichte der Zensur des Reformzeitalters), in: *Petőfi és kora* (Petőfi und seine Zeit), Budapest 1970, op. cit., S. 249-250; Bényei Miklós, *A reformkori országgyűlések a sajtószabadságról* (Die Landtage des Reformzeitalters über die Pressefreiheit), Debrecen 1994, S. 68-69; MOL. Htt. Fond C. 60. Dep. Rev. Libr. 1840. Fons 9. Veröffentlicht von Mályuszné Császár Edit, op. cit., S. 489.

kirchlichen Lohnes bekamen die Angestellten regelmäßiges staatliches Gehalt, immer mehr Beamte rekrutierten sich aus den Reihen des mittleren Adels, die Behörde wurde allmählich magyarisiert.⁷

Die Arbeit des Zensors bestand auch des weiteren in der Prüfung der Manuskripte, der Revisor kontrollierte die aus dem Ausland eingeführten Transporte beim Dreißigstzoll und überprüfte die Leihbibliotheken der Buchhändler, Antiquare und Lesekabinette, nahm an Versteigerungen teil und forschte in Nachlaßverzeichnissen nach verbotenen Büchern und Drucken. In der Tat übte ein und dieselbe Person öfters beide Ämter aus, die Arbeitsgebiete waren nicht scharf abgegrenzt, mit Ausnahme des kirchlichen Zensors, der keine Revisorenaufgaben hatte. Ihr Gehalt war als gut zu nennen. Der Pester und Preßburger Zensor z. B. erhielt in den dreißiger Jahren durchschnittlich 500 Ft, dazu kam noch der Zuschuß für Wohnungsmiete und Postgebühren. In der Provinz, z. B. in Zagreb oder Großwardein erhielten die Zensoren für dieselbe Arbeit nur 100 Ft Gehalt.⁸

Was man für dieses Gehalt leisten mußte, erhellt eine Meldung des Kaschauer Zensors, der im Jahre 1833 um Gehaltserhöhung ansuchte: er überprüfte die Produkte der beiden städtischen Druckereien (jährlich etwa 520 Bogen), ferner Kalender, Almanache, dreimal im Jahr die Zeitschrift *Minerva* und zwei Wochenblätter pro Woche.

In den dreißiger Jahren des 19. Jahrhunderts hat man den Zensoren im Sinne der strengen Organisationsvorschriften selbst für die kleinste Unachtsamkeit einen Verweis erteilt. War der Zensor in seinem Urteil unsicher, mußte er die Meinung des Oberstudiendirektors oder des Budaer Zensors einholen. Versäumnisse hatten strenge Rüge zur Folge, die Urteile des Zensors hat der Statthalterrat des öfteren überprüft und Korrekturen verlangt. Nicht selten mischte sich der Hof unmittelbar ein und befahl dem Statthalterrat konsequenteres Vorgehen. So war es im Falle einer Rezension, die im Jahrgang 1829 der Zeitschrift *Minerva* erschienen ist. Das rezensierte Werk war nicht auf der Wiener Liste der erlaubten Bücher aufgeführt und plädierte darüber hinaus für die Idee des Freihandels. Konnte sich in

⁷ MOL. Htt. Fond C. 60. Dep. Rev. Libr. 1822. Fons 2. pos. 101-103; ebenda Dep. Rev. Libr. 1827. Fons. 9. pos. 18, 46; ebenda Dep. Rev. Libr. 1828. Fons. 9. pos. 18-19; ebenda Dep. Rev. Libr. 1833. Fons. 9. pos. 47; ebenda Dep. Rev. Libr. 1841. Fons. 9. pos. 73, 98. Veröffentlicht von Mályuszné Császár Edit, op. cit., S. 282-283, 287-288, 285-286, 296-297, 305-307.

⁸ MOL. Htt. Fond C. 60. Dep. Rev. Libr. 1821. Fons. 11. pos. 18-20; ebenda Dep. Rev. Libr. 1828. Fons. pos. 84. Veröffentlicht von Mályuszné Császár Edit, op. cit., S. 282, 288-289.

solchen Fällen der Zensor rechtfertigen, wurde der Buchdrucker zur Verantwortung gezogen.⁹

Die vierziger Jahre ließen dem Zensor schon eine größere Freiheit in der Entscheidung, was zugelassen und was verboten werden sollte. Die Möglichkeit der individuellen Erwägung jedoch hatte auch ihre Schattenseiten und führte manchmal zu Oberflächlichkeit oder Unfolgerichtigkeit. Die „gefährlichen Gedanken“ wurden mal geduldet, mal verboten, oft haben die Streichungen den Sinn unverständlich gemacht. Der Subjektivität war ein breites Feld eingeräumt, hatte aber in der Politik ein böserer Wind geweht, kam es nicht selten zu Überprüfungen.

Insbesondere auf dem Gebiete der Bücherzensur sind uns aus dieser Zeit einige inkriminierte Fälle bekannt, in Zusammenhang mit der Veröffentlichung der Werke des radikalen Denkers Mihály Táncsics. Táncsics erweckte bereits im Jahre 1833 das Interesse des Statthalterrates, als er in die Mustersätze seines deutschen Lehrbuches verbotene Gedanken eingeflochten hat, die der Aufmerksamkeit des Zensors György Schmidt entgangen sind. Das schon zugelassene und in 500 Exemplaren gedruckte Buch mußte man landesweit bei den Buchhändlern beschlagnahmen, die Behörde suchte die Beeinträchtigung ihres Ansehens mit der Entlassung des Zensors gutzumachen. Ein Beweis der Mentalität und der zwischen gewissen Grenzen gehaltenen Flexibilität der Zensur ist, daß Táncsics später noch 13 Volksschulbücher mit nur kleineren Korrekturen ungehindert herausgeben konnte. Als er wieder ein politisches Werk – „*Legsikeresebb mód a földművelési ipar ébresztésére*“ (*Wirksamster Weg zur Erweckung der Agrarindustrie*) – veröffentlichen wollte, gab es erneut einen Skandal. Der Budaer Zensor Antal Ottmayer hat das Werk mit kleineren Streichungen zum Druck zugelassen. Er beanstandete weder die Forderung der vollkommenen bürgerlichen Rechtsgleichheit noch die Idee der Erbablösung, der Erkaufung des Grundstückes der Leibeigenen, seine Streichungen betrafen nur die Teile über das geistige Niveau der Volkslehrer und über den Zölibat. Der Statthalterrat konnte die Exemplare nur noch bei den Buchbindern beschlagnahmen. Während der Untersuchung zeigte der Zensor ungeschwächtes Wohlwollen und betonte in seiner Meldung, daß der Verfasser keine Unruhe

⁹ Zusammenstellung des ersten Zensors Antal Nagy über die Pflichten der Revisoren der Zentralen Bücherzensur Behörde. 1824. MOL. Htt. Fond C. 60. Dep. Rev. Libr. Fons 11. pos. 37, 38; ebenda Dep. Rev. Libr. 1827. Fons. 9. pos. 75; ebenda Dep. Rev. Libr. 1832. Fons. 7. pos. 38. Veröffentlicht von Mályuszné Császár Edit, op. cit., S. 283-285, 286-287, 290-291.

stiften wollte. Das Problem für die Zensurbehörde bedeutete, daß im Sinne der geltenden Gesetze Werke, die schon Zensurerlaubnis hatten, nur mit besonderem Grund beschlagnahmt werden konnten. Die peinliche Situation löste endlich die Kanzlei, mit Verweis darauf, daß Táncsics den Titel des Buches nach der Zensur verändert hat. Das war schon Grund genug für die Beschlagnahme des Werkes und für die Entlassung des Zensors. Nach diesem Vorfall konnte Táncsics keines seiner Werke mehr in Ungarn veröffentlichen.¹⁰

Die Mehrheit der in Ungarn verbotenen Manuskripte ist in den vierziger Jahren weiterhin in Leipzig erschienen. Viele Werke bei Wigand, Táncsics' Schrift über die Pressefreiheit bei Koehler in Halle, die zweite Auflage bei Hoffmann in Hamburg mit falschem Londoner Impressum, andere seiner Werke in Amsterdam und Paris bzw. bei Ernst Keil in Leipzig. Den Zensur- und Revisionsbehörden blieb nichts anderes übrig, als die ungarische Kolportage zu verhindern. Zwar waren die Behörden immer über die eingeschmuggelten Exemplare informiert, konnten jedoch nicht herausfinden, wie diese an die Leser gerieten. Sie machten Hausdurchsuchungen bei den Buchhändlern, drohten ihnen mit der Einziehung ihrer Konzession, boten die Beamten der Zollbehörden auf, konnten aber von 500 eingeschmuggelten Exemplaren meistens nur etwa 80 einsammeln. Es gab diverse Techniken für die Umgehung der Wachsamkeit: die Exemplare tauchten in Kaffeehäusern und Gasthöfen auf, manche Flugschriften wurden angeblich von den Mitgliedern des Oppositionellen Kreises verbreitet. Metternich versuchte auf diplomatischem Wege wiederholt die sächsische Regierung dazu zu bewegen, gegen die Drucklegung der ungarischen Manuskripte aufzutreten. Gegen Ende der vierziger Jahre war jedoch der Mißerfolg seiner Bemühungen schon offensichtlich, die Beschlagnahme selbst konnte die Verbreitung der Schriften nur erschweren, aber nicht mehr verhindern.¹¹

¹⁰ MOL. Magyar Kancellária Levéltára. (Archiv der Ungarischen Kanzlei) Acta Generalia 1834. 15/205. Veröffentlicht von Vörös Antal, „Táncsics Mihály kiadatlan cikke a sajtószabadságról és a cenzúráról“ (Ein unveröffentlichter Artikel von Mihály Táncsics über Pressefreiheit und Zensur), *Történelmi Szemle* (Historische Rundschau), 1958. Nr. 1. S. 57-75; Táncsics Mihály tankönyvei (Die Lehrbücher von Mihály Táncsics) Nationalbibliothek Széchényi, Kézirattár (Handschriftensammlung). Quart Hung. 1250-1254; MOL. Htt. Fond C. 60. Dep. Rev. Libr. 1842. Fond 9. pos. 29; ebenda Dep. Rev. Libr. 1843. Fond 9. pos. 9, 11; Kovács Magda, op. cit., S. 273-279.

¹¹ Reseta János cenzor iratai (Schriften des Zensors János Reseta) MOL. Htt. Fond C. 60. Dep. Rev. Libr. 1846. Fond 7. pos. 55, ebenda Dep. Rev. Libr. 1847. Fond 7. pos. 1, 18, 54; MOL. Magyar kancellária (Ungarische Kanzlei) Acta Pres. 1847. 112, 338, 351; Táncsics Mihály, *Életpályám* (Meine Lebensbahn), Budapest 1949. S. 173-

Ähnliches kann auch von der Tagespresse gesagt werden. Sie erlebte in der ersten Hälfte der 1840er Jahre einen Aufschwung, nachdem die Reform der ungarischen Zensur nicht nur den wissenschaftlichen und belletristischen Blättern, sondern, mit gewissen Einschränkungen, auch politischen Schriften eine freiere Bahn gelassen hat. Metternich und die Regierung begingen einen mehrfachen, für den Hof nachteiligen taktischen Fehler, als sie Kossuth wegen seiner Berichte *Törvényhatósági Tudósítások* in einen Prozeß verwickelten, verurteilten und dadurch zum Märtyrer machten, später aber freiließen, ihm erneut eine Konzession erteilten, die dann in dem am wenigsten geeigneten Augenblick wieder eingezogen wurde. Metternich handelte nach dem Prinzip, Kossuth unter dem Vorwand der Zeitungsredaktion, mit Hilfe der Zensur unmittelbar zu kontrollieren und die Verbreitung seiner gefährlichen Lehren in Schranken zu halten. Kossuth war aber außerordentlich vorsichtig und achtete peinlich darauf, daß der Zensor nichts zu beanstanden hatte.

Im Januar 1841 brachte Kossuth seine neue Zeitung, *Pesti Hírlap*, heraus. Am Beispiel dieser Zeitung und dem Vertreter der adeligen Reformopposition können wir das Verhältnis von Presse und Zensur gut verfolgen, sind doch in der Kossuth-Sammlung des Ungarischen Staatsarchivs die zensurierten Abzüge der Zeitung erhalten. Die Streichungen, Löschungen verraten dem heutigen Leser, welche Forderungen für die Macht am gefährlichsten waren. Reformgedanken über die Verbesserung der Lage des Volkes konnten zwar schon veröffentlicht werden, wollte man aber deren Notwendigkeit mit konkreten Beispielen, z. B. mit der Beschreibung des Elends in den einzelnen Komitaten untermauern, wurde der ganze Artikel gestrichen. Der Leitartikel von Kossuth war meistens der Zensur zum Opfer gefallen. Es lag jedoch auf der Hand, daß die Möglichkeiten der Zensur ab einem gewissen Punkt beschränkt waren. So schreibt der Zensor József Havas in seiner Meldung, daß die Verstümmelungen nichts wert seien, denn, wollte er alle gefährlichen Gedanken streichen, bliebe nur ein halber Bogen von der Zeitung übrig.

Die Bilanz spricht für sich. Nach den Streichungen des Zensors mußten nur zehn Prozent der wichtigen Artikel ausgelassen werden, die kleineren Streichungen betrafen 55 Prozent der Artikel. Da Kossuths Tätigkeit aber auch weiterhin unangenehm für den Hof war, wurde er statt offener Kon-

178, 214-215; Hermann Éva, op. cit., S. 291-299; Vízota Gyula, „Néhány cenzúriai eset 1847-1848-ból“ (Einige Zensurfälle von 1847-1848) *Budapesti Szemle* (Budapester Rundschau), 1924. Nr. DLXIII. S. 179-193; Kovács Magda, op. cit., S. 280-287.

frontation unter dem Vorwand von finanziellen Vergehen von der Spitze der Zeitung entfernt.¹²

Die Lehren dieses Vorfalles bewegten die Kanzlei, sich noch intensiver mit den Angelegenheiten der Presse zu befassen. Eine für Metternich verfaßte Notiz nennt die Presse schon einen Machtfaktor im Staat, vor allem hinsichtlich ihrer Rolle in Ungarn. Dieser Gedanke kommt auch in der Verordnung des Statthalterrates vom Mai 1846 zum Ausdruck, welche im Sinne der damals wieder stärker gewordenen Zentralisierungsbestrebungen die Entwicklung der Presse mit einigen kleineren Maßnahmen zu hemmen versuchte.

Der Ausgang des Spiels für den Hof war immer ungewisser. Obwohl auf dem letzten ständischen Landtag des Jahres 1847 in Sachen Pressefreiheit kein wesentlicher Fortschritt notiert werden konnte, beschleunigten sich die Ereignisse nach der Pariser Februarrevolution und der Wiener Märzrevolution des Jahres 1848. Die am 15. März 1848 ausgebrochene Pester Revolution ging weiter, wie die Gesetzesinitiative: von nun an erschienen die Zeitungen mit der Überschrift „Die Presse ist frei“. Die freie Presse ohne präventive Zensur wurde zur Wirklichkeit, so wie es in England seit 1694, in Frankreich seit 1789 Brauch war.

Die Gesetzesvorlage, die Bertalan Szemere nach englischem, französischem und belgischem Muster vorbereitet hatte, wurde als der XVIII. Gesetzesartikel am 11. April 1848 verkündet. Das Gesetz deklarierte die Gedanken- und Pressefreiheit, verkündete nach belgischem Muster das Prinzip der sukzessiven preßrechtlichen Verantwortung, regelte die Retorsionen des Preßvergehens (nachträgliche Repressalien, Aufstellung von Geschwo-

¹² MOL. Htt. Fond. C. 60. Dep. Rev. Libr. 1842. fons. 9. pos. 105, 105/a. Veröff. von Mályuszné Császár Edit, op. cit., S. 498; Bényei Miklós, op. cit., S. 69-73; Halasz Imre, op. cit. *Nyugat*, 1914. Nr. 1. S. 36-39. Einige Kostproben aus der reichen Literatur über die Tätigkeit Kossuths als Redakteur: Die Kossuth-Sammlung des MOL (K. 101) beinhaltet die von Antal Vörös zusammengestellten Abzüge der Nummer von „*Pesti Hírlap*“ zusammen mit den gestrichenen Teilen; Vízota Gyula, Kossuth Lajos és a „*Pesti Hírlap*“ (Lajos Kossuth und Pesti Hírlap), *Századok* (Jahrhunderte), 1929. Nr. 1. S. 5-36; Toldy Ferenc, „Czeh János emlékezete“ (Andenken von János Czeh), *Új Magyar Múzeum* (Neues Ungarisches Museum), 1854. II. S. 545-550; Frankenburg Adolf, *Emlékiratok* (Memoiren), Bd. II. Budapest, o. J. S. 122-124; Kosáry Domokos, *Kossuth Lajos a reformkorban* (Lajos Kossuth im Reformzeitalter), Budapest 1946; *A magyar sajtó története 1705-1848* (Geschichte der ungarischen Presse 1705-1848), Bd. I. Hrsg. von Kókay György, Budapest 1979. S. 380-403, 665-678; Kovács Magda, „A Pesti Hírlap cenzúrázása“ (1841-1844) (Die Zensurierung von Pesti Hírlap, 1841-1844). *Magyar Könyvszemle* (Ungarische Buchrevue), 1969. Nr. 4. S. 339-351.

renengerichten nach französischem und englischem Muster). Das dritte Kapitel beschäftigte sich mit der periodischen Presse, das vierte regelte den Buchhandel und die Pflichtexemplare.¹³

Das ungarische Pressegesetz hatte einen unleugbar bürgerlichen Charakter, was den Interessen des Adels, des Anführers der bürgerlichen Umgestaltung entsprach. Es hatte eine sprunghafte Vermehrung der Blätter (1847: 65, 1848: 152) zur Folge. Wegen der revolutionären und militärischen Ereignisse jedoch konnte der XVIII. Gesetzesartikel nicht folgerichtig durchgeführt werden. In den Kriegshandlungen des Jahres 1849 bediente sich die erste freie ungarische Regierung im Interesse der Bewahrung des Kriegsgeheimnisses wieder dem Mittel der Zensur, den anderen Paragraphen konnte man nicht Geltung verschaffen.

Nach der Niederwerfung der Revolution und des Freiheitskampfes erfolgte eine radikale Wendung. Im Land waltete das österreichische Militärkommando, und an der Spitze der darauffolgenden bürgerlichen Einrichtung standen vor allem österreichische und böhmische Beamte. Die Gesetzgebung erfolgte nach dem österreichischen Recht und die Dienstsprache wurde wieder Deutsch.

1852 ist in dem gesamten Reich, so auch in Ungarn das neue Pressegesetz in Kraft getreten, welches das Pressewesen mit kleineren Modifizierungen ganz bis 1867 regelte. Das Gesetz verfügte die Angabe des Impressums, schrieb auch für die Presse Pflichtexemplare vor, und regelte das Verlagswesen und die Konzessionierung der Presse. Bei politischen Tageszeitungen mußten 10.000 Forint, bei Wochenblättern 5000 Forint Kaution hinterlegt werden. 1857 hat man die Stempelsteuer eingeführt, die nach Zeitungsexemplaren gezahlt werden mußte, außerdem ist das starke Verbot der Anzeigen und der Kolportage in Kraft getreten. Die Wiener Regierung war bestrebt, mit diesen politischen, später auch juridisch-administrativen und wirtschaftlichen Mitteln das Pressewesen zu beaufsichtigen. Diese Re-

¹³ Both Ödön, *Szemere Bertalan sajtórendelete és a vezetése alatt álló minisztérium sajtóügyi tevékenysége 1848-ban* (Die Presseverordnung von Bertalan Szemere und die Tätigkeit seines Ministeriums auf dem Gebiet des Pressewesens), Szeged 1980, *Acta Universitatis Szegediensis, Acta Juridica et Politica XXVII. 4*; Tarnai János: „A sajtótörvény keletkezésének története“ (Zur Geschichte der Entstehung des Pressegesetzes), in: *Sajtójogi dolgozatok* (Aufsätze über Preßrecht) Budapest 1913; Kókay György, Buzinkay Géza, Murányi Gábor: *A magyar sajtó története* (Die Geschichte der ungarischen Presse) Budapest o. J. S. 91-93, 98; Halász Imre, op. cit., *Nyugat*, 1914. Nr. 1. S. 39-40; *A magyar sajtó története 1848-1867* (Geschichte der ungarischen Presse 1848-1867) Bd. II/1. Hrsg. von Kosáry Domokos, Németh G. Béla, Budapest 1985, S. 43-51.

gelung blieb ganz bis zum Ersten Weltkrieg in Kraft, bis es in den westeuropäischen Verfassungsstaaten jener Zeit nur noch selten zu ähnlichen Begrenzungen gekommen ist.

Wiewohl die Zensur laut Pressegesetz aufgehoben war, kehrte sie in der Praxis wieder. Die Revision der Bücher und der Presse lag in der Kompetenz der Polizei, die Zensoren waren österreichische Polizeibeamte. Leider verfügen wir kaum über Archivquellen, die das Funktionieren und den inneren Mechanismus der Zensur belegten, da das Material des Archivs der Wiener Polizeihofstelle beim Brand des Justizpalastes im Jahre 1927 vollkommen vernichtet wurde. So müssen wir uns vornehmlich mit den Memoiren der Zeitgenossen begnügen.¹⁴

Die neoabsolutistische Bach-Ära, die den Schein des Liberalismus bewahren wollte, führte eine gefährlichere, und zugleich wirksamere Methode der Zensur ein: die nachträgliche Revision. Man konnte alles frei drucken, die fertigen Publikationen mußten allerdings der Polizei vorgelegt werden. Dadurch wurde das Risiko der Schriftsteller und Verleger größer. Die fertigen Zeitungen mußten beispielsweise eine Stunde vor der Expedition eingereicht werden, und wenn während dieser Zeit kein Verbot gekommen war, konnte man mit der Kolportage beginnen. War der Polizeibeamte mit dem Inhalt nicht zufrieden, gab er dem Verfasser oder dem Redakteur einen Verweis, eine wiederholte Mahnung konnte schon zur Einstellung des Blattes führen. Da es nur allgemeine Grundsätze, aber keine behördliche Regelung dafür gab, was verboten werden sollte, bot die Polizei den Redakteuren meistens an, daß ihr Beamter alle Druckabzüge des Blattes prüft und vor etwaigen Verstößen warnt. Dieser Mechanismus führte zur weiteren Selbstzensur bei den Redakteuren, die ganze Prozedur war nichts anderes als Zensur in optima forma. Bis sie aber zur Zeit Metternichs das gesetzlich geregelte Recht einer Behörde war, stellte man die Zensur in der Bach-Ära als eine Geste der Polizei, als Zeichen ihres Wohlwollens dar, wofür der Herausgeber und Redakteur in eigenem Interesse Verständnis und Dankbarkeit zeigen sollte.

Einen Großteil ihrer Energien mußte die Polizeibehörde der Verfolgung und Beschlagnahme der aus dem Ausland eingeschmuggelten Werke wid-

¹⁴ Weitere Details über die Preßordnung des Reiches von 1852 und über die Einführung der Stempelsteuer im Jahre 1857 in: Kovács Máté, *A könyv és könyvtár a magyar társadalom életében* (Buch und Bibliothek im Leben der ungarischen Gesellschaft). Budapest 1970, S. 22-27; *A magyar sajtó története*, Bd. II/1, op. cit., S. 291-296; Mályuszne Császár Edit, op. cit., S. 32-33; Kókay György, Buzinkay Géza, Murányi Gábor: *A magyar sajtó története*, op. cit., S. 107-112.

men. Rundschreiben ordneten den Vorstehern der Komitate an, die eingeschmuggelten Werke zu vernichten. In der Sammlung von János Reizner sind Listen aus dem geheimen Archiv des Bürgermeisteramtes der Stadt Szeged überliefert, welche die zwischen 1850–1854 zu beschlagnahmenden Werke anführen. Sie erhellen sowohl die Zielsetzungen der Regierung als auch die Forderungen des ungarischen Bürgertums. 90 Prozent der Listen machten die Literatur der Revolution und des Freiheitskampfes aus. Man findet hier u. a. die Memoiren der Hauptpersonen, der Emigranten, wie die Denkschrift von Klapka, gedruckt bei Wigand in Leipzig, Görgeys Lebenslauf in der Ausgabe von Brockhaus oder die New Yorker Reden von Kossuth. Eine andere Gruppe machen die Werke ausländischer Autoren aus, die mit der Revolution sympathisierten, darunter solche Kuriosa, wie in Paris in rumänischer Sprache gedruckte, in Rumänien und Siebenbürgen verbreitete Flugschriften, die zur Unterstützung der Flüchtlinge aufriefen. Verboten waren aber auch führende Tageszeitungen, wie die „Augsburger Zeitung“, die „Neue Preußische Zeitung“ oder das Münchner Witzblatt „Kladderadatsch“. Reizner stellt fest, daß wiewohl die Polizei immer wieder verbotene Publikationen finden konnte, wurden, sobald eine Methode des Schmuggels aufgedeckt war, gleich andere geheime Mittel angewandt. Die Techniken waren divers: man führte beispielsweise Taschentücher ein, deren Farbe nach dem Waschen verschwand und aufrührerische Inschriften ans Tageslicht brachte. Oder es wurden Druckwerke als exotische Ware, in der Verpackung von Kokosseife eingeschmuggelt. Die Verbreitung der verbotenen Werke konnte nicht verhindert werden.

Trotz der Verbote entwickelte sich die ungarische Presse seit der Mitte des 19. Jahrhunderts wieder schnell. Beinahe dreimal so viele neue Blätter wurden zugelassen wie verboten. Ende der fünfziger Jahre war Pest diejenige Stadt des Reiches, in der nach Wien die meisten Blätter erschienen: 34 Journale, darunter neun ungarische politische Tageszeitungen. Bei Publikum und Autoren am beliebtesten waren literarische Modeblätter, da hier, wegen der nachträglichen Zensur, das Risiko kleiner war als bei einem Buch, das verboten werden konnte.

Die Spielregeln wurden langsam klar. Die Zulassung eines neuen Blattes hing neben den gesetzlichen Vorschriften auch davon ab, ob der Verleger einen Redakteur finden konnte, der sich während der Revolution – nach Auffassung des Hofes – nicht kompromittiert hatte. Die im Pressewesen zuständige Polizeibehörde rief die Redakteure wöchentlich zusammen und erteilte Instruktionen. Wie der berühmte Schriftsteller Mór Jókai sich erin-

nert, gab es nach der Machtergreifung Napoleons III. im Laufe eines Jahres drei verschiedene Richtlinien: Zuerst durfte man nur mit Ehrfurcht über ihn schreiben, dann kritisch, endlich wieder positiv.

Die Zensoren, österreichische Polizeibeamte, waren meistens höflich, kannten aber kaum die ungarischen Verhältnisse. Sie hielten sich streng an das Reglement, waren aber nicht so gebildet wie die alten Zensoren. Letzteres hatte manchmal auch seine Vorteile: die Journalisten und Schriftsteller erkannten, wie sie ihre Aussage in die Besprechung ausländischer Ereignisse „einpacken“ konnten. Ein Beispiel ist die berühmte Artikelreihe in *Pesti Napló* über Dänemark und Schleswig-Holstein. Die Polizeibeamten handelten meistens bürokratisch, *Pesti Napló* war in diesem Jahrzehnt in 18 Presseprozesse verwickelt.¹⁵

Die außenpolitischen Mißerfolge des Reiches, die Niederlage bei Solferino 1859 und der Verlust der Lombardei zwangen den Hof zu provisorischen Zugeständnissen. 1861 hat man in Ungarn die absolutistischen Organe aufgelöst, das Komitatssystem wiederhergestellt und auch den Landtag zusammengerufen. Die Zensur, mit dem neuen Polizeichef Worafka an ihrer Spitze, waltete auch während des Landtages mit strenger Behutsamkeit. Die Obrigkeit in Zensurangelegenheiten war statt des Polizeiministeriums wieder der Statthalterrat. Der Landtag wurde im August 1861 auf kaiserlichen Befehl aufgelöst, und das mit dem Namen des Ministerpräsidenten Schmerling verknüpfte Provisorium nahm seinen Anfang. Die wieder strenger gewordene Zensur griff vornehmlich die beim Publikum sehr beliebten Witzblätter an, oft wurden die Redakteure eingesperrt.

¹⁵ Reizner János: „Adalékok a szabadsághacos emigratio könyvészetéhez“ (Beiträge zur Bücherkunde der Emigration nach dem Freiheitskampf), *Magyar Könyvszemle* (Ungarische Buchrevue), 1882, Nr. 1. S. 114-121; Falk Miksa, „Emlékezzünk a régiokről“ (Erinnern wir uns der Alten), in: *Korok-és jellemrajzok* (Epochen und Charakterskizzen), Budapest 1903. S. 158-176; Tábori Kornél, *Titkosrendőrség és kamarilla. Akták és adatok a bécsi titkos udvari és rendőrségi levéltárból* (Geheimpolizei und Kamarilla. Akten und Angaben aus dem Wiener Geheimen Hof- und Polizeiarchiv), Budapest 1921; Gárdonyi Albert, „Könyvcenzúra és ritka könyvek, II“ (Bücherzensur und Buchraritäten II.) *Könyvtári Szemle*, (Bibliotheksrevue) Juli-Oktober 1916. S. 49-57; Szilagyi Sándor, *Rajzok a forradalom utáni időkből* (Skizzen aus der Zeit nach der Revolution) Budapest 1876, S. 4-14; Jókai Mór, „Emlékeimből“ (Erinnerungen), in: *Hátrahagyott művei* (Posthume Werke), Bd. IV. Budapest 1912. S. 48-86; *A magyar sajtó története*, Bd. II/1, op. cit., S. 351-386, 405-417; Zuboly, „A Pesti Napló jubileuma“ (Das Jubiläum von „Pesti Napló“), *Pesti Napló*, 2. Januar 1909. Beiblatt, Kapitel II-V.

Die Ereignisse der internationalen Politik wirkten aber der Verwirklichung der von der Wiener Regierung betriebenen Konzeption der großdeutschen Einheit entgegen. Um die Mitte der sechziger Jahre wurde die ungarische Presse zur Trägerin der politischen Öffentlichkeit. Die mit Kompromissen verbundene Ausarbeitung des österreichisch-ungarischen Ausgleichs und seine Akzeptierung durch die ungarische öffentliche Meinung gingen meistens in den Spalten der ungarischen Presse vor sich. Die Artikel von Ferenc Deák in *Pesti Napló*, die Debatte über den Inhalt des Ausgleichs in *Politikai Hírlap*, die Schriften von József Eötvös und Ágoston Trefort sowie in Jókais Blatt *Hon* sind allbekannt.¹⁶

Im Jahre 1867, mit dem österreichisch-ungarischen Ausgleich, wurden Presse und Verlagswesen in Ungarn wieder frei. Die Behandlung der Presse im Reich war nicht mehr einheitlich: In den Erblanden war noch das Pressepatent des Jahres 1862 gültig, in Ungarn trat der XVIII. Gesetzesartikel vom Jahre 1848 wieder in Kraft, ergänzt um eine Durchführungsbestimmung, die in den hektischen Tagen der Revolution nicht mehr verabschiedet werden konnte. Die Zeit zwischen 1865–1875 kann die freieste Periode der ungarischen Presse, das sog. liberale goldene Zeitalter genannt werden. Laut Gesetz konnte niemand wegen politischen Oppositionsgeistes des Preßvergehens angeklagt werden. Bei Preßvergehen urteilte ein öffentliches Schwurgericht. Die Zahl der Anklagen ließ nach. Während in Böhmen in einem Jahr 18 Personen wegen Preßvergehens verhaftet worden sind, wurden in Ungarn drei Personen zu Gefängnisstrafen verurteilt. 1870 hob man die Stempelsteuer der Zeitungen auf, die aber in anderen Teilen des Reiches erhalten geblieben ist, im Gegensatz zur Anzeigensteuer, die bei uns bis zur Jahrhundertwende bestand. Das Verbot der Kolportage wurde abgeschafft. Der Straßenverkauf war nicht mehr streng verboten, die neuen großstädtischen Zeitungen der ausgehenden achtziger Jahre übertraten schon das Verbot und stellten Zeitungsjungen an.¹⁷

Die letzten vier Paragraphen des Pressegesetzes regelten auch den Buchhandel. Es wurde durch das Gewerbegesetz von 1872 ergänzt, welches die von feudalen Zünften und Gremien bestimmten Bindungen des Handels aufhob. Als Ergebnis des seit Mitte des 18. Jahrhunderts geführten, 150 Jahre währenden Kampfes ist die Freiheit von Verlagswesen und

¹⁶ Mályuszné Császár Edit, op. cit., S.42-44; *A magyar sajtó története*, Bd. II/1, op. cit., S. 536-653, 664-675; Halász Imre, op. cit., S. 40-42.

¹⁷ Kenedi Géza, „A magyar sajtójog“ (Das ungarische Preßrecht), Budapest 1903, S. 49-201; *A magyar sajtó története*, Bd. II/I, op. cit., S. 29-38.

Buchhandel, die ungehinderte Arbeit der Druckereien und Verlage zur Wirklichkeit geworden.

L'« axe Paris – Vienne » et la police du livre à la fin du XVIII^e siècle

Jean-Dominique Mellot

Le 21 avril 1770, l'impératrice Marie-Thérèse faisait par écrit ses dernières recommandations à sa fille Marie-Antoinette, qui quittait Vienne pour aller épouser le futur roi Louis XVI. Encourageant sa fille à la lecture pour parfaire en France son éducation inachevée, la mère se montrait cependant prudente :

« Ne lisez aucun livre, même indifférent, sans en avoir préalablement demandé l'approbation de votre confesseur : c'est un point d'autant plus nécessaire en France, parce qu'il s'y débite sans cesse des livres remplis d'agrément et d'érudition, mais parmi lesquels il y a sous ce voile respectable bien des pernicieux à l'égard de la religion et des mœurs¹. »

Difficile de trouver une illustration plus concrète des liens qui s'imposent entre histoire politique et diplomatique et histoire du livre.

I) Les opportunités d'une alliance durable

Pour mieux saisir ces liens, il importe d'éclairer brièvement les termes de la relation franco-autrichienne dans la seconde moitié du XVIII^e siècle. En 1770, le mariage du dauphin de France et de l'archiduchesse d'Autriche vient cimenter une alliance nouée au début de la guerre de Sept Ans, en mai 1756. Une alliance conclue sous l'influence conjointe de deux ambassadeurs et futurs ministres de premier plan : le duc de Choiseul² pour la

¹ *Correspondance secrète entre Marie-Thérèse et le comte de Mercy-Argenteau, avec les lettres de Marie-Thérèse et de Marie-Antoinette*, éd. A. d'Arneth et A. Geffroy, Paris 1874–1875, 3 vol., t. I, p. 2.

² Étienne-François (1719–1785), comte de Stainville puis duc de Choiseul, devenu ambassadeur à Vienne (mars 1757) après une brillante carrière militaire, puis premier ministre et secrétaire d'État des Affaires étrangères, de la Marine et de la Guerre, d'octobre 1758 à sa disgrâce à la Noël 1770. Cf. notamment *Mémoires du duc de Choiseul*, éd. J.-P. Guicciardi, Paris 1987. Partisan du rapprochement avec Vienne, Choiseul n'en est pas pour autant un incondtionnel. Dans ses *Mémoires* (pp. 149-151), il dénonce même vivement les trop grands sacrifices consentis par la France aux débuts de

France, le prince Kaunitz³ pour l'Autriche. Or cette alliance, rompant avec une tradition d'antagonisme entre les deux maisons de Bourbon et de Habsbourg, va se révéler l'une des plus solides du XVIII^e siècle, par ailleurs secoué de conflits et de tensions : elle va couvrir la période 1756–1792 sans être remise en cause ni par le premier partage de la Pologne (1772), ni par les ambitions de Joseph II en Bavière ou contre l'empire ottoman.

Ambassadeur d'Autriche à Paris, le comte Florimond de Mercy-Argenteau (1727–1794), homme de confiance de Marie-Thérèse puis de Joseph II, est tout à la fois le symbole, le gage et le témoin de cette alliance.

Pendant ce long temps de stabilité, les échanges entre les deux monarchies se font plus fluides. Marie-Thérèse ne cache pas son admiration pour l'apport littéraire et politique de la France, en fait principalement la France du « siècle de Louis XIV ». Mais, pragmatique, elle semble avoir surtout voulu mettre à profit cette période de concorde entre les deux pays pour mieux s'informer des réalisations françaises les plus manifestement réussies, afin d'en importer éventuellement le modèle.

Quant à son fils Joseph II, prince philosophe par excellence, il n'est certes pas insensible aux Lumières françaises, mais il admire aussi, on le sait, l'œuvre de son pire ennemi, le roi de Prusse Frédéric II – que sa mère n'appelle pas autrement que « le monstre ». En matière d'administration et de réformes, en tout cas, Joseph II souhaite s'inspirer dans une large mesure du modèle et de l'exemple français, mais sans transposer ce qui, dans le régime de son allié, lui apparaît comme autant de faiblesses (fragilité financière, instabilité ministérielle, fronde des parlements, poids des coteries, puissance et autonomie relative du clergé, etc.). Lors de ses voyages, en France entre autres⁴, il observe, rencontre, consulte, en un mot il fait provi-

cette alliance : « Je voyais que le ministère en entier était la dupe de celui de Vienne, et je me sentais de la répugnance à être l'ambassadeur de la duperie. »

³ Wenzel Anton (1711–1794), comte Kaunitz puis prince von Kaunitz-Rittberg, ambassadeur à Paris (1748–1753) puis chancelier successivement de Marie-Thérèse, de Joseph II et de Léopold II. Cf. Franz A. J. Szabo, *Kaunitz and enlightened absolutism, 1753–1780*, Cambridge-New York 1994. Dès 1748, Kaunitz est convaincu de la nécessité d'un rapprochement avec la France et fait des ouvertures sérieuses en ce sens au gouvernement de Versailles, lequel ne donnera suite qu'une fois avérée la duplicité de la Prusse à son égard, en 1756 (cf. entre autres les *Mémoires du duc de Choiseul*, pp. 155–156).

⁴ Voir par exemple la liste impressionnante de personnalités, d'institutions, de spectacles et de curiosités qu'il visite ou fréquente pendant son séjour parisien du printemps 1777 (18 avril–31 mai), sous le nom de comte de Falckenstein (cf. *Correspondance se-*

sion d'idées et d'expériences susceptibles de trouver dans sa patrie une application.

Or, de la France, alliée désormais solide et confiante, Marie-Thérèse et Joseph II savent pouvoir tirer des informations écrites et détaillées sur ce qui « fonctionne le mieux », y compris sur les sujets les plus confidentiels.

II) La police de Paris et ses prestiges

La police de Paris figure au premier rang des intérêts impériaux. Pourquoi ? Il faut en dire deux mots. La raison première, c'est que Paris est la capitale incontestée des Lumières et qu'en même temps, cette ville surpeuplée, effervescente et tentatrice est pionnière en matière de police. C'est pour elle que, dès mars 1667, un édit de Louis XIV créant le lieutenant général de police a conçu la définition la plus avancée du mot même de *police* : « La police consiste à assurer le repos du public et des particuliers, à purger la ville de ce qui peut causer des désordres, à procurer l'abondance et à faire vivre chacun selon sa condition et son devoir »⁵. Admettons qu'une telle définition a de quoi séduire tout despote éclairé digne de ce nom.

Et ce d'autant plus que la police de Paris, ce n'est pas seulement une définition et des principes, ce sont surtout des performances : une ville d'au moins 700 000 âmes dans la seconde moitié du XVIII^e siècle⁶, bien approvisionnée, pacifiée, pavée, éclairée, si bien surveillée que pour certains elle semble même transparente sous le regard de sa police ; une capitale des Lumières richement pourvue en curiosités, divertissements, spectacles, lieux de savoir et de rencontre, lectures et tentations de toutes sortes, et

crète ..., t. III, pp. 59-77) ; voir aussi les *Anecdotes intéressantes et historiques de l'illustre voyageur, pendant son séjour à Paris*, dues à Alexandre-Jacques Chevalier dit le chevalier Du Coudray, Paris 1777 (plusieurs éditions la même année), leur suite, *Relation fidelle et historique du voyage de Monsieur le comte de Falckenstein dans nos provinces*, du même, Paris 1777, et *Monsieur le comte de Falkenstein, ou Voyages de l'empereur Joseph II, en Italie, en Bohême et en France ...*, par Charles-Joseph de Mayer, « Rome »-Paris 1778 (2 éd. la même année).

⁵ Cité par Marc Chassaigne, *La Lieutenance générale de police de Paris*, Paris 1906 (réimpr. Genève 1975), p. 24.

⁶ Cf. notamment Daniel Roche, *Le Peuple de Paris. Essai sur la culture populaire au XVIII^e siècle*, Paris 1981, p. 19, qui évalue à 450 000 habitants la population parisienne au milieu du XVII^e siècle et à 800 000 sous le règne de Louis XVI (1774-1792) ; voir aussi p. 21 le tableau récapitulatif des évaluations contemporaines. D'après le *Mémoire* du commissaire Le Maire (1768-1771) présenté ci-après, « le magistrat [le lieutenant général de police de Paris] ... gouverne un million d'habitants rassemblés dans une ville immense ».

d'où cependant désordres et débordements paraissent bannis. Et, régnant sur cette cité si policée, celui que l'on surnomme le « ministre de Paris », le lieutenant général de police, à la fois magistrat et homme d'action⁷. À la tête d'une administration originale, peu dépensière et peu étoffée (en 1789 ses bureaux ne compteront guère que 34 commis⁸), il a l'entière confiance du roi et, dès ses débuts, ses résultats suscitent l'intérêt croissant des puissances étrangères. Un intérêt encore avivé lorsque, au début du XVIII^e siècle, paraît le fameux *Traité de la police* (1705-1738, 4 vol.), œuvre du commissaire parisien Nicolas Delamare (1639-1723)⁹.

Au milieu du XVIII^e siècle, l'institution a reçu de nouveaux perfectionnements : ses bureaux, ses archives, ses inspecteurs, ses espions font merveille. Entre novembre 1759 et août 1774, sous l'autorité de l'infatigable Antoine-Gabriel de Sartine (1729-1801)¹⁰, la police parisienne semble par-

⁷ Ainsi l'avait voulu Jean-Baptiste Colbert, qui en rêvait le portrait en ces termes en 1667 : « Il faut que notre lieutenant de police soit un homme de simarre et d'épée, et si la savante hermine de docteur doit flotter sur ses épaules, il faut qu'à son pied résonne le fort éperon de chevalier, qu'il soit impassible comme magistrat et, comme soldat, intrépide, qu'il ne pâlisce pas devant les inondations du fleuve et la peste des hôpitaux, non plus que devant les rumeurs populaires et les menaces de vos courtisans. »

⁸ Sous l'autorité du lieutenant général de police exercent aussi 48 commissaires au Châtelet, officiers de police judiciaire, 20 inspecteurs de police, chargés de la « police active et exécutive », un certain nombre d'exempts chargés surtout des arrestations, ainsi qu'une force publique comprenant 139 archers à pied et à cheval du guet (guet réformé par le lieutenant de police de police Sartine en 1771) et les quelque 900 hommes de la garde de Paris, outre une armée d'espions et d'informateurs évaluée à 3 000 agents dans la seconde moitié du XVIII^e siècle.

⁹ Dont le continuateur Anne Leclerc du Brillet déclare au t. IV : « Ce recueil fait honneur à la France et je sçais que les nations étrangères désirent de l'avoir ». Sur Nicolas Delamare, cf. entre autres P.-M. Bondonio, « Le commissaire Nicolas Delamare et le *Traité de la police* », *Revue d'histoire moderne*, septembre-octobre 1935, pp. 313-351, et Nicole Diamant, *Recherches sur la police parisienne sous Louis XIV à travers l'œuvre et la carrière de Nicolas Delamare*, thèse de l'École nationale des chartes, Paris, 1974, dactylogr.

¹⁰ Sur cette personnalité peu commune, voir la biographie plutôt rapide de Jacques Michel, *Du Paris de Louis XV à la marine de Louis XVI. L'œuvre de monsieur de Sartine*, Paris 1983, 2 vol., et la contribution de Suzanne Pillorget, « L'ascension de la famille d'Antoine de Sartine », *Lyon et l'Europe ... Mélanges d'histoire offerts à Richard Gascon*, Lyon 1980, t. II, pp. 147-166. Fils d'un intendant de Catalogne d'origine lyonnaise, et non « aventurier catalan » comme on a pu l'écrire, Antoine de Sartine accomplit un cursus fulgurant avant d'accéder tout jeune encore au poste de lieutenant de police. Grâce à ses qualités exceptionnelles, il s'y illustrera durablement avant de devenir, de 1774 à 1780, un secrétaire d'État de la Marine particulièrement remarqué pour ses réformes.

venue, au dire des contemporains, à un point de perfection « qui était un objet d'admiration ... pour les étrangers »¹¹. Ne disait-on pas du lieutenant de police Sartine qu'il « levait tous les toits et lisait dans les cœurs » ? Sans heurt, sans éclat, sa police toujours bien informée sait anticiper et intimider plutôt que de réprimer et de sévir. Lui-même se multiplie pour être au courant de tout, recevant personnellement ses agents ou ses administrés à toute heure du jour et de la nuit¹². Son successeur Jean-Charles-Pierre Le Noir (1732–1807)¹³, qui le tient en haute estime, témoigne dans ses *Souvenirs* qu'il « surprenait les polices du monde par les indications exactes qu'il leur donnait pour leurs propres recherches »¹⁴.

Dès l'année de son arrivée en France (1770), Marie-Antoinette loue elle aussi « l'intelligente activité et la longue habitude de M. de Sartine ». En septembre 1774, lorsqu'il quitte la lieutenance, elle écrit à Marie-Thérèse : « M. de Sartine s'est fait adorer du peuple étant lieutenant de police. C'est toujours un grand bonheur qu'un si honnête homme soit près du Roi »¹⁵.

¹¹ Cité par M. Chassaigne, *La Lieutenance ...*, p. 146.

¹² « Son axiome, se rappelle Le Noir, était que le magistrat ne doit pas comme la statue de Memnon ne rendre ses arrêts qu'à la clarté du soleil » (*Souvenirs historiques de Le Noir*, publiés par J. Peuchet dans *Mémoires tirés des archives de la police de Paris*, Paris, 1838, t. III, cités par Chassaigne, *La Lieutenance ...*).

¹³ Sur J.-C.-P. Le Noir, cf. Maxime de Sars, *Lenoir lieutenant de police, 1732–1807*, Paris 1948.

¹⁴ À l'anecdote rapportée par Marcel Marion (*Dictionnaire des institutions de la France aux XVII^e et XVIII^e siècles*, Paris 1923, réimpr., *ibid.*, 1979, p. 442 : « La police parisienne finit par acquérir une rare perfection. On raconte que lorsque Joseph II vint à Paris en 1777, il demanda qu'on recherchât un criminel autrichien qui passait pour être réfugié à Paris ; la réponse fut qu'il n'en était rien, que cet homme était à Vienne, dans tel endroit ; le renseignement se trouva exact, et Joseph II fut émerveillé de l'efficacité de la police française »), il faut ajouter celle, analogue, que les *Mémoires* de l'abbé Jean-François Georgel, secrétaire de l'ambassadeur de France à Vienne (le prince Louis de Rohan de janvier 1772 à août 1774) placent en 1773 et au terme de laquelle « le prince de Kaunitz ... exalta publiquement les rares talents de M. de Sartine et lui fit faire des remerciements au nom de l'impératrice ; il disoit souvent que les rouages d'une machine aussi merveilleuse devoient être des chefs-d'œuvre » (*Mémoires pour servir à l'histoire des événements de la fin du dix-huitième siècle ... par ... feu M. l'abbé Georgel ...*, Paris 1817, t. I, pp. 402-404 ; cité aussi par J. Michel, *Du Paris de Louis XV ...*, t. I, pp. 51-52). Voir encore les *Souvenirs ...* de Le Noir.

¹⁵ Cité par Hugues de Montbas, *La Police parisienne sous Louis XVI*, Paris 1949, p. 29.

III) Le *Mémoire* du commissaire Le Maire

Rien d'étonnant, dans ces conditions, à ce que les monarchies de l'Europe aient cherché à se faire expliquer cette sorte de prodige. Dès son avènement (1762), la tsarine Catherine II, par l'intermédiaire de son ambassadeur, sollicite M. de Sartine de lui donner quelques éclaircissements sur l'organisation de la police parisienne. Mais la Russie n'est plus alors une alliée et, en conséquence, l'information fournie se limitera à la collection des règlements de police, expédiés à Saint-Petersbourg en plusieurs volumes.

En revanche, lorsque, en août 1768, Marie-Thérèse et Joseph II adressent la même demande au gouvernement français leur allié, le ministre Choiseul se fait fort de leur présenter la réponse la plus documentée qui soit¹⁶. L'ambassadeur Mercy-Argenteau prépare donc une liste de seize questions sur la police de Paris. Une fois cette liste confiée à Sartine, celui-ci charge l'un de ses meilleurs subordonnés, Jean-Baptiste-Charles Le Maire, commissaire au Châtelet depuis plus de quinze ans, de répondre de la façon la plus satisfaisante à ce questionnaire.

Les seize questions transmises par Mercy sont d'importance très inégale. La première certes est capitale, à savoir : *Quels sont ... les objets qui sont du ressort de la police ?* Les six suivantes portent sur les fonctions et les effectifs des personnels de la police, notamment les commissaires et les inspecteurs. Les huitième, neuvième et dixième interrogations s'attachent au mode de collecte des informations et à l'encadrement de la délation. Enfin les six dernières, plus ponctuelles, ont trait successivement aux charlatans, aux filles de joie, à la propreté des rues, à l'éclairage nocturne et en dernier lieu à la police des subsistances.

Plutôt que de répondre point par point à ce questionnaire disparate, le commissaire Le Maire s'engage dans un travail systématique et approfondi qui n'avait jamais été réalisé jusque-là : l'élaboration d'une sorte de traité pratique complétant le *Traité de la police* du commissaire Delamare. Mais

¹⁶ Sur l'histoire de cette réponse, cf. Augustin Gazier, « La police de Paris en 1770. Mémoire inédit composé par ordre de G. de Sartine sur la demande de Marie-Thérèse », *Mémoires de la Société de l'histoire de Paris et de l'Île-de-France*, t. V (1878), Paris 1879, pp. 1-131, et J. Michel, *Du Paris de Louis XV ...*, t. I, notamment p. 157. H. de Montbas (*La Police parisienne ...*), qui date à tort le mémoire de 1775-1776, en signale un autre exemplaire en mains privées, comptant 320 pages in-folio et relié en maroquin, qui aurait été copié à l'intention du lieutenant de police Le Noir. Pour l'exemplaire conservé à Vienne, qui compte un peu plus de 100 ff., cf. *infra* note 17.

la tâche ne lui prend pas moins de deux ans et demi, pour aboutir à un manuscrit de 277 pages in-folio, le *Mémoire sur l'administration de la police en France. Contenant les éclaircissements demandés à ce sujet par M. l'ambassadeur de Vienne de la part de LL. MM. impériales et royales à M. de Sartine*.

Lorsque le texte est enfin achevé¹⁷, en janvier ou février 1771, le duc de Choiseul disgracié vient d'être exilé sur ses terres, mais l'alliance franco-autrichienne tient ferme. Elle se trouve même renforcée de façon spectaculaire par le mariage du dauphin. Il n'y a donc aucune raison pour ne pas remettre le mémoire à l'ambassadeur d'Autriche. À ma connaissance, on n'en retrouve pas trace dans la correspondance de ce dernier. Mais le document a été transmis ; il est conservé aux Archives de Vienne¹⁸, et, un peu plus tard, en 1771 d'abord, Marie-Thérèse vivement intéressée a fait demander à M. de Sartine des compléments sur certains points comme les secours aux blessés ou la mendicité¹⁹ ; puis, en 1779, Le Noir, successeur de Sartine, a rédigé à la demande de l'impératrice un nouveau complément sur les établissements et œuvres charitables qui a même été publié en 1780²⁰. Si le mémoire de Le Maire ne l'a pas été à sa remise, c'est que le gouvernement français ne pouvait le permettre : le manuscrit contenait pour cela trop de données confidentielles. On sait en revanche qu'il a été traduit et

¹⁷ « Pour pouvoir ... présenter dans un espace assez borné cette grande machine toute montée, prévient-on dans les *Observations préliminaires* du *Mémoire*, ... il a fallu tout rassembler, tout voir, tout examiner, tout méditer ... Quelque empressement qu'ait apporté le commissaire Le Maire pour satisfaire M. l'ambassadeur, il lui a été impossible d'employer moins de deux ans et demi au travail que M. de Sartine lui a fait l'honneur de lui confier au mois d'août 1768 ... quoique depuis ce temps il n'ait pas cessé de s'en occuper un seul jour. »

¹⁸ Haus-, Hof- und Staatsarchiv (HHStA), Vienne, *Frankreich Varia* 34, fol. 104-208, sous l'intitulé général *Mémoire de M. de Sartine sur la police en France, en réponse aux questions qui lui ont été adressées par M. le comte de Mercy d'ordre de sa cour* ; titre particulier : *Mémoire sur l'administration de la police en France, contenant les éclaircissements demandés à ce sujet par monsieur l'ambassadeur de Vienne de la part de Leurs Majestés Impériales et Royales à monsieur de Sartine, conseiller d'Etat, lieutenant général de police de la ville de Paris*. Je dois ce renseignement à Françoise Péliisson-Karro (Bibliothèque nationale de France, Inventaire).

¹⁹ J. Michel, *Du Paris de Louis XV ...*, t. I, p. 157.

²⁰ Il s'agit du *Détail sur quelques établissements de la ville de Paris, demandé par S. M. la reine de Hongrie*, Paris, 1780, 68 p. [BNF : 8° Lk7 6793. Par lettre du 7 mars 1780, le lieutenant Le Noir demande à M. de Vergennes, secrétaire d'État des Affaires étrangères, l'autorisation d'en remettre le manuscrit au comte de Mercy-Argenteau (Arch. Aff. étr., Correspondance politique, Autriche, n° 341, cité par Michel, *Du Paris de Louis XV ...*, t. I, p. 157).

publié à Vienne en 1790, après la chute de l'Ancien Régime, sous le titre *Abhandlung von der Polizeyfassung in Frankreich*²¹.

IV) La police du livre, pièce de choix du dispositif policier

Or, dans ce mémoire, le plus complet et le plus fiable dont on dispose sur la police parisienne au siècle des Lumières, le rédacteur n'a pu s'empêcher de présenter la police du livre, bien que cela n'ait pas été explicitement demandé par le questionnaire de l'ambassadeur. Pourquoi avoir ainsi fait un sort à la librairie ? J'y vois au moins deux raisons liées aux circonstances.

Premièrement le fait qu'Antoine de Sartine, lieutenant général de police de Paris, et à ce titre chargé de « tenir la main à l'exécution des règlements concernant la librairie », ait été en outre directeur de la Librairie du royaume de France. À la disgrâce de Malesherbes, en octobre 1763, il lui avait en effet succédé à ce poste, afin, dit-on, que la librairie soit « attachée à la police suivant le système [*sic*] qu'en avoit conçu M. Berryer »²², l'un des prédécesseurs de Sartine à la lieutenance de police²³. Et Sartine ne pouvait passer sous silence une attribution qui faisait de lui, au-delà de ses attributions parisiennes, une sorte de ministre adjoint au chancelier de France.

Seconde raison : en matière de librairie, depuis l'époque de Berryer précisément, le lieutenant général pouvait compter, depuis le milieu du XVIII^e siècle, sur les services d'un inspecteur de police particulièrement zélé et compétent en la personne de Joseph d'Hémery (1722–1806)²⁴. Ce d'Hémery, bien connu des historiens du livre français parce qu'il a constitué un fabuleux fonds d'archives sur la librairie de son temps, était devenu

²¹ [BNF : 8° Lf34 55.

²² D'après l'inspecteur de police Joseph d'Hémery (BNF, ms. fr. 22114, n° 22).

²³ Nicolas-René Berryer (1703–1762), fils d'un secrétaire du Conseil d'État, fut intendant de Poitiers puis lieutenant général de police de Paris (1747–1757), secrétaire d'État de la Marine (1758–1761), enfin garde des sceaux de France (1761–1762).

²⁴ Sur d'Hémery, cf. notamment Ernest Coyecque, « Introduction » à *l'Inventaire de la collection Anisson sur l'histoire de l'imprimerie et la librairie ...*, Paris, E. Leroux, 1900, 2 vol., t. I, pp. I-LI ; Robert Shackleton, « Deux policiers du XVIII^e siècle : Berryer et d'Hémery », *Thèmes et figures du siècle des Lumières. Mélanges offerts à Roland Mortier*, éd. R. Trousson, Genève 1980, pp. 251-258 ; Robert Darnton, « La République des lettres : les intellectuels dans les dossiers de la police », chap. 4 de : *Le Grand massacre des chats. Attitudes et croyances dans l'ancienne France*, trad. de l'américain, Paris 1985, pp. 137-175, et Jean-Dominique Mellot, article « Hémery, Joseph d' », dans le *Dictionnaire encyclopédique du livre*, dir. P. Fouché, D. Péchoin, P. Schuwer, resp. scientifiques J.-D. Mellot, A. Nave, M. Poulain, Paris 2003, t. II.

inspecteur en 1748 et s'était très vite attaché à la police du livre dans la capitale. Il ne faisait en cela que suivre les nouveaux principes de spécialisation du lieutenant de police Berryer, pour qui « l'officier qui n'a à s'occuper que des mêmes choses y ... acquiert des connaissances qui font qu'il s'en acquitte beaucoup mieux ». Informé de tout, mettant en fiches imprimeurs, libraires et colporteurs mais aussi auteurs et ouvrages, d'Hémery était devenu l'homme indispensable de la police parisienne en fait de livres. Il s'était gagné les bonnes grâces de Sartine – dont il avait même financé le portrait –, comme il avait été l'homme de confiance de Berryer et de Malesherbes. Autrement dit, c'est très vraisemblablement d'Hémery qui a inspiré, voire rédigé, les passages concernant la police de la librairie dans le mémoire de Le Maire²⁵.

Cette police du livre, elle apparaît tout d'abord dans le chapitre relatif à la police judiciaire, sous la question *Quels sont dans l'ordre judiciaire les objets qui sont du ressort de la police ?* Sous la 7^e rubrique, « sciences et arts libéraux », on lit un récapitulatif méthodique de toutes les étapes qui dans la vie du livre sont sujettes au contrôle de la police²⁶.

« La discipline des imprimeurs et libraires répond à l'importance de l'objet de leur profession.

Il ne peut être imprimé ni débité aucun livre ... sans un privilège particulier ... accordé par le souverain ... Ces privilèges ne s'obtiennent qu'après que les ouvrages ont été examinés et approuvés par des censeurs choisis à cet effet ... »

[De fait, le régime éditorial français du XVIII^e siècle est en théorie particulièrement contraignant et centralisé ; il implique pour toute édition, ancienne ou nouvelle, provinciale ou parisienne, une procédure par-devant la Grande Chancellerie, un examen par les censeurs de la Direction de la Librairie avant l'octroi d'un privilège ou d'une permission scellée – et payante. Toute édition trouvée en contravention est passible de saisie, puis de confiscation s'il s'agit d'une contrefaçon, de destruction s'il s'agit d'un ouvrage prohibé.]

²⁵ En 1759, il avait d'ailleurs remis à Sartine, à l'entrée en fonctions de celui-ci, une note récapitulative sur le détail de ses attributions en matière de librairie. Son texte se terminait par ces mots : « Outre cela, les magistrats ont toujours chargé le sieur d'Hémery des affaires les plus délicates ... et il espère de la façon dont il a rempli ses devoirs que M. de Sartine voudra bien lui accorder la même confiance » (BNF, ms. fr. 22080, pièce n° 82, document cité par E. Coyecque, *Inventaire ...*, pp. XIX-XX).

²⁶ *Mémoire sur l'administration de la police ...*, pp. 19-20.

« L'impression des avis publiés, soit pour afficher, soit pour distribuer, de quelque espèce qu'ils soient, leur affich[ag]e et distribution ne peuvent être faites qu'en vertu de la permission du magistrat de police [*i. e.* le lieutenant général de police]. »

[Là encore, il s'agit d'une contrainte qui peut sembler énorme à l'échelle d'une capitale comme Paris : prétendre soumettre la masse de ce que l'on appelle aujourd'hui les « non-livres » (imprimés de moins de 2 feuilles d'impression) au visa du lieutenant général de police – d'où le nom de *librairie de police* donné à ces publications à Paris. On sait pourtant que cette réglementation était bel et bien appliquée quotidiennement, et sans doute mieux appliquée même que les contraintes imposées au livre proprement dit. Pourquoi ? Parce que le lieutenant de police n'avait à connaître que des impressions parisiennes, et que ses services étaient aussi efficaces qu'expéditifs : un bureau, en l'occurrence le « deuxième bureau » de la lieutenance²⁷, était chargé de délivrer ces permissions ; il était le seul à ce titre à disposer de blancs-seings du lieutenant de police.]

« Il est défendu, sous peine de punition exemplaire ... à tous particuliers autres que les maîtres imprimeurs d'avoir et tenir ... sous quelque prétexte que ce puisse être, aucune presse ... ni ustensiles d'imprimerie, et à tous autres qu'aux marchands libraires de faire le commerce ...[des] livres. »

[Ici se trouve évoquée l'une des attributions-clés (en tout cas jusqu'aux réformes d'août 1777) de l'inspecteur chargé de la librairie, à savoir la poursuite de ceux qui, « sans qualité pour cela », se mêlent de produire ou de commercialiser l'imprimé. Une attribution dont d'Hémery lui-même a présenté le contenu en des termes très concrets²⁸ : « recherche des imprimeries clandestines ... inspection sur tous les colporteurs sous le manteau ... [et] étaleurs ... inspection de tous les garçons et ouvriers imprimeurs », ceci en particulier pour leur éviter la tentation de travailler « au noir » sur des impressions prohibées, activité qu'en argot de la librairie on appelle alors *marronner*.]

« Tous les ouvrages imprimés sans permission sont confisqués sur ceux qui sont en contravention ... les auteurs, imprimeurs et libraires qui les auraient compo-

²⁷ Bureau se composant en 1789 d'un premier commis et de cinq commis seulement (cf. Chassaing, *La Lieutenance ...*, pp. 153-154).

²⁸ D'après le *Mémoire pour M. d'Hémery* présenté le 21 octobre 1773 au lieutenant général de police par l'inspecteur pour être déchargé d'une partie de ses attributions (cité par Coyecque, *Inventaire ...*, p. XXXIV).

sés, imprimés ou débités peuvent être condamnés et punis ... les imprimeurs, libraires et colporteurs, dégradés en outre de leur état et maîtrise ... »

[On sait par les archives de d'Hémery que cet aspect n'était pas le moindre de son activité ; il avait même été autorisé pour ce faire à effectuer, en dehors des perquisitions sur ordre, des « visites domiciliaires » à l'improviste chez les imprimeurs parisiens²⁹. Rapports d'indicateurs, recherches, arrestations, interrogatoires étaient son pain quotidien. Pain d'autant plus abondant qu'il connaissait à merveille la population des auteurs, imprimeurs, libraires et colporteurs, sur lesquels il tenait à jour des fichiers mentionnant signalement, origines, carrière, protections éventuelles et écarts de toutes sortes ...]

Enfin le *Mémoire* rappelle que la police de la librairie étend légitimement sa surveillance aux professions connexes : fondeurs de caractères, dessinateurs, graveurs, éditeurs et marchands d'estampes.

Au total, et si l'on excepte les « missions spéciales » confiées à d'Hémery à Paris ou en province, le *Mémoire* n'omet que l'une des attributions de la police en matière de librairie : la surveillance de l'entrée des « marchandises de livres » destinées à la capitale, et l'examen de ces ballots d'importation deux fois par semaine à la chambre syndicale des libraires de Paris.

Cependant il n'oublie pas de souligner, dans la seconde partie intitulée *Police d'inspection*, le rôle des 48 commissaires³⁰, et surtout des 20 inspecteurs, dans la surveillance quotidienne de la production imprimée et de sa circulation. De fait, les inspecteurs ne se contentent pas comme les commissaires d'être les agents de la police judiciaire dans leur quartier. Leur

²⁹ Arrêt du Conseil du 22 avril 1760 confiant aux inspecteurs la visite des imprimeries, librairies et fonderies de caractères et la tâche de dresser procès-verbal des contraventions constatées (BNF, ms. fr. 22177, n° 177) ; cet arrêt fait droit à une préconisation de d'Hémery.

³⁰ « La recherche de tous les livres ou libelles imprimés et distribués contre la religion les concerne également [les commissaires]. Ils sont autorisés, lorsqu'ils en ont avis, à faire des visites, à cet effet, chez les imprimeurs, libraires, colporteurs et autres ..., à les faire saisir en leur présence pour ensuite en être par le magistrat, sur leur rapport, ordonné la suppression. Lorsque les colporteurs de ces livres sont surpris et arrêtés en les distribuant, ils sont conduits devant les commissaires qui, après les avoir interrogés, ordonnent leur emprisonnement » (*Mémoire sur l'administration de la police* ..., pp. 45-46). « C'est aussi aux commissaires de veiller à ce qu'il ne s'imprime et ne se débite aucun ouvrage sans approbation, privilège ou permission, et surtout qu'il ne s'en répande point de contraire à la religion, à l'État, aux bonnes mœurs, au respect dû aux puissances et aux personnes constituées en dignité » (*ibid.*, p. 54).

tâche essentielle consiste à s'informer pour prévenir les méfaits ou les troubles, et à enquêter lorsqu'ils se produisent. Ainsi doivent-ils par exemple faire leur rapport au lieutenant de police « des nouvelles qui se répandent », des « discours et propos », imprimés ou non, qui leur apparaissent « séditieux, dangereux ou contraires au respect dû à l'autorité du gouvernement »³¹. Et le *Mémoire* confirme sans détour que, « pour se procurer les découvertes et éclaircissements dont ils doivent rendre compte au magistrat », les inspecteurs « se servent de différentes sortes de personnes », vénales ou non ; le texte en énumère même la nomenclature singulière : *observateurs, espions de société, basses-mouches, sous-mouches*, plaignants et dénonciateurs ponctuels.

La tranquillité publique est à ce prix³², semble en tout cas conclure le *Mémoire* : car « c'est par les inspecteurs de police que le magistrat est instruit de ce qui se passe de plus secret de la part des particuliers ... et qu'en conséquence il prend toutes les précautions et mesures convenables pour empêcher tout ce qui pourrait troubler le bon ordre »³³.

VI) Leçons d'un exposé

Ainsi se trouvent dévoilés les principes et les mécanismes d'une police bien avisée et rodée, qu'il s'agisse de librairie ou de toute autre matière. Mais l'intérêt inavoué d'inclure la police du livre dans une présentation générale de la police de Paris destinée à des souverains étrangers, c'est de les rassurer sur l'efficacité du contrôle ; c'est de leur montrer qu'une gestion policière de matières aussi sensibles, pour l'opinion publique, que le livre et l'information, peut apparaître remarquablement adaptée aux exigences d'une monarchie à la fois forte et moderne.

La censure préalable à visée universelle telle qu'elle avait été mise sur pied en France a marqué ses limites ; Marie-Thérèse et Joseph II le savent bien, ils gardent sans doute en mémoire le scandale de la condamnation de l'*Encyclopédie* (1759) et d'autres affaires étalées sur la place publique. Face à la contestation et aux bruyantes « contre-censures » des parlements et de l'Église³⁴, la censure royale centralisée est devenue au pire illusoire,

³¹ *Mémoire sur l'administration de la police ...*, p. 61.

³² « C'est de cette épouvantable lie que naît l'ordre public » dira un peu plus tard Louis-Sébastien Mercier dans son *Tableau de Paris* (1781).

³³ *Mémoire sur l'administration de la police ...*, p. 67.

³⁴ Voir à ce sujet Barbara de Negroni, *Lectures interdites : le travail des censeurs au XVIIIe siècle, 1723-1774*, Paris 1995.

au mieux louvoyante par nécessité — la pratique de Malesherbes entre 1750 et 1763 en témoigne³⁵.

La solution d'un contrôle discret et efficace en ce domaine, c'est l'expérience policière qui semble seule capable de l'offrir. Sans entraver la circulation des idées et les progrès des Lumières, sans menacer le rayonnement de Paris, la police informée de tout est néanmoins à même d'éviter les excès et les éclats. À la différence de l'institution censoriale, elle ne constitue pas un barrage statique ni un filtre visible et contestable ; à la différence de l'institution judiciaire, son action peut être prompte et informelle ; à la différence de l'institution administrative, sa pratique est mobile, directe et concrète.

« Dans l'exercice de la police, note Montesquieu dans l'*Esprit des lois*³⁶, c'est plutôt le magistrat qui punit que la loi ... [Dans] les matières de police ... il ne faut donc guère de formalités ... les grandes punitions n'y sont pas ... [non plus] propres. » Le *Mémoire* du commissaire Le Maire est en parfaite conformité avec cette théorie de la police. La mission policière consiste selon lui à « ramener [les fautifs] à leur devoir plutôt par des avertissements [et] des corrections ... salutaires données avec l'appareil toujours imposant de l'autorité publique ..., que par le poids d'une rigueur excessive plus propre à les révolter contre la loi qu'à leur en apprendre l'utilité »³⁷. Dans les opérations de la police, continue le *Mémoire*, « la réussite dépend presque toujours ... de n'avoir aucun obstacle ni aucune difficulté à prévoir ni à craindre, ne pouvant admettre que très-difficilement les formes juridiques qui par elles-mêmes sont longues et embarrassantes »³⁸.

Ce que le *Mémoire* ne dit pas mais que l'on sait par ailleurs, c'est que M. de Sartine, rompu à l'efficacité et à l'arbitraire de cette pratique policière, s'est efforcé d'en importer le modèle lors de son passage à la Direction de la Librairie. Son objectif premier à ce poste a été en effet de prévenir les scandales et les débordements tout en allégeant les procédures et les responsabi-

³⁵ Sur les idées du personnage en la matière, cf. Chrétien-Guillaume de Lamoignon de Malesherbes, *Mémoires sur la librairie. Mémoire sur la liberté de la presse*, présentation R. Chartier, Paris 1994.

³⁶ Charles-Louis de Secondat de Montesquieu, *De l'esprit des lois, ou Du rapport que les lois doivent avoir avec la constitution de chaque gouvernement ...*, Genève 1748, 2 vol., XXVI, 24.

³⁷ *Mémoire sur l'administration de la police ...*, p. 27.

³⁸ *Ibid.*, p. 36.

lités censoriales³⁹. Ami de Diderot et d'une partie des philosophes⁴⁰, Sartine a fait en sorte que « passent sans bruit », suivant l'expression de l'époque, bien des ouvrages aux idées avancées qu'il a fait profiter de « permissions tacites » ou de simples tolérances de police. Ces méthodes ambiguës lui ont valu l'estime générale des grands auteurs. Voltaire ne lui écrit-il pas, le 6 avril 1773 : « C'est une grande consolation pour les véritables gens de lettres d'être sous la protection d'un magistrat aussi éclairé et prudent qu'équitable. Personne n'est plus sensible que moi au bonheur dont on jouit à Paris » ? Ces méthodes ont également permis d'éviter au pouvoir central le désaveu de sa censure par d'autres instances concurrentes. Enfin le pragmatisme discret de Sartine a été d'une appréciable efficacité vis-à-vis de l'opinion publique, dont il a limité les explosions sans paraître la brider.

Présentée de cette façon, la gestion policière de la librairie sous le « règne » de M. de Sartine a déjà beaucoup pour séduire ceux qui s'interrogent, à juste titre, sur les limites d'un encadrement censorial ou administratif de la production imprimée. S'y ajoute le fait qu'une police ainsi conçue est un puissant instrument de centralisation – ce qui n'est certainement pas dénué d'intérêt aux yeux des souverains Habsbourg. Le *Mémoire* le souligne à propos de la sûreté et de ses archives remarquablement centralisées et organisées : « La police de Paris seule, par sa vigilance, purge presque tout le royaume de ce qu'il peut renfermer de mauvais sujets et assure à cet égard la tranquillité générale »⁴¹.

Or la même idée prévaut en matière de librairie. Les gouvernants français s'imaginent en effet qu'en favorisant la concentration de la vie de l'esprit à Paris, en assurant aux imprimeurs et libraires de la capitale l'exclusivité des nouveautés et des « livres de privilège », en limitant le

³⁹ Suivant en cela les recommandations de Diderot dans la *Lettre sur le commerce de la librairie* (1763), qui lui est d'ailleurs adressée, Sartine est partisan de réduire les effectifs du corps des censeurs royaux et de généraliser l'usage de la permission tacite autorisant la parution d'un livre sans en cautionner le contenu par une approbation. Il est également favorable au maintien du contingentement des métiers du livre français au bénéfice de la corporation parisienne, plus facile à contrôler.

⁴⁰ Il en existe de nombreux témoignages épistolaires, émanant en particulier de Diderot, Voltaire, Beaumarchais, Jean-Jacques Rousseau (cf. Michel, *Du Paris de Louis XV* ..., t. I, pp. 142-144).

⁴¹ *Mémoire sur l'administration de la police* ..., p. 83. C'était déjà l'idée de Louis XIV et de Colbert, « persuadés de l'importance prépondérante qu'avait la police de Paris pour la sûreté du royaume » (Chassaigne, *La Lieutenance* ..., p. 40).

nombre des presses en province, ils concentrent en même temps le gibier de leur police parisienne du livre, si puissante et si discrète.

En cela pourtant, ils se trompent doublement. D'abord parce que la centralisation qu'ils mettent ainsi en place n'est qu'une « centralisation par défaut » : elle ne peut prétendre, même à l'aide d'une police parisienne diablement performante, réparer à l'échelle du royaume les reculades consenties par le pouvoir central face aux parlements de province et aux imprimeurs-libraires que ceux-ci protègent ; elle ne peut donc endiguer le flot de contrefaçons et de livres prohibés imprimés en province qui submergent d'autant plus facilement Paris qu'ils sont bien meilleur marché⁴².

D'autre part, le pouvoir royal français croit maîtriser à son avantage un processus de centralisation qu'il a lui-même suscité. Mais, si sa police a l'œil sur les approvisionnements de Paris et veille à y enrayer toute agitation, d'autres périls menacent une capitale où se sont concentrés les élites et les enjeux de toute une nation. Car la centralisation contribue, que le pouvoir central le veuille ou non, à accélérer la circulation des idées et à en amplifier les répercussions. Certes la police du livre, par son habileté manœuvrière, a su remplacer, avantageusement aux yeux des dirigeants, un dispositif administratif et censorial devenu inadapté. Certes elle a su au quotidien étouffer certaines crises ou éclats, mais en contrepartie sa logique de compromis n'a pu lui permettre d'empêcher, dans les milieux éclairés, la fermentation des esprits et la contestation diffuse de l'ordre établi. La meilleure police qui soit ne remplace jamais une politique.

Napoléon, pour ne citer que lui, aura tout lieu de s'en apercevoir avec Fouché, dont la police formera à elle seule un État dans l'État⁴³. Mais l'Ancien Régime finissant n'aura d'autre choix, quant à lui, que de concentrer dans l'arbitraire ce qui lui reste d'efficacité.

⁴² Sur cette caractéristique du paysage éditorial français à partir de la seconde moitié du XVII^e siècle, cf. Jean-Dominique Mellot, *L'Édition rouennaise et ses marchés (vers 1600-vers 1730) : dynamisme provincial et centralisme parisien*, Paris/Genève 1998, et, du même, « Entre « librairie française » et marché du livre au XVIII^e siècle : repères pour un paysage éditorial », *Le Livre et l'historien. Études offertes en l'honneur du professeur Henri-Jean Martin ...*, Genève 1997, pp. 493-517.

⁴³ À tel point que l'empereur rétablira officiellement en 1810 l'encadrement administratif et censorial de la production imprimée, à la demande des professionnels du livre eux-mêmes, pour les garantir de l'arbitraire policier de son redoutable ministre. Voir entre autres à ce sujet Bernard Vouillot, « La Révolution et l'Empire : une nouvelle réglementation », *Histoire de l'édition française*, sous la dir. d'H.-J. Martin et R. Chartier, Paris 1984, t. II, pp. 526-535.

Quelle idée ont donc pu se faire Marie-Thérèse et Joseph II de cette police et de sa gestion de la librairie ? Ont-ils pu en tirer des conclusions comparables aux nôtres, *a posteriori*, sur l'avenir du système voire du régime français ? Difficile de se prononcer sur ce point compte tenu de ce que l'on peut savoir aujourd'hui de leur attitude en matière de librairie et de centralisation⁴⁴. Les connaissant, on peut être sûr en tout cas d'une chose : c'est que l'exceptionnel *Mémoire* rédigé à leur intention par le commissaire Le Maire n'est pas resté dans un tiroir, et que, chacun à sa façon, la mère et le fils en ont mûrement médité les enseignements.

⁴⁴ Cf. notamment Jean-Pierre Lavandier, *Le Livre au temps de Marie-Thérèse. Code des lois de censure du livre pour les pays austro-bohémiens (1740–1780) ...*, Berne et al. 1993, et, du même, *Le Livre au temps de Joseph II et de Léopold II. Code des lois de censure du livre pour les pays austro-bohémiens (1780–1792) ...*, *ibid.*, 1995.

La censure et les pamphlets politiques de la fin du XVIII^e siècle en Hongrie

Éva Ring

Selon Frédéric Barbier, l'histoire du livre peut s'expliquer comme un modèle de communication où la socialisation s'effectue à l'aide de l'imprimé et qui favorise la cohésion sociale sur le plan synchronique, par la presse, et diachronique, par le patrimoine culturel matérialisé dans les livres et par l'apprentissage. Cette thèse nous permet de recadrer l'histoire de la censure dans un discours social dont le moyen principal fut l'imprimé. Invertissons cette lecture et prenons l'hypothèse que c'est la censure, précisément, qui permet de montrer le dynamisme des facteurs qui constituent l'histoire du livre, puisque l'approfondissement de la censure montre paradoxalement à la fois l'importance des livres dans le processus de communication, et le retard du système politique visant à maintenir des rapports de forces typiques des « Anciens Régimes ». Ainsi une approche complexe des *libri prohibiti* peut-elle fournir une plongée sur l'histoire de l'écrit comme sur la demande des lecteurs de l'époque. De ce point de vue, l'étude de la censure représente un secteur très important de l'histoire du livre, qui à mon sens n'a pas du tout perdu de son actualité.

Sans aborder ici tous les aspects de ce vaste sujet, je vais tenter, dans une première partie, de résumer l'histoire de la mise en place et de l'évolution du système du contrôle des livres à partir de 1730 jusqu'au début du XIX^e siècle. Je m'arrêterai ensuite sur quelques pamphlets politiques de la fin de XVIII^e siècle et leur interdiction par la censure.

1) Le contrôle des livres et la censure entre 1730 et le début du XIX^e siècle

On retrouve les mêmes différences entre la Hongrie et les « pays héréditaires » de la Monarchie des Habsbourg dans la production et la diffusion des livres que dans la mise en place du système du contrôle des éditions et du commerce des livres. Les ordonnances promulguées sur les territoires autrichiens et dans les Pays Tchèques n'entrèrent pas en vigueur dans la Hon-

grie dite « royale » soumise à la Maison d'Autriche. Les circonstances politiques et les conditions sociales rendirent vaines les tentatives de la Cour pour unifier juridiquement le statut des principaux acteurs de la production du livre. À l'exception de brèves périodes et de quelques régions, ni la censure préalable, ni la révision des livres étrangers, les deux objectifs principaux de l'Église catholique et de l'ordre Jésuite, ne purent s'effectuer au XVII^e siècle.

La réorganisation de la censure commença vers 1720. L'empereur Charles VI en chargea en 1726 le Conseil royal de Lieutenance de Presbourg (Pozsony, l'actuelle Bratislava). Celui-ci s'opposa en alléguant les droits de l'Église catholique. Le souverain avait ordonné qu'à l'avenir les livres de caractère laïque fussent révisés par les conseils municipaux et par les comitats, et les livres religieux par l'Église catholique. Les membres du Conseil de Lieutenance, pourtant recrutés uniquement parmi les nobles catholiques, en se montrant contraires à la volonté royale, sabotèrent l'application de l'ordonnance jusqu'en 1730. Alors, les plaintes portées par les habitants de Lőcse (Levoča) contre le recteur du collège jésuite attirèrent l'attention de la Chancellerie de Hongrie, à Vienne, sur la situation concrète de la censure dans le royaume. La même année, le souverain repromulgua l'ordonnance de 1726, par laquelle il chargeait les autorités ecclésiastiques de la censure des livres religieux, et les magistrats et les comitats du contrôle des livres laïques ; d'autre part, le Conseil de Lieutenance devait désormais charger des employés particuliers de la révision des livres étrangers, importés par les libraires ou rapportés par les étudiants revenant au pays après avoir étudié hors du royaume. Le *Departamentum revisionis librorum*, futur organe principal de la censure, fut donc établi au sein du Conseil de Lieutenance en 1730. Il s'agissait là en général d'une censure a posteriori. Cependant, à partir de 1730 également, une permission préalable fut requise pour éditer des œuvres concernant la constitution, comme les prérogatives nobiliaires. Ensuite, jusqu'au règne de Joseph II, malgré l'intention des souverains, les ecclésiastiques, et parmi eux surtout les Jésuites, jouèrent un rôle très important dans la pratique du contrôle des livres. En parallèle, la Chancellerie de Hongrie menait une politique plus flexible et intervint fréquemment dans l'intérêt de ceux qui portaient plainte contre la censure. Autour de 1750, au moment donc des réformes de Van Swieten sur la censure, la cour de Vienne se montrait fort mécontente du travail des censeurs hongrois,

jugés par elle trop conservateurs, et de celui des réviseurs, réputés beaucoup trop lents¹.

L'harmonisation des législations sur la production des livres dans la Monarchie des Habsbourg s'approfondit en 1730, quand la cour de Vienne ordonna qu'à l'avenir l'exercice du métier de typographe soit subordonné à l'octroi d'une licence par la ville de résidence. En pratique, la réalisation de ce décret se heurta à de nombreux obstacles. Il fut fréquent que des autorités locales publient documents et formulaires officiels chez des imprimeurs pourtant dépourvus de la permission nécessaire : ce le cas par exemple des comitats de Krassó et de Zala ... jusqu'à la révolution de 1848². En 1772, en vue d'unifier les règles concernant la production des livres, Marie Thérèse promulgua un décret obligeant imprimeurs et libraires à ne vendre que les oeuvres imprimées et reliées par eux-mêmes, et réservant le commerce des livres étrangers aux seuls libraires munis de licences accordées par le département de la révision des livres du Conseil de Lieutenance.

Malgré tous les efforts déployés par les autorités centrales, les livres interdits parvenaient en Hongrie clandestinement. Les travaux de Regina Donath ont montré que la plupart des romans érotiques en français figurant sur la liste des livres prohibés rédigée par Gerhard Van Swieten en 1755 se trouvaient dans les bibliothèques nobiliaires ; au contraire des ouvrages de théologie, dont les auteurs étaient en général des Jésuites, dont on ne trouve que peu de traces en Hongrie.³ Il semble que la demande des lecteurs de Hongrie différât profondément des objectifs des fonctionnaires de l'État et du Conseil de Lieutenance.

Le règne de Joseph II apporta un changement radical dans le contrôle et dans la production des imprimés. L'empereur supprima le département de révision des livres par son fameux édit de 1782. L'exercice des métiers d'imprimeur et de libraire devint libre. A partir de 1783, le respect des anciens privilèges donnés aux éditeurs ne continua à être dû qu'à l'intérieur de la Monarchie, ce qui équivalait à légaliser la fabrication des contrefaçons des oeuvres étrangères, ici avant tout des livres allemands. Les li-

¹ Kosáry Domokos: *Művelődés a XVIII. századi Magyarországon* (La culture au 18^e siècle en Hongrie), Budapest 1967, p. 130.

² Sashegyi Oszkár: *Német felvilágosodás és magyar cenzúra 1800–1830* (Les Lumières allemandes et la censure hongroise, 1800–1830), Budapest 1938.

³ Donáth Regina: „Van Swieten által cenzúrázott könyvek az Egyetemi Könyvtárban” (Les livres censurés sous Van Swieten à la Bibliothèque de l'Université), in : *Az Egyetemi Könyvtár évkönyvei* (Annales de la Bibliothèque de l'Université), V.k. 1971. pp. 249-267.

brairies des différents pays de la Monarchie vécurent alors le premier « boom » de leur histoire. Le catalogue des titres interdits se raccourcit considérablement : de 4476 titres prohibés en 1774, on passa à 900 en 1784, dont la majorité concernait des romans érotiques ou des obscènes. Avec l'éclatement de la révolte des paysans roumains de Transylvanie, Horia, Cloșca et Crișan, la censure de la presse devint pourtant de plus en plus effective et tatillonne. A partir de 1787, un exemplaire de tous les journaux dut être envoyé à la Chancellerie Hongroise, c'est-à-dire que la censure a posteriori fut alors restaurée pour la presse.

Cependant, tant que dura la validité de l'édit de Joseph II, jusqu'à sa mort en 1790, la société hongroise se familiarisa avec la liberté de presse. Les députés à la Diète de 1790/1791 auraient voulu la maintenir en faisant passer une loi. L'ordonnance de Léopold II qui rétablissait la censure en septembre 1790 les inquiéta. En effet, en vue d'assurer la tranquillité publique (*conservatio tranquillitatis*), l'empereur interdisait la publication de toutes oeuvres critiquant l'Église, l'État ou le souverain. Les états réunis à la diète, s'abritant derrière la thèse selon laquelle la censure faisait partie des droits de la nation, voulaient codifier l'édit de Joseph II et régler l'activité des éditeurs et des libraires par une loi nouvelle. Ils réussirent dans un premier temps à ce que n'entre en vigueur qu'une ordonnance temporaire sur la censure, qui à leurs yeux ne serait restée valable que jusqu'à l'établissement d'une loi. Or l'empereur, qui quant à lui s'opposait à la thèse des états, rétablit en 1792 la censure préalable pour les ouvrages traitant de la constitution hongroise. La police commença à enquêter pour apprendre les noms des auteurs de pamphlets politiques, tel celui d'une *Dissertatio de regiae potestate* parue en 1790. Il faut bien prendre la mesure de cet attachement curieux, que nous venons d'évoquer, des états de Hongrie, adversaires acharnés des réformes de Joseph II, à son édit de 1782, qu'ils considéraient comme toujours valable et auquel ils se référèrent constamment pour contrer le rétablissement de la censure établie par son frère Léopold II. Le comitat de Pest-Pilis-Solt, ou le comitat de Nograd, par exemple, portèrent plainte à plusieurs reprises auprès du Conseil de Lieutenance à cause de confiscations de livres ou de la persécution de personnes inculpées par le *Departamentum Revisionis librorum* restauré par Léopold II. Leurs démarches furent loin d'être toujours couronnées de succès, mais le Conseil de Lieutenance resta pourtant prudent vis-à-vis de ces nobles en courroux. Car il faut dire ici que les protestations des comitats n'avaient été émises qu'en faveur de nobles. Ils finirent même par de-

mander au souverain en 1792 que les livres traitant de la constitution hongroise soient directement censurés par la Chancellerie de Hongrie, à Vienne.

L'institutionnalisation du contrôle des livres date de 1793. L'ordonnance n° 4056 faisait du *Departamentum revisionis librorum*, lui-même soumis au Conseil de Lieutenance, l'organe responsable de la censure. Deux censeurs, considérés comme des employés du service public, discutèrent alors les affaires de leur ressort dans les réunions bi-mensuelles du Conseil, souvent tenues sous la direction du palatin, d'abord l'archiduc Alexandre Léopold et plus tard, l'archiduc Joseph. D'autre part, deux autres censeurs étaient chargés au même « Département » de la révision des éditions de l'Église uniate en serbe et en roumain, et un autre de celle des livres de l'Église orthodoxe. Dans la réalité, ces fonctions furent souvent vacantes. Car les censeurs devaient, en Hongrie, connaître quatre ou cinq langues: le latin, l'allemand, le hongrois, et quelques unes des langues minoritaires parlées dans le Royaume de Saint-Étienne : roumain, serbe, slovaque, etc. Leur réputation devait en outre être sans tache. Il n'était pas toujours aisé de trouver des gens remplissant toutes ces exigences. La presse fut, quant à elle, toujours censurée directement par les chefs du *Departamentum revisionis librorum*.

Les ordonnances concernant la censure et la révision des livres provenaient directement de Vienne. Dans les cas compliqués ou prêtant à discussion, le chef du « département de révision des livres » s'adressait à la Chancellerie de Hongrie à Vienne pour demander l'avis de la Commission principale de censure. A partir de 1802, la Chancellerie de Hongrie dut à son tour passer par la *Polizeihofstelle* de Vienne pour connaître son opinion au sujet de chaque affaire particulière en cours. Sur le même mode, le *Departamentum revisionis librorum* surveillait aussi l'activité des typographes et des libraires et décidait de l'octroi des licences, après avis de la Chancellerie de Hongrie.

L'ordonnance de Léopold II. de 1792 exigeait que toutes les oeuvres abordant le sujet de la constitution de Hongrie, de l'administration, des prérogatives royales, de la diplomatie, et celles qui contenaient des données statistiques, soient immédiatement envoyées à Vienne à la Chancellerie de Hongrie pour être censurées. A leur tour, les conseillers de la Chancellerie doivent alors recourir à l'organe central de la censure de la Monarchie, la *Zensurverwaltung* de Vienne, et demander son opinion. A partir de 1809, les écrits traitant de l'armée et des forces militaires, en 1816 tous ceux

s'occupant de questions politiques, diplomatiques, et de nouveau les statistiques, puis, à partir de 1820, les ouvrages profanes en langues roumaine et serbe, devaient être censurés à Vienne par la Chancellerie de Hongrie. Ses conseillers ou ses censeurs utilisaient les mêmes catégories que la Commission de censure centrale de Vienne: *admittitur*, *damnatur*, *transeat*, *erga schedam*. Mme Mályusz affirme dans son livre consacré à l'histoire de la censure que le contrôle fut moins rigide dans le domaine des belles-lettres (en dehors des romans soumis à une continuelle persécution) et de la production scientifique, et que les censeurs focalisaient leur attention sur les ouvrages de contenu politique, ou traitant de la constitution hongroise et des libertés nobiliaires.

En dessous de la direction du *Departamentum revisionis librorum* du Conseil de Lieutenance fonctionnait alors en Hongrie un réseau de réviseurs provinciaux, dont la majorité se recruta parmi les directeurs et les recteurs des lycées. Soumis aux inspecteurs scolaires régionaux, ils n'avaient le droit de décider que pour les publications d'importance locale. Ils furent également chargés d'opérer les sélections jugées nécessaires parmi les livres importés de l'étranger, quel qu'en ait été le moyen. Ces réviseurs travaillaient sur la base des catalogues de livres envoyés par Vienne, copiés pour eux par les inspecteurs régionaux. Les imprimeries eurent l'obligation d'envoyer deux exemplaires de chaque ouvrage imprimé à la bibliothèque Széchényi (qui devint plus tard la bibliothèque nationale) et à la bibliothèque universitaire de Pest, et encore deux autres exemplaires directement à Vienne. L'imprimeur devait conserver le manuscrit approuvé par le censeur.

Malgré les nombreuses ressemblances, la pratique de la censure hongroise se distinguait de celle des « pays héréditaires ». A la différence des censeurs du *Departamentum revisionis librorum*, les censeurs provinciaux nommés par les comitats ne furent pas considérés comme des employés du service public. Ils ne devaient pas prêter serment, leurs noms ne figuraient pas dans les schématismes ; ils ne touchaient pas de salaire régulier, et on ne leur remboursait que les frais de leurs dépenses de bureau, par exemple le travail de copistes, etc.). Leur activité s'éloignait pour ces raisons des exigences formelles de la bureaucratie moderne, sujet si cher à Max Weber. Ces censeurs hongrois n'ont pas conservé les copies des ordonnances reçues concernant la censure et ils n'ont pas non plus tenu de procès-verbaux. Leurs successeurs reprenaient leur activité en toute ignorance, ce qui explique les erreurs commises par eux.

En Hongrie, certaines ordonnances, comme celle de 1805 concernant la censure des pièces de théâtre ou celle, fameuse, de 1810, connue sous ses deux premiers mots *Kein Lichtstrahl* ne furent pas promulguées. Un des effets des discussions permanentes entre le souverain et les états fut le très petit nombre d'ordonnances tentant de régler la censure de manière générale. Dans les cas litigieux, la Chancellerie de Hongrie était d'avis qu'il existait déjà une réglementation régissant ce type d'affaires. En 1800, par exemple, la publication d'un discours du censeur de Kassa (Košice), Ignatz Gosig, causa un tel esclandre que dès lors les écrits des censeurs provinciaux durent être envoyés à Buda pour être censurés au *Departamentum revisionis librorum*.

Pour juger des effets de l'activité des censeurs en Hongrie, il faut distinguer entre l'importation des livres et la production locale. Pour les livres étrangers, la censure de Vienne se montra assez efficace : les réviseurs de province devaient se borner à mettre de côté les livres interdits. La révision des livres publiés avant 1791, commencée en 1803 par la *Rezensionungskommission* prit cinq ans et provoqua beaucoup de pertes aux libraires de Pest et de Presbourg (Pozsony, Bratislava aujourd'hui), chez qui se trouvaient la majorité des livres récemment interdits. La situation fut plus complexe pour la production de livres imprimés en Hongrie. Les auteurs, en effet, avaient toujours en pratique la possibilité de présenter leurs ouvrages interdits au censeur d'un comitat différent du leur : c'est ainsi que beaucoup de livres purent être publiés, en particulier dans le domaine littéraire, et jouèrent un rôle important dans la formation de l'identité nationale.

2) La pratique de la censure en Hongrie: l'exemple de quelques ouvrages interdits

Les débats de la diète de 1790 et 1791 conduisirent l'élite nobiliaire et intellectuelle à résumer par écrit ses idées sur les problèmes politiques les plus aigus et sur les réformes nécessaires. Des pamphlets anonymes inondèrent les grandes villes. La majeure partie d'entre eux attaquait l'Église catholique, le clergé, les prérogatives féodales et l'absolutisme des Habsbourg, mais on trouve aussi parmi eux des récits satyriques et des textes de grande valeur scientifique ou politique. Parmi ses derniers se range une oeuvre de Joseph Hajnoczy, rédigée probablement en septembre 1790, intitulée *Dissertatio de regiae potestate*. Elle fut publiée en 1791 sans nom d'auteur, et probablement à Leipzig s'il faut en croire l'*imprimatur*. Dans

l'intention d'influencer les travaux législatifs de la diète, l'auteur énumérait toutes les lois hongroises concernant le pouvoir royal, et il affirmait que l'élection d'un archiduc comme palatin, office représentant les intérêts des états, abrogeait les lois hongroises en vigueur. Au paragraphe 48, Hajnoczy traite de la censure. Celle-ci, dit-il, doit servir l'intérêt public : il en conclut qu'il ne faut pas s'opposer au rétablissement du contrôle des imprimés. Cependant la liberté de presse fait partie à ses yeux des privilèges de la nation, c'est à dire des états : aussi la tâche des censeurs ne peut-elle que se réduire à la correction des fautes⁴. La *Dissertatio de regiae potestate* parut immédiatement suspecte à Franz Gotthardi, le directeur des agents secrets de Léopold II, qui avertit l'empereur, cependant celui-ci n'y prêta pas attention. Aussi l'œuvre ne fut-elle envoyée à la Chancellerie de Hongrie qu'au début de 1793. La Chancellerie déclara qu'elle menaçait les prérogatives royales, en interdit la diffusion et ordonna la confiscation des exemplaires chez les libraires. Cependant, les municipalités ne réussirent à en trouver que 17 exemplaires, tous chez le même libraire de Pest, Ignaz Strohmayer, lui-même un agent secret. Selon ces confidents de la Cour, l'auteur aurait été le comte Ferenc Széchényi, fondateur ultérieurement de la Bibliothèque nationale de Hongrie. La paternité de Joseph Hajnoczy vis-à-vis de ce texte ne fut établie que pendant le procès des jacobins hongrois, dont il était l'un des meneurs⁵.

Parmi les plus célèbres pamphlets de l'année 1790 se rangent deux textes du baron Friedrich Trenk, qui fut à cause d'eux expulsé de la Hongrie, et tomba un peu plus tard victime de la Terreur des jacobins français. Les deux pamphlets: *Die entlarvten Priester, vielleicht noch zur rechten Zeit für Ungarns Landes Väter aus der Trenk Feder und Herzen* et un *Billanz zwischen Monarchen und der Kirchen Gewalts wie sie der Trenk abwägt* avaient été publiés chez l'imprimeur Landerer, à Pest, avec l'autorisation de la ville. A nouveau, ce furent des agents secrets qui attirèrent l'attention de la Chancellerie de Hongrie viennoise sur les ouvrages du baron Trenk. La Chancellerie interrogea alors le Conseil de Lieutenance pour savoir qui avait pu permettre l'impression des deux pamphlets. Lorsqu'il apparut qu'ils avaient été munis de l'*imprimatur* de la municipalité, le Conseil de Lieutenance interdit leur réimpression à l'avenir, ainsi que la publication future de toutes oeuvres politiques sans son approbation propre.

⁴ Benda Kálmán (éd.), *A magyar jakobinusok iratai* (Les documents des Jacobins hongrois), T. I, Budapest 1957, p. 333.

⁵ Id., *ibid.*, pp. 319-342.

Le dernier exemple sera un ouvrage de Ferenc Verseggy, religieux paulin et poète hongrois, auteur parmi d'autres textes de poèmes érotiques dont la publication fit à l'époque beaucoup de bruit. Il avait postulé à plusieurs reprises au poste de censeur du Conseil de Lieutenance. Il fut aussi le traducteur des *Éléments d'histoire générale. Histoire ancienne* de l'abbé Millot, oeuvre alors très populaire en Hongrie, dont le public avait longtemps réclamé une version en hongrois. Verseggy agrémenta sa traduction de dix remarques remplissant 102 pages, dans lesquelles il attaquait les Églises et le clergé. Les critiques portées contre l'Église catholique ne l'empêchèrent pas d'obtenir la permission du censeur de Vienne en 1790. La même année sa traduction fut publiée à Pest chez Weingand, en 500 exemplaires, aux frais de l'auteur. Mais le Premier Censeur (*ensor primarius*) Matthias Rie-thaller considéra que les remarques de Verseggy avaient dénaturé le sens originel de l'ouvrage, aussi plaça-t-il le livre au catalogue des oeuvres interdites en 1793, à la suite de quoi le Conseil de Lieutenance ordonna la confiscation des exemplaires. On découvrit alors que les libraires en avaient déjà vendu 240.

En conclusion : L'histoire des *libri prohibiti* est longue et malheureusement incomplète. Malgré l'existence en Hongrie d'une bibliographie spécialisée abondante sur l'histoire de la censure, les études comparatives qui permettraient de distinguer les similitudes et d'établir les différences à l'intérieur de la Monarchie manquent toujours. Ce volume permettra peut-être de commencer à poser les premiers jalons d'une vraie comparaison.

Aspekte der staatlichen Kontrolle in Siebenbürgen im Zeitalter der Aufklärung: Das Beispiel der Rumänischen Schule

Iacob Mârza

Eine Geschichte Siebenbürgens im Zeitalter der Aufklärung kann an der Geschichte der Bücher, der Kulturen und Nationalitäten in der Habsburgischen Monarchie (1620–1918) nicht vorbeigehen. In diesem Sinne muß man die Erscheinungsformen der Behördenkontrolle an den Schulen im Großfürstentum als einen Beweis der Zensur in dieser Epoche ansehen¹. In dem umfassenden Plan, durch welchen der Hof in Wien seine Herrschaft in Siebenbürgen befestigen wollte, mußten das Schulwesen und die Kultur im allgemeinen wichtige und genau bestimmte politische und staatliche Funktionen erfüllen. Verschiedene organisatorische Maßnahmen, die auf zentraler (Hof) und regionaler (Regierungsbehörden) Ebene getroffen wurden, dienten dem Ziel, die Schule in ein Instrument der Befestigung des Staates durch eine Politik der Katholisierung umzuwandeln².

Im Jahr 1766 wurde mit der Gründung der *Studienhofkommission und Zensur* das gesamte Unterrichtswesen im Kaiserreich dem staatlichen Bereich zugeordnet. Die Aktivität dieser Kommission, die die gesamte Lehre

¹ Neuere Arbeiten über die Zensur zur Zeit der Aufklärung: Adrian Marino, *Cenzura în România. Schiță istorică introductivă* (Die Zensur in Rumänien. Eine geschichtliche Einführung), Craiova 2000, S. 19-29; Marian Petcu, *Puterea și cultura. O istorie a cenzurii* (Die Kraft und Kultur. Eine Geschichte der Zensur), Iași 1999, S. 82-86.

² Für den allgemeinen Rahmen der Problematik siehe die Synthesen: Nicolae Albu, *Istoria învățământului românesc din Transilvania până la 1800* (Die Geschichte des rumänischen Unterrichts in Siebenbürgen bis zum Jahr 1800), Blaj 1944, S. 113-120, 173-200, 203-226, 248-306; Lucia Protopopescu, *Contribuții la istoria învățământului din Transilvania 1774–1805* (Beiträge zur Geschichte des Unterrichts in Siebenbürgen 1774–1805), București 1966; *Istoria învățământului din România. Vol. I (de la origini până la 1821)* (Die Geschichte des Unterrichts in Rumänien. I. Vom Anfang bis 1821). București 1983, S. 235-242, 269-293. Siehe jüngst auch Iacob Mârza, *Școală și națiune (Școlile de la Blaj în epoca renașterii naționale)* (Schule und Nation. Die Schule aus Blaj im Zeitalter der Nationalen Wiedergeburt), Cluj-Napoca 1987, S. 34-46; Remus Câmpeanu, *Intelectualitatea română din Transilvania în veacul al XVIII-lea* (Die rumänische Intelligenz aus Siebenbürgen im 18. Jahrhundert), Cluj-Napoca 1999, S. 22-74.

führte und praktisch kontrollierte, stützte sich auf die pragmatischen Prinzipien des Grafen Wenzel Anton von Kaunitz-Rietberg (1711–1794), einflußreicher Staatskanzler zur Zeit Maria Theresias, Josefs II. und Leopolds II. Es wurde unter anderem bestimmt, daß zum Zweck der Schulaufsicht in jeder Provinz des Kaiserreichs ein Priester ernannt werden soll und ein Mönch solcher Orden, die sich mit dem Unterricht beschäftigten. Die Leitung und die Kontrolle der Schulen im Großfürstentum Siebenbürgen oblag einer *Schulkommission*, in der für die römisch-katholischen, reformierten, orthodoxen und griechisch-katholischen Schüler die konfessionellen *Schuldirektoren* (oder *Hauptinspektoren*) ernannt wurden³. All das geschah in der Zeit, als die Leitung der Schulen in den Händen der Kirche lag.

Die Schulgesetzgebung, die in den einzelnen habsburgischen Provinzen unterschiedlich aufgefaßt und umgesetzt wurde, war das Ergebnis einer Nationalisierung des Unterrichts und der ständigen Bemühung des Staates zur Leitung und Kontrolle der Schulen.⁴ Unter den politischen, wirtschaftlichen, sozialen, kulturellen und religiösen Verhältnissen wurde die Schulbildung auf eine neue Grundlage gestellt. Wenn die *Allgemeine Schulordnung* (1774), die erste wichtige gesetzliche Fixierung der Zeit, die wir Ignaz Felbiger (1724–1798) verdanken, die Reorganisierung des Elementar- und Normalunterrichts anstrebte, schuf Gratian Marxens Reformplan von 1775 neue Bedingungen für die Gymnasien. Diese Entwicklung erfolgte nach dem Erscheinen der *Ratio educationis* in 1777 in Wien, mit der die Organisation der Schulen in den Provinzen einen neuen Rahmen erhielt. Die Bedeutung der regionalen Schulbehörden, die Kontrollrechte über alle Schulen hatten, gleichgültig welcher Stufe und Religion, wuchs. Diese Ge-

³ Lucia Protopopescu, *ebenda*, S. 177-178; Remus Câmpeanu, *ebenda*, S. 38-40.

⁴ Siehe dazu Robert Meister, *Die Idee einer österreichischen Nationalerziehung unter Maria Theresia*, in *Anzeiger der Akademie der Wissenschaften in Wien Phil. hist. Kl.*, I, Wien 1946; Johann Schmidt, *Entwicklung der katholischen Schule in Österreich*, Wien 1958; Georg Wolf, *Das Unterrichtswesen in Österreich unter Joseph II.*, Wien 1880; Paul von Mitrofinov, *Joseph II. Seine politische und kulturelle Tätigkeit*, II, Wien/Leipzig 1910; Finácz Ernő, *A magyarországi közoktatás története Mária Terezia Korában (Die Geschichte des allgemeinen Unterrichts im Zeitalter Maria Theresias)*, I-II, Budapest 1899–1902; Idem, *Adalék a magyar tanügynek II. Josef korábeli történetéhez (Beiträge zur Geschichte des ungarischen Unterrichts im Zeitalter Josefs II.)*, in: *Magyar paedagogia*, XIV, 1, 1905; Karl Wotke, *Das österreichische Gymnasium im Zeitalter Maria Theresias*, I, Berlin 1905; James van Melton, *Absolutism and the Eighteenth-Century Origins of Compulsory Schooling in Russia and Austria*, Cambridge University [1988], S. 200-239 u. a.

setzung wurde insbesondere über die Rumänen im Banat angewandt.⁵ Ihre siebenbürgische Variante stellte die *Norma regia* von 1781 dar. Diese legte im Vergleich zur Gesetzgebung von 1777 weniger Gewicht auf die Organisation und den Unterrichtsinhalt und bezog sich mehr auf das Konfessionelle.⁶ Diese Tendenz zeigt auch noch die Auflage aus dem Jahre 1820.

Zur Verwirklichung der neuen Kontrollmaßnahmen über die siebenbürgischen Schulen gehörte auch die Stiftung eines Regierungsrates (*Consilium guberniale*), der von einer Studienkommission (*Commissio studiorum*) unterstützt wurde. An der Spitze stand der römisch-katholische Bischof in Siebenbürgen, der den Unterricht im gesamten Fürstentum kontrollierte. In diesem Rahmen erschien auch das Kaiserliche Gesetz vom 3. Juli 1784, das unter anderem bestimmte, daß begabte Jugendliche, unabhängig von Nationalität und Religion, in öffentliche Ämter gelangen konnten.⁷ Zur selben Zeit wurde durch die neue *Illyrische Vorschrift* (1774 in rumänischer Sprache herausgegeben) die Reform der Dorfschulen in Banat eingeleitet. Bei dieser Gelegenheit wurde ein der *Vorschrift* entsprechender Organisationsplan ausgearbeitet⁸. Ein Jahrzehnt später wurde durch den Kaiserlichen Erlaß Nr. 2676 von 1786 auch über die nichtvereinigten Schulen in Siebenbürgen eine Kontrollinstanz eingesetzt.

In diesem historischen und politischen Rahmen, der durch die Interessen des Habsburgischen Reiches abgesteckt wurde, und im Zusammenhang mit den kulturellen Bestrebungen der Schulbehörden des Großfürstentums und dem Anspruch des rumänischen Volkes, sich durch Kultur und Bildung zu den privilegierten Nationen zu erheben, müssen einige herausragende Ge-

⁵ *Ratio educationis totiusque rei literariae regnum Hungariae et provincias eidem adneas*, Vindobonae, 1777. Siehe auch Domokos Kosáry, *Les réformes scolaires de l'absolutisme éclairé en Hongrie entre 1765 et 1790*, Budapest 1980; Remus Câmpeanu, *ebenda*, S. 52-59.

⁶ *Norma regia pro scholis Magni Principatus Transylvaniae Josephi II. Caes Aug Magni Principis Trans. iusu edita M. DCC. LXXXI*, Cibini.

⁷ Ileana Bozac, Pompiliu Teodor, *Învăţământul românesc din Transilvania în secolul al XVIII-lea şi la începutul secolului al XIX-lea (Der rumänische Unterricht in Siebenbürgen im 18. Jahrhundert und am Anfang des 19. Jahrhunderts)*, in *Din istoria pedagogiei româneşti*, II, Bucureşti, 1966 S.155 sqv.

⁸ Siehe Petru Radu, Dimitrie Onciulescu, *Contribuţii la istoria învăţământului din Banat până la 1800 (Beiträge zur Geschichte des Unterrichts im Banat bis 1800)*, Bucureşti 1977, S. 125-174; Victor Țârcovnicu, *Istoria învăţământului din Banat până la 1800 (Die Geschichte des Unterrichts im Banat bis zum Jahr 1800)*, Bucureşti 1978, S.166-223.

lehrte genannt werden: Ioan Piuariu-Molnar, Gheorghe Sincai, Dimitrie Eustatievici, Radu Tempea, Gheorghe Haines, Moise Fulea, Gheorghe Tatu, Vasile Nemes und Petru Maior.⁹ Neben dem Einsatz des Hauptinspektors Iosif Martonfi (1780–1786) für die katholischen Schulen, für die er sich einsetzte, als er in seiner Eigenschaft als Ratgeber für das Gubernium der Provinz auch für die Zensur verantwortlich war, und der Tätigkeit eines anderen Hauptdirektors, Josef von Lerchenfeld (1786–1816) für die sächsischen Schulen, war die Ernennung Gheorghe Sincais (1782–1794) und Dimitrie Eustatievici (1786–1795) zu Direktoren der rumänischen vereinigten und nichtvereinigten Schulen ein entscheidender Schritt für die Entwicklung des rumänischen Landschulunterrichts¹⁰. Das quantitative Wachstum der Schulen, ein höheres berufliches Niveau für Lehrer (durch vorbereitende Vorlesungen in kirchlichen und kulturellen Zentren wie Blasendorf und Hermannstadt), das Verfassen mehrerer Schulbücher, der Ankauf von Unterrichtsmaterialien usw. sind einige Aspekte der Tätigkeit dieser beiden Vertreter der Siebenbürgischen Aufklärung.¹¹

Einen anderen Beweis der staatlichen Kontrolle und insbesondere der kirchlichen Behörde über die rumänischen Schulen im Großfürstentum Siebenbürgen in einer Zeit, als die Beamten aus dem Zensursystem auch auf das Bildungssystem zielten¹², gibt die Tätigkeit Ioan Piuariu-Molnars (1749–1815), des Verfassers der Denkschrift von 1784, in der er unter an-

⁹ Iacob Mârza, *ebenda*, S. 38-39; Ladislau Gyémánt, *Mișcarea națională a românilor din Transilvania între anii 1790–1848 (Die nationale Erhebung der siebenbürgischen Rumänen zwischen den Jahren 1790–1848)*, București 1986, S. 161-165.

¹⁰ *Ebenda*.

¹¹ Für die Aktivität der Direktoren Gheorghe Sincai und Dimitrie Eustatievici, siehe N. Albu, *Gheorghe Sincai, organizator și îndrumător al învățământului românesc din Transilvania (Gheorghe Sincai Organisator und Leiter des rumänischen Unterrichtes in Siebenbürgen)*, in *Revista de pedagogie*, XV, 11, 1986, S. 73-80; Valer Hossu, *Organizări școlare în Transilvania până la Gheorghe Sincai (Schulveranstaltungen in Siebenbürgen bis Gheorghe Sincai)*, in *Revista de pedagogie*, XXXI, 9, 1982, S. 48-50; Iacob Mârza, *Două cărți cumpărate de Gheorghe Sincai pentru școlile Blajului (Zwei von Gheorghe Sincai gekaufte Bücher für Blasendorfer Schulen)*, in *Ziridava*, XIV, 1982, S. 403-406; Id., *Planul lui Dimitrie Eustatievici din anul 1789 cu privire la școlile românești de pe domeniul Zlatnei (Dimitrie Eustatievici's Entwurf aus dem Jahre 1789 über die rumänische Schule der Domäne Zlatnas)*, in *Țara Moșilor*, Alba Iulia 1977, S. 67-74.

¹² Für Details über die Situation in den neunziger Jahren des 18. Jahrhunderts siehe Oszkár Sashegyi, *Zensur und Geistesfreiheit unter Joseph II. Beitrag zur Geschichte der habsburgischen Länder*, Budapest 1958.

derem auf der Notwendigkeit der Vermehrung der Grundschulen bestand.¹³ Wir dürfen auch die Arbeit Radu Tempeas (1768–1824) für das Schulsystem im Süden Siebenbürgens nicht vergessen¹⁴, ebenso wenig die pädagogischen Bemühungen des Erzpriesters Petru Maior (1761–1821), als er in der Gegend von Sächsisch-Reen tätig war.¹⁵ Andere Inspektoren waren Gheorghe Haines (1808–1813), Moise Fulea (1814–1848), Gheorghe Tatu (1794–1796), Vasile Nemeş (1797–1807) und Benedict Fogarasi (1807–1830).

Die Behörden widmeten dem Schulsystem im Banat und im allgemeinen in der westlichen Ebene besondere Aufmerksamkeit. Nach den ersten Vorlesungen für Lehrer in Temeschwar wuchs eine neue Generation von Schuldienern heran. Es war die Zeit der Direktoren Daniel Lazarini (1770–1773), Mihail Rosu, Teodor Iancovici (1773–1782), Avram Mrazovici (1783–1786), Vasile Nicolici (1787–1803), Grigore Obrenovici, Nicolae Horga Popovici, Paul Iorgovici u. a. Sie alle setzten sich für die Modernisierung des Unterrichts im Sinne einer Rationalisierung der Schule ein.¹⁶ In der Gegend von Arad erlebte das Schulsystem eine rasche Entwicklung. Für das Jahr 1792 sind z. B. über 300 Schulen mit 7900 Schülern bezeugt. Im Gebiet Bihor wurden im Jahre 1791 74 neue Schulen gegründet. Hier wirkte als Direktor Simion Magyar, ein wahrer Förderer der josephinischen Schulreform.¹⁷

Die Kontrolle des Staates über die rumänischen Schulen in Siebenbürgen blieb auch Anfang des 19. Jahrhunderts bestehen, wie die Gesetzgebung, insbesondere in die *Ratio educationis* (1806), zeigt. In der Zeit der

¹³ Mircea Popa, *Ioan Molnar Pioariu*, Cluj-Napoca 1976, S. 54-57.

¹⁴ Ioan Lupaş, *Date privitoare la activitatea lui Radu Tempea, fost director al şcoalelor ortodoxe române din Transilvania şi protopop al Braşovului* (Die Informationen über Radu Tempea's Tätigkeit, Direktor der orthodoxischen rumänischen Schulen aus Siebenbürgen Kronstadts Erzprister), in *Ţara Bârsei*, IV, 1932, 3, S. 195-199; Ladislau Gyémánt, *ebenda*.

¹⁵ Maria Protase, *Petru Maior: un ctitor de conştiinţe* (Petru Maior: ein Stifter der Bewusstseine), Bucureşti 1973, S. 96-130.

¹⁶ Cf. Petru Radu, Dimitrie Onciulescu, *ebenda*, S. 150-174; Victor Țârcovnicu, *ebenda*, S. 118-190; V. Popeangă, *Un secol de activitate şcolară românească în părţile Aradului (1721–1821)* (Ein Jahrhundert der rumänischen Schultätigkeit im Kreis Arad (1721–1821), Arad 1974, S. 73-197; N. Fîru, *Date şi documente cu privire la istoricul şcolilor române din Bihor* (Nachrichten und Urkunden über der Geschichte der rumänischen Schulen in Bihor), Arad 1910.

¹⁷ Ladislau Galdi, *Simeon Magyar, ein rumänischer Pionier, der josephinischen Schulreform*, Budapest 1941.

napoleonischen Kriege lassen sich, auch wenn die Interessen der zentralen und regionalen Behörden gegenüber der Schule nachlassen, weiterhin Bestrebungen für die Leitung der Schulen und für die staatliche Kontrolle der Anstalten erkennen. Die allgemeine Richtung war konservativ, was den Unterricht betrifft, die Gesetzgebung beeinflusste die Entwicklung der Grundschulen negativ.¹⁸ Einige Schuldirektoren trafen Maßnahmen für den Erhalt der allgemeinen Kontrolle des Staates und insbesondere der regionalen Behörde über das Unterrichtswesen. In den südlichen Teilen des Großfürstentums Siebenbürgen setzte Radu Tempea seine Aktivitäten fort, in den Regionen Sathmar und Maramarosch erreichte der Direktor Ioan Molnar aus Karol eine Reihe von Erfolgen. Anfang des 19. Jahrhunderts wurden die Schulen aus der Diözese Groß-Wardein von Mihai Benei kontrolliert, später arbeitete dort Direktor Ioan Corneli. Ioan Corneli (1754–1848) kümmerte sich um die Vorbereitung der zukünftigen Lehrer, um die Verbesserung des Unterrichtswesens und bestand auf der Ausstattung der Schulen mit den nötigen didaktischen Materialien¹⁹.

Das System der konfessionellen Schuldirektorate in Siebenbürgen, das Aspekte der staatlichen Kontrolle in der Zeit der Aufklärung aufweist, war vom österreichischen Reformabsolutismus entwickelt worden. Der Unterricht wurde für wichtig gehalten, da er dem politischen Ziel diene, den idealen Bürger heranzubilden, der sich seiner Rolle in einer Gesellschaft auf dem Weg der Modernisierung bewußt war.²⁰ Die Kontrolle und die Leitung der Schulen durch zentrale und regionale Behörden waren eine besondere Äußerung der Zensur in Siebenbürgen im Zeitalter der Aufklärung, und sie waren auch ein Mittel zur Verhinderung sozialer Unruhen²¹, die das System des Josephinischen Reformismus tief erschüttert hätten. Sie mußte sowohl die Ruhe der Gesellschaft bewahren als auch das Funktionieren des politischen, sozialen, wirtschaftlichen, kulturellen und religiösen Mechanismus sichern.

¹⁸ Siehe *Ratio educationis totiusque rei literariae per Regnum Hungariae et provincias eidem adnexas*, Budae 1806.

¹⁹ Eine Synthese bei Iacob Mârza, *Școală și națiune (Die Schule und Nation)*, S. 41 f.

²⁰ Siehe die Bemerkungen bei Ladislau Gyémánt, *ebenda*, S. 161–162.

²¹ Sie dazu Oszkár Sashegyi, *ebenda*, passim.

Le contrôle et la circulation des livres protestant en Hongrie après l'expulsion des Turcs

István Monok

1) Le cadre administratif du contrôle des livres

L'histoire du Royaume de Hongrie en tant que partie de l'Empire des Habsbourg débute formellement avec la victoire des Turcs sur les Hongrois à Mohács (1526). Cependant, jusqu'à la mort de János Szapolyai (1540), prince de Transylvanie et « roi » élu par une diète à Székesfehérvár en 1526, alors qu'une autre diète, réunie à Pozsony, élisait à son tour Ferdinand I^{er} de Habsbourg, il eut été pratiquement impossible de faire appliquer une censure sur le territoire, si jamais la question s'en était posée.¹ La littérature hongroise relative à l'histoire de la censure relève clairement les différences administratives fondamentales qui existaient entre les provinces héréditaires autrichiennes et le Royaume de Hongrie, différences qui rendaient pratiquement impossible le contrôle des publications et de la circulation des livres jusqu'au début du XVIII^e siècle². Dans l'administration au-

¹ Sur la situation culturelle du pays voir : Balázs, Mihály: „Einleitung“, in: *Bibliotheca Dissidentium. Répertoire des non-conformistes religieux des seizième et dix-septième siècles*. Éd. par André Séguenny, T.XII, Baden-Baden 1990 [Bibliotheca Bibliographica Aureliana. CXXII]; Klaniczay, Tibor: « Réforme et transformations culturelles en Hongrie », in: *Les Réformes. Enracinement socio-culturel. XXVe colloque international d'études humanistes*, Tours, 1–13. juillet 1982. Etudes réunies par Bernard Chevalier, Robert Sauzet. Paris 1982; Id., „Les intellectuels dans un pays sans universités (Hongrie: XVIe siècle)“, in: Béla Köpeczi, Jacques Le Goff (éds.), *Intellectuels français, intellectuels hongrois*, Budapest/Paris 1985, pp. 99-109; Id., „Die soziale und institutionelle Infrastruktur der ungarischen Renaissance“, in: *Die Renaissance im Blick der Nationen Europas*, Hrsg. von Georg Kaufmann. Wiesbaden 1991, pp. 319-338.

² Sur l'histoire de la censure en Hongrie: Scherman, Eged: *Adalékok az állami könyvcenzúra történetéhez Magyarországon Mária Terézia haláláig* (Données sur l'histoire de la censure en Hongrie jusqu'au mort de Marie Thérèse), Budapest 1928; Id., „Az állami könyvcenzúra kezdetei Magyarországon (1673–1705)“. (L'introduction de la censure d'Etat en Hongrie), *Magyar Könyvszemle*, 1968. pp. 1-12. (cité ici comme: Sashegyi 1968); Id., „Az állami könyvcenzúra állandósulása Magyarországon (1706–1725)“ (L'institutionnalisation de la censure d'Etat en Hongrie), *Magyar Könyvszemle*, 1969, pp. 321–338; id., *Zensur und Geistesfreiheit unter Joseph II.*, Budapest 1958; Ec-

trichienne, c'est dans le dernier tiers du XVI^e siècle, que, d'après ces travaux, a été établi un système plaçant la question de la censure au niveau de l'autorité publique. Cela signifie que l'application des décisions de censure était la tâche des gouverneurs, qui faisaient effectuer – tout en gardant la partie purement administrative au niveau du *Regierung* (Gouvernement local) – le contrôle sur le fond par les universités, pour la censure *a priori* comme pour la censure *a posteriori*. Dans le Royaume de Hongrie, c'était alors le Palatin (*Palatinus*) ou, faute de Palatin, le Grand-Juge (*Iudex Regiæ*) qui était chargé de ces questions et non un gouverneur, mais aussi les chambres royales (la Camera Posoniensis, la Camera Scepusiensis et la Camera Regia de Vienne), chargées autrement de la gestion du domaine et des finances du souverain, qui jouèrent en Hongrie un certain temps le rôle du gouvernement local ou du *Regierung*. Les affaires d'imprimerie étaient réglées au cas par cas, par voie judiciaire. Toutefois, le Palatin n'avait pas la possibilité de censurer *a priori*. En pratique, les villes auraient dû s'en charger, mais user de rigueur n'était pas dans leurs intérêts. Sur les œuvres de caractère religieux, les Eglises jouissaient théoriquement d'un droit de censure préalable.

Les années comprises entre 1673 et 1681 furent une période d'exception pour l'administration. Pendant ce temps, en effet, l'empereur Léopold avait suspendu la constitution nobiliaire et mis en place, sous la présidence de Johann Caspar Ampringen, le Grand-Maître de l'Ordre Teutonique, un gouvernement composé de trois membres hongrois et de trois membres allemands. A partir de 1723 est mis en place un Conseil de Lieutenance.

2) Le contrôle des fondations d'imprimeries

En 1579, l'empereur Rodolphe II avait soumis la fondation d'imprimeries dans le Royaume de Hongrie à l'obtention d'un privilège, que seules deux imprimeries acquirent, l'imprimerie archiépiscopale de Pozsony (Presburg, Prešporok, aujourd'hui Bratislava) et l'imprimerie municipale de Bártfa

sedy, Judit, *Titkos nyomdahelyű régi magyar könyvek 1539–1800* (Les livres imprimés en Hongrie avec fausses adresses, 1539–1800), Budapest 1996 (=Ecsedy 1996); id., *Alte ungarische Bücher mit falschen deutschen Druckorten 1561–1800*, Budapest 1999. Voir aussi les contributions de Mihály Balázs, András Szabó, Judit Ecsedy in: *Freiheitsstufen der Literaturverbreitung. Zensurfragen, verbotene und verfolgte Bücher*, hrsg. von József Jankovics, S. Katalin Nemeth, Wiesbaden 1998 (Wolfenbütteler Abhandlungen zur Renaissanceforschung. Bd. 18); Ecsedy, Judit, *A könyvnyomtatás Magyarországon a kézisajtó korában 1473–1800* (Histoire de l'imprimerie en Hongrie 1473–1800), Budapest 1999, pp. 264-278 (=Ecsedy 1999).

(Bartfeld en allemand, Bardějov en slovaque). La littérature spécialisée ne mentionne pour le XVII^e siècle aucune autre imprimerie fonctionnant grâce à ce type d'autorisation.³ Par la suite, au XVIII^e siècle, un décret du Conseil de Lieutenance rendit plus difficile la création des imprimeries ; toutefois son application rencontrait des obstacles.

En Transylvanie, la situation différait quelque peu. Jusqu'à la reconquête du pays par Léopold I^{er} (1690), les princes y avaient les moyens effectifs d'empêcher la fondation d'imprimeries, la publication et la distribution de livres. On ne connaît pourtant que fort peu de cas de meures prises par un prince en ce sens. Jean-Sigismond (1540–1571), le fils de Szapolyai, se contentait pour l'essentiel de contrôler le style des querelles de religion et d'interdire les propos injurieux concernant le souverain. Le décret délivré par István Báthory en 1571 reflétait déjà une volonté véritable de censure ; nul n'en contrôlait cependant l'application.⁴ Gábor Bethlen (1613–1629) n'usa lui aussi que rarement de son pouvoir en la matière, mais en usa quand même, par exemple en Hongrie, lorsque, à l'occasion d'une campagne réussie contre les Habsbourg, il réquisitionna l'imprimerie de l'université jésuite de Nagyszombat (en slovaque Trnava, en allemand Tyrnau) et la fit transférer à Kassa (Košice) et de là en Transylvanie. Après le rattachement de la Transylvanie à la monarchie des Habsbourg (1690), la pratique de la censure put s'unifier grâce aux décrets du Gubernium de Transylvanie et du Conseil de Lieutenance de Hongrie⁵.

3) La question de la censure préalable

Les souverains habsbourgeois ont plusieurs fois tenté d'instaurer une censure préalable. En 1553, le roi Ferdinand I^{er} aurait souhaité que la Diète réunie à Sopron vote une mesure réservant la publication des livres traitant de sujets religieux à l'autorisation préalable des évêques catholiques, ce que les ordres refusèrent⁶. A son tour, l'empereur Maximilien fit en 1574 une

³ Ecsedy 1996, pp. 25-27 ; Ecsedy 1999, pp. 264-272.

⁴ Balázs, Mihály: *Teológia és irodalom. Az Erdélyen kívüli antitrinitarizmus kezdetei* (Littérature et théologie. Le début du mouvement antitrinitaire hors de Transylvanie), Budapest 1998, pp. 23–33, 200.

⁵ Sashegyi 1968, Ecsedy 1996, pp. 25-27.

⁶ « Ouod vero de edicione, impressioneque erroneorum librorum per Maiestatem Suam mencio facta est, status et ordines super ea re pro parte ipsorum bonis nusquam id fieri sibi constare affirmarent. » Cité d'après: Fraknoi Vilmos (éd.), *Magyar Országgyűlési Emlékek. Monumenta Comitalia Regni Hungariae, Vol. III. 1546–1556*, Budapest 1876 (*Monumenta Hungariae Historica ser. III*), pp. 416, 516; et Ecsedy 1999, p. 267.

tentative tout aussi infructueuse pour introduire le contrôle *a priori*⁷. En pratique, comme nous l'avons déjà dit un peu plus haut, c'était les villes qui auraient dû faire respecter les décrets du roi, c'est-à-dire les souhaits de l'empereur. Cependant, les autorités municipales se contentaient d'empêcher la parution d'écrits offensant le souverain ou considérés comme s'ingérant dans les affaires de la ville. Au demeurant, elles n'auraient pas pu faire grand chose : il y avait si peu d'imprimeries à l'époque en Hongrie, que si une ville avait sérieusement entravé le fonctionnement de l'une d'entre elles, elle aurait aisément trouvé une autre municipalité, voire une cour seigneuriale, pour l'accueillir.

Cette situation se modifia fondamentalement dans le Royaume de Hongrie à partir de la décennie 1670⁸. Pour la première fois, une imprimerie fut close sur la base de mesures prises par la Chambre de Hongrie. Ainsi, en 1673, l'imprimerie luthérienne de Gottfried Gründer à Pozsony (Presburg, l'actuelle Bratislava) dû fermer ses portes pour avoir publié des écrits anti-catholiques. Le 7 septembre 1673, en outre, György Szelepcsényi, archevêque d'Esztergom, ordonna l'introduction de la censure *a priori* sur tout le territoire du pays, en se référant à un décret royal inexistant. Le censeur nommé par Szelepcsényi était le père Márton Szentiványi, professeur de théologie à l'université jésuite de Nagyszombat (Trnava, Tyrnau). Le décret de l'archevêque ne correspondait pas même juridiquement à la situation de l'époque, et resta inapplicable également en pratique. Le fondement du problème juridique était que l'empereur Léopold avait la même année nommé gouverneur le Grand-Maître de l'ordre des chevaliers teutoniques, Ampringen : le censeur ne pouvait plus être que lui, ce qui aurait dû se refléter sur les droits de l'archevêque Szelepcsényi. Szentiványi devint donc son mandataire. Mais dans la pratique, personne ne respectait ses droits en la matière, et la censure préalable continua à n'exister que sur le papier.

En 1681, la constitution nobiliaire fut rétablie, et un nouveau Palatin fut nommé en la personne de Pál Esterházy. Lui aussi considérait comme importante la question de la censure *a priori*. Il aurait souhaité réduire le nombre des livres en circulation pour le faire coïncider à celui des ouvrages contrôlés. Il nomma lui aussi censeur Márton Szentiványi. Le théologien jésuite se trouva donc en possession de deux nominations, l'une provenant de l'archevêque, et l'autre du Palatin : malgré elles, il n'avait aucun pouvoir réel. En 1687, l'empereur Léopold I^{er} limita la liberté de religion des

⁷ Ecsedy 1996, p. 28.

⁸ Sashegyi 1968; Ecsedy 1999.

protestants ; Szentiványi profita de ce changement pour demander sa nomination directement au souverain. L'empereur (le roi de Hongrie) institua par décret le 4 mars 1688 la censure préalable et n'autorisa que les convois de livres contrôlés à entrer dans le pays. Márton Szentiványi – qui, à ce qu'il semble, ne fut pas par ailleurs particulièrement zélé en matière de censure – avait donc été nommé censeur par toutes les autorités possibles. Cependant, la pratique du contrôle de la publication et de la distribution des livres n'était qu'à peine modifiée.

En 1689 débutèrent les préparatifs d'une réforme gouvernementale. En ce qui concerne la censure, le projet prévoyait la nomination de la personne du censeur par le futur gouverneur. Un processus compliqué de rivalité se déclencha entre l'Église et l'État d'un côté, la hiérarchie séculière catholique et l'ordre jésuite de l'autre, enfin entre les universités de Nagyszombat et de Kassa (toutes deux jésuites). György Széchényi, archevêque d'Esztergom, déclara en 1693, en conformité avec l'édit de 1679 du pape Innocent IX, que le censeur devait être nommé par l'archevêque. Il délégua le droit de censure au chapitre d'Esztergom d'une part, et de l'autre au théologien jésuite Márton Szentiványi, ici comme personne privée. Márton Szentiványi, qui se retrouvait donc en définitive en possession de quatre mandats, ne fit concrètement que peu de choses. Il résidait souvent à l'étranger, écrivit près d'une demi-douzaine de livres. À la fin de sa vie (1705), des tracts du mouvement des Mécontents (les *kouroutz*), qui menaient avec François Rákóczi la « Guerre d'indépendance », purent même être imprimés à l'imprimerie jésuite de Nagyszombat.

Après l'échec de Rákóczi (1711), les villes devinrent les dépositaires du droit de censure. Toutefois, les évêques catholiques, se réclamant du Concile de Trente et de l'édit d'Innocent IX de 1679, revendiquaient le droit de censure et la possibilité effective de l'appliquer. En 1718, les évêques de Nyitra (en slovaque Nitra, en allemand Neutra) et d'Eger s'adressèrent conjointement au roi Charles III (l'empereur Charles VI) pour obtenir de lui que le censeur principal soit le chancelier d'une des universités jésuites. Ils ne requéraient pas ce droit pour le recteur, parce que celui-ci dépendait du souverain, mais bien pour le chancelier, rattaché à l'Église. Entre temps, la diète avait mis sur pied une commission de préparation d'un projet de loi sur la censure. Celle-ci ne fit pratiquement rien jusqu'en 1721. Ensuite, un décret déjà publié dans les provinces héréditaires en 1715 fut soumis à la diète hongroise réunie en 1722/1723, et publié en 1723. Il exigeait la fermeture des imprimeries fonctionnant sans autorisation. En Transylvanie,

des livres non catholiques purent être librement imprimés jusqu'aux décrets sur la censure de Marie-Thérèse, en 1754 et 1757. Les historiens hongrois spécialistes de la censure s'accordent pour dire qu'il n'existait pas de véritable censure préalable jusqu'à l'instauration d'une censure centrale en 1757⁹.

4) Le contrôle de la circulation des livres

Jusqu'au premier tiers du XVII^e siècle, les élites intellectuelles hongroises se formaient exclusivement à l'étranger, faute d'une université dans leur pays. Après la fondation de l'université jésuite de Nagyszombat (1635), une grande partie continua à étudier en dehors des frontières : il n'existait aucune académie de théologie protestante dans le pays jusqu'à la deuxième moitié du XIX^e siècle. Les étudiants fréquentant les universités étrangères revenaient ordinairement chez eux avec de nombreux livres puisque, une fois leurs études universitaires achevées, leurs chances d'accroître leurs collections étaient minces. Les nobles ou les personnalités qui les patronnaient profitaient aussi de l'occasion pour se faire rapporter des livres par les *peregrinus*. Les premières données concernant la confiscation des livres d'un étudiant (Jakab Szeleczky) à la frontière du pays datent de 1655¹⁰. L'affaire parut si inhabituelle que le comitat de Pozsony présenta à ce sujet des doléances au souverain, et qu'elle fut mise à l'ordre du jour à la Diète du royaume. L'heure était à la recatholicisation d'une Hongrie majoritairement protestante : de nombreuses bibliothèques furent brûlées, principalement pendant les dix ans passés dans l'historiographie comme « la décennie du deuil » (1670–1680). Plusieurs catalogues mis à jours par les recherches témoignent de réquisitions opérées dans les bibliothèques privées au cours des représailles de l'État qui suivirent le procès mettant fin au complot dirigé par le Palatin Ferenc Wesselényi. Cependant, le type de *visitatio librorum* utilisé dans la recatholicisation des Pays Tchèques comme moyen de purger les bibliothèques familiales n'existait pas en Hongrie, semble-t-il, bien que des traces en soient décelables sur les domaines des Batthyány, à l'Ouest de la Hongrie, après la conversion d'Ádám Batthyany en 1629¹¹.

⁹ Sashegyi 1969, Ecsedy 1999.

¹⁰ Zsilinszky Mihály: *A magyar országgyűlés vallásügyi rendeletei* (Ordonnances de la Diète Hongroise concernant la foi), Vol. 3. Budapest 1893. 113, 227–228.

¹¹ Ötvös Péter, „Büchervisitation in einem katholischen Lande. Das Beispiel Tirol“, in: *Freiheitsstufen*, 1998, pp. 83-103.

En 1700, Pál Gyöngyössi rentrait au pays après avoir étudié en Angleterre et aux Pays-Bas. Il emportait 700 livres, qui lui furent confisqués à la frontière. Après une intervention de l'ambassadeur d'Angleterre à Vienne, Paget, l'archevêque Kollonich autorisa Gyöngyössi à récupérer ses livres, dont 130 avaient néanmoins été brûlés.¹² Par la suite, de nombreux étudiants calvinistes de Transylvanie choisirent de passer par le col de Jablonka pour éviter les bureaux de la douane.

L'affaire la plus connue concerne les exemplaires de la version de la Bible réalisée par György Komáromi Csipkés. Son déroulement a déjà été maintes fois évoqué par la littérature spécialisée, mais les sources la concernant n'ont pas encore été réunies en une publication, alors que la documentation offre des éléments intéressants et neufs pour l'histoire de la Bible et celle de la théologie en particulier.

5) L'affaire des Bibles de György Komáromi Csipkés¹³

György Komáromi Csipkés (1628–1678), pasteur calviniste, avait fait imprimer en 1675 le catalogue de ses publications. Y figure une mention qui prouve que Komáromi Csipkés avait déjà achevé alors sa nouvelle traduction de la Bible : « *Translatio Biblicorum seu librorum Veteris et Novi Testamenti ex fontibus* ». Cependant, celle-ci n'avait pas été publiée. A la même époque (les années 1680), Miklós Misztótfalusi Kis publiait à Amsterdam sa propre traduction de la Bible, dont on réussit à faire parvenir, certainement avec force précautions, des exemplaires jusqu'en Transylvanie¹⁴ Cependant un incendie ravagea en 1705 l'imprimerie de la ville de Debrecen. D'autre part, la guerre contre les Ottomans ne favorisait pas l'entreprise d'un projet d'envergure comme la publication d'une Bible. Aussi la ville de Debrecen et le diocèse protestant de la Transtibiscaine décidèrent de faire imprimer la version de Komáromi Csipkés à Leyde, dans les ateliers de Campegius Vitringa. Nous ne savons pas pourquoi la date d'édition figurant sur ces exemplaires est 1685 alors qu'ils parurent en ré-

¹² Sashegyi 1968, p. 11 ; Révész Kálmán, *Gyöngyösi Pál*, Budapest 1898, p. 62.

¹³ L'affaire est très connue dans la littérature spécialisée hongroise. Je ne mentionne ici que quelques études: Szimoniodesz Lajos, „A 'Debreceni Biblia' sorsa“ (Le sort de la 'Bible de Debrecen'), *Magyar Könyvszemle*, 1940, pp. 236-241; Id., „A 'Debreceni Biblia' viszontagságai és elnyomása“ (Les vicissitudes de la 'Bible de Debrecen'), *Egyháztörténet*, 1945, pp. 65-91; Bottkyán, János: „Komáromi Csipkés bibliájának hazahozatali kísérlete 1764-ben“ (La tentative de transport à Debrecen des exemplaires de la Bible de Komáromi Csipkés en 1764), *Református Egyház*, 1965, pp. 154-157.

¹⁴ Voir le livre de Molnár József, *Misztótfalusi Kis Miklós*, Budapest 2000.

alité en 1718. D'après les données contemporaines, 4200 exemplaires furent alors vraisemblablement imprimés, et le premier convoi, comportant 2915 exemplaires, fut confisqué aux douanes d'Eperjes (Prešov) en 1719. La ville de Debrecen fit appel auprès du roi, l'empereur Charles VI, à qui elle demanda qu'on lui permette de pouvoir diffuser la Bible. Dans sa réponse, le roi autorisa l'entrée des Bibles en Hongrie tout en ordonnant également leur contrôle. Gábor Antal Erdődy, évêque d'Eger, fit ensuite transporter les volumes à Kassa (Košice) pour les faire examiner. Le résultat de cette épreuve est un document tout à fait intéressant, dans lequel le censeur jésuite compare la traduction de Komáromi Csipkés au texte de la Vulgate, à la version de Gáspár Károlyi publiée en 1590 à Vizsony, et à celle d'Albert Szenci Molnár, publiée pour la première fois en 1608 à Hanau.

L'examen révéla plus de 600 différences par rapport au texte de la Vulgate, cependant le roi ne retint parmi elles qu'une seule formulation à rectifier, celle concernant le baptême. Une fois les corrections portées, la Bible avait la permission d'être distribuée. L'autorisation royale est datée du 11 juin 1723. Néanmoins, l'évêque Erdődy trouva encore de nouveaux critères d'examen et fit durer les choses. Pour finir, les livres ne parvinrent jamais jusqu'à Debrecen. En 1754, la majorité de ces volumes fut très probablement brûlée à Eger, bien qu'il subsiste une discussion à ce sujet dans la littérature spécialisée. La ville de Debrecen, l'Église calviniste et les grands seigneurs qui les protégeaient tentèrent plusieurs fois de faire parvenir jusqu'en Hongrie les exemplaires du tirage restés à mi-chemin en Pologne. Ils ne purent les récupérer qu'en 1789.

L'interception de ces Bibles est déjà intéressante en soi. Or, de nombreux autres livres furent confisqués en même temps aux étudiants qui accompagnaient le convoi. J'ai mentionné au début de ce texte, au paragraphe dédié aux entraves à la circulation des livres, plusieurs cas de ce genre survenus en 1655 et en 1700. A partir de 1721, ce type de plainte devint permanent et récurrent de la part des Églises protestantes. Dans l'affaire des étudiants participant au transport des Bibles en 1719, trois catalogues des livres confisqués nous sont parvenus. Béla Holl a consacré un article resté manuscrit à tenter d'identifier les étudiants en cause.¹⁵ Ne connaissant alors que deux des catalogues¹⁶, il pensa en premier lieu à deux théologiens, Ist-

¹⁵ Holl, Béla: „Peregrinációból hazatért magyar tanulók könyvei 1719-ből“ (Les livres des étudiants hongrois revenus de *peregrinatio academica* en 1719), Ms. Központi Piarista Levéltár, Holl Béla hagyaték (Archives Centrales des Piaristes. Manuscrits de Béla Holl).

ván Szilágyi Tönkö et Mihály Komáromi H., sans toutefois exclure une troisième personne, Ferenc Miskolczi Csulyak. Celui-ci faisait ses études à Leyde lors de l'impression de la Bible, dont il avait été de surcroît le correcteur. Il mentionnait encore un certain György Kátai. Miskolczi Csulyak étant en réalité déjà revenu en Hongrie quelques mois plus tôt, il serait donc tentant d'identifier plutôt les trois autres étudiants aux propriétaires des livres répertoriés et confisqués, mais les documents laissent la chose incertaine¹⁷. Un autre chercheur, Lajos Szimonidész, avait déjà auparavant proposé les noms de deux étudiants dans une de ses études, mais Béla Holl avait rejeté cette hypothèse, car l'évêque Gábor Antal Erdődy, dans le rapport qu'il écrivit à la Chambre de Pozsony, utilisait la formule « *certi studiosi Helvetici* » (« *Venere interea certi studiosi Helvetici ex Hollandia libros numerosos secum ferentes ...* »). Nous renonçons pour l'instant à suivre les traces des accompagnateurs des Bibles, puisque du point de vue de l'entrave à la circulation des livres, l'analyse thématique des catalogues offre sans doute bien plus d'intérêt que l'identification exacte des propriétaires des volumes confisqués. Il nous suffira de savoir qu'il s'agissait soit d'étudiants calvinistes ayant fait l'acquisition de ces livres pendant leurs années d'études pour eux-mêmes ou pour leurs patrons, soit d'une commande de l'Église réformée de Debrecen pour le compte de la bibliothèque du collège, qui les faisait transporter avec les exemplaires fraîchement imprimés de la Bible. Nous pouvons supposer cependant que ces livres avaient plusieurs destinataires, car les trois catalogues ont été établis séparément et que plusieurs titres s'y répètent.

Les trois catalogues mentionnent au total 334 titres. Les volumes sont homogènes du point de vue de leur langue, qui est le latin. Une partie des ouvrages est constituée par des œuvres d'auteurs scolaires comme Ovide, Virgile, Jules-César, etc., pour lesquels nous imaginons difficilement les objections du censeur à leur rencontre, en dehors éventuellement des détails érotiques, ce qui vaut même s'il s'agissait d'éditions modernes, ce qui ne peut être constaté d'après les titres figurant sur les catalogues. Un autre volet de ces petites bibliothèques renferme une collection de manuels que l'on

¹⁶ *Magyarországi magánkönyvtárak. II. 1580–1721.* (Les bibliothèques privées en Hongrie I. 1580–1721.) Farkas Gábor, Katona Tünde, Latzkovits Miklós, Varga András. Szerk. Monok István. Szeged 1992, Scriptum Kft. Adattár XVI-XVIII. századi szellemi mozgalmaink történetéhez. (Documentation des mouvements intellectuels en Hongrie en XVI–XVIII^e siècles, 13/2), pp. 206–217.

¹⁷ Magyar Országos Levéltár (Archives Nationales de Hongrie) A 93 Acta Particularia, 4. cs. Nr. 42, E 211 Lymbus III. 29. t.

peut considérer comme les outils philologiques de la Bible : dictionnaires en plusieurs langues, grammaire et concordance des langues bibliques. Les auteurs étaient pour l'essentiel des contemporains, comme Cornelius Schrevelius ou Johannes Leusden. La proportion des livres ne traitant pas de sujets théologiques n'est pas insignifiante. Les œuvres philosophiques, scientifiques – de sciences physiques, d'astronomie, de médecine et de géographie notamment – ou historiques reflètent des connaissances très à jour, même si figurent également sur les listes des auteurs du XVII^e siècle, tels que René Descartes, Henricus Regius, Christophorus Cellarius, Stephanus Cluverius, Fridericus Spanheimius, Johannes Petrus Lotichius, Johannes Sylvius ou encore Nicolaus Tulpius). Mais ce qui frappe immédiatement, c'est la modernité des ouvrages de théologie.

La bibliothèque du Collège Réformé de Debrecen fut plusieurs fois ravagée après 1703. Certes, une grande partie de la bibliothèque avait pu échapper aux tempêtes de la guerre des « *kouroutz* » par des transferts à Ecsed et à Zalatna, et le fonds avait été réunifié en 1710. Malgré cela, une importante part du stock du XVII^e siècle s'était trouvée détruite ou perdue¹⁸. La collection de l'époque, pourtant relativement riche, était déjà assez dépassée et la bibliothèque ne faisait pas partie des bibliothèques témoignant d'une grande ouverture d'esprit. Les pasteurs des Eglises réformées de Hongrie accédaient difficilement aux conclusions des querelles théologiques des Pays-Bas. Il eut donc été primordial – et, observant les livres que des étudiants avaient réussi à faire passer, nous pouvons affirmer qu'il en était effectivement ainsi – que les élèves du collège puissent prendre connaissance des nouveaux courants protestants, et particulièrement de ceux qui allaient à l'encontre de la rigueur de la théologie calviniste et qui provoquaient de nombreuses et ardentes disputes. Les œuvres de Jacobus Arminius tiennent ici une grande place, mais peut-être plus encore celles des deux générations suivantes, représentées par Étienne de Courcelles, Conrad Vorst, Philipp Limborch et Jean Le Clerc. Viennent ensuite des auteurs influencés par la philosophie cartésienne, et parmi eux tout spécialement Arnoldus Geulincx et Rualdus Andala. Enfin, dans un troisième volet d'auteurs, nous trouvons Johannes Coccejus et ses disciples Johann Hein-

¹⁸ *Partiumi könyvesházak 1621–1730. Sárospatak, Debrecen, Szatmár, Nagybánya, Zilah.* Sajtó alá rend. Fekete Csaba, Kulcsár György, Monok István, Varga András. Szerk. Monok István, Varga András. (Les bibliothèques du „Partium Regni Hungariae” 1621–1730.) Budapest/Szeged 1988, MTA. Adattár XVI-XVIII. századi szellemi mozgalmaink történetéhez. (Documentation des mouvement intellectuels en Hongrie aux XVI-XVIII^e siècles, 14), pp. 141-324.

rich Heidegger, Wilhelm Momma, Hermann Alexander Röell et Campegius Vitringa qui, tous, eurent de nombreux disciples hongrois. On rencontre aussi des titres de théologiens mettant l'accent sur l'importance de la théologie pratique, tels Adrianus Julius et Josué de La Place. Un grand nombre d'œuvres de Gisbertus Voëtius – qui était opposé à Descartes mais se servait bien de l'influence du piétisme –, et surtout de ses amis et disciples furent également achetées par des étudiants anonymes.

Après ce qui précède, nous pouvons avoir différentes opinions des censeurs. Peut-être ont-ils seulement voulu causer le plus de désagréments possible, et que, sans connaître eux-mêmes ces livres, ils s'opposaient simplement à ce qu'il continuent leur chemin vers Debrecen, parce qu'ils étaient arrivés en même temps que les Bibles calvinistes, qu'il s'agisse d'œuvres scolaires ou de livres de théologie d'un haut niveau. Mais il n'est pas interdit de supposer que certains de ceux qui pratiquaient cette censure encore à la recherche de son rôle administratif raisonnaient de façon élaborée. A l'appui de cette supposition, il n'existe pas un seul indice d'un cas où l'on aurait rendu ne fut-ce qu'un unique volume à son propriétaire. A l'arrière-plan de cette attitude, il faut peut-être voir se profiler un principe, visant à empêcher la modernisation des intellectuels protestants, ici des calvinistes. Cette réponse paraît néanmoins arriver trop tôt pour être pertinente. En effet, le Conseil de Lieutenance et l'Église catholique, qui coopérait avec lui, ne décrétèrent qu'au milieu du XVIII^e siècle un *numerus clausus* pour les études à l'étranger d'étudiants non catholiques. Ce qui n'empêche pas les sources évoquées ici de contenir des allusions au fait que l'on ne devrait pas permettre aux étudiants calvinistes d'effectuer des études universitaires à l'étranger. Il est certain que plusieurs collèges protestants renommés perdirent de leur importance au début du XVIII^e siècle, et furent rétrogradés au rang d'écoles primaires. Il suffit de penser à Szatmár, Nagybánya et Zilah, dans le diocèse protestant de la Transibiscaine¹⁹. Il n'est donc pas exclu que l'évêque Erdődy, dont la mauvaise foi est certaine, qui tint tête au roi en outrepassant les limites de ses compétences, ainsi que ses partisans de Kassa, aient agi de façon réfléchie et concertée pour arrêter la diffusion des exemplaires de la nouvelle Bible, mais aussi pour empêcher l'accès des théologiens calvinistes de Hongrie à une littérature théologique contemporaine moderne.

¹⁹ Voir note 18.

Les bibliothèques privées en milieu urbain et la censure du XVI^e au XVIII^e siècles dans les régions de la Slovaquie actuelle

Viliam Čičaj

Les XVI^e et XVII^e siècles sont dans l'histoire slovaque et centre-européenne, et d'ailleurs dans tout l'espace européen, traversés par un conflit religieux très aigu, coloré politiquement, culturellement, économiquement et même nationalement. La censure fait partie de ce processus à la fois très compliqué et contradictoire. Elle n'a commencé lentement à s'institutionnaliser qu'après le Concile de Trente, au milieu du XVI^e siècle. Ensuite, progressivement puis surtout sous l'influence de l'absolutisme éclairé, son exercice passe de la compétence des Eglises à celle de l'Etat. Sous cette dernière forme, elle a duré ensuite avec des modifications jusqu'à nos jours. Je me propose ici de suivre ces questions dans le contexte des bibliothèques privées des villes de la Slovaquie actuelle, c'est-à-dire de la partie nord de la Hongrie de l'époque moderne, donc du XVI^e au début du XVIII^e siècle. Si l'histoire de la Contre-Réforme, de la recatholicisation et de la réforme catholique dans les régions concernées a été souvent comparée avec la situation en Bohême après la Montagne Blanche, avec le « temps des Ténèbres », quand le célèbre censeur jésuite Antonín Koniáš, l'auteur de l'index tchèque des livres interdits était réputé avoir brûlé plus de 40 000 livres, il faut dire pourtant que celle des régions slovaques et de Hongrie présente des différences.

Constatons d'abord que la recherche sur la censure et son rôle sur la culture du livre ne fait que commencer à peine. L'étude des bibliothèques privées des bourgeois des villes des XVI^e, XVII^e et XVIII^e siècles nous a mis en face de constatations contradictoires qui méritent l'intérêt. D'emblée s'est révélée une discordance entre le contenu et la structure de ces bibliothèques, qui ne correspondaient presque en rien avec la production des centres d'imprimerie de la zone à cette époque. L'analyse de la composition structurelle de ce type de collections révèle que la très grande majorité des livres, 80% environ en ce qui concerne les auteurs mais aussi les imprimeurs, ne provenaient pas de l'espace hongrois. Nous partons des

recherches que nous avons déjà faites dans deux des plus importantes bibliothèques des villes minières du centre de la Slovaquie actuelle, Banská Bystrica (en allemand Neusol, en hongrois Besztercebánya) et Banská Štiavnica (en allemand Schemnitz, en hongrois Selmecebánya), et de la ville la plus renommée de la petite région de Sépusie (Zips en allemand, Spiš en slovaque) Levoča (en allemand Leutschau, en hongrois Lőcse)¹. Pendant les trois siècles (ou presque) concernés par notre enquête, nous avons pu documenter l'existence dans ces trois villes de 246 bibliothèques d'habitants, dans lesquelles nous avons trouvé environ 12 775 mentions de livres ou d'écrits: 66 bibliothèques et 2176 mentions de livres pour Levoča, 98 bibliothèques et 5125 mentions pour Banská Bystrica, 82 bibliothèques et 5474 mentions pour Banská Štiavnica. Pour être plus complet, nous ajouterons que nos recherches, encore en cours, nous ont fait découvrir jusqu'à présent des données concernant environ 2500 auteurs.

Cherchons maintenant à répondre à une question encore ouverte, celle des causes de cet état de choses. D'autres médiateurs du livre existaient à côté des imprimeurs et des libraires, en particulier les relieurs (*knihári* ou *kníhviazači*). Nous avons repéré deux inventaires venant de dépôts de relieurs de Banská Bystrica et de Levoča provenant de la même époque, la seconde moitié du XVII^e siècle. Le premier d'entre eux est celui des livres d'Elisabetha Oberland (ou Alžbeta Oberlandová) de Banská Bystrica, daté de 1666 ; le second celui de Georg Steinhübel de Levoča, daté de 1699². Précisons qu'une différence existe entre ces inventaires : contrairement à Banská Bystrica, où n'est connue qu'une seule imprimerie active très brièvement à la fin du XVI^e siècle, celle de Daniel Sculteti, dont nous ne connaissons que deux impressions, l'imprimerie de Levoča était, à côté de celle de l'université jésuite de Trnava (en allemand Tyrnau, en hongrois Nagyszombat), l'une des plus importantes et des plus productives de toute

¹ Sur les bibliothèques bourgeoises des villes de la Slovaquie centrale, voir : Viliam Čičaj, *Knížná kultúra na strednom Slovensku v 16.-18. storočí* (La culture du livre en Slovaquie centrale du XVI^e au XVIII^e siècles), Bratislava 1985. Les inventaires des bibliothèques des habitants de Levoča sont publiés in: G. Farkas/A. Varga/T. Katona/M. Latzkovitz, *Magyarországi magánkönyvtárak* (Les inventaires privés de livres de la Hongrie), II, Szeged 1992.

² L'inventaire des marchandises de la relieuse de Banská Bystrica Elisabetha Oberland se trouve aux archives provinciales de l'Etat (Štátný okresný archív) de Banská Bystrica (fond: Magistrát mesta Banskej Bystrice, Mestský protokol, n° d'inventaire 110, page 153. L'inventaire de Georg Steinhübel est publié in: *Magyarországi magánkönyvtárak* II, op. cit., Szeged 1997.

la Hongrie au XVII^e siècle. Elisabetha Oberland avait dans son dépôt plus de 1800 exemplaires de livres, tous non reliés. Presque la moitié d'entre eux étaient des manuels scolaires. Juste après vient un groupe de livres englobant les catéchismes (qui servaient aussi de manuels), les livres de prières et les cantionnaires, en tout dix pour cent des imprimés qui se trouvaient dans le dépôt. Elisabetha Oberland possédait 158 exemplaires des oeuvres du grand pédagogue tchèque Jan Amos Komenský (Johannes Comenius). Les deux inventaires de relieurs de Levoča et de Banská Bystrica, même s'ils sont séparés par près de trente ans, présentent de très nombreux traits semblables qui mériteraient d'être soumis à une analyse comparative plus fine. Elisabetha Oberland avait par exemple 411 exemplaires d'abécédaires allemands et slovaques, et Georg Steinhübel 450 abécédaires allemands, slovaques et hongrois. Dans les deux cas, on trouve une grande quantité de catéchismes, de manuels scolaires et de calendriers. Il s'agit au fond d'une production de livres que nous pouvons appeler d'usage quotidien. Soulignons encore un fait intéressant : la proportion des langues dans lesquels ont été imprimés ces livres destinés à la vente ne correspond en rien à celle que l'on retrouve dans les bibliothèques privées des habitants des deux mêmes villes. D'autre part, la composition des livres mis en dépôt ne correspond ni à celle de la production imprimée hongroise, ni à celle des bibliothèques privées urbaines. Or, nous prenons le risque d'avancer que la bourgeoisie urbaine était pourtant le milieu le plus consommateur de la production imprimée de livres, bien plus que la noblesse ou les campagnes.

Proposons quelques éléments d'explication: les imprimeries locales étaient orientées vers une production mercantile (celle d'imprimés de petit format), qui, d'après Čaplovič et son « Inventaire des imprimés issus de Slovaquie jusqu'en 1700 » (qui mentionne 2575 imprimés parus dans cette région) servait pour les trois quarts aux besoins des Eglises et des écoles³. Dans ce type de travail entrepreneurial, qui rappelle un peu ce qui se passe aujourd'hui, le risque était minimal. Le client venait trouver l'éditeur ou l'imprimeur, commandait un imprimé, le payait et prenait tout le tirage qu'il distribuait ensuite pour son propre compte. Les imprimeurs et les éditeurs fabriquaient et vendaient les imprimés (des manuels, des calendriers, des catéchismes, des livres de prière, des recueils de cantiques) dont le succès commercial était assuré. Les inventaires des relieurs de Banská Bystrica et de Levoča en sont une preuve supplémentaire.

³ Čaplovič, J.: *Bibliografia tlačí vydaných na Slovensku do roku 1700*, I-II, Martin 1972–1975.

On peut aussi supposer que devait exister une énorme concurrence internationale ne permettant pas aux imprimeurs ou au relieurs locaux de sortir de la moyenne (médocrité) et d'imprimer et d'éditer de vrais produits exigeants, comme les bibles, quoique qu'il n'y ait sûrement pas eu ici de problèmes de débit pour ce type de littérature livresque plus exigeant, ce que nous montre justement la structure des bibliothèques des bourgeois des villes, qui possèdent toute une bible⁴.

La censure jouait-elle un rôle quelconque dans cet état de choses ? Sans entrer dans une discussion théorique sur la censure, ni sur une définition de la censure du livre, rappelons que l'on distingue en général deux systèmes différents: la censure préventive et la censure répressive. La censure préventive doit empêcher l'action d'écrits jugés indésirables en contrôlant ces ouvrages avant leur publication. Le manuscrit doit être envoyé à un organe de censure pour approbation. La censure répressive décide de l'interdiction ou de la permission à donner à un texte déjà imprimé. On distingue entre censure d'Etat et censure ecclésiastique. Certains auteurs différencient encore censure et révision: celle-ci est alors une inspection des écrits importés de l'étranger, des imprimés dans les imprimeries et les librairies, sur les marchés et aux postes de douane, mais aussi la confiscation et la destruction des livres par le feu. Dans ce cas la révision devient synonyme de la censure répressive⁵. Les instruments classiques de contrôle du marché du livre sont, dans l'histoire de la censure, les privilèges accordés aux imprimeurs, l'approbation des manuscrits, le contrôle de l'importation des livres, les index de livres interdits, des mesures répressives contre les livres telles que le pilonnage et la liquidation matérielle, ou contre les auteurs, imprimeurs, distributeurs et possesseurs.

La censure prend donc de nombreuses formes et suit des buts multiples. Elle a en tous cas certainement limité les possibilités des imprimeurs et des éditeurs. Insistons sur le fait qu'elle se manifestait aussi en tentant d'empêcher les importations de livres de l'étranger, ce qui, en contre-partie aurait pu indirectement soutenir le développement d'une production imprimée locale. Dans ce cas, nous devrions en trouver un reflet dans la structure des bibliothèques urbaines privées. Or, dès le début du XVI^e siècle,

⁴ Čičaj, V.: „Bible v meštianskom prostredí stredného Slovenska v období novoveku“ (La bible dans le milieu de la bourgeoisie urbaine de Slovaquie centrale), in: *Studia Culturologica* 1, Bratislava 1996, pp. 9-26.

⁵ Kollárová, Ilona: *Cenzúra kníh v tereziánskej epoche* (La censure des livres sous Marie-Thérèse), Bratislava 1999, pp. 15-16.

commencent à se mettre en place de la part des autorités ecclésiastiques et gouvernementales des modalités d'intervention, certes presque toutes encore infructueuses, pour limiter, réguler, ou bien contrôler le livre imprimé, ce nouveau terrain de la circulation de l'information. On ne peut qu'être d'accord avec l'idée que l'introduction d'une censure ecclésiastique ou étatique était, jusqu'au milieu du XVII^e siècle, d'abord un problème d'organisation⁶. L'université jésuite de Trnava (Tyrnau, Nagyszombat), fondée en 1635, ne pouvait pas assumer le rôle de censeur principal parce que l'action des jésuites en Hongrie n'était pas codifiée juridiquement. Un tournant dans l'évolution de la censure intervint après le procès de Poszony (Bratislava, Presburg) de 1674, lorsque l'archevêque d'Ezstergom et primat de Hongrie, Nicolas Szelepcsényi (mort en 1685) confia la censure à un jésuite professeur de théologie et *polyhistor* Martin Szentiványi (1633–1705). Mais l'archevêque Szelepcsényi n'avait concédé ce mandat qu'en relation avec le soulèvement d'Imrich (Emericus) Thököly (1678–1683), et il s'agissait avant tout d'une mesure d'intimidation. Le père Szentiványi déposa auprès du souverain en 1688 une supplique par laquelle il demandait la confirmation de ses droits. Il les justifiait en argumentant qu'il se trouvait en Hongrie de très nombreux livres dangereux, qui s'importent et se vendent en grande quantité, alors qu'il n'existe encore aucune censure contrôlant l'édition et l'importation des livres. L'empereur Léopold I^{er}, le 4 mars 1688, confirma Martin Szentiványi dans les fonctions de censeur en Hongrie et envoya une circulaire à ce sujet aux villes et aux comitats⁷.

L'édit du pape Innocent XI, daté de 1679, mettant fin au conflit de compétence concernant la censure à Olomouc (Olmütz) en Moravie, eut des répercussions en Hongrie. L'archevêque d'Esztergom Georgius Széchényi (1592–1695) publia en 1693 un mandat qui confiait conjointement la censure à Martin Szentiványi, qui était alors le recteur de l'université jésuite de

⁶ Pour plus de détails sur la censure aux 17^e et 18^e siècles en Hongrie (donc aussi dans les régions de la Slovaquie actuelle), voir: Sashegyi, O.: „Az állami könyvcenzúra kezdetei Magyarországon (1673–1705)“ (Les débuts de la censure du livre en Hongrie), *Magyar könyvszemle* 84, 1968, pp. 1-12 ; id., « Az állami könyvcenzúra állandósulása Magyarországon (1706–1725) » (La stabilisation de la censure étatique du livre en Hongrie, 1706–1725), *Magyar könyvszemle* 85, 1969, pp. 321-338 ; id., « A helytartó tanács bekapcsolódása a cenzúrügyek intézésébe (1726–1730) » (Les interventions de la Lieutenance Royale dans les affaires de la censure, 1726–1730), *Magyar könyvszemle* 90, 1974, pp. 40-54.

⁷ Sashegyi, O.: « Az állami könyvcenzúra kezdetei Magyarországon (1673–1705) » (Les débuts de la censure du livre en Hongrie, 1673–1705), *Magyar könyvszemle* 84, 1968, p. 7.

Trnava, et au chapitre d'Esztergom. A partir de cette date, les évêques prenaient donc – ou plutôt reprenaient – le contrôle sur la censure. Ainsi se constituait, mais sans s'organiser, une censure dirigée par l'Eglise et non par le pouvoir royal. Martin Szentiványi n'était en effet censeur que de façon formelle. Du reste il séjourna alors longtemps à l'étranger, et de ce fait la censure ne fonctionna que par endroits et par intervalles de temps. La mort de Szentiványi en 1705 mit fin à cette étape de la censure en Hongrie⁸.

Des modifications intervinrent pendant le soulèvement de François II. Rákóczi (1703–1711). Les Mécontents obligèrent les jésuites à renoncer à l'exercice de la censure, malgré la résistance du clergé catholique, et mirent eux-mêmes en place le premier essai de censure centralisée avant les réformes de l'absolutisme éclairé. Ils constituèrent un sénat à Rožňava (en allemand Rosenau, en hongrois Rozsnyó), dans lequel deux membres répondaient de la censure. L'édit de François II Rákóczi ne permettant l'impression que d'oeuvres qui ne soient pas contraires à ses buts politiques date de ce temps. Les protestants mirent alors leur censure en conformité avec l'ordre de Rákóczi. Au synode de Ružomberok (Rosenberg, Rózahegy) de 1707, l'évêque luthérien Daniel Krman (1663–1740) dû nommer une commission de contrôle des livres de deux membres. L'un d'eux devait être un représentant des états de Hongrie. Le fils de Krman lui-même, Michal Krman, fut victime de cette censure. Lorsqu'il rentra en 1714 de Wittenberg, où il venait de faire ses études, l'officier (le « tricesimator ») du bureau du trentième de la ville de Skalica, chargé de percevoir la douane, confisqua tous ses livres. S'ensuivit une querelle qui dura trois ans, jusqu'en 1717, et parvint jusqu'au souverain⁹.

On peut dire que du point de vue de la censure, la production des imprimeurs, l'activité des libraires et des relieurs pouvait sembler en ordre, puisque la situation de conflit intérieur à cette époque la mettait partiellement sous contrôle. Ce n'était pas le cas, en revanche, des importations et de la distribution des livres venus de l'étranger. Leur quantité, leur variété, mais aussi la structure des bibliothèques privées urbaines de la Slovaquie actuelle à l'époque rendent impensable l'idée que seule la contrebande en aurait assuré le commerce. Il ne devait pas être facile de faire passer en

⁸ Idem, ibidem, p. 12.

⁹ Idem, ibidem, pp. 1-12; id., „Az állami könyvcenzúra államdósulása Magyarországon (1706–1725), *Magyar könyvszemle* 85, 1969, p. 324.

fraude un aussi grand nombre de livres, qu'existe ou non une censure stricte.

Pour pouvoir définir au mieux les relations entre les bibliothèques privées urbaines et la censure à l'époque moderne, il faudrait donc reconstituer les modalités du contrôle de l'importation des livres. En effet, c'est de l'étranger que provenaient les livres de ces bibliothèques, et il existait déjà alors des centres de saisie, où ils étaient censurés. Certes, cette forme de censure devait ou pouvait avoir une forte influence sur le contenu de nos bibliothèques. On trouve de nombreuses traces de tentatives de se débarrasser des livres importés. En 1700, on confisqua de la sorte 700 livres à Pavol (Pál) Gyöngyösi qui rentrait chez lui après ses études à l'étranger. Gyöngyösi protesta jusqu'auprès de l'ambassadeur d'Angleterre, qui intervint lui-même auprès de l'archevêque d'Ezstergom Leopold Kollonich (1631–1707). A la suite de quoi une partie de ses livres furent réellement rendus à Gyöngyösi, mais 130 d'entre eux furent brûlés à cause de la dangerosité de leur contenu. Ce Gyöngyösi fut bientôt condamné à mort à Košice (en allemand Kaschau, en hongrois Kassa), car il avait collé sur la colonne mariale de la ville un poème jugé blasphématoire¹⁰. D'autres cas documentent la confiscation des livres importés, par exemple une affaire de traduction calviniste de la bible qui eut alors un retentissement dans toute l'Europe. On en trouve cet écho dans le second volume du journal de voyage d'un membre de l'académie royale de Londres, Johannes Georg Keyssler en 1740¹¹:

Pendant les dernières années de guerre il était exceptionnel de pouvoir trouver quelques bibles dans un grand nombre de communautés ecclésiastiques. La ville de Debrecen, dont la majeure partie des habitants sont des Réformés, voulut donc faire imprimer à grands frais une édition de la bible. On l'imprima en Hollande en 1716; aussi, en 1716, envoya-t-on là-bas quelques personnes habiles pour en réviser les feuilles. Tout se déroula parfaitement bien, nonobstant le problème de faire passer le tirage en Hongrie sans que les jésuites ne l'apprennent et n'en informent la cour impériale. Un certain Alexander Rüschi, marchand réformé de Danzig, voulut bien se charger de cette tâche dangereuse, et il résolut d'introduire les volumes sous son nom, sous l'étiquette d'une quelque autre marchandise en Hongrie. Pendant que cela se préparait en secret, les jésuites y firent attention, l'apprirent et le firent savoir à la cour. 3000 exemplaires reliés se trou-

¹⁰ Sashegyi, O.: „Az állami könyvcenzúra kezdetei Magyarországon (1673–1705)“, op. cit., p. 11.

¹¹ *Johann Georg Keysslers Mitglieds der königl. Gross= Brittan Societät neueste Reise durch Teutschland, Böhmen, Ungarn, die Schweitz, Italien und Lothringen (...), Hannover 1740/41. I-III, pp. 1027-1028.*

vaient déjà à Dantzig, dont une partie était sur les routes entre la Pologne et la Hongrie. Quand ceux de Debrecen en apprirent la nouvelle, ils ordonnèrent de laisser les livres en Pologne, pour se donner le temps d'obtenir de quelque façon la permission de la cour, ce à quoi ils s'employèrent. Lorsqu'ils reçurent cette permission, le clergé catholique fit pression sur le souverain, afin qu'il l'annule. Les livres durent voyager jusqu'à Kassa (Košice) pour être visités par la censure, et [leurs accompagnateurs] furent soumis à l'interrogatoire de l'évêque d'Eger (Erlau). On leur dit que si la traduction s'accordait avec la Vulgate, les bibles leur seraient rendues; que sinon elles leur seraient pour toujours confisquées ou même seraient brûlées, pour ne pas diffuser l'hérésie en Hongrie. Les choses en sont restées là jusqu'à aujourd'hui. Les protestants de Hongrie et de Transylvanie n'ont point d'imprimeries. L'importation de leurs livres peut leur être interdite (...) ¹².

Malgré ces gestes de la censure contre l'importation de livres venant de l'étranger, nous n'avons encore jamais rencontré de cas où l'on aurait confisqué les marchandises d'un libraire. Il convient peut-être de restreindre ce propos, puisque le commerce du livre et sa distribution à l'époque qui nous occupe n'ont pas fait l'objet de recherches suffisantes, et forment même une vraie « tache blanche », inconnue, dans l'histoire de la culture du livre imprimé dans nos régions. Nous possédons par exemple une liste des livres que vendait le libraire de Breslau Dionysius Kramer en 1579, lorsqu'il mourut pendant un voyage d'affaires à Kremnica (Kremnitz). On y trouve surtout des livres de caractère religieux et une grande quantité de manuels scolaires, pour un total de 211 livres à peu près ¹³. La structure des bibliothèques urbaines privées à l'époque moderne montre que ni la censure de l'Eglise, ni la censure de l'Etat n'étaient alors capable d'arrêter efficacement les importations de livres indésirables.

Les habitants des villes de Haute-Hongrie, c'est-à-dire de la Slovaquie d'aujourd'hui, avaient adhéré dans une très forte proportion dès le début du XVI^e siècle à la Réforme luthérienne, à l'exception peut-être de Pozsony (Bratislava, Presburg) et de Trnava (Nagyszombat, Tyrnau). Ils demeurèrent fidèles à cette confession en dépit des pressions de la contre-réforme et de la recatholicisation. Ceci permet de comprendre leur orientation vers l'Allemagne protestante, d'autant plus forte d'ailleurs que les couches dominantes des communautés urbaines étaient composées de bourgeois d'origine allemande. Les liens culturels et éducationnels forts des « évangé-

¹² Voir l'article qu'István Monok consacre à cette affaire dans ce volume (note de l'éditrice).

¹³ Archives du district de Žiar nad Hronom (Štátny okresný archív), fond « Magistrát mesta Kremnice », Tomus I, fons 44, fasc. 1, n° 106.

listes » (des luthériens) de Slovaquie avec l'Allemagne déterminaient dans une large mesure la structure de leurs bibliothèques. Les index *librorum prohibitorum* étaient produits par l'Eglise catholique, et de la sorte tous les livres protestants se retrouvaient parmi les livres interdits. Sous cet angle, les bibliothèques des bourgeois de Haute-Hongrie ne pouvaient que sembler hérétiques. Une confrontation des index des livres prohibés avec les livres de ces collections privées est fort difficile ; elle exigerait beaucoup de temps et un travail d'équipe, qui tous les deux nous ont manqué. Nous avons donc seulement rapportés les titres des livres des inventaires de nos bibliothèques à plusieurs éditions de l'Index du Concile de Trente : celle d'Augsbourg en 1764 (*Sacrosanctum Concilium tridentinum...*), celle des papes Innocent XI (*Index librorum prohibitorum Innoc. XI., P. M. iussu editus. Usque ad Annum 1681*, Rome 1704), Benoît XIV. (*Index librorum prohibitorum sancissimi domini nostri Benedicti XIV. Pontificis maximi*, Roma 1764), Pie VII. (*Index librorum prohibitorum sanctissimi domini nostri PII SEPTIMI pontificis maximi ...*, Roma 1819), mais aussi à ceux de la commission impériale mise en place sous Marie-Thérèse (*Catalogus librorum a Commissione Caes. Reg. Aulica Prohibitorum*) de 1776, 1777, 1778 et 1780. Les oeuvres de tous les auteurs interdits, classés « hérétiques » et « archihérétiques », se retrouvent dans les bibliothèques urbaines privées.

La question des livres interdits (et donc de la censure) fut réglée dans son principe pour le clergé et les habitants catholiques de Hongrie par la mise en service de ces Index. Ce n'est pas le cas pour la censure protestante, qui demeure une question peu travaillée. Pourtant celle-ci existait, même si le terme « d'autocensure » serait parfois plus en adéquation avec certaines situations réelles. On la voit jouer par exemple à l'arrière-plan du conflit entre l'orthodoxie, les idées du piétisme et du flacianisme et les autres courants du luthéranisme. Les luttes internes au sein de l'Eglise luthérienne, mais certainement aussi au sein de l'Eglise catholique, avaient leur traduction dans les actes de la censure, et pouvaient ainsi se refléter dans les bibliothèques des bourgeois des villes. Cette question aurait besoin d'être analysée en détails.

Restent quelques points délicats, et en premier lieu la datation de ces bibliothèques. Nous sommes parfois incapables de déterminer quand elles se sont constituées, quand y entre un livre ni à partir de quand ce livre a pu devenir interdit. Il a pu arriver qu'un livre entre dans une bibliothèque avant d'être prohibé et d'être répertorié par un index, catholique, mais aussi

protestant. Autrement dit, la censure a pu ne jouer ici qu'un rôle insignifiant. Autre est la situation lorsque un livre déjà mis à l'index s'intègre à une bibliothèque en pleine connaissance de cause de son propriétaire.

Jusqu'à présent nous n'avons rencontré qu'un seul cas où l'inventaire d'une bibliothèque a été divisé en catégories sous l'influence de représentations de la censure. Le 5 mars 1687 se déroula sur la place de la ville de Prešov (en hongrois Eperjes) la première exécution publique des condamnés lors du célèbre procès qui suivit le soulèvement d'Imre Thököly, entré dans l'histoire sous le nom « d'abattoirs d'Eperjes ». Parmi les quatre premiers condamnés se trouvait un bourgeois de la ville, Žigmund (Sigismundus) Zimmermann, un riche marchand, qui faisait avec succès commerce avec l'Allemagne, la Hollande, la Turquie et les pays lointains de l'orient. Son activité politique pendant le soulèvement de Thököly lui valut d'être arrêté dans sa propre maison¹⁴. Ses biens furent confisqués moins d'une semaine après son exécution. L'inventaire de sa remarquable bibliothèque s'est conservé. Il fut établi le 11 mars 1687 par Matthias Medveczky, Elias Dägg et Michael Krämer¹⁵. Les livres interdits, considérés comme hérétiques, y sont spécifiés à part. L'inventaire répertorie 398 exemplaires classés en trois catégories. La première partie (*Sequitur consignatio Librorum in Bibliotheca dicti Sigismundi Zimmermann repertorum et quidem Autorum selectiorum*) contient 203 exemplaires. La seconde est réservée aux livres hérétiques (*Porro Libri potissime haeretici ibidem reperti sunt seqventes*), au nombre de 57. La dernière concerne un groupe de 118 exemplaires (*Insuper inferius specificati Libri in duabus Cistis reperti*). Les livres de Žigmund Zimmermann donnent un magnifique témoignage de la variété des intérêts de leur propriétaire.

Le groupe des livres désignés comme hérétiques retient l'attention. L'inventaire avait été rédigé, comme nous l'avons déjà dit, par une commission de trois membres, parmi lesquels se trouvait Matthias Medveczky qui avait rempli après 1672 la fonction de procureur royal du comitat de Saros (Comitatus Sarosiensis), et avait siégé entre 1674 et 1681 au sénat d'Eperjes (Prešov). A partir de 1687 il fut aussi le juge (Richter) de cette ville. On peut supposer qu'il avait déjà pu comme procureur royal d'un comitat rencontrer

¹⁴ Kónya, P., *Prešovský krvavý súd z roku 1687* (Le tribunal sanglant d'Eperjes en 1687), Prešov 2001, pp. 93-95.

¹⁵ G. Farkas, A. Varga, T. Katona, M. Latzkovitz, *Magyarországi magánkönyvtárak* (Les inventaires privés de livres en Hongrie), II. 1588-1721). Szeged 1992, n° 36, pp. 118-128.

dans l'exercice de ses fonctions des cas de censure du livre¹⁶. Parmi les livres hérétiques figuraient d'abord des éditions luthériennes des Écritures saintes : une bible à la langue non spécifiée, un Nouveau Testament en grec et en latin, un psautier en polonais (*Biblia majusculi voluminis, Testamentum Novum Graeco Latinum, Psalterium davidicum Polonice*). Les postilles et les prédications de divers théologiens luthériens formaient un assez grand groupe de 29 titres (par exemple : *Postilla Germanica Lutherana, Postilla alia Lutherana, Finckij Postilla, Mengrij Postilla, Weisenburg Postilla, Polionis Conciones Lutheranae, Habermanni precationes Lutheranae, Liber precationum Lutheranus*). Venaient ensuite la polémique (*Finckij Controversiae*), les catéchismes (*Dieterichs Summaria Kinder Postil dicta Germanice, Dieterici Institutiones Catecheticae Lutheranae*), les recueils de cantiques (*Cancionale*) et les livres de prières (*Arndij hortulus Paradisi*). D'une façon assez surprenante, on trouve ensuite parmi les ouvrages hérétiques des grammaires françaises et italiennes (*Grammatica Gallica, Grammatica Italice*), des collections de proverbes (*Proverbia*), des prosodies (*Prosodia*), des manuels de rhétorique et d'éloquence (*Institutiones Oratoriae, Institutiones Rhetoricae*) dont l'auteur était Conrad Dieterich. Les membres de la commission d'Eperjes/ Prešov ont perçu comme littérature hérétique des œuvres de Matthias Corvin (*Fons latinitatis, Medullae latinitatis Ungarice et latine*), le manuel de Bucler *De conscribendis epistolis*, et les *Epitheta poetica*. Est-ce par erreur qu'ils classent aussi sous cette rubrique les *Politicae opuscula* de Juste Lipse, qui figurent déjà dans la partie précédente de l'inventaire réservée aux livres qui ne furent pas tenus pour hérétiques, dans des éditions latine et hongroise (*Lipsij Politica Hungarice, Lipsij Politica Latine*), avec l'*Arithmetica* de Bern, une *Comedia Eperiessensis Anni 1651* qui nous reste inconnue, et une œuvre de Martin Opitz (*Opitij Poemata Germanice*).

Les rapports entre la censure et les bibliothèques privées urbaines à l'époque moderne sont donc une question difficile, que l'on peut aborder sous différents axes. La recherche commence, et là où il faudrait pouvoir disposer d'analyses approfondies, nous n'avons pour l'instant que des tendances. Aussi l'idée de rassembler un état des lieux des connaissances et des lacunes m'apparaît-elle comme une impulsion encourageant les chercheurs à reprendre cette direction de l'histoire du livre quelque peu négligée en Europe centrale.

(Traduit du slovaque par Marie-Elizabeth Ducreux)

¹⁶ Kónay, P., op. cit., p. 94.

Lutherische Buchzensur in Siebenbürgen um 1700: Der Fall Christoph Nicolaus Voigt

Attila Verók

Die Vorgeschichte unseres Themas liegt darin, daß das Material eines im Jahre 1714 geführten Prozesses¹ vor einigen Jahren im Ungarischen Nationalarchiv zum Vorschein gekommen ist. Das Protokoll des Prozesses enthält die Titel und Kritiken einiger verbotener Bücher. Aus diesem Dokument und den dazu gehörenden Briefen wird ersichtlich, auf welche Art und Weise die evangelische Kirche in Siebenbürgen versucht hat, ihre Gläubigen bei der lutherischen Orthodoxie zu halten und die Ausbreitung bzw. die destruktive Wirkung von „Irrlehren“ wie dem Pietismus, der eine freiere, individuelle Religiosität verkündete, zu verhindern. Der Prozeß gibt uns die Gelegenheit, einen Blick in das Programm der evangelischen Kirche in Siebenbürgen zu werfen, das die Gläubigen, Bücher und Ideologien unter Kontrolle halten sollte.

Die Geschichte begann im August 1711 in Wien, wo sich Christoph Voigt aus Halle mit den zwei neu gewählten Vorstehern der Siebenbürger Sachsen traf. Es handelte sich um den Comes der Sachsen in Siebenbürgen Andreas Teutsch² und den Hermannstädter Bürgermeister Johann Hossmann von Rothenfels³. Für Teutsch ergab sich die günstige Gelegenheit, neben dem neu ernannten Rektor der Hermannstädter Schule Martin Obel einen anderen Gelehrten auf die Professur nach Hermannstadt zu berufen,

¹ Unter der Signatur: B 2 Acta Generalia 1714/111.

² Andreas Teutsch war Bürgermeister in Hermannstadt zwischen 1704 und 1710. Später (1711–1730) war er als Comes der Siebenbürger Sachsen tätig. Als weltlicher Vorsteher der sächsischen Universität entfaltete er eine groß angelegte Reformtätigkeit zur Förderung der Bildung und Kultur der Siebenbürger Sachsen. Obwohl er auf den Universitäten in Wittenberg und Utrecht studiert hatte, war er als wichtigster Unterstützer der Pietisten in Siebenbürgen bekannt und wurde deswegen von der lutherischen Orthodoxie stark angegriffen. Dennoch behielt er seine führende Position bis zum Ende seines Lebens.

³ Johann Hossmann von Rothenfels vertrat die Siebenbürger Sachsen beim Hof in Wien bis 1710. Ab diesem Jahr hat er von Andreas Teutsch den Hermannstädter Bürgermeisterposten übernommen, den er bis zu seinem Tode im Oktober 1716 inne hatte.

denn die Sachsen wollten das rückständige Gymnasium nach dem Muster des Halleschen Schulsystems umorganisieren. Voigt nahm die Einladung an, und mit Johann Baptist Habermann aus Deutschland begann Anfang 1712 in Hermannstadt (Nagyszeben, Sibiu) der Unterricht.⁴ Sein Ziel war es,

„die Jugend drinnen im Land nicht allein in Classicis sondern auch sublimioris studiis zu unsres Allergnäd(igsten) Landesfürsten und des Publici Dienst zu perfectionieren und dieselbe inskünftig nicht in solcher Menge und mithin nicht soviel Geld aus diesem kais(erlichen) Erblande in die Fremde zu schicken“.⁵

Es gelang, das Gymnasium, das zu einer höheren Lehranstalt gemacht werden sollte, zu verbessern und die Schülerzahlen zu erhöhen. Die Umgestaltung der Druckerei und die Einrichtung einer Buchhandlung trugen dazu bei.⁶ Da machte plötzlich eine Klage über den grassierenden Pietismus der Sache ein rasches Ende. Georg Haner, damals Pfarrer in Groß-Schenk (Nagysink, Cincu) war beunruhigt über das, was er über die Hermannstädter Lehrer hörte. Wahrscheinlich auch aufgrund der Instruktionen des neuen, den Pietismus ablehnenden Superintendenten Lucas Graffius schrieb er einen warnenden Brief an den Comes Teutsch und beschwerte sich, daß der Rektor von der Augsburger Konfession abweiche und den Geistlichen vorwerfe, viele verstünden nicht, ein frommes Leben zu führen. Der Hermannstädter Stadtpfarrer hielt die Angelegenheit für ernst genug, sie zu untersuchen, fand aber alles in Ordnung, und Haner wurde energisch abgewiesen. Es zog allerdings keine Ruhe ein, da sich wider Erwarten der Kommandierende, Graf Steinvile, einmischte. Er erklärte, die drei Hermannstädter Lehrer Obel, Voigt und Habermann in schwerem Verdacht „ob deme Pietismo“ zu haben, und werde „Red und Antwort fordern“.

⁴ Hermann Pitters: „Comes Andreas Teutsch. Ein sächsischer Pietist am Anfang des 18. Jahrhunderts“. In: *Kirche im Osten. Studien zur osteuropäischen Kirchengeschichte und Kirchenkunde*. In Verbindung mit dem Ostkircheninstitut hrsg. von Robert Stupperich. Bd. 17. Göttingen 1971. S. 90, 113-114.; Stefan Sienerth: „Pietismus in Siebenbürgen. Die Briefe des Sachsenkomes Andreas Teutsch an August Hermann Francke“. In: *Deutsch Sprache und Literatur in Südosteuropa – Archivierung und Dokumentation*. Beiträge der Tübinger Fachtagung vom 25.-27. Juni 1992. Hrsg. von Anton Schwob und Horst Fassel. München 1996, S. 223, 233-235.

⁵ Friedrich Teutsch: *Geschichte der ev. Kirche in Siebenbürgen*. 2. Bd. 1700–1917. Hermannstadt 1922. S. 77 (im folgenden: Teutsch).

⁶ Friedrich Teutsch: „Geschichte des ev. Gymnasiums A. B. in Hermannstadt“. In: *Archiv des Vereins für Siebenbürgische Landeskunde* 17. Jg., 1923, S. 79 (im folgenden: Teutsch, Archiv).

Die Bestürzung in der Gemeinde war groß; sie wußte, was in solchen Fällen auf dem Spiel stand. Das Ende der Angelegenheit besiegelte ein am 21. September 1713 zusammentretendes, aus geistlichen und weltlichen Personen bestehenden Gericht⁷, das die drei Lehrer anklagte und ihnen vorwarf:

- „1. daß sie zu Halle studieret, woselbst sie viele irrige Lehren eingesogen welche sie auch allhier zu propagieren sucheten;
2. daß der H. Professor [Voigt] ob suspicionem Pietismi [wegen seines Pietismus] von seiner Funktion in Schlesien wäre amoviret worden;
3. daß sie die Leute zu einem stetigen Beten anhielten; woraus folgen würde, daß sie die Arbeit würden liegen lassen;
4. es würde ihnen als Frembden mehr Höfflichkeit erzeiget als den Einheimischen;
5. Hr. Obel hätte ärgerliche Manieren zu predigen, u. a. hohlete die Seufftzer zu tief;
6. in denen Bibeln, so sie hätten bringen lassen, wären viele Loca parallela, die vor die Layen nichts taugten.“⁸

Der letzte Punkt verlangt eine Erklärung, wie man die Zensurämter in Wien und Oberungarn umgehen konnte. Das noch in früheren Jahren ausgebaute Verbindungsnetz in Schlesien konnte August Hermann Francke⁹ für die Versorgung mit Büchern in Siebenbürgen nutzen. Durch Schlesien und Oberungarn konnte man den Zensurämtern in Wien – und mit etwas Glück – in Oberungarn ausweichen. Wir verfügen über Angaben¹⁰, die beweisen, daß es eine planmäßig ausgebaute Transportstraße für Bücher auf diesem Gebiet gab. Durch diese Kanäle wurden Siebenbürgen und Oberungarn mit Büchern versorgt.¹¹

⁷ „... das aus folgenden Mitgliedern bestand: dem Hermannstädter Dechanten und Stadtpfarrer J. Klein, M. Lang, Stadtpfarrer von Mühlbach, J. Ziegler, Pfarrer in Heltau und Syndikus des Hermannstädter Kapitels, aus den Weltlichen: Komes Teutsch, Bürgermeister Hoßmann, Stuhlrichter Schmied und Scharffenbach, G. Werder, Kirchenvater von Hermannstadt und M. Lang, Bürgermeister von Reps.“ Teutsch, S. 79.

⁸ Teutsch, Archiv, S. 80.

⁹ Über seine Tätigkeit auf diesem Gebiet vgl. Richard Kammel: „August Hermann Franckes Tätigkeit für die Diaspora des Ostens“. In: *Die evangelische Diaspora*. Zeitschrift des Gustav Adolf-Vereins, 20 (1938) Heft 5, S. 312-351; derselbe: „August Hermann Franckes Auslandsarbeit in Südosteuropa“. In: *Auslanddeutschtum und evangelische Kirche*. Jahrbuch 1939. Hrsg. von Dr. Ernst Schubert. München. S. 121-203.

¹⁰ Herbert Patzelt: *Der Pietismus in Teschener Schlesien 1709–1730*. Göttingen, 1969. S. 87.

¹¹ Nach welcher Größenordnung fand der Transport der Bücher statt, dazu zitiere ich ein Beispiel aus einem Brief von Voigt: „Hiermit habe denenselben nur berichten sol-

Die Beschuldigten wurden vorgeladen und sollten sich rechtfertigen. Voigt wies nach, daß er allerdings in Halle studiert habe, aber in erster Linie die orientalischen Sprachen, er habe auch theologische Vorlesungen besucht und vor allem historische und philosophische Bücher gelesen. Bibliotheken habe er, vor allem wegen der historischen Studien, viele besucht, Umgang mit Gelehrten aller Art gepflegt, nicht nur an einem Ort, den Halleschen Theologen sei er nicht mehr zugetan, wie die christliche Liebe und der rechte Glaube der evangelischen Kirche gestatte. Im übrigen sei er seit vielen Jahren von der Akademie fort und im öffentlichen Dienst.

Obel hatte in Leipzig und Jena Theologie und Philosophie studiert und schloß sich in seinem Urteil demjenigen Voigts über die Professoren in Halle an. Habermann hatte in Jena und Altorf studiert, war dann mit Studenten, die ihm anvertraut worden waren, nach Halle, später nach Wien gegangen. Seine Beziehungen zu Halle seien nicht anders als die Voigts.

Alle drei erklärten, der Verkehr mit Halle sei kein häufiger gewesen, habe sich auch nicht auf die theologischen Streitigkeiten bezogen, am allerwenigsten auf die neueren, denen sie ganz fern stünden. Bücher, die den Sitten oder der öffentlichen Ruhe schädlich sein könnten, hätten sie nie verbreitet, die Halleschen Schriften, die sie eingeführt hatten, kämen ihnen unverdächtig vor. Im übrigen seien alle eingeführten Bücher vor dem Verkauf den Vorgesetzten stets vorgelegt und der Zensur unterzogen worden. Niemals hätten sie Autoren aus Halle anderen vorgezogen. Voigt benützte in seinen Vorlesungen die symbolischen Bücher, Luther, Chemnitz, Gerhard, Quenstedt, Carpzov, Scherzer, Bachmann. Der Rektor erkläre in der Theologie König und empfehle keine anderen Schriften. In der Philosophie legten sie die Grundbegriffe klar dar und wählten dann aus den Philosophen das Beste aus, das zur Wahrheit führen könne. So werde es fast in ganz Europa gehalten. Ehrenhafte Männer verehrten sie bescheiden und hielten ihre Schüler zu gleichem an. „Was aus jugendlicher Unklugheit

len, wie ich kürzlich an dieselben ein Packet, darinnen 40 Neue Testamente sind, empfangen habe, welche mir H. Chrischau zugesendet, daß ich sie nur weiter möchte befördern. Nach Proportion der Fracht habe dem Criecken und Kaufmann für dieses Pacquetchen zahlen müssen 4 fr. Es wiegt über 1/4 Cent. und der Centner kommt mich von Halle bis hier zur Stelle über 16 fr. Sie belieben deswegen nur Ordre zu stellen, wie es übersendet werden könne. Ich habe davon auch gegen 500 empfangen, und wird hinfüro das Stück für 10 G. verkauft werden. Womit Dieselben göttlicher Gnade empfehle etc.“
Aus dem Tagebuch des Simon Christophori alias Gaitzer. Ed. Julius Gross. Kronstadt, 1917. S. 102.

bisweilen von einigen gefehlt werde, sollte nicht gleich den Lehrern zur Last gelegt werden, sondern von diesen in Ordnung gebracht werden.“¹²

Nun wurden die Beschuldigten einer Prüfung der Glaubensartikel unterworfen. Da diese durchaus zur Zufriedenheit ausfiel, wurde den Dreien der Eid abgenommen, in dem sie die volle Zustimmung zum evangelischen Glauben erklärten, wie er in der Heiligen Schrift, in den ersten Bekenntnissen, in der Augsburger Konfession, in den symbolischen Büchern enthalten sei. Da sie sich verpflichteten, ihr Amt getreulich zu verwalten und alles zu vermeiden, was Streit und Verwirrung hervorrufen könne, wurden sie schließlich von jedem Verdacht und jeder Anklage freigesprochen.

Aber die Geschichte endet hier noch nicht. Graf Steinville forderte vom Magistrat die Vertreibung der drei Lehrer aus dem Reich. Teutsch und seine einflußreichen Freunde versuchten die Professoren zu retten, aber sie waren gegen den katholischen kaiserlichen General machtlos. Voigt ging wieder nach Wien¹³, über das weitere Schicksal von Habermann weiß man nichts. Obel durfte, weil er in Siebenbürgen geboren wurde, im Land bleiben und wurde ab 1715 Pfarrer in Dobring.

Nun zu den Büchern, die die Beschuldigten hereingebracht hatten. Auch sie wurden der Untersuchung unterzogen. Ein Verzeichnis mußte zur höheren Zensur nach Wien geschickt werden, die Bücher selbst hielt der Zolleinnehmer unter Verschuß; der Synode, die sich ein Urteil darüber bil-

¹² Aus dem lateinischen Protokoll des Prozesses übersetzter Text von Teutsch. Teutsch, S. 80-81.

¹³ Die Vertreibung Voigts aus Hermannstadt hatte übrigens ein interessantes Nachspiel, von dem die Zeitgenossen hier wohl nichts gewußt haben. Jene Ausweisung war durch eine Anzeige Halles auch in Berlin bekannt geworden, und der König von Preußen wandte sich (5. Mai 1714) an den Kaiser in Wien: Voigt sei, weil er in Halle studiert habe, und wegen des Pietismus Anstiften einiger unruhiger evangelischer Prediger vertrieben worden und seine Gegner gingen darauf aus, es solle niemand nach Halle zum Studium gehen dürfen und niemand angestellt werden dürfen, der dort studiert habe. Aber es sei durch eine Untersuchung festgestellt, daß der Argwohn und die Beschuldigung falscher Lehren, die gegen Halle erhoben würden, unbegründet sei. Es gebe keinen Pietismus im Sinn einer Sekte, deren Lehre von den zugelassenen Religionen abweiche, es sei das vielmehr ein neidisches und ganz ungegründetes Vorgeben einiger zänkischer Theologen, vornehmlich Wittenbergs, durch die auch die Hermannstädter Prediger gegen Voigt und seine Kollegen erregt worden seien. Der Kaiser möge den parteiischen Leuten kein Gehör schenken und den Besuch Halles gestatten, da dessen Studierende, „die nebst der unverfälschten guten Werken zu befördern suchen, sich besser betragen als die, welche unter dem Vorwand der lutherischen Orthodoxie nur allerlei Religionsgezänke zu erregen geneigt sind“. Vgl. den Brief in der Marienbibliothek in Halle unter der Signatur Kaps. 27. Fasc. 23.

den wollte, wurden sie nicht vorgelegt. Eine Kommission unter dem Vorsitz des Bischofs erhielt sie endlich und gab am 6. März 1714 ihr Urteil ab. Besonderen Anstoß hatten die folgenden Bücher erregt:

1. Die Cansteinische Bibelausgabe (Halle 1713) in 248 Exemplaren eingeführt, sie wurde für unverdächtig erklärt.¹⁴
2. Biblia pentapla 1711, schien geeignet, dem Naturalismus, Indifferentismus und Fanatismus den Weg zu bereiten.¹⁵
3. Speners Predigten. Da das Buch selbst nicht vorlag, konnte kein Urteil abgegeben werden, vom Verfasser aber erklärten sie zu wissen, daß er ein unvergleichlicher und außerordentlich frommer Mann gewesen.¹⁶
4. Einige Abhandlungen Arnolds. Vom Verfasser wisse man, daß er viele falsche Lehren verbreitet habe.¹⁷
5. Einige Schriften Joachim Langes wurden als heterodox erklärt.¹⁸
6. Ein Büchlein Franckes gegen Franz Mayer.¹⁹
7. Johann Amos Comenius, Geschichte der böhmischen Brüder wurde ausgeschieden als nicht hierher gehörig, da es die Reformierten angehe.²⁰
8. Lysius Synopsis enthalte Heterodoxien²¹ und
9. Excitatorum pastorum, eine Übersetzung aus dem Englischen, respektive Holländischen enthalte allerlei Neuerungen²², dagegen
10. Köpkenius sei als Gegner der Augsburger Konfession bekannt.²³

Diese verdächtigen Bücher mußten nach Wien geleitet werden.²⁴ Die übrigen im Katalog verzeichneten Bücher erschienen unverdächtig.²⁵ Es lagen

¹⁴ Siehe den Titel 1 im Fasciculus 4.

¹⁵ Siehe den Titel 8 im Fasciculus 1 und den Titel 4 im Fasciculus 5.

¹⁶ Siehe die Titel 2, 5, 7, 8, 10 und 22 im Fasciculus 5.

¹⁷ Siehe die Titel 4, 5 und 11 im Fasciculus 1, die Titel 21 und 28 im Fasciculus 5.

¹⁸ Siehe die Titel 2 und 9 im Fasciculus 1 und den Titel 20 im Fasciculus 5.

¹⁹ Siehe den Titel 23 im Fasciculus 5.

²⁰ Siehe den Titel 3 im Fasciculus 1.

²¹ Siehe den Titel 26 im Fasciculus 5 und den Titel 20 im Fasciculus 7.

²² Siehe den Titel 1 im Fasciculus 1.

²³ Siehe den Titel 6 im Fasciculus 7.

²⁴ Hermann Jekeli: *Bischof Lukas Graffius im Kampfe mit dem Pietismus*. Hermannstadt 1922. S. 208. Weitere Folgen hatte die Angelegenheit nicht, vielleicht half auch das erwähnte Schreiben Friedrich Wilhelms I. geholfen, das im Mai 1714 von Berlin nach Wien abging.

²⁵ Friedrich Teutsch: „Zur Geschichte des deutschen Buchhandels in Siebenbürgen.“ I. bis III. In *Archiv zur Geschichte des deutschen Buchhandels*. Leipzig XV (1892), S. 3.

im Ganzen acht Ballen Bücher vor, über die die Kommission²⁶ zu urteilen hatte. Als sie dem Gubernium das ausführliche Gutachten vorlegte, gab sie der Zuversicht Ausdruck, daß nicht etwa die ungewöhnliche Art dieser Zensur zum Anlaß genommen werde, die freie Einfuhr der Bücher in Zukunft zu beschränken und hoffte, daß die bisherige Freiheit auch weiterhin für alle Konfessionen aufrecht erhalten werde. Das hinderte aber die Synode nicht, und im Bestreben, die Reinheit der lutherischen Lehre zu wahren, beschloß sie 1712, es dürfe hinfort kein Buch ohne Zensur der Vorgesetzten erscheinen, was von der Regierung wenig später (1728) allgemein angeordnet wurde²⁷, und zwar explizit als Kampfmittel gegen den Protestantismus.²⁸

Abschließend die Frage: Warum war die Zensur unter den evangelischen Sachsen in Siebenbürgen so stark, daß einige Personen wegen verdächtiger pietistischer Bücher vertrieben wurden? Die Calvinisten dagegen benutzten die Bücher der Pietisten und fanden sie keineswegs verdächtig. Was ist der Unterschied zwischen den beiden Konfessionen in Siebenbürgen? Eine mögliche Antwort soll versucht werden: Die Siebenbürger Sachsen evangelischer Konfession wollten ihre Einheit und Separation von den anderen Nationen bewahren und beschützen. Daher strebten sie nach einer hermetischen Isolierung der siebenbürgisch-sächsischen Universität, weil sie das Eindringen neuer Ideologien, geistliche und geistige bzw. kulturelle Eingriffe fürchteten, während die anderen Nationen und Konfessionen in Siebenbürgen für solche Impulse empfänglich waren.

²⁶ Sie bestand aus dem Bischof, dem Heltauer Pfarrer Ziegler, dem Schäßburger Stadtpfarrer Melas, dem Mediascher Stadtpfarrer Haner, dem Reußmärkter Pfarrer Hutter, dem Urweger Pfarrer Baußner, dem Neudorfer Pfarrer Johann Hennig Essenius und dem Schaafer Pfarrer Roth. Teutsch, 83.

²⁷ Das alte und neue Kronstadt von George Mich. Gottl. v. Herrmann, k. Rath. Ein Beitrag zur Geschichte Siebenbürgens im 18. Jahrh. bearbeitet von O. v. Meltzl. Hermannstadt 1883. S. 152.

²⁸ Vgl. Hermann Jekeli: Quellen zur Geschichte des Pietismus in Siebenbürgen. Mediasch 1922.

Catalogus Librorum, ex Academiis Superum, allatorum, Germanico, et Latino Idiomate impressorum, per Nos, ab Excelso Regis Principali Gubernio ad id Specialiter exmissos, fideliter Conscriptorum et registratorum!

1. Excitatorium Pastorum, Seu Purificatio Filiorum Levi, impressa Halae. Anno 1711, in 3bus Exemplaribus.
2. Genuinae Relationes contra Innocentes /sic dictas:/ Relationes Ioachimi Langii pars nona, impressae Lipsiae. Anno 1713., in duobus Exemplaribus.
3. Joh(ann) Amos. Commenij Fratrum Boemorum, et ordo, Seu disciplina Ecclesiastica item Excitatorium universale impressa Halae. Anno 1702. Latine.
4. Gotfriedi Arnoldi Confessio de resignatione. Seu Professoratus. Francofurti, et Lipsiae. Impressa. d 900
5. Ejusdem Authoris Informationes pro aegrotis, et moriundis, impressae in Berlin, Anno 1711. in quatuor Exemplaribus.
6. Gratiola Dei Visitatio, G. A. authore. 1713.
7. Cardinalis a Bona, via Compendii ad Deum, Coloniae Agrippinae impress(ae) 1674. latine.
8. Biblia Pentapla, Seu versiones Cathol(icorum) Luther(anorum) Reform(atorum) Iudaeorum. Holland(icarum) in Anno 1711.
9. Facies Regni Crucis Christi in Sua Innocentia, Ioachimi Langij, impressa Halae, Anno 1713. In duobus Exemplaribus.
10. Thomae Kempis de imitando Christo, impressa Francofurti, 1707. latine.
11. Divinae Sophiae misteria Arnoldi Gotfridi. impressa Lipsiae. 1706.
12. Scintillae amoris Divini, ab eodem Authore. 1700.
13. Cathalogus universalis librorum Autumnalium, Nundinarum Lipsiensium; et Francofurtensium pro Anno 1713.

Fasciculus 2. in una Cistula.

1. Libri sex Cantionum et Precationum.

Fasciculus 3.

1. Ioannis Jacobi Bauller Concionum liber impressus. Ulmae 1692.
2. Ejusdem Authoris, Credenda, Seu Articuli fidei. Ulmae 1692.
3. Conradi Dieterici Cathecetica Institutiones, in duobus Exemplaribus Lipsiae.
4. Novum Testamentum cum versione Latina Ariae Montani. Gothae 1710.
5. M. Ioannis Friderici Koeberi Grammatica Graeca Harmonica, Gotio Velleriana, in Tribus Exemplaribus, impress(ae), Lipsiae. Anno 1701.
6. M. Nicolai Türmann Contiones in Tristatos et Consolatos. Filios Dei, Lips(iae) 1708.

7. D. Conradi Meil Conciones, in omnes Solemnitates et festes dies. Francofurt(i) 1713.
8. Friderici Lankisch Concordantiae Bibliorum, Germanico-Haebraico, Graecae 1705 Lipsiae et Francofurti prostant.

Fasciculus. 4 in una arca minorj.

1. Biblia Germanica, Secundum versionem Lutheri, cum praefatione Baronis Caroli, Hildebrandi de Canstein, in 16. voluminibus, Halae apud Orphanos. 1713, in octavo majori.

Fasciculus. 5. in arca majori.

1. Conciones Funebrales. Johann(is) Benedicti Carpzovii 4ta Pars. Lipsiae 1707.
2. Philippi Jacobi Spener Doctoris, Conciones de Passione Christi. Francofurt(i) 1709.
3. Joannis Kichlingers Conciones pro festis diebus. Hannover 1708.
4. Pentapla, Seu V(etus) Testamentum juxta versiones 5. Cathol(icorum) Luth(eranorum) Refor(atorum) Judaeorum. Holland(icarum) 1712.
5. Jacobi Spener Concordantia cum Confessione Augustana. Francofurt(i) 1696.
6. Biblia Germanica Secundum versionem Lutheri, cum praefatione itidem(!) Baronis Carolis Hildebrandi, in voluminibus 128 in 8^{vo} majori. Halae. 1713.
7. Defensio aeternae Deitatis Christi a Jacobo Spener. Francof(urti) 1706.
8. Jacobi Spener, Conciones in Evangelia. numero 2 Francof(urti) 1710.
9. Carpzovii Conciones. Funebrales 6tae Partis. Lipsiae 1697.
10. Jacobi Speneri Conciones in Evangelia. Francof(urti) 1707.
11. Carpzovii Conciones Funebrales. 2dae Partis. Lipsiae 1698.
12. Nicolai Gürthleri Lexicon 4. Lingvarum, Latinae, Graecae, Germa(nicae), Gallicae Basil(eae) 1702 in Volum(inibus)
13. Jacobi Dentezleri Clavis linguae latinae. Basil(eae) 1706.
14. Frisii Dictionarium Latino-Germanicum numero 2. Tiguri.
15. Andreae Hoffmanni Lexicon Trilingve, Latinum, Graecum, German(icum). Lipsiae 1708.
16. Gotholdi 400 Devotiones. Lipsiae 1706.
17. Joannis Zurisfeld hortus Caelestis numero 2. Mitau 1710.
18. Nicolai Haass meditationes de passione Christi numero 2. Görlittcz. 1707.
19. Liber Pre(d)i(c)atorum numero 2. Francof(urti) 1704.
20. Joachimi Langij medicina mentis. numero 2. Berolini 1708.
21. Arnoldi Gotfridi Figura Spiritualis alicujus Evangelici Ministri. Halae. 1704.
22. Jacobi Speneri vera Relatio; quod in Germania de Pietismo dicitur. Francof(urti) 1710.

23. Augusti Hermanni Franckii Fundamentalis defensio contra injustas accusationem, Joh(annis) Frideri Mayerii. Halae 1707.
24. Novum Testamentum Graecum numero 5. Lipsiae 1709.
25. Item: Novum Testamentum Graecum, Georgij Priczii. Lipsiae 1709.
26. D. Henrici Lysij Synopsis Controversiarum. Halae 1712.
27. A. Arnoldi aedificatio recta fundatae Scholae. numero 3. Lipsiae 1711.
28. Gotfridi Arnoldi via directissima per Christum ad Deum numero 2. Francofurti 1700.
29. Christophori Cellarij Curae de barbarismo, et Idiotismis Latinae linguae. Genuae 1709.
30. Licentiati Joann(is) Güntherj Spiritualis cura aegretantium. Lipsiae 1708.

Fasciculus. 6.

1. Biblia Germanica Similia prioribus numero 48. Halae apud Orphanos. 1713.
2. Coacta defensio ad Innocentes Relationes, ab amatore quodam Innocentiae numero 4. Halae 1710.
3. Fundamentalis Responsio ad indebitam Censuram Domus orphanorum, a quodam Amico ejusdem Domus Conscripta. numero 2. Halae 1709. 1710.
4. Relationes hebdomadales rerum memorabilium pro Annis 1709. (17)10. (17)11. (17)12.
5. Exercitatio Theologico Moralis exegetica de genuino Principio Actionum Christianarum Praeside Paulo Antonio. Halae.
6. Dissertatio Philologica de Historia Linguae Arabicae. Halae.
7. Philosophia manuscripta nullo Specificatio Authore. Halae.
8. Atlas minor.
9. Acta eruditorum publicata Lipsia in Exemplar(ibus) 2. 1709.
10. Conciones Super funus Margarethae cujusdam. Berlin Exempl(aribus) 2.

Fasciculus. 7.

1. Henrici Ludolphi Benthems Status Ecclesiarum et Scholarum Hollandicarum. Francofurti 1698.
2. Pomponii Mela libri tres, de Scitu orbis. Lugduni Batav(or)um 1696.
3. Jacobi Augusti Thuami historiarum Seu temporis. Pars 1. Tomus 2. et 3. Pars 2. Tomus 4. Pars 3. Tomus 4. 6. 7. 8. Pars 4. Tomus. 3. et 4. Item Ejusdem historiarum libri 8. In summa Volumina 10.
4. Q. Aurelii Simmachi Epistolarum libri decem. Francofurti 1642.
5. Andreae Jacqueti Elementa Geometriae. Amstellod(ami) 1701.
6. Balthasaris Köpken Sapientia Dei, in mysterio Crucis Christi. Halae 1700.
7. Biblia Germanica in 8^{vo} majori similia prioribus numero 50. Halae 1713.
8. Publii Terentii Comediae sex. Amstell(odami) 1681.

9. *Novum Testamentum Graecum*. Lipsiae 1709.
10. *Respublica Romana*. Lugdu(ni) Batav(orum) 1629.
11. *Cornelius Tacitus*. Amstell(odami) 1662.
12. *Parabola*, seu *Excerpta e Corpore Statutorum Universitatis Oxoniensis*. Oxoniae. 1691.
13. *Christophorii Cellarii Iudicium de vindicijs Latinae Lingvae*. Genae. 1707.
14. *Casparis Sagittarii Introductio in Historiam Ecclesiasticam*.
15. *Historia Saracenica Arabice et Latine Tomae Expenii*. Lugdun(i) Bat(avorum) 1625.
16. *Osculum coelestis charitatis*, Henrici Miller numero 2. Lipsiae et Francof(urti) 1704.
17. *Michaelis Neandri Graecae Lingvae Erotemata*. Basileae 1665.
18. *Ammianus Marcellinus Henrici et Adriani valaesiorum*. Lugduni 1693.
19. *Ioannis Alberti Fabricij bibliotheca Graeca*. Hamburg. 1705.
20. *Henrici Lisij Synopsis Controversiarum*. Halae. 1712.
21. *Johannes Coccaeus de Foedere et Testamento*. Francof(urti) 1703.
22. *Callimachi Cirenei Hymni*. Parisiis. 1705.
23. *Christiani Cortholti Tractatus Theologico-Historico-Philologicus*. Kiloni 1686.
24. *Laudationes funebres Vilhelmi Angliae Regis*. Lipsiae 1703.
25. *Thomae Schmithi de Republica Anglorum libri 3*. Lugdun(i) 1625.
26. *Diversorum Authorum Status Regni Poloniae, Prussiae, Livoniae*. Lugdun(i) 1642.
27. *Gerardi Vossi de temporibus veterum Poetarum libri 2*. Amstell(odami) 1662.
28. *Iacobi Perizonii animadversione historiae(!)*. Amstel(odami) 1685.
29. *De Regis Hispaniae Regnis et optibus*. Lugdun(i) 1629.
30. *Lindneri Lexicon Graecum, Latinum, Germanicum*. Lipsiae 1708.
31. *Salustii Crispi Historia de bello Iugurthino*. Londini 1697.
32. *Florus illustratus*. Norimbergae 1659.
33. *Respublica Boemiae Pauli Stranski*. Lugduni 1634.
34. *Georgii Henrici Ursini orbis Descriptio*. 1705.
35. *Ioannis Gerardi Vossii Grammatica Latina*. Amsellod(ami) 1676.
36. *Thataei Hosti historia de re nummaria*. Francof(urti) 1570.
37. *Coccei Henrici Juris publici prudentia*. Francof(urti) 1700.
38. *Guilhelmi Saldeni Utrajectini de libris eorum vario usu, et abusu numero 2*. Amstell(odami) 1688.
39. *Gallia, sive de Francorum Regis dominijs et opibus commentarius*. Lugdun(i) Bat(avorum) 1629.
40. *Ubbonis Emmii Graecorum Respublicae descripta*. Lugduni 1632.
41. *Latinitas restituta Ciriaci Güntheri*. Genae 1701.
42. *Tomae Ittigii Bibliotheca Patrum Apostolicarum*. Lipsiae 1699.

43. Iosiae Simleri Vallesiae et Alpium descriptio. Lugdun(i) 1633.
44. Veterum Poetarum Latinorum Poemata Selencta. Berlini. 1675.
45. Ioannis Sefferii liber singularis de Stylo. Genae. 1690.
46. Belgii Confederati Respublica. Lugdun(i) 1630.
47. M. Andreae Reiheri Regulae sermonis Latini. Gothae et Lipsiae 1697.
48. Olai Magni Gentium Septem trionalium Historiae. Lugduni 1645.
49. Status Imperii Romani Germanici. Lugduni 1634.
50. Juxta Parentalia Mariae Britanniarum Reginae. Lipsiae. 1695.
51. Memorabilia Historiarum Scientiae et Artium in lingua Gallica. Amstell(odami) 1705.
52. Moses Amiraldus de Religionibus variis. Lipsiae. 1667.
53. Tractatus de Principibus Italiae. Lugduni 1631.
54. Aegidii Strhranky Magnitudinem Doctrinae. Vittember(gae) 1678.
55. Gothfridi Arnoldi Figura cujusdam Pastoris Evangeliiis. Halae. 1699.
56. Michaelis Videmanni Orator Biblicus. Lipsiae. 1705.
57. Ioannis Schöpferi Argentoratensis verborum locutionumque dissertatio. Hambur(g) 1674.
58. Ioannis Hisneri breves Interrogationes in historiam Politicam. Lipsiae 1697.
59. Ioannis Friderici Gronovii Pecunia vetus.
60. Phaedrui Fabulae Aaeropicae. Franaequer(ae) 1700.

Quam quidem praespecificatorum librorum seriens: juxta Fasciculos fideliter consignatam, fide mea mediante extrademus. Cibirij 27. Ianuar 1714.

B. Ladislaus Mikola. Josephus Inczédj. Gabriel Gidofalvi. Michael Conrád.

Die evangelischen Geistlichen als Zensoren und Distributoren von Büchern: Der Fall Michael Institoris Mossotzy (1731–1803)

Eva Kowalská

Der Buchmarkt in Ungarn zeichnete sich seit seiner Entstehung im Laufe des 16. Jahrhunderts durch mehrere Besonderheiten aus: Er entstand in einer Region, in der die Produktion der einheimischen Buchdruckereien nur einen Teil des Bedarfs befriedigte, in der die Leser mehrere Landessprachen (*linguae patriae*) forderten oder akzeptierten und in der die konfessionelle Zugehörigkeit in hohem Maße auch die Buchproduktion beeinflusste und sogar gestaltete.¹ Die Leser spürten trotzdem keinen Mangel an Zugang zu Büchern: Bibliotheken verschiedener Institutionen² oder auch Nachlässe von Bürgern aus dem Gebiet der oberungarischen Bergstädte³ beweisen einen hohen Anteil an Büchern, die als ausländische Fernhandels-güter zu ihren Besitzern gelangten. Seit dem Beginn der Gegenreformation und der Rekatholisierung, als die Zensurorgane die Buchproduktion reglementierten und sich auch an der Kontrolle der eingeführten Bücher beteiligten, problematisierte sich jedoch der freie Zugang zu den Büchern. Diese

¹ Übersichtlich Daniel, David P.: „Publishing the Reformation in Hungary“. In: *Habent sua fata libelli/Books have their own destiny. Essays in honour of Robert V. Schnucker*. Ed. Robin B. Barnes, Robert A. Kolb, Paula L. Presley). Vol. 1. Sixteenth century essays and studies. Kirksville 1998, S. 47-60; Bitskey, István: *Konfessionen und literarische Gattungen der frühen Neuzeit in Ungarn. Debrecener Studien zur Literatur* 4. Frankfurt a. M. 1999.

² Verzeichnisse verschiedener Bibliotheken wurden publiziert im Rahmen der *Adattár XVI–XVIII. századi szellemi mozgalmaink történetéhez* [Materialien zur Geschichte der geistigen Strömungen vom 16. bis 18. Jahrhundert in Ungarn]. Hrg. v. B. Keserü: *Kassai város olvasmányai 1562–1731* (Ed. Gácsi, Hedvig u.a.). *Adattár*, Bd. 15, Szeged 1990; *Lesestoffe in Westungarn I–II*. (Ed. Grüll, Tibor u.a.). *Adattár*, Bd. 18/1-2, Szeged 1994–1996.

³ Čičaj, Viliam: *Knižná kultúra na strednom Slovensku v 16.-18. storočí* [Buchkultur in der Mittelslowakei im 16. bis 18. Jahrhundert]. Bratislava 1985; *A Dernschwam-könyvtár. Egy magyarországi humanista könyvjegyzéke* [Bibliothek von Dernschwam. Bücherverzeichnis eines ungarischen Humanisten]. Ed. Monok, István-Keveházi, Katalin. *Adattár* (wie Anm. 2), Bd. 12, Szeged 1984.

Situation betraf vor allem die Nichtkatholiken: ihre Möglichkeiten, die für ihre Konfession notwendigen Bücher publizieren und erwerben zu können, wurden immer komplizierter. In Oberungarn, der heutigen Slowakei, verlor z. B. die letzte Druckerei, die im Besitz der Lutheraner war (Brewer in Levoča/Leutschau), nach 1739 ihre Konzession und Privilegien.

Obwohl es den evangelischen Autoren nicht ganz unmöglich war, ihre Werke in Ungarn drucken zu lassen, waren sie mit vielen Hindernissen konfrontiert (Verbot der polemischen Werke oder strengere Kontrolle seitens der Zensur). Die Einschränkung der Publikationsmöglichkeiten betraf sogar die Hauptquelle der Glaubenslehre, die Heilige Schrift und die Symbolischen Bücher. Zum Gegenstand der Aufmerksamkeit der Zensur wurden auch ihre Ersatzausgaben im Ausland.⁴ In einigen Fällen waren es die Streitigkeiten in Rahmen der evangelischen A.B. Kirche selbst wegen der theologischen Orientierung eines Autors und seines Werkes, die das Eingreifen der Zensur gegen ein bereits zirkulierendes Werk hervorrief. Zu den interessantesten Beispielen solcher Art gehört das Schicksal der Bibelausgabe in *bibličtina* (in der Schriftsprache der slowakischen Lutheraner), die von Matthias Bel in Halle 1722 veröffentlicht wurde. Schon in der Vorbereitungsphase begegnete ihr der Verdacht, der Text solle dem orthodoxen Luthertum nicht genehme pietistische Formulierungen enthalten. Daher beteiligte sich Superintendent Daniel Krman, der als wichtigste theologische Autorität und als Hauptvertreter der lutherischen Orthodoxie in Ungarn galt, an den Redaktionsarbeiten. Sein Name war jedoch keine genügende Gewähr der „Rechtgläubigkeit“. In den Reihen der orthodoxen Theologen wurden Stimmen laut, die den Text wegen Propaganda des vom Staat verfolgten Pietismus anklagten. Die Streitigkeiten in eigenen Reihen, die sogar als *Bibelkampf* bezeichnet wurden⁵, bewegten die Zensur (die Jesuiten) dazu, daß sie die Konfiskation der betroffenen Ausgabe anordnete.⁶ Wollten die Verfasser oder auch Buchdrucker und -händler ähnlichen

⁴ Über die Halleschen Bibelausgaben siehe Rösel, Hubert: *Die tschechischen Drucke der Hallenser Pietisten*, Würzburg 1961.

⁵ Matthias Bel in einem Brief an Daniel Krman vom 4.1.1726. In: *Listy Mateja Bela* [Briefe von M. Bel] (Hg. v. Juraj Pavelek). Matica slovenská 1990, S. 143.

⁶ Der Prediger der Schwedischen Gesandtschaft in Wien, Johann Christian Lerche, in einem Brief an August Herrmann Francke vom 6.10.1730. Franckesche Stiftungen, Halle, Handschriftenabteilung, fasc. C 383, No. 1.

Komplikationen ausweichen, war es üblich, die Werke mit fingierten Verlagsorten oder anonym zu publizieren.⁷

Eine Ersatzquelle für die Anschaffung der gewünschten Literatur stellte ihr Import aus dem Ausland dar, vor allem durch diejenigen, die die Bücher für den eigenen Gebrauch von ihren Studienreisen mitbrachten. Im Laufe des 18. Jahrhunderts gingen viele protestantischen Studenten auf die deutschen und anderen Universitäten, wo sie die neuesten Bücher kennenlernen. Die Grenze beim Erwerb und der Einfuhr der Bücher in ihre Heimat waren jedoch die finanziellen Möglichkeiten; besonders die Studenten der Theologie waren auf zumeist ungenügende Stipendien angewiesen. Sie bemühten sich vor allem, Schulbücher zu besorgen, die sie dann später vor ihrer Abreise möglicherweise an jüngere Kollegen verkaufen konnten. Erst danach kamen auch andere theologische Werke an die Reihe. Ihre Einfuhr nach Ungarn unterlag einer vorläufigen Meldung an das Zollamt („Dreißigeramt“) und einer Kontrolle, es kam aber oftmals vor, daß sie trotz solcher Anmeldung an der Grenze beschlagnahmt wurden. Manchmal stand ihnen eine mehrjährige Zensur oder die Konfiskation bevor. Dieses Schicksal betraf z. B. im Jahre 1768 Martin Klanitza, von dem man wahrscheinlich eine größere und mühsam erworbene Bücherkollektion konfisziert hatte. Unter den konfiszierten Büchern, die ihm die Zensur auch im nachfolgenden Jahr nicht zurückgab, befanden sich auch nicht näher spezifizierte Bücher von Chemnitz, Lyser und Gerhard, deren Verlust er am meisten bedauerte.⁸

Nicht angemeldete Einfuhr unterlag automatisch der Konfiskation, so daß das Bücherschmuggeln ein riskantes Unternehmen war. Die Etablierung der Buchhandlungen, die anfangs von Buchdruckern oder Druckereifaktoren gegründet wurden, vereinfachte die Situation im Erwerb der Bücher. Die Tätigkeit der Buchhändler war einerseits durch die zuständigen Behörden leicht kontrollierbar, andererseits wurde die Einfuhr schneller. Ihre Ware war jedoch nur den Bewohnern der jeweiligen Lokalität problemlos zugänglich, weil die Bücheranzeigen, z. B. auf den Blättern der *Preßburger Zeitung*, erst seit den achtziger Jahren des 18. Jahrhunderts üblich wurden. Ein Ersatz dafür waren die Ankündigungsblätter der Buchhändler und Buchdrucker, die die verkaufte Bücherkollektion oder auch

⁷ Ecsedy, Judith: *Alte ungarische Bücher mit falschen deutschen Druckorten 1561–1800*. Budapest 1999.

⁸ Martin Klanitza, Brief an Michael Institoris am 25.6.1769. Bibliothek des Evangelischen A.B. Lyzeums in Bratislava/Preßburg (im folgenden BELB), handschr. Fasz. 588/2. Alle Werke von Johann Gerhard wurden im Index librorum prohibitorum. Romae 1764 als *prohibiti* erwähnt.

eine thematische Auswahl anboten (in Preßburg durch den Buchdrucker Anton Löwe).⁹ Wurden sie nicht auf den Seiten der vielgelesenen *Preßburger Zeitung* angezeigt, konnten sie nur an diejenigen ausgegeben werden, die dafür Interesse zeigten, oder man bat Vermittler um Hilfe. Eine bedeutende Rolle bei der Distribution verschiedener Bücher spielten zeitweilig kirchliche und kulturelle Akteure. Unter ihnen tat sich Michael Institoris Mossoczy hervor, der von 1758 bis 1803 als der Priester der ungarisch-slowakischen lutherischen Kirchgemeinde in Preßburg wirkte.

In der Person des Institoris begegnet uns ein Liebhaber, Sammler, Distributor, Autor, Rezensent und in gewissem Sinne auch Zensor der Bücher. Sein vordringliches Interesse galt dem Aufbau seiner eigenen umfangreichen Bibliothek, wobei er sich auf die alten tschechischen und slowakischen Drucke und auch zeitgenössische deutsche Theologie konzentrierte. Als Wohltäter (*Fautor*) vieler Studenten, für die er noch während ihrer Preßburger Studien sorgte und denen er bei Erwerbung von Auslandsstipendien behilflich war, pflegte er rege Kontakte zu seinen ehemaligen Schülern. Besonders die Studenten in Leipzig und Wittenberg informierten ihn über die Neuheiten auf dem deutschen Buchmarkt und schickten ihm die Angebotskataloge der Leipziger Messe. Der eifrigste Mitarbeiter in diesem Bereich war Paulus Wallaszky, der später selbst zu einem wichtigen Autor der Kulturgeschichte in Ungarn wurde.¹⁰ Die Buchsendungen, die Institoris durch die Studenten bestellte, wanderten meist über Regensburg nach Wien, wohin auch die regelmäßigen Handelsrouten von Ungarn aus verliefen.

Die Studenten in Deutschland dienten zwar als geschickte Informatoren über das Geschehen im Buchwesen oder auch als eingeweihte Kommenta-

⁹ Der eifrigste Abnehmer der Bücher von Michael Institoris Mossotzy, Samuel Prievitzky, orientierte sich bei seinen Bestellungen wohl ausschließlich an den Buchhandelskatalogen. Seine Bestellungen der Jahre 1760–1775 umfaßten detaillierte bibliographische Angaben und betrafen nicht nur die neuesten Ausgaben (Verschiebung gegenüber dem Erscheinungsjahr um max. vier Jahre) von Johann Friedrich Stark, Christian Wilhelm Oemler u. a., sondern auch die Drucke der deutschen Theologen vom Beginn des 18. Jahrhunderts (1718–1720, Johann Wilhelm Baier, Johann Christoph Coler), immer mit vollständigen Angaben.

¹⁰ P. Wallaßky an M. Institoris am 26.10.1767. BELB, handschr. Fasc. 330. Ein weiterer aktiver Vermittler von Informationen über Bücher Anfang der achtziger Jahre des 18. Jahrhunderts war Johann Sexty in Wittenberg.

toren der literarischen Aktivitäten ihrer Professoren,¹¹ eine kritische Beurteilung der Publikationen erwarb Institoris jedoch auch aus anderen Quellen. Es war an erster Stelle die „Leipziger Zeitung“, die er auch für seine Freunde bestellte. Die interessantesten waren wohl die Kommentare über die theologischen Bücher, die ihm seine langjährigen Korrespondenzpartner, die evangelischen Priester Georg Petermann aus Dresden und Johann Ambrosius aus Berlin vermittelten. Beide stammten aus dem Gebiet Oberungarns, und in ihren Kirchgemeinden, die von den Nachkommen der tschechischen Exulanten gebildet wurden, bemühten sie sich, die Linie der lutherischen Orthodoxie zu bewahren.

Obwohl der Zugang zur theologischen Literatur für längere Zeit erschwert war, war nicht nur der Staat daran interessiert. Vor allem die geistlichen Repräsentanten der evangelischen A.B. Kirche als die maßgebenden theologischen Autoritäten betonten die Erhaltung der geschlossenen Lehre, die gerade durch Annahme neuer theologischen Strömungen leicht zerstört werden konnte. Die Erfahrung mit dem Pietismus, der trotz der Befürchtungen und Warnungen der Superintendenten in Ungarn einen recht starken Widerhall gefunden hatte, zeigte, daß es notwendig war, den Charakter der neuesten Publikationen zu kennen und möglicherweise auch die Distribution der Bücher durch eigene Kräfte zu überwachen. Für diese Rolle paßte Institoris recht gut: Er galt nicht nur als theologische, sondern auch moralische Autorität für die Lutheraner in Ungarn.¹² Er pflegte rege Kontakte zu seinen ehemaligen Preßburger Studenten während ihrer Auslandsstudien oder auch nach ihrer Rückkehr und diente für manche auch als geistlicher Berater.

Institoris vertrat in Rahmen der Theologie die Positionen der Orthodoxie, obwohl er sich im Geiste der Preßburger theologischen Tradition bemühte, die Glaubenslehre durch das Erbe des frühen Pietismus zu beleben, der einen lebendigen Kontakt mit dem Gott aufgrund des mystischen Erlebnisses akzentuierte (Arndt). Die rationalistische, gegenüber der eigenen Quelle des Glaubens kritische Theologie zeigte sich doch auf dem Höhe-

¹¹ Siehe z. B. die Briefe von M. Baligha vom 2.2.1773, M. Martini vom 1.5.1773, J. Kvassay vom 15.3.1775, M. Janek vom 17.5.1773, A. Latsny vom 10.12.1775, J. Podhradský und J. Borott vom 20.-21.10.1781 usw. BELB, verschiedene Signaturen.

¹² Die Bedeutung und den Einfluß von Institoris behandelt ein kontroverses Buch von Kovács, Johann Emericus: *Freymüthige Betrachtungen über verschiedene Gegenstände aus dem heutigen Lutherthum in Ungarn*. Wien 1783. Darin werden gerade die Preßburger und besonders die slowakischen Geistlichen als Gegner der Aufklärung bezeichnet.

punkt der Rekatholisierung in Ungarn als möglicher Faktor der Schwächung der Kirche an ihrer kritischen Stelle – in der Theologie. Aus diesem Grund zeichneten sich die Ansichten von Institoris auch durch einen Traditionalismus aus, der ihm nicht erlaubte, vom Christozentrismus abzugehen. Institoris folgte gewiß mit Abscheu der Verbreitung des Sozinianismus und Naturalismus, die *Jesum Christum Gottes Sohn stürzen wollen von seinem Thron, besonders in Berlin*.¹³ Der Pfarrer der Dresdner tschechischen lutherischen Gemeinde Petermann teilte ihm mit, eine der Hauptquellen solcher Meinungen sei das vierbändige Werk des Engländers Harwood. Der Autor widmete sich hier u. a. den wahrscheinlichen Ursachen des geistigen Leidens Christi, und durch solche Rationalisierung trug er „den Mißtaten Satans gegenüber der Hl. Schrift und der Person unseres Erlösers“ bei.¹⁴

Den Korrespondenzpartnern von Institoris zufolge war der Hauptpropagandist des Rationalismus und Naturalismus Professor Semler. Semler sei dadurch gefährlich, daß er die Argumente über die Wunder von Christus und über die Apostel *erkläre und sie um ihre Macht beraube*.¹⁵ Es war wahrscheinlich kein Zufall, daß einer seiner Korrespondenten die Sendung eines ähnlich verdächtigen Buches (Wilhelm Albert Teller, *Wörterbuch des Neuen Testaments zur Erklärung der Christlichen Lehre*) anmahnen mußte, sogar nach sieben Jahren, also in der Zeit der gelockerten Zensur.¹⁶ Möglicherweise beeilte sich Institoris nicht, das Werk eines Autors zu vermitteln, von dem er wußte, daß er *noch gefährlicher sei als Semler*. Wir wissen auch nicht, welches Schicksal die Bücherbestellung von Samuel Jacobaei gerade in der Zeit des aktuellen Streits um Semler Mitte der siebziger Jahre hatte. Darin befanden sich mehrere Titel mit Semlers Vorreden bzw. diejenige, die in seinem Geiste geschrieben wurden.¹⁷ Es ist jedoch sicher, daß

¹³ Beurteilung der zeitgenössischen Publikationen und Lehrer in Halle, Jena und Göttingen aus der Feder des Professoren Ernst Weensdorf aus 24.4.1774. BELB, handschr. Fasz. 336. Er gibt noch dazu bei, daß *Alle meßianische Stellen des A.K. will man itz weg kritisiren, man will lauter Toleranz und Vernunftley predigen, und spottet die uns und mißhandelt sie gewaltig die sich nicht willen hinrißen lassen*.

¹⁴ G. Petermann an M. Institoris vom 24.11.1774. BELB, handschr. Fasz. 338. Petermann kritisierte das erwähnte Werk in seiner Schrift *Erlaubte Beleuchtung*, die ein Jahr später erschien.

¹⁵ Martin Janek an M. Institoris vom 17.5.1773. BELB, handschr. Fasz. 334. Ähnlich auch Andreas Latsny aus 10.12.1775.

¹⁶ Berlin 1773. Brief von J. Kvassay vom 2.5.1782. BELB, handschr. Fasz. 349.

¹⁷ Jacobaei bestellte die Werke von David Coller (*Einleitung zum richtigen Verstande und nützlichen Lesung der heiligen Schrift*), Jerusalem (*Betrachtungen über die vornehmsten Wahrheiten der Christlichen Religion*), Friedrich Seiler (*Der Geist und*

auch Institoris sich mit aktuellen, wenn auch kontroversen Werken nicht nur mittelbar bekannt machte: in seine Hände gelangte z. B. die veröffentlichte Korrespondenz zwischen Danovius und Semler.¹⁸

Die Besteller hielten sich nicht immer daran, daß sie Komplikationen bei der Einfuhr verbotener Bücher ausweichen sollen. Unter 97 bestellten Titeln vor 1780 sind aufgrund der österreichischen Verzeichnisse der verbotenen Bücher 13 eindeutig als *libri prohibiti* zu bezeichnen. In zwei Fällen machten die Besteller selbst darauf aufmerksam, daß die gewünschten Bücher verboten seien¹⁹ und normalerweise die Zensur nicht passieren würden. Ein Auftrag vom *Index librorum expurgandorum* beweist dann vielleicht nicht nur das Bestreben des Bestellers, sich den Problemen bei der Beschaffung der Bücher zu entziehen. Es kann auch als Bestätigung des spezifischen Interesses gerade für diese Art der Literatur gelten. Institoris nahm zweifelsohne Bestellungen für diese *libri prohibiti* entgegen, weil sie nicht als sittenlos zu bezeichnen waren, sondern von der katholischen Kirche indiziert wurden. Die Frage, wie er die Einfuhr und den Durchgang durch die Kontrolle organisierte, bleibt wohl für immer unbeantwortet. Es ist aber gewiß, daß Institoris in ständigem Kontakt mit Wiener Buchhändlern und Fernhändlern stand.

Eine Gewähr des Zugangs zu einem Buch bedeutete die Aufnahme eines bestimmten Titels auf die Angebotsliste der Buchhändler oder Buchbinder, die von der Einfuhr der protestantischen Literatur profitierten. Der Markt für theologische Literatur belebte sich seit den siebziger Jahren, als die Be-

die *Gesinnungen des vernünfftmäßigen Christenthums*), Johann Leland (*Erweis der Vortheile und Nothwendigkeit der christlichen Offenbarung, aus dem Religionszustand der alten heidnischen Völker*, mit Vorrede von Chr. W. Fr. Walch), Johann Jortin (*Abhandlungen über die Wahrheit der Christlichen Religion*, Übersetzung aus dem Englischen von J. A. Ebert) oder auch *Predigten von der Religion und von der Heiligen Schrift, gewissenhaften Liebhabers und Forschers der Wahrheit* (mit einer Vorrede von Johann Salomo Semler), *Geschichte der drey letzten Lebensjahre Jesu* und *Die Geschichte der Apostel*. Bei der Mehrheit der Bücher gab er an, daß er die neuere Ausgabe haben möchte, d. h. daß er schon früher über Neuerscheinungen informiert war oder frühere Ausgaben besaß. Bestellung von Samuel Jacobaei am 18.1.1776: BELB, handschr. Fasz. 344.

¹⁸ Brief von Georg Markuss an M. Institoris vom 13.7.1773. BELB, handschr. Fasz. 591/II.

¹⁹ Es handelte sich z. B. um Werk von Buddeus, *Theses de Atheismo et Superstitione*, für das sich Matthias Mialowich am 21.4.1769 interessierte, oder die griechische Ausgabe des Neuen Testaments herausgegeben von Schöttgen, die Johann Kváassay am 18.10.1777 bestellte.

dingungen für die Einfuhr nichtkatholischer Bücher erleichtert wurden.²⁰ Nach der Lockerung der Zensur Anfang der achtziger Jahre des 18. Jahrhunderts gehörte diese Literatur nicht mehr zu jener Kategorie, deren Distribution einer Regulation unterworfen wurde. Institoris' Rolle trat allmählich in Hintergrund, und er blieb nur für einen engeren Kreis seiner Freunde „Hofvermittler“ der Bücher.²¹ Sie bestellten meist nur wenige Bücher, die anscheinend nicht im gewöhnlichen Angebot der Buchhändler waren. Institoris diente auch als Vermittler in anderen Bereichen außer dem Ankauf der Bücher.²² In diesen Jahren interessierte man sich nicht nur für die übliche theologische Literatur (Gesangbücher, Funebrale, Predigten), sondern auch für die polemischen und politisch aktuellen Drucke, Lehrbücher oder Werke der einheimischen Autoren, die Institoris schneller besorgen konnte – auch deshalb, weil er sie selbst in hoher Zahl vorrätig hatte.²³ Es ist erwähnenswert, daß mehrere Forderungen die Übersendung der Kataloge der Preßburger Buchhändler betrafen.²⁴

Institoris spielte eine wesentliche Rolle bei der Distribution jener Titel, an deren Vorbereitung und Herausgabe er sich selbst beteiligte oder an denen er finanziell interessiert war. Innerhalb von zwei Jahren nach dem Erlaß von *Nucleus precum et cantionum christianum* (Preßburg 1764), die im Verlag von Baron Johann Jeszenák in einer Auflage von 2000 Stück erschien, versandte er in ganz Ungarn 506 Exemplare.²⁵ Dank seiner weitgespannten Kontakte war er bei der Subskribentenwerbung für die slowakische Übersetzung der Postille von Arndt erfolgreich, obwohl die Herausgabe nicht vorfinanziert wurde. Im Bezug auf den Buchmarkt stieß diese Aktion zuerst auf Zweifel, das gute „Marketing“ sorgte jedoch schnell genug für die Abnahme des Buches.²⁶ Ähnlich handelte er auch im Fall seiner anderen Werke, wenn er daraus auch nicht immer die erhofften Gewinne ziehen

²⁰ Kollárová, Ivona: *Cenzúra kníh v tereziánskej epoche* [Bücherzensur in der Maria-Theresianischer Epoche]. Bratislava 1999, S. 65-66.

²¹ In den Jahren 1773–1775 wandten sich jährlich mindestens vier bis fünf Interessenten für Bücher an ihn, in 1780er Jahren sank ihre Zahl bis auf ein bis zwei Anfragen jährlich. Nach 1786 (mit sechs Interessenten) hört die Korrespondenz über Büchervermittlung fast ganz auf (mit Ausnahme der Jahre 1792/93 mit einer enormen Produktion und Nachfrage nach politischer Literatur).

²² So Joseph Benczur, der während seiner Tätigkeit in Kesmark (1771–1775) sein für Bücher bestimmtes Geld bei Institoris deponierte.

²³ J. Kvássay erwähnt in seinem Brief vom 15.3.1775 das Bücherlager von M. Institoris. BELB, handschr. Fasz.

²⁴ Johann Mojžischovits am 27.8.1800. BELB, handschr. Fasz. 363/2.

²⁵ BELB, gebundener handschr. Fasz. 52.

konnte. Dieses Schicksal betraf z. B. eine theologische Abhandlung, mit der er den neugegründeten evangelischen Gemeinden in Böhmen und Mähren bei der Klärung ihrer dogmatischen Positionen behilflich sein wollte.²⁷

Auf Grund der Kenntnisse über Institoris' Bedeutung ist die Frage begründet, inwieweit er auch im Prozeß der Beurteilung oder gerade Zensur der Werke von Autoren aus seinem Kreis aktiv war. Zunächst soll betont werden, daß das Zensursystem bis zum Erlaß des Religionsgesetzes 26/1791 „autonome“ (nichtkatholische) Zensoren nicht verlangte. „Disziplinierung“ der evangelischen Konfessionen spiegelte sich jedoch in der Stärkung (nicht Erweiterung) der Befugnisse der Superintendenten wider, und die Staatsmacht gab ihnen Mittel zur Hand, um einen bedeutenden Teil der Produktion der zu ihrem Wirkungskreis gehörenden Geistlichen zu kontrollieren. Obwohl die Superintendenten keine offizielle Ermächtigung hatten, als (interne) Zensurorgane zu wirken, wurden sie auf Grund des Erlasses des Statthaltereirates von 1777 faktisch dazu. Dem Erlaß gemäß sollten alle Priester die Texte ihrer Predigten jährlich zur Kontrolle vorlegen, die neu ordinierten Priester mußten sich dazu auch noch an festgelegte Themenkreise halten. Es ist nur offensichtlich, daß die Superintendenten ihre Befugnisse auch auf die ganze handschriftliche Produktion erweiterten.

Institoris galt unter den slowakischen Lutheranern als maßgebende Autorität auf dem Gebiet der Theologie. Das fand den Widerhall in seiner Bevollmächtigung, die Stellungnahme zum Vorschlag einer neuen Agende, einem Gesangbuch oder auch dem Theologielehrbuch für die slowakischen Lutheraner zu entwerfen.²⁸ Als eigentlicher Zensor oder als Gutachter der Manuskripte diente er jedoch nur in Einzelfällen, auch nur dann, wenn er von den Autoren gefragt wurde.²⁹ Denn ungeachtet seiner Bedeutung bekleidete er keine Funktion in der kirchlichen Hierarchie. Institoris' Ruf als „Orthodoxer“ ließ die der Aufklärung anhängenden Theologen von den

²⁶ Institoris gab eine Flugschrift heraus, in der er über die Vorbereitung des Werkes informierte und einen Aufruf zur Subskription veröffentlichte. Den erfolgreichen Einwerben von Subskribenten versprach er Freiexemplare.

²⁷ Näher dazu Kowalská, Eva: „Neznámy Institoris?“ [Unbekannter Institoris?] In: *Slovenská literatúra*, 2000.

²⁸ Dazu Kowalská, Eva: „Zásahy jozefinizmu do cirkevnej a školskej autonómie uhorských evanjelikov“ [Die Eingriffe des Josephinismus in die kirchliche und Schulautonomie der ungarischen Lutheraner]. In: *Historické štúdie* 39 (1998), pp. 151-167.

²⁹ Johann Hrdlicka am 14.3.1788, Andreas Plachý am 20.12.1799, Paulus Matkovich am 19.3.1803. BELB, handschr. Faszikeln 598, 362/1799 und 364/2. Institoris schrieb die Vorreden solcher Bücher.

Konsultationen mit einem zwar hochgeschätzten, jedoch „altmodischen“ Kollegen absehen. Institoris war darüber gut informiert, daß gerade die jüngeren Priester sich dem internen Gebrauch verweigerten, ihre Handschriften den Superintendenten zur Vorzensur vorzulegen. Zu wahren Affären wurden die Fälle von Stephan Deluk³⁰ und Johann Straka³¹, die von Institoris' Freunden, einem der Senioren (Paulus Schramko) und Superintendenten des Bergdistrikts (Matthias Szinowitz) wegen Propagierung des Sozinianismus (d. h. der rationellen Theologie) angeklagt wurden. Es betraf Bücher, die sie aus dem Deutschen ins Slowakische übersetzt und ohne Wissen der genannten Autoritäten zum Druck gegeben hätten.

Anhand der Aktivitäten von Institoris läßt sich zeigen, auf welche Weise es gelang, den nichtinstitutionalisierten Buchmarkt, der zudem lange Zeit verschiedenen staatlichen Einschränkungen (der Zensur) unterlag, in Bewegung zu bringen. Als sich allmählich die Zensurvorschriften lockerten, waren auch die Buchhändler nicht mehr von Konfiskationen der nichterlaubten oder verbotenen Bücher bedroht, und sie konnten ihren Absatz verbessern. Dabei geriet die Rolle der früheren Buchvermittler, so auch die von Institoris, in den Hintergrund. Die Interessenten für Bücher konnten auch in Ungarn allmählich die *Lesekabinette* oder öffentliche Bibliotheken benutzen und bevorzugten andere Strategien beim Erwerb der Literatur.

³⁰ Dazu Paullus Schramko am 20.4.1786. BELB, handschr. Fasz. 597/1786.

³¹ J. Straka übersetzte Dieterichs Lehrbuch *Entwurf eines kurzen und faslichen katechetischen Unterrichts der Lehre Jesu*, auf Grund derer er vom Superintendenten als Sozinianer angeklagt wurde. Dabei war das Buch in manchen Distrikten offiziell anerkannt. Johann Radvanzsky an M. Institoris am 24.4.1786 (BELB, handschr. Fasz. 354/II) und an Ladislaus Prónay am 14.11.1788. Archiv der ev. A.B. Kirchengemeinde in Banská Štiavnica, ohne Signatur. Dort auch *Apologetica epistola* von J. Straka auf vier Folioseiten. Straka unterstellte dem Superintendenten Bemühungen zur Vorbereitung eines *Autodafé* nach dem Vorbild von Inquisition.

L'encadrement des lectures de la population de la Bohême au XVIII^e siècle

Marie-Elizabeth Ducreux

Malgré l'existence de travaux anciens et récents¹, la censure en Pays Tchèques entre 1650 et 1750 apparaît comme un sujet encore mal connu et trop peu étudié, quel que soit l'angle sous lequel on l'aborde. On objectera peut-être que les fonds d'archives, tels qu'ils se présentent aujourd'hui, ne paraissent pas faciliter la tâche des chercheurs. Ceux des imprimeurs pragois, réputés disparus, s'avèrent effectivement introuvables aux archives de la ville de Prague. Dans les fonds conservés aux archives de l'Etat (SÚA), les papiers et les liasses se rapportant aux activités de contrôle de l'écrit sont dispersées, et souvent ne sont pas répertoriées comme traitant de la censure. C'est donc à une véritable traque documentaire que doit s'adonner le chercheur pour retrouver les traces de cette activité. Or, au-delà d'un inventaire de détails et de décisions, qu'au demeurant il est douteux de pouvoir entièrement reconstituer pour la période antérieure à la réforme de Marie-Thérèse, une telle recherche ne prend son vrai sens que si l'on cherche à retrouver le fonctionnement de ce qui fut, jusqu'à preuve du contraire, une préoccupation systématique, mais non un système général et centralisé. Du XVI^e au XVIII^e siècle, le souci du contrôle de la librairie et des imprimés appartient en même temps à des instances et à des institutions

¹ Le plus récent, à ma connaissance celui de Klára Homerová, *Tisková cenzura v Čechách* (La censure de l'imprimé en Bohême), in : *Sborník národního muzea v Praze, řada C-Literární historie/ Acta Musei Nationalis Pragae, series C – Historia litterarum*, XLI-XLII/1997–1998/ 1-4, Praha 1999, 88 pages, ne comporte que peu de références à des documents d'archives (4 cartons), et se fonde surtout sur des travaux déjà existants, dont il donne la bibliographie. Elle donne cependant un précieux tableau de tous les livres imprimés en Bohême entre 1621 et 1660, avec mention du privilège et de l'imprimatur, ou au contraire de leur absence (assez fréquente). D'autre part, il ne concerne que la Bohême, non la Moravie et la Silésie. La contribution de Ferdinand Menčík, « Censura v Čechách a na Moravě » (La censure en Bohême et en Moravie), in : *Věstník královské české společnosti nauk* (Bulletin de la Société Royale des Sciences de Bohême), Praha 1888, pp. 85-136, bien que vieillie et certainement trop imprécise sur beaucoup d'aspects, reste indispensable et est pratiquement la seule qui donne des aperçus sur la Moravie et la Silésie. L'enquête serait entièrement à reprendre.

différentes, et ce sont ces juxtapositions concurrentes, et parfois ces emboîtements, qu'il est nécessaire de mettre en évidence et de replacer dans le cadre comparatif d'une réflexion sur la conception générale du contrôle de l'imprimé dans la Monarchie des Habsbourg, sur ses modalités et ses pratiques concrètes. L'état des lieux est encore assez lacunaire.

Constater aujourd'hui ces insuffisances relatives des travaux sur la censure relève sans doute aussi d'un autre type de cause, en particulier du renversement récent de la perspective historiographique et du changement de paradigme qui affecte depuis la fin des années 1980 la recherche sur l'histoire des Pays Tchèques d'une part, et celle sur la Monarchie des Habsbourg de l'autre.

L'histoire tchèque avant 1918 ne s'écrit plus uniquement désormais dans le cadre prédominant de l'histoire nationale. De plus en plus, elle tend à se réintégrer dans celle de la Monarchie des Habsbourg. Cette réinsertion n'est pas un gommage des acquis de l'historiographie tchèque, et ne signifie pas non plus la réduction à une façon antérieure de penser et de conduire l'histoire du *Gesamtstaat*. La tâche qui se profile est d'une autre ambition, puisque le déplacement de point de vue modifie aussi les objets envisagés, dans ce cas l'histoire de la monarchie des Habsbourg, et qu'il devient possible d'appliquer aux pays qui l'ont constituée les propositions de l'histoire croisée². Le choix des sujets et des perspectives s'en trouve modifié. L'histoire politique et culturelle des XVII^e et XVIII^e siècles en ressort particulièrement concernée. La vision d'une histoire de la « nation » résistant contre son effacement culturel et recréant au XIX^e et au XX^e siècle les conditions de sa résurrection politique cesse aujourd'hui de surdéterminer la compréhension de la période qui part de la Montagne Blanche en 1620 et s'achève après 1780, c'est-à-dire, au choix, avec les débuts de la « Renaissance Nationale », les « Lumières », ou le « Joséphisme ». La préférence pour l'un ou l'autre de ces termes marqueurs d'une périodisation est loin d'être neutre ; mais ce n'est pas notre sujet.

Le soulignement traditionnel de ce qui pouvait être perçu ou attribué à l'horizon défensif d'une culture purement « tchèque » et purement « nationale » a fait partie de la construction du « *Sonderweg* » de la nation tchèque. Or, à l'intérieur de la monarchie des Habsbourg, il existe parallèle-

² Celles-ci ont été récemment reformulées, en français, par M. Werner et B. Zimmermann dans: „Penser l'histoire croisée: entre empirie et réflexivité“, in: Michael Werner, Bénédicte Zimmermann (sous la direction de), *De la comparaison à l'histoire croisée*, Paris 2004, pp. 15-52.

ment autant de « *Sonderweg* » que de nations, qui ont à la fois été exprimés, mais aussi établis, par les récits, l'historiographie et l'action politique, et qui ont nourri des conceptions antagonistes. L'un des résultats est l'existence durable de points aveugles, qui peuvent se dissimuler dans de fausses évidences simplificatrices, dans la mesure où ces thèses ne sont pas forcément toujours confrontées aux sources permettant de reconstituer des pratiques et des conceptions réelles. D'autre part, ces modèles ou les traces qui en subsistent encore fonctionnent à l'intérieur de mondes clos, et s'ils rentrent en conflit, ils ne se rencontrent pas. Il en va ainsi, semble-t-il, de la notion de centralisation au XVII^e et XVIII^e siècle, de pair avec la vision d'une organisation fixe où la place de chaque pays ou province est stable depuis des dates pivots : 1526, évidemment, et 1620/1627 pour les pays de la couronne de Bohême. On continue, ce faisant, à projeter des conceptions anachroniques, correspondant à une perception des positions politiques (et parfois aussi nationalistes) de la seconde moitié du XIX^e siècle bien que ces conceptions aient, elle aussi, leur histoire plus ancienne. En relève par exemple l'idée, implicite mais fréquente particulièrement en Hongrie, d'un partage absolu, séparant dès 1526 la Hongrie de « pays héréditaires » auxquels seraient déjà liés ceux de la couronne de Bohême. Ces sortes d'axiomes conduisent à ne pas questionner le degré d'efficacité pratique de décisions prises par la cour et les bureaux de l'Etat, dont le fonctionnement n'a pas été analysé partout de manière satisfaisante. En particulier, la question de la variété des modalités du gouvernement à distance, qui caractérise le pouvoir des Habsbourg, demeure presque entière dans les Pays Tchèques et en Hongrie aux XVII^e et XVIII^e siècles. Sont autant de points mal ou peu étudiés les articulations entre les institutions de Cour et celles du royaume de Bohême, les modes de prise de décisions alors que différentes instances viennoises et pragoises sont concernées par les mêmes questions, enfin les effets de l'appartenance des mêmes personnages à des réseaux superposés –réseau des conseillers et des ministres de l'Empereur et roi de Bohême, réseaux de la Cour impériale, réseau des grands dignitaires du royaume, tous recouverts par l'appartenance à une aristocratie territorialement (souvent historiquement) située en Pays Tchèques³. Aujourd'hui, de nombreux dossiers seraient donc à reprendre en dehors des deux perspectives globalisantes, la nationale, d'une part, et celle qui, dans sa vision d'une grande

³ Ce qui n'empêche pas que certains aristocrates puissent aussi faire partie des *Stände* d'autres pays de la monarchie, dans la mesure où ils y ont été admis officiellement après acquisition de terres nobles.

puissance européenne et même mondiale (*Weltmacht*) centralisatrice, rendait difficilement pensable l'interférence des situations locales et de l'action de la dynastie et de la Cour.

La censure et le contrôle, au sens large du terme, de la librairie, par les institutions du royaume et de la Monarchie n'échappent pas à cette pluralité, comme c'est aussi le cas, auquel je me suis de plus près intéressée, des modalités du partage des tâches et des prérogatives entre le pouvoir séculier et l'Eglise sous le règne de Charles VI.

Ce changement de paradigme historiographique en Europe centrale exige en outre désormais une perspective transversale, pour tâcher de dépasser par la comparaison et le déplacement du regard les cloisonnements encore trop fréquents chez les historiens de la Monarchie des Habsbourg : cloisonnements dus à la périodisation, et dus encore au fait que l'historiographie a opéré en général, depuis 1918, hors du cadre géographique de l'ancienne monarchie, dissocié après la création des Etats successeurs. Or, les études sur la Basse-Autriche ou sur la Carinthie, par exemple, peuvent et doivent faire réfléchir sur la Bohême et les autres pays de la Monarchie; mais elles ne sont pas entièrement transposables, sauf si l'on présuppose un appareil d'Etat réellement performant et efficace, ce que l'on fait encore trop souvent. Les stéréotypes et les certitudes restent d'autant mieux ancrés qu'ils fonctionnent, pour certains d'entre eux, à l'intérieure d'une culture particulière, et sans être suffisamment questionnés et confrontés à la complexité des situations locales reliées, qu'il faudrait donc pouvoir prendre en compte, pour contextualiser au plus près les voies et les mécanismes de l'exercice du pouvoir. Cela n'est pas facile, exige des compétences multiples, la capacité de se délocaliser en fonction des problèmes, et cela prend beaucoup de temps.

I) Quelques mesures de censure de Charles VI en Bohême

Avant de parler de l'encadrement des lectures de la population, qui est en fait un contrôle se voulant minutieux des livres interdits éventuellement présents dans les habitations, j'aborderai très rapidement ce qu'un sondage rapide dans les archives pragoises⁴ peut faire apprendre de la pratique et la théorie de la censure du livre et de la librairie en Bohême sous le règne de Charles VI.

⁴ Il s'agit ici d'un sondage sur la censure dans le fond *Stará manipulace* des archives de l'Etat (*Státní ústřední archiv*), abrégé désormais en SÚA, fond SM.

Commençons par une référence à un ouvrage qui fait toujours autorité et qui a marqué une date dans la façon de concevoir l'histoire de la censure autrichienne, tout en ne touchant que très peu les Pays Tchèques⁵. Il y a déjà trente ans que Grete Klingenstein a publié un remarquable livre sur la censure sous Marie-Thérèse⁶. Elle en avait repris les principales thèses, un peu plus tard, dans un article conceptuel⁷. Elle montrait que les réformes de l'impératrice n'avaient pas été guidées par la recherche d'une sécularisation, mais qu'elles avaient mis en place une « épiscopalisation » de la censure, au détriment de la Compagnie de Jésus. Dans une grande partie de son livre, elle établissait un bilan de l'état de la censure à Vienne et en Basse-Autriche en particulier, avant la réorganisation de 1751. Les constatations auxquelles elle avait abouti sur cette première période, en gros valables pour la Bohême malgré des différences certaines dont l'existence ne lui avaient d'ailleurs pas échappé, constitueront pour nous un point de départ et un fil conducteur à des hypothèses pour une recherche sur ce pays, pour lequel manque encore un travail de ce genre. Cependant, les détails fournis sur des décisions et des règlements émis à propos d'affaires concernant d'autres pays et provinces, par exemple la Carinthie, ne concordent pas nécessairement avec ce que l'on trouve en Bohême. Cette observation va dans le sens du refus d'une conception anachronique, postulant l'existence de lois générales valides dans tous les pays de la monarchie⁸. La prise en

⁵ L'auteur donne quelques exemples sur la police du livre en Bohême pp. 131-132: elle signale en quelques lignes la fermeture de l'imprimerie du Comte Sporck en 1729, l'existence depuis 1723 d'une „Bücherkommission“ à la *Statthalterei* (Lieutenance royale) de Prague, et l'attention portée dans le pays au crypto-protestantisme depuis la Guerre de Succession d'Espagne et aussi, en se basant sur le *Gesetzlexikon* de Jaksch (volumes 1 et 5, Prague 1828), articles „Büchereinschleppung“, „Büchereinsendung“ et „Religionsaufrechterhaltung“, les mesures quasi-annuelles concernant la surveillance des livres hérétiques chez les habitants.

⁶ Grete Klingenstein, *Staatsverwaltung und kirchliche Autorität im 18. Jahrhundert: das Problem der Zensur in der thesesianischen Reform* (L'administration de l'Etat et l'autorité ecclésiastique au XVIII^e siècle : le problème de la censure dans les réformes de Marie-Thérèse), München 1970, 235 pp.

⁷ Id., „Van Swieten und die Zensur“ (Van Swieten et la censure), dans : *Gerard van Swieten und seine Zeit* (Gérard van Swieten et son temps), (*Studien zur Geschichte der Universität Wien*, Band VIII). Edité par Erna Lesky et Adam Wandruszka, Wien-Köln-Graz 1973, pp. 93-106.

⁸ Postulat sur lequel semblent souvent reposer les travaux de Jean-Pierre Lavandier, *Le livre au temps de Joseph II et de Léopold II : code des lois de censure du livre pour les pays austro-bohêmes (1780-1792)*, Genève 1995, 365 pp., et Id., *Le livre au temps*

compte, sinon la reconstitution, qui est toujours, et probablement pour longtemps encore, de l'ordre des *desiderata* nécessaires, de l'activité de la lieutenance royale (*místodržitelsví, Statthalterei*) et pour la Moravie de celle du Tribunal, et de celle de la Chancellerie de Bohême (*Česka dvořská kánzelař, Böhmisches Hofkanzlei*)⁹ permettrait donc d'affiner le modèle proposé par Grete Klingenstein et de mieux comprendre la nature complexe de l'Etat et des pouvoirs. D'autres sources, que j'aborde un peu plus loin, renseignent sur les rapports entre l'Eglise, l'Etat et les pratiques des instances judiciaires et administratives locales.

Le contrôle de la librairie, observe Grete Klingenstein, relève à la fois du pouvoir temporel et d'instances spirituelles. Depuis que Ferdinand II a confié aux jésuites les facultés de théologie et de philosophie de l'université de Vienne, la censure préalable des imprimés théologiques et philosophiques se trouve entre dans leurs mains. Grete Klingenstein estime qu'ils censurent aussi à Vienne, en pratique, les imprimés de médecine et de droit. Pour la Bohême, un long conflit va opposer les jésuites, qui ont reçu de Ferdinand II les mêmes droits avec l'université Charles de Prague en 1622, à l'archevêque de Prague, jusqu'en 1654, date à laquelle une solution préservant les intérêts des deux parties est finalement tranchée par Ferdinand III¹⁰. La permission de l'Ordinaire (*Ordinarium*) reste pourtant le premier échelon permettant l'impression d'un écrit pour tous les auteurs religieux et pour tous les ordres religieux. A Vienne, la censure préalable et *a posteriori* des calendriers, des livres de droit et de tout ce qui peut être compris sous le terme de « *politicum* » relève pratiquement du gouverne-

de Marie-Thérèse : code des lois de censure du livre pour les pays austro-bohèmes (1740–1780), Genève 1993, 162 p.

⁹ Les archives de la Lieutenance royale de Bohême se trouvent au *Státní ústřední archiv* (SÚA) de Prague, dispersées dans plusieurs fonds, essentiellement dans SM (*Stará manipulace*) et NM (*Nová manipulace*), de même que les archives et des copies d'archives de la *Böhmisches Hof-Kanzlei*, effectuées dans les années vingt du XX^e siècle avant l'incendie qui a détruit une grande partie des fonds viennois. Celles du Tribunal sont conservées aux archives centrales de Brno. La difficulté majeure provient de ce que des documents concernant des affaires de censure et les conceptions sur la censure ne sont pas toujours rangées sous cette rubrique et qu'on en trouve beaucoup ailleurs, au hasard des recherches (et en particulier dans les fonds de l'archevêché de Prague au SÚA, coté APA).

¹⁰ Voir: Ivana Raková, « Cesta ke vzniku Karlo-Ferdinandovy univerzity. Spory o pražské vysoké učení v letech 1622-1654 » (Vers la naissance de l'université Charles-Ferdinand. Les conflits concernant l'enseignement supérieur à Prague entre 1622 et 1654), *Acta Universitatis Carolinae – Historia Universitatis Carolinae Pragensis*, 24/2, 1892, pp. 43-64.

ment de Basse-Autriche sous des modalités variées. Parallèlement, des juristes de la faculté de droit sont de plus en plus impliqués au XVIII^e siècle dans l'expertise préalable (ou plus souvent postérieure, la « révision ») des manuscrits et des imprimés. Enfin, le contrôle des livres importés aurait aussi été confié aux jésuites. Il le fut aussi en Bohême, au moins dans la période qui suivit la Montagne Blanche. Des visites pour rechercher les livres interdits peuvent être entreprises par les autorités municipales, les commissaires de contre-réforme, et d'autres. La recherche des mauvais livres est ici inséparable de la restauration catholique. Les ballots de livres peuvent aussi être inspectés et arrêtés au passage des frontières, des douanes et des octrois. Grete Klingenstein constate à propos de ces mesures une totale absence de coordination entre acteurs et instances.

L'image incomplète et très prématurée que j'ai pu me faire de la situation en Bohême sous Charles VI, sur la base d'un dépouillement sans doute encore trop sommaire des mesures prises dès le début du règne¹¹ ne me permet pas de décider du degré de cette absence de coordination. Peut-être s'agirait-il plutôt, en Bohême, d'une forme de coordination antérieure à la rationalité du bien public et des Lumières. Les mesures décidées sont certes multiples. Avant tout, il n'existe pas de censeur général, il n'y a ni direction de la censure, ni d'organe unique chargé par le souverain de penser la politique et la pratique de la censure avant van Swieten et les réformes de Marie-Thérèse et de Joseph II. Cependant, cela n'implique pas nécessairement toute absence de vision d'ensemble sur l'exercice de la censure au niveau de la cour et de l'empereur. L'instance suprême qui décide – même sporadiquement – de la façon d'exercer la censure reste l'empereur, ici en sa qualité mise en avant de roi de Bohême¹² :

Ceci dessine un processus pyramidal, dont la pointe est à la Cour de Vienne : tout en haut, l'empereur, roi de Bohême, qui transmet ses ordres par l'intermédiaire de la Chancellerie de Cour de Bohême¹³, en s'adressant à la lieutenance royale de Prague (*Místodržitelství*, en allemand *Statthalterei*, dont le *Consilium Locumtenentiale* du royaume de Hongrie créé par le même Charles VI à Pozsony [Presbourg, l'actuelle Bratislava] en 1723 est alors le pendant plus ou moins formel). Cette lieutenance royale n'est pour-

¹¹ SÚA, Prague, fonds SM/ P/ ; 130/184.

¹² Certes, Charles VI règne en Bohême en roi ; cependant, la titulature utilisée dans les documents qui transitent par la Chancellerie de Bohême reprend pourtant toujours tous ses titres et dignités dans un ordre qui place la royauté de Bohême après la couronne impériale et la couronne hongroise.

¹³ A Vienne elle aussi depuis son transfert sous de Prague sous Ferdinand II en 1624.

tant pas l'unique correspondant de l'empereur en matière de censure : le souverain s'adresse aussi, dans une mesure moindre, par exemple au conseil municipal de la Vieille Ville de Prague, à la Cour d'appel royale de Prague (*Královská rada nad apellacemi*), à l'université, à l'archevêché, ou bien directement à des aristocrates, hauts dignitaires « grands officiers » du royaume. Le sommet – la tête – est unique : l'empereur et roi, immédiatement relayé, au niveau des épaules, par la Chancellerie de Bohême (*Česká dvorská kancelář; böhmische Hofkanzlei*), qui représente alors encore tous les pays de la couronne de Bohême. Ensuite, cependant, en allant vers la base du corps politique, l'exercice de la censure d'Etat se démultiplie.

La consultation trop rapide de quelques-unes des sources qui dorment dans les fonds pragois non ecclésiastiques fait pourtant soupçonner sinon celle d'un système, du moins l'existence d'une conception réfléchie de la censure sous Charles VI, qu'il serait possible d'essayer de reconstituer, moyennant un travail certainement long et difficile, puisqu'il s'agit aussi de retrouver le détail de la pratique des bureaux et celle du gouvernement du royaume de Bohême dans la Monarchie. Dès avant la création en 1723 de la « *Bücherkommission* » dont parle Schaller dans son histoire de la censure en Bohême¹⁴, une précédente commission spécialisée dans l'examen et la censure des imprimés politiques en cours de publication a dû exister. Sa mise en place est, en tous cas, demandée le 13 août 1715 par Charles VI à la lieutenance royale de Bohême, avec le détail de son fonctionnement qui implique, par un autre mandat du 29 août 1715, le comte Johann Ernst Schaffgotsch, président de la cour royale d'appel, auquel Charles VI confie l'examen et la censure du « *politicum* » et la tâche de fournir à la *Statthalterei* des mémoires (*Gutachten*) sur chacun des titres revus¹⁵. Plusieurs mandats adressés par le même souverain à divers correspondants entre 1713 et 1731 intiment aux censeurs successifs de se faire envoyer chaque trimestre (*quartaliter*), par l'intermédiaire de la Lieutenance royale, douze exemplaires de tous les livres qui se trouvent chez les imprimeurs du royaume¹⁶. D'une façon qui peut nous sembler superfétatoire, Charles VI nomme en même temps, occasionnellement ou non (il faudrait dépouiller de nombreux fonds pour en trancher), des censeurs particuliers pour cer-

¹⁴ Jaroslaus Schaller, *Kurzgefaßte Geschichte der Büchercensur in Böhmen*, Prag, 1796, p. 6. Zdeněk Šimeček, *Geschichte des Buchhandels in Tschechien und in der Slowakei*, Wiesbaden 2002, p. 25, en rappelle lui aussi l'existence et note qu'on ne connaît pas les interdictions de livres émises par cette commission depuis 1723.

¹⁵ Prague, SÚA/ SM / P/ 130-184.

¹⁶ Prague, SÚA/ SM / P/ 130-184.

tains types précis de livres. Leur expertise, ou peut-être seulement leur responsabilité symbolique, semble devoir se juxtaposer à celles de la lieutenance royale et à celles d'autres instances, comme la cour d'appel royale de Prague. Le 19 avril 1731 un décret de Charles VI attribue au comte Johann Philipp Clary Aldringen, en remplacement du comte Norbert Vincenz Kollowrat Libštejnský qui vient de décéder, la censure des tous les imprimés publiés (il s'agit donc sans doute de la révision) et des calendriers¹⁷. Les imprimeurs doivent envoyer à Clary Aldringen douze exemplaires de chaque titre, enveloppés en un seul paquet. Le 16 mars 1716, un précédent décret adressé au Magistrat académique (« an der Akademischen Magistrat »), donc à l'université, exigeait que celui-ci adresse chaque trimestre à la chancellerie de Bohême à Vienne, par le courrier du royaume et aux frais des éditeurs, une caisse contenant des exemplaires de tous les livres imprimés¹⁸ ; le 17 juillet 1713, la même exigence s'adressait à la lieutenance royale, à laquelle il incombait de faire envoyer trimestriellement à la chancellerie de Bohême 12 exemplaires de tout « daß von allem was in quacunque materia in unserem Erb-Königreich Böhheimb gedrucket wirdt », avec une consignation des titres, aux frais des imprimeurs. Un point mérite d'être souligné : parmi les actes de Charles VI concernant la censure en Bohême se voient aussi des réponses proposant de modifier les détails d'une interdiction ou de mesures déjà émises par la lieutenance royale. Le souverain réagit de la sorte aux rapports que la lieutenance royale adresse à la Chancellerie de Bohême après chacune de ses « sessions » mensuelles.

Signalons encore l'existence de mémoires contemporains traitant du droit de l'empereur et du droit des évêques sur la révision des livres. Je ne citerai ici qu'un seul de ces manuscrits, qui n'est pas daté mais fut rédigé sous le règne de Léopold I^{er} par un jésuite anonyme, probablement vers 1689, au moment des disputes sur ce thème qu'évoque Ferdinand Menčík¹⁹. Ce document porte le titre suivant (je traduis du latin et raccourcis) :

« Si dans les terres héréditaires de l'Empereur le droit de réviser les livres ou de donner la faculté de les réviser appartient à l'Empereur ou aux évêques? Si le concile de Latran et celui de Trente sont effectivement reçus sur ce point dans ces terres héréditaires?? Et si l'on prouve qu'ils y sont reçus, l'évêque peut-il exiger le droit de réviser les livres qui sont propriété de l'Université (Academia), puisqu'il s'agit des thèses? A la première question il est répondu que le droit de

¹⁷ SÚA, SM /P/ 130/184.

¹⁸ Ibidem.

¹⁹ Menčík, *op. cit.*, pp. 116-117.

réviser les livres appartient à l'Empereur; aux deux dernières, il est répondu négativement »²⁰.

Ferdinand Menčík²¹ ne mentionne pas ce document. Il semble bien pourtant avoir eu en mains ce texte ou un autre fort semblable, tant il paraît en paraphraser la teneur lorsqu'il évoque les disputes oratoires (*quaestiones*) que les jésuites du Clementinum pragois auraient organisées au sujet des compétences de l'ordinaire en matière de censure. Quoiqu'il en soit, et c'est bien entendu ce point qui est ici intéressant, Léopold I^{er}, sans désavouer tout à fait les jésuites, ne leur donna pas raison dans leur « bras de fer » avec les archevêques de Prague en matière d'imprimatur.

2) La poursuite des livres hérétiques et le contrôle des suspects d'hérésie²²

Le début du XVIII^e siècle semble marquer un tournant à la fois dans l'intensité et dans l'élaboration du contrôle des lectures et des livres, par l'intermédiaire d'un contrôle accru et plus efficace de la conformité confessionnelle de la population de la Bohême, en principe toute entière recatholisée à partir de 1620. Ainsi, le Règlement pénal (*Halsgerichtsordnung, Hrdelní řád*) que Joseph I^{er} publie pour la Bohême en 1708 prévoit la peine de mort pour les passeurs qui introduisent des livres hérétiques en contrebande dans le royaume, mais aussi pour tous ceux qui garderaient chez eux des livres d'auteurs et de prédicateurs hérétiques. Je précise que les cas d'arrestations de gens suspects de ces actes et sanctionnés par la cour d'appel commencent vraiment à se multiplier à partir de 1704. Ensuite, comme nous venons de le voir, Charles VI édite dès 1713, sous la forme de mandats et patentes, des décrets tendant à régler la pratique concrète de la censure. En 1712, dans le contexte nouveau du réveil piétiste aux frontières du royaume, l'interdiction d'émigrer faite en 1659 aux paysans et habitants non-libres du royaume par Léopold I^{er} (qui est d'ailleurs juridiquement antérieure au XVII^e siècle) se trouve réitérée. En 1717, la recherche des livres

²⁰ Ce manuscrit porte un second titre: *Discursus de Jure Ordinarii in Rem Librariam, quod Typographi et Bibliopolae illi (um (?) subjiciantur absoluto, sed alimmodo secundum quid in ordine ad solem approbatio (quem?) libros imprimendos*, SUA Prague, Jesuitica, JS III O /411, carton 140.

²¹ Menčík, *op. cit.*, pp. 112-113.

²² Lorsque les cotes des documents cités ici ne sont pas précisées, je m'appuie dans cette partie sur mes travaux précédents, cités dans l'introduction de ce volume à la note 7, auxquels on peut se reporter.

hérétiques (surtout) chez les habitants est confiée aux curés et aux missionnaires. Il faut ici noter que je n'ai pas retrouvé dans les archives de la lieutenance royale (*Staathalterei*) de documentation permettant de certifier l'existence d'une recherche aussi systématique des livres par d'autres autorités, bien que le *Gesetzlexikon* de Jaksch²³ répertorie des mesures les impliquant. L'attitude des municipalités, à Prague surtout, lorsqu'on en trouve la trace, montre parfois un conflit de juridiction avec celle des recenseurs de livres ecclésiastiques. Du côté des administrations seigneuriales, la participation à ces actions est avérée, sans paraître avoir été ni systématique, ni permanente. Avant 1717, sur la base des documents conservés aux archives de l'archevêché de Prague, cette traque des livres était déjà du ressort des missionnaires. Après la Guerre de Trente Ans, sous Ferdinand III et sous Léopold I^{er}, ceux-ci sont des jésuites. Non seulement ils envoient des rapports d'activité à l'archevêque, mais c'est bien ce dernier qui donne aux candidats missionnaires leur lettre dimissoires et des instructions contraignantes concernant leur rôle, leurs devoirs et le déroulement des missions. Ainsi, ce qui deviendra en 1733 l'institution des missionnaires archiépiscopaux, dits encore missionnaires de cercles, existe et fonctionne déjà sous des formes analogues dès la seconde moitié du XVII^e siècle, à la fin de l'épiscopat de Harrach. Ce qui change en 1733 est pourtant fondamental, avec l'implication égale à celle de l'archevêché des instances du gouvernement local, la diète et la lieutenance royale, dans le contrôle des missionnaires, qui sont aussi payés par elles. La « nouveauté », comme il arrive fréquemment, réside ici non tant dans une transformation des pratiques de terrain que dans celle des conceptions. Ce que l'on a appelé sécularisation des affaires d'hérésie sous Charles VI (par exemple Svátek continuant pour ce règne l'Histoire de la Bohême et de la Moravie aux temps modernes d'Antonín Rezek²⁴) devient plutôt, sous cet éclairage, l'affirmation de la préséance quant au *politicum* des instances gouvernementales.

Toujours en 1717, une autre patente de Charles VI répète l'une des mesures du *Halsgerichtordnung* et déclare les passeurs de livres interdits passibles de mort. Cette patente est réitérée en 1718, et encore une fois, sous

²³ P. K. Jaksch, *Gesetzlexikon im geistlichen, Religions- und Toleranzfache, wie auch in Güter-, Stiftungs-, Studien- und Zensursachen für das Königreich Böhmen von 1601 bis 1800*, 5 vols., Prague 1828. Sont concernés ici les volumes 1 et 5.

²⁴ Antonín Rezek, *Dějiny Čech a Moravy nové doby*, vol. 1 et 2, Prague 1892 et 1893 ; Josef Svátek, *ibid.*, vol. 3 et 4, Prague 1894 et 1896.

une forme plus détaillée, en 1721 : toutes les marchandises des colporteurs chez qui l'on trouverait des livres devront être confisquées, et le tiers donné au délateur ; les dénonciateurs de vendeurs de livres en général seront récompensés, et les vendeurs punis. Les nobles qui posséderaient des livres hérétiques ne seront pas poursuivis mais un rapport doit être envoyé à la cour d'appel²⁵. La lieutenance royale se plaint que ces mesures soient peu ou mal appliquées.

1721 est aussi la date à laquelle commence à paraître une série de mandats et rescrits de Charles VI réglementant la poursuite des suspects d'hérésie et des hérétiques avérés. Il retire la juridiction des procès d'hérésie aux évêques et la confie à la cour d'appel royale, ce qui provoque immédiatement une réaction forte de l'archevêque de Prague, Khünburg, qui excommunie le président de ladite cour et donne l'ordre d'arrêter toutes les inquisitions en cours.

Il ne faut pas interpréter l'acte de Charles VI comme une dissociation totale de l'Eglise et de l'Etat dans les affaires d'hérésie (« crime contre l'Etat » dans la Constitution Rénovée de 1627 – *Obnovené zřízení zemské, Verneuerte Landesordnung* – : la coopération entre les autorités civiles et ecclésiastiques continuent à être la règle ; et d'ailleurs l'archevêque siège à la diète de Bohême et à ce titre participe à l'élaboration de sa politique. A partir de 1732, par exemple, les patentes royales et les règlements (*nařízení, Ordnungen*) du gouvernement doivent être diffusés dans le pays par l'intermédiaire du Consistoire de l'archevêché, qui les transmet aux Vicaires diocésains et aux curés. Mais l'initiative d'une coopération entre les instances civiles et l'archevêché fonctionne dans les deux sens. Un exemple : en 1745, le consistoire archiepiscopal prévient la Lieutenance royale qu'il a nommé trois commissaires (les curés de trois paroisses de Prague) devant accompagner le père jésuite Koniáš, de la Maison Professe de Malá Strana, pour faire l'examen des livres au marché d'occasion et dans la Ville Juive, et lui demande l'assistance (qui fut accordée) du *rychtář* royal de la Vieille Ville.

En 1726, les mesures précédentes culminent dans ce que les sources appellent des lors la Pragmatique sur l'hérésie, qui réglemente les délits et les peines encourues. Qu'il suffise ici d'en dire deux choses : d'abord que cette « Pragmatique » sera répétée presque chaque année jusqu'en 1740, repu-

²⁵ D'après mes recherches, les cas de contrôle des livres nobiliaires sont extrêmement rares dans la pratique. L'affaire du comte Sporck, éditeur de libelles jansénistes, est très connue, celle du baron de Selb me paraît quasiment oubliée.

blée en 1741 et 1746, et en 1749 republiée par Marie-Thérèse, et encore répétée en 1756, 1758, 1759, 1760, puis, sous une forme renforcée en 1761 et en 1770, chaque année jusqu'en 1780. Ensuite, que cette Pragmatique, entre autres mesures prévues, interdit aux « marchands, charretiers ou ceux qui font le commerce de dentelles et de livres d'introduire et de faire circuler des livres contraires au catholicisme dans le royaume », sous peine de prison et de mort, récompense les délateurs, et ordonne aux administrations seigneuriales et aux officiers des cercles (*krajští úředníci*, *Kreisbeamte*) de faire respecter ces mesures et de mieux réprimer l'hérésie que par le passé, en leur expliquant quels moyens employer.

S'ensuit à la fois une répression accrue, surtout des paysans et des artisans, mais aussi du contrôle des livres dans les villes. Cette relance de la poursuite des livres interdits s'accompagne de l'élaboration, par les diverses instances ou institutions impliquées dans l'application de ces mesures, de textes normatifs destinés à régler leur mise en œuvre particulière, incluant le contrôle des livres hérétiques et interdits. Ce sont ces textes qui vont maintenant nous retenir.

Le contrôle des livres et des lectures n'est pas dissociable de celui des personnes. Il faut comprendre qu'il se décline de deux façons. D'abord par une répression pénale, qui touche en fait peu de monde, puisque seulement 729 cas furent jugés et sanctionnés, parfois par une condamnation à mort, par la cour d'appel jusqu'à la Patente de Tolérance de 1781²⁶ ; ensuite, et conjointement, par un encadrement beaucoup plus présent et actif sur le terrain.

La répression des personnes est confiée au bras séculier, mais leur contrôle tout au long de l'année revient à l'Eglise, par le biais des curés, des doyens et des « *vicarii foranei* » de l'administration diocésaine, qui les encadrent depuis les réformes mises en place après 1630 par le cardinal archevêque Harrach, et par les missionnaires, dont les modes d'opération concernant les livres à inspecter, corriger, confisquer et/ou détruire sont spécifiés en 1638, 1645, 1651, avant la reprise au XVIII^e siècle de ces mandats archiépiscopaux.

²⁶ Voir Marie-Elizabeth Ducreux, *Lire à en mourir. Livres et lecteurs en Bohême au XVIII^e siècle*, in : *Les usages de l'imprimé (XV^e-XVIII^e siècle)*, sous la direction de Roger Chartier, Paris 1987, p. 253-303.

Plusieurs milliers d'individus furent ainsi suspectés, interrogés et consignés dans les statistiques du consistoire de l'archevêché jusqu'en 1781²⁷. C'est ce qui ressort de l'addition des statistiques conservées aux archives de l'archevêché de Prague, en particulier dans les rapports sur l'état de la religion dans le royaume, dont la série est lacunaire et ne concerne que trente-huit ans entre 1726 et 1781²⁸. Quant aux livres, d'après les statistiques détaillées conservées dans les archives du même consistoire, c'est probablement une centaine de milliers, si les chiffres compilés sont fiables, qui ont été confisqués : au moins 41807 livres entre 1746 et 1780 (la série récapitulative est complète sauf trois années manquantes), et 49 538 en rajoutant les chiffres retrouvées pour le règne de Charles VI, à partir de 1726. Date peut-être significative, par la coïncidence avec la première publication de la Pragmatique. Cette statistique des livres confisqués continue jusqu'en 1784²⁹. Dans les limites de cet article, je ne peux aborder dans tous les détails la question du traitement réservé à ces livres. La majorité, dans la période qui nous concerne ici, ne semble plus avoir été détruite ; les instructions demandent de les transférer à Prague ou dans le chef-lieu du diocèse, mais la documentation retrouvée pour l'instant n'éclaire pas la façon dont ces transports réguliers de livres ont pu être effectués. Une partie a dû être brûlée : toutefois, il n'est presque jamais plus mention de bûcher de livres après 1711, et les exécutions publiques de livres, sans avoir disparu, paraissent être devenues exceptionnelles ensuite, alors que cette pratique, ordonnée dès 1628 par un mandat de Ferdinand II daté du 10 mai qui prévoyait aussi leur réclusion dans des bibliothèques ecclésiastiques, était réellement, d'après les relations des missionnaires, la règle au XVII^e siècle³⁰.

²⁷ L'addition des chiffres fournis semestriellement ou annuellement par des rapports de l'archevêché destinés à la diète et au gouvernement local aboutit déjà, pour seulement une trentaine d'années au 18^e siècle, à plusieurs milliers de personnes inquiétées. Le chiffre final doit donc être bien supérieur. Ces données peuvent être recoupées par les relations de missions, les interrogatoires et les correspondances relatant ces affaires.

²⁸ Certaines affaires, comme la plus grande traitée à Prague entre 1721 et 1729, impliquent jusqu'à mille individus, dont les noms ont été conservés. *Id.*, *ibidem*.

²⁹ Voir Marie-Elizabeth Ducreux, « Le livre et l'hérésie, modes de lecture et politique du livre en Bohême au XVIII^e siècle », in Hans Erich Bödeker, Gérard Chaux, Patrice Veit (éd.), *Le livre religieux et ses pratiques. Etudes sur l'histoire du livre religieux en Allemagne et en France à l'époque moderne. Der Umgang mit dem Religiösen Buch. Studien zur Geschichte des religiösen Buches in Deutschland und Frankreich in der frühen Neuzeit*, Göttingen 1991, p. 131-155.

³⁰ Sur ces exécutions publiques de livres, on peut consulter : Hermann Rafetseder, *Bücherverbrennungen. Die öffentliche Hinrichtung von Schriften im historischen Wan-*

Pour l'archevêché de Prague, comme pour les évêchés suffragants de Hradec Králové et de Litoměřice, l'enjeu de ce contrôle est complexe. Il s'agit certes d'extirper l'hérésie et les mauvais livres qui la provoquent, l'entretiennent, la diffusent; mais il s'agit tout autant de continuer à exercer les prérogatives que la Pragmatique de Charles VI pouvait sembler leur retirer. S'ils ne peuvent plus mener les procès d'hérésie (auquel le délit de lecture de livres interdits est assimilé), ils conservent en effet un rôle éminent, qui ne sera affaibli –mais non aboli– que dans les dernières années du règne de Marie-Thérèse. Il leur revient en effet toujours la tâche de détecter les suspects, de rechercher leurs livres, et de déterminer par une première inquisition si est avéré le crime d'hérésie.

La Pragmatique de 1726, et la saisie presque concomitante par la diète (en 1733) de l'encadrement confessionnel de la population amènent donc le consistoire de l'archevêché de Prague à rédiger des instructions extrêmement détaillées, qui expliquent par le menu la situation en Bohême, et surtout qualifient l'hérésie, les modes de lectures, les habitudes des passeurs de livres et des colporteurs, le contrôle des relieurs, précisent l'aspect des livres interdits, expliquent comment les identifier, à l'aide de l'index de Koniáš³¹, demandent aux curés et aux missionnaires, à qui permission est donnée de lire les livres hérétiques, de s'instruire par la lecture d'ouvrages de controverses pour mieux répondre, débattre et persuader, énumèrent les caches où peuvent se trouver des livres, précisent en quels cas recourir aux autorités seigneuriales et des cercles.

Un texte normatif de 1741³² traite ainsi dans une partie intitulé « *Notiones* » (notions) de la question des livres, des libraires, des colporteurs, des relieurs, des revendeurs juifs, du marché des objets d'occasion etc. C'est en réalité un véritable mémoire, une théorie, reliée à la pratique du contrôle des missionnaires de l'archevêché et des curés, du contrôle de la librairie et des livres possédés par les habitants de la Bohême, développée entre les chapitres 9 et 41 de l'instruction (soit une quarantaine de pages). C'est encore une description réaliste des pratiques de commerce illicite. C'est aussi un précis d'histoire confessionnelle de la Bohême. Enfin, c'est un texte prescriptif : d'une part, il discerne, avec un souci de détail nécessaire à une

del, Wien-Köln-Graz 1988, 360 p. Le livre ignore la documentation sur laquelle nous avons travaillé. L'auteur constate la raréfaction des bûchers de livres après 1760 dans la monarchie des Habsbourg, essentiellement en Autriche (mais pas uniquement).

³¹ Voir l'article de Martin Svatoš dans ce même volume.

³² SUA Prague, APA, B 30/5.

pratique efficace, les différents types de livres que l'on peut rencontrer, et qui, de loin, ne sont pas tous des livres hérétiques, et ce qu'il convient d'en faire. D'autre part, il impose aux missionnaires de l'archevêché (créés par la diète et le gouvernement local en 1733) un nouveau modèle de relation de mission mensuelle et annuelle et, ce qui nous importe particulièrement ici, un modèle de catalogues des livres séquestrés. Ces catalogues doivent être annexés aux relations mensuelles, indépendamment du fait que des titres de livres soient mentionnés ou non dans la relation elle-même (par exemple le jour où ils ont été confisqués : dans ce cas, les relations réelles indiquent le nom, l'état et le lieu de résidence du possesseur). Chaque année, à la fin du mois de décembre, les missionnaires doivent fournir un catalogue récapitulatif annuel, en précisant le titre, le nom de l'auteur, le format, le lieu d'impression et l'imprimeur, « surtout pour les plus nouveaux », l'indication des pages où se trouvent les passages erronés, y compris la teneur de ces derniers.

Cette instruction est pour finir un mode d'emploi des mandats et des pragmatiques impériaux, qui prévoit explicitement quand, comment et pourquoi ne pas dénoncer ni livrer au bras séculier des contrevenants, y compris les imprimeurs catholiques qui publient des ouvrages sans permission de l'ordinaire pour des raisons économiques; ou bien les paysans qui émigrent *ad partes acatholicas* pour échapper aux corvées et à l'excès de travail et de tracas sur la réserve seigneuriale. Il s'agit expressément d'un texte à usage interne, qui n'est pas destiné à être diffusé ni expliqué aux autorités municipales, seigneuriales, judiciaires, même (et justement peut-être) s'il prévoit les circonstances où elles peuvent, ou doivent être appelées à l'aide. Les interrogatoires que mènent les ecclésiastiques mandatés pour cela ne doivent jamais être communiqués aux autorités civiles quelles qu'elles soient, y compris à la seconde instance en cas de procès, la cour d'appel royale de Prague. Il est seulement permis de leur transmettre un *species facti*, ou *Gutachten*, c'est à dire un résumé.

Se dégage donc de cet écrit une représentation de soi de l'état (dans le sens de *stav*, *Stand*) ecclésiastique jaloux de ses prérogatives et de ses libertés, qui, pour les conserver, interprète les textes législatifs et les règlements impériaux. Je ne connais pas de réflexions et de mode d'emploi aussi précis, élaboré et pensé issu des milieux des juristes de la Cour d'appel ou de la faculté de droit, qui aurait pu être rédigé pour la Lieutenance royale ou la diète, ce qui ne veut pas dire qu'il n'y en ait pas eu.

Les bibliothèques patriciennes de la Nouvelle-Ville de Prague à l'heure de la recatholicisation (1620 – fin du XVII^e siècle)

Olga Fejtová

La période qui suivit la bataille de la Montagne Blanche (le 8 novembre 1620) amena des modifications substantielles dans la vie politique, économique, religieuse et spirituelle des élites de Prague. La vague d'exécutions et de châtiments qui succéda immédiatement à la défaite des états de Bohême donna en même temps le branle à un long processus de recatholicisation. En 1627 et en 1628, la publication de la Constitution Renouvelée (*Obnovené zřízení zemské, Verneuerte Landesordnung*) codifiait le catholicisme comme seule confession autorisée en Bohême et en Moravie. Avant la Montagne Blanche, à l'exception de la communauté juive, les habitants des quatre villes qui formaient alors Prague étaient protestants à une écrasante majorité. Le changement était de ce point de vue fondamental. Les historiens du développement urbain de Prague ont déjà tenté d'évaluer l'incidence des mesures de recatholicisation sur la structure de la population, comme sur celle de l'émigration qui fut une conséquence directe de leur mise en pratique¹. Mais ils n'ont pas prêté grande attention à la vie

¹ Cf. T. V. Bílek, *Dějiny konfiskací v Čechách po r. 1618* (Histoire des confiscations en Bohême après 1618), Prague 1882 et 1883 ; V. Líba, „Studie o Praze pobělohorské, I. Emigrace“ (Recherches sur Prague après la Montagne Blanche, I. L'émigration), *Sborník příspěvků k dějinám hlavního města Prahy* (ci-après *SPDHMP*) VI, 1930, pp. 1-415 ; idem, „Studie o Praze pobělohorské, II. Rekatalizace“ (Recherches sur Prague après la Montagne Blanche, II. La recatholicisation), *SPDHMP* VII, 1933, pp. 1-71, idem, „Studie o Praze pobělohorské, III, Změny v domovním majetku a konfiskace“ (Recherches sur Prague après la Montagne Blanche, III. Les changements du patrimoine immobilier et les confiscations), *SPDHMP* IX, 1935 ; J. VOLF, *Čeští exulanti ve Freiberce v l. 1620–1640* (Les émigrés tchèques à Freiberg de 1620 à 1640), Prague 1912 ; L. Bobková, *Exulanti z Prahy a severozápadních Čech v Pirně v letech 1621–1639* (Les émigrés de Prague et de Bohême du nord-ouest à Pirna entre 1621 et 1639), Prague 1999 ; E. Semotánová, „Knihy měšťanských práv – významný pramen předstatistického období“ (Les registres du droit de bourgeoisie, une source importante de la période pré-statistique), *Historická demografie* 10, 1986, pp. 73-111 ; J. Mendelová, „Rada Nového Města pražského v letech 1600–1650“ (Le Conseil de la Nouvelle-Ville de Prague de

quotidienne des habitants, qu'ils fussent déjà catholiques, qu'ils aient décidé de se convertir sous la contrainte à « la seule foi véritable et auto-salutaire » et de rester dans leur pays, ou encore qu'ils fussent rentrés d'exil après avoir émigré. La religion tissait à tel point le quotidien des habitants des villes que la qualité de leur vie spirituelle, après toutes ces transformations, reste une question fondamentale pour toute recherche sur les conséquences de la recatholicisation dans les Pays Tchèques au XVII^e siècle.

C'est par ce problème que nous abordons la question du contrôle des livres. Je ne prends ici en considération qu'une mince couche parmi les habitants dotés du droit de bourgeoisie, et dans une seule des villes de Prague, la Nouvelle-Ville (Nové Město). Ce dernier choix est dû au caractère socio-économique de la cité, qui la rapproche des autres villes royales des Pays Tchèques, tandis que la Vieille-Ville de Prague (Staré Město), qui formait avec la Nouvelle-Ville le noyau urbain de la capitale, occupait dans le royaume une position exceptionnelle². Nos résultats auront peut-être ainsi des chances de ne pas simplement constituer des données isolées difficiles à comparer, et d'offrir une perspective plus générale pour l'ensemble des Pays-Tchèques.

1) Le patriciat de la Nouvelle-Ville de Prague

Nous avons donc choisi de n'étudier que les bibliothèques du patriciat de la Nouvelle-Ville, par conséquent d'un groupe très étroit d'habitants, que nous avons délibérément isolé des autres habitants possédant le droit de bourgeoisie. De par sa position sociale et économique, cette fine fleur de la bourgeoisie de Prague se trouvait exposée beaucoup plus intensivement que les autres couches sociales de la capitale du royaume aux pressions de la recatholicisation. Une des hypothèses de départ serait donc que les consé-

1600 à 1650), *Pražský sborník historický* (ci-après *PSH*) XXIX, 1996, pp. 59-106; O. Fejtová/P. Slámová, „Několik poznámek k ekonomickým důsledkům pobělohorské emigrace na Novém Městě pražském“ (Réflexions sur les conséquences économiques de l'émigration après la Montagne Blanche dans la Nouvelle-Ville de Prague), in: M. Hrubá (éd.), *Víra nebo vlast ?* Ústí nad Labem 2001.

² Cf. par exemple O. Fejtová, „Příspěvek k sociálně-ekonomické charakteristice Nového Města pražského v 17. století – Domovní majetek jako výraz sociálně-ekonomického potenciálu města“ (Quelques caractéristiques économiques et sociales de la Nouvelle-Ville de Prague au XVII^e siècle. Le patrimoine immobilier, expression du potentiel économique et social de la ville), *Documenta Pragensia*, XVII, 1998, pp. 171-183.

quences de ces contraintes renforcées auraient pu être aussi plus profondes et plus visibles que dans le reste de la population.

Il y a quelques années, Zdeněk Hojda s'est livré à un essai de définition des élites composant le patriciat urbain de Prague après la Montagne Blanche. Il aboutissait au portrait suivant du patricien pragoais typique de la seconde moitié du XVII^e siècle : un propriétaire de réserves seigneuriales (*dvůr, Hof*), de vignobles et de maisons de commerce, occupant dans le conseil de ville une place déjà quasiment héréditaire et possédant un nom à particule³. La participation au conseil de ville cependant représentait l'attribut primordial et essentiel, attestant d'une position de prestige dans la société urbaine et de la réussite d'une carrière. La composition des conseils de ville s'était transformée au cours du XVII^e siècle. Avant la Montagne Blanche, le groupe dominant au sein des conseils municipaux de Prague se composait d'humanistes et de représentants de professions intellectuelles. Après 1620 et dans la seconde moitié du XVII^e siècle, leurs places dans l'administration de la capitale se trouvèrent occupées par de riches négociants et commerçants⁴. Hojda montre que des hommes nouveaux, qui sont officiers institutionnels originaires de la bourgeoisie, s'introduisirent alors dans les élites urbaines. Ils occupaient fréquemment des fonctions dans les offices municipaux et dans ceux du royaume et du souverain. Ils avaient le plus souvent étudié durant plusieurs semestres à l'université⁵, ordinairement à celle de Prague, dont la faculté de droit, jouissant d'un bon niveau dans la seconde moitié du XVII^e siècle, attirait un nombre d'étudiants sans cesse croissant. Toutefois les étudiants originaires de Bohême y restaient alors majoritaires, et les natifs de Prague y occupaient même la première place⁶.

Ma recherche s'est limitée à deux groupes : celui des bourgeois occupant une fonction dans le Conseil, et celui des officiers publics originaires de la bourgeoisie (c'est-à-dire de qui serait un équivalent pragoais du „*Bildungsbürgertum*“ allemand). Les élites du conseil de la Nouvelle-Ville confirment les caractéristiques discernées par Hojda pour cette couche so-

³ Cf. Z. Hojda, „Výtvarná díla v domech staroměstských měšťanů v letech 1627–1740. Příspěvek k dějinám kultury barokní Prahy I.“ (Les oeuvres d'art dans les maisons des bourgeois de la Vieille-Ville de 1627 à 1740. Contribution à l'histoire de la culture baroque à Prague, I), *PSH* XXVI, 1993, p. 42 et seq.

⁴ Cf. J. Mendelová, op. cit., p. 86.

⁵ Cf. note 3.

⁶ Cf. K. Beránek, „Právnická fakulta“ (La faculté de droit), *Dějiny Univerzity Karlovy, II.* (Histoire de l'Université Charles de Prague), Prague 1996, pp. 137-163.

ciale des villes royales de Prague. Ils présentent pourtant d'autres traits intéressants dans la seconde moitié du XVII^e siècle. Tout d'abord, les Tchèques y prédominent, mais les individus établis dans la Nouvelle-Ville depuis une génération au moins ne forment qu'un peu moins d'un tiers de l'échantillon. En corollaire, 4% seulement des membres du conseil de la ville et des officiers de la Nouvelle-Ville sont originaires de l'étranger. Il y a donc eu un apport ou plutôt une montée indigène de nouvelles élites. La profession la plus répandue chez eux est le brassage en gros de la bière. D'autre part, un tiers environ des membres du conseil avait été anobli plus ou moins récemment⁷. On trouve aussi parmi eux d'anciens protestants émigrés après 1620, revenus ultérieurement dans leur pays et convertis alors au catholicisme, qui accèdent dans la seconde moitié du XVII^e siècle à des places importantes au sein du conseil ; à la seconde génération, les descendants d'émigrés sont loin d'y être des exceptions⁸.

2) Les bibliothèques des patriciens de Prague

Les bibliothèques de cette couche sociale nous introduiront, tant bien que mal, dans son univers spirituel. Elles nous offrent sans doute un tableau partiel des stratégies culturelles et des intérêts de leurs propriétaires. La seconde hypothèse est donc que les livres religieux identifiés pourraient fournir un critère de mesure du succès de la recatholicisation en Bohême. Un premier obstacle apparaît : les collections conservées ne permettent pas de reconstituer les ensembles originels complets des bibliothèques de l'époque moderne. Il faut donc appeler à l'aide une source devenue aujourd'hui l'un des recours traditionnels des historiens de la culture matérielle et écrite, les inventaires après décès. Le mécanisme de leur apparition à Prague a déjà été commenté abondamment dans la littérature spécialisée⁹. Les travaux de

⁷ Cf. P. Slámová, „Novoměstské radní elity 1650–1700“ (Les élites du conseil de la Nouvelle-Ville), *Documenta Pragensia*, XVII., 1998, pp. 165-170; M. Fiala, J. Hrdlička, J. Županič, *Erbovní listiny Archivu hl. města Prahy a nobilitační privilegia studentské legie roku 1648* (Les chartes de blasons des Archives de la Ville de Prague et les lettres de noblesses des légions étudiantes en 1648), Prague 1997.

⁸ Cf. P. Slámová, op. cit., pp 165-169.

⁹ Cf. pour les bibliothèques pragoises : J. Pešek, „Pražské knihy kšaftů a inventářů pozůstalostí – příspěvek k jejich struktuře a vývoji v době předbělohorské“ (Les livres pragois de testaments et d'inventaires après décès), *PSH*, XV, 1982, pp. 63-92; Z. Hojda, op. cit. pp. 46-53; O. Fejtová, „Soukromé knihovny na Novém Městě pražském v 17. století jako nedílná součást měšťanské hmotné kultury“ (Les bibliothèques privées de la Nouvelle-Ville de Prague au XVII^e siècle, élément inséparable de la culture

nos prédécesseurs nous permettent désormais de considérer que la majeure partie des livres répertoriés dans les descriptions du mobilier des demeures de la bourgeoisie étaient d'abord des objets de lecture, et qu'ils ne remplissaient que secondairement, et exceptionnellement, des fonctions de thésau-risation, de dons, de legs testamentaires, de gages, de décoration, etc.

Pour la Nouvelle-Ville, 598 inventaires après décès du XVII^e siècle sont aujourd'hui connus¹⁰. 263 d'entre eux comportent des catalogues de livres : 45% de ces citadins de la Nouvelle-Ville ont donc acquis des livres pendant la période qui nous intéresse. Dans le groupe des propriétaires de livres, nous avons identifié 19 membres du Conseil et 16 personnes occupant des offices dans l'administration, et issues de la bourgeoisie. Ensemble, ces patriciens ne représentent que 13% de tous les propriétaires de livres répertoriés dans la Nouvelle-Ville. Les biens de 13 membres du conseil ont été inventoriés, et ceux de 14 personnes dans le groupe des officiers administratifs. Le nombre de fonctionnaires occupant des offices dans l'administration du royaume et dans les municipalités augmente sensiblement après la Montagne Blanche parmi les possesseurs de bibliothèques, mais en revanche, celui des membres du Conseil de la Nouvelle-Ville baisse. Chez ces derniers, les détenteurs de collections de taille au-dessus de la moyenne dominant. Huit personnes possédaient de 21 à 100 volumes, deux membres du conseil détenaient des collections de taille moyenne, de 4 à 20 volumes, un seul possédait plus de 100 volumes, un autre n'avait qu'un livre unique. Les détenteurs d'un seul exemplaire et ceux qui, à l'autre bout de l'échelle, possédaient des ensembles de plus de 100 volumes n'apparaissent donc dans ce groupe qu'exceptionnellement. Les officiers issus de la bourgeoisie de la Nouvelle-Ville possèdent pour six d'entre eux des collections de livres au-dessus de la moyenne (de 21 à 100 volumes), pour quatre d'entre eux, de taille moyenne (jusqu'à 20 volumes). Trois bibliothèques professionnelles de juristes comportaient plus de 100 volumes. Enfin, une personne ne détenait qu'un seul livre. A cette exception près, les bibliothèques des officiers publics sont d'une qualité et d'une quantité de volumes plus fortes que les autres.

matérielle urbaine), *Studia i Materialy z Historii Kultury Materialnej*, t. LXIX, Bratislava 2001.

¹⁰ Archives de la Ville de Prague (Archiv Města Prahy, ci-après AMP), mss. 1208-1216, 1195, 1196.

3) La structure thématique des collections

Seuls 214 titres des volumes possédés par les 19 membres du Conseil de la Nouvelle-Ville ont pu être identifiés. 50 d'entre eux sont des livres de religion ou de morale, qui apparaissent dans tous les inventaires. Sur les 610 titres identifiés dans ceux des 16 officiers municipaux et du royaume, 142 ressortent de cette catégorie. Dans les deux cas, la proportion est de 23%, mais elle n'a pas de pertinence absolue, les chiffres étant à la fois trop faibles et aléatoires par rapport à l'échantillon étudié. Dans cette catégorie de possesseurs de livres, une collection n'avait aucun livre de religion, celle du chancelier de la Nouvelle-Ville, Jan František Palma. Elle comprenait 17 livres, et fut inventoriée en 1681¹¹. La part relativement faible de la littérature de religion dans les inventaires après décès des élites de la Nouvelle-Ville paraît être caractéristique de leurs bibliothèques, qualitativement et quantitativement supérieures à la moyenne. Certes, d'une façon générale, par rapport à la place occupée dans des bibliothèques comparables avant la Montagne Blanche, la part des livres religieux baisse aussi dans les collections de livres des autres bourgeois de la Nouvelle-Ville pour lesquels il existe des inventaires après-décès. Elle passe d'environ 54% du contenu de leurs bibliothèques avant 1620 à 46% dans la période qui nous occupe¹². Leur diminution est donc encore plus marquée chez les 35 membres des élites de la ville possédant des livres. Il semble que le déclin du goût pour la littérature religieuse au profit de titres profanes a précédé d'un demi-siècle dans leurs bibliothèques l'évolution suivie par les bibliothèques des autres habitants des villes de Prague ayant droit de bourgeoisie. Pour celles-ci, la quantité de livres religieux se stabilise entre 22 et 33% de l'ensemble dans la première moitié du XVIII^e siècle¹³.

Cependant, cet intérêt plus faible des patriciens pour les livres de religion et de dévotion n'entraîne pas avec elle une moindre qualité des livres

¹¹ AMP, mss. 1215, fol. 98a – 104a.

¹² J. Pešek, *Měšťanská vzdělanost a kultura v předbělohorských Čechách 1547–1620 – všední dny kulturního života* (L'instruction et la culture des habitants des villes en Bohême avant la Montagne Blanche, 1547–1620 – une vie de culture quotidienne), Prague 1993, p. 80; O. Fejtová, „Vývoj čtenářských zájmů měšťanů Nového Města pražského v 17. století“ (Evolution des intérêts des lecteurs issus de la bourgeoisie de la Nouvelle-Ville de Prague au XVII^e siècle), *Acta Comeniana*, sous presse.

¹³ J. Pokorný, „Knihy a knihovny v inventářích pražských měšťanů v 18. století“ (Livres et bibliothèques dans les inventaires après-décès des bourgeois de Prague au XVIII^e siècle), *Acta Universitatis Carolinae – Historia Universitatis Carolinae Pragensis*, XXVIII, Fasc 1, 1988, pp. 56-57.

qu'ils possèdent dans ces catégories. Mais sur ce plan les deux groupes étudiés se distinguent. Les échevins du conseil de la Nouvelle-Ville possèdent des ouvrages que j'appellerais « de base », c'est-à-dire des éditions protestantes et catholiques de la Bible et de ses parties, puis des postilles, des livres de prières, des catéchismes et des vies des saints (24 sur 43 ouvrages religieux identifiés). Dans le groupe des officiers hors Conseil de ville, ce type de livre ne joue qu'un rôle secondaire et ne concerne que 17 des 131 ouvrages de religion répertoriés. Chez eux aussi, la première place revient alors à la Bible et à ses parties, suivies des postilles et de livres de prières.

Les noms des auteurs des titres des livres religieux consignés dans les inventaires après décès, de même que leur appartenance confessionnelle, ne sont qu'exceptionnellement indiqués. Les greffiers qui les établirent semblent avoir accordé plus d'attention au critère de la langue, et à l'aspect matériel des livres, qui en reflétait la valeur financière. Ainsi savons-nous si les bibles mentionnées étaient en tchèque ou en allemand. Leur ancienneté, fréquemment signalée, entraînait une estimation de leur prix à la baisse. Les inventaires après décès des patriciens étaient établis par des commissions dirigées par des échevins, pour lesquels la présence ou non de livres protestants parmi les biens des défunts nous semble avoir été tout à fait accessoire. Jusqu'à la fin du XVII^e siècle, les inventaires après décès des bourgeois de la Nouvelle-Ville ne furent pas utilisés pour contrôler la présence éventuelle de livres nuisibles, bien qu'elles eussent pu s'y prêter d'une façon idéale.

Pour les défunts n'appartenant pas aux élites patriciennes, les inventaires après décès étaient dressés par des personnes de la famille et des amis. On n'y trouve pas davantage de spécification confessionnelle des livres consignés. Leur manière de cataloguer les imprimés et les manuscrits se révèle identique à celle des commissions d'échevins. Lorsque les titres sont recopiés avec assez de précision, on découvre dans les deux cas, dans les inventaires « privés » comme dans les inventaires « officiels », des noms d'auteurs et des titres rejetés par les index romains de livres prohibés. Il ne semble pas que les rédacteurs des inventaires se fussent inquiétés de leur dangerosité, ni d'éventuelles conséquences de leur mode de catalogage¹⁴.

¹⁴ Sur l'index en général : F. H. Reusch, *Der Index der verbotenen Bücher*, Bd. 1, Bonn 1883, Bd. 2 1885; et J. M. de Bujanda, *Index des livres interdits*, vol. 1-10, Sherbrooke 1985-1996. S. Fitos, *Zensur als Mißerfolg*, Frankfurt am Main 2000, donne une synthèse actuelle sur ces questions.

4) Des bibliothèques souvent encore pluriconfessionnelles

Du point de vue confessionnel, la composition des livres dans les bibliothèques des membres du conseil de la Ville Neuve, pour autant qu'il ait été possible de les identifier, présente une légère supériorité des imprimés catholiques par rapport aux publications protestantes. Parmi celles-ci, l'orientation luthérienne domine¹⁵. La popularité au XVII^e siècle de la production imprimée luthérienne ne surprend pas outre mesure, car elle continue une tendance déjà en amorcée avant la Montagne Blanche, alors que les lecteurs praguais issus de couches ayant le droit de bourgeoisie la préféreraient déjà aux auteurs des courants protestants autochtones¹⁶. Au cours de la première moitié du XVII^e siècle, nous trouvons autant d'ouvrages catholiques que protestants dans les collections des membres du conseil de la Nouvelle-Ville. Le changement ne s'opère que dans la seconde moitié du siècle. Furent alors inventoriées plusieurs bibliothèques de dimensions exceptionnelles, présentant sous des variantes l'intérêt porté par leurs propriétaires aux titres religieux. Il s'agit en particulier de trois bibliothèques. L'une ne contient que des ouvrages catholiques, et les deux autres autant d'œuvres catholiques que protestantes. Le propriétaire de la première bibliothèque était Jan Fridrich Štajgr d'Ehrenberk dont la succession, y compris ses livres, fut inventoriée en 1682¹⁷. La deuxième de ces bibliothèques fut répertoriée à la même date ; elle appartenait à Šimon Kuttnauer de Sonnenštejn. Celui-ci, d'une famille connue de Frères de l'Unité originaire de la Vieille-Ville de Prague¹⁸, avait émigré en Saxe après la Montagne Blanche, était revenu plus tard à Prague et s'était converti au catholicisme. Il apparaît parmi les membres du conseil de la Nouvelle-Ville dès 1643¹⁹. La bibliothèque qui s'était constituée faisait une place à la production catholique nouvelle, imprimée après 1620, mais aussi à des livres luthériens et à ceux de l'Unité des Frères, dans la tradition de sa famille. La dernière de

¹⁵ Sur 43 livres religieux, nous avons réussi à identifier dans les listes 6 livres catholiques, 3 luthériens, 1 livre utraquiste et 1 livre de l'Unité des Frères Tchèques.

¹⁶ Cf. J. Pešek, „Protestant literature in Bohemian private libraries circa 1600“, in : K. Maag (éd.), *The Reformation in Eastern and Central Europe*, Suffolk 1997, pp. 36-49.

¹⁷ AMP, mss. 1212, fol. 231a-239b.

¹⁸ En tchèque *Jednota českých bratří*, Eglise issue du hussitisme dans le derniers tiers du XVI^e siècle, ayant rompue avec Rome et avec l'utraquisme, proche au XVII^e siècle de certains courants calvinistes, dont le représentant le plus connu au XVII^e siècle est Comenius [note de la traductrice].

¹⁹ AMP, mss. 1196, fol. 226a-230b. Voir : P. Slámová, op. cit., p. 169.

ces bibliothèques, décrite en 1686, était celle de Jan František Jelínek²⁰, qui possédait autant de livres catholiques que luthériens.

Les auteurs et les titres des livres religieux possédés par les membres du conseil de la Ville Neuve relèvent en général de la production courante des XVI^e et XVII^e siècles. Cependant, chacun des titres inventoriés n'apparaît qu'en un seul exemplaire. On trouve parmi les livres protestants la « Postille domestique » (*Domáci postila*) du luthérien tchèque Martin Philadelphus Zámorský, la bible de Luther et son *Enchiridion der kleine Catechismus*, ou encore un ouvrage du calviniste Christoph Herdesianus. La production catholique est représentée par exemple, outre la bible deux fois, par *Diva Wartensis, seu origines et miracula magnae Deiparae*, un livre récent de l'historiographe jésuite Bohuslav Balbín consacré à un lieu de culte miraculeux de la Vierge, par une version allemande de la vie de saint Venceslas ou par le *Gutes Aug* du jésuite bavarois Jeremias Drexel.

Les titres de livres de religion pourraient être complétés par des oeuvres de dévotion et de dévotion, mais aussi par des ouvrages musicaux, qui sont ici presque exclusivement des recueils de cantiques dont l'orientation confessionnelle n'a malheureusement pas été spécifiée. Quoi qu'il en soit, ce genre d'ouvrage n'apparaît qu'exceptionnellement chez les membres du conseil de la Nouvelle-Ville. Nous n'avons pu y identifier que quatre titres de partitions musicales ou de cantionnaires, et trois exemplaires de littérature de dévotion, dont je n'ai pu préciser pour deux d'entre eux, une « Échelle spirituelle » (*Duchovní řebřík*) et une « Âme dévote » (*Pobožná duše*) à quels titres exactement ils renvoyaient. En revanche, le troisième titre est celui d'une œuvre classique de la « *Erbauungsliteratur* » luthérienne allemande, les « Douze méditations spirituelles » (*Zwölf geistliche Andachten*) de Philipp Kegel. D'une façon générale, les échevins du conseil de la Nouvelle-Ville semblaient posséder plus de livres de dévotion, de religion et de dévotion en latin ou en allemand qu'en tchèque.

Sur les 131 titres religieux trouvés dans les bibliothèques des officiers d'institutions municipales et régionales bourgeois de la Nouvelle-Ville, seuls 44 ont pu être attribué à une confession précise. Les trois quarts (33 titres) sont catholiques, le quart restant est protestant et majoritairement luthérien. Dans la première moitié du XVII^e siècle, la proportion des livres catholiques et protestants est encore équilibrée, tout comme c'était le cas dans le groupe des membres du conseil. Ici aussi, le changement ne s'est opéré que dans la seconde moitié du siècle. On trouve ensuite dans ce

²⁰ AMP, mss.1196, fol. 263a-270b.

groupe trois types de bibliothèques. Le premier ne comporte que des volumes catholiques. C'est le cas en 1664 chez le conseiller à la Cour d'Appel royale Vilém Rajmund de Bois en 1664, et chez le registrateur des Tables du royaume (*Zemské desky*) Jiří František Sokol d'Otovice en 1675²¹. Le second donne la priorité à des ouvrages catholiques, mais présente en même temps des exemplaires ou même de petits ensembles de livres protestants. La bibliothèque du syndic allemand de la Nouvelle-Ville Ambrosius Thein, inventoriée en 1668, en offre un exemple, comme celle du juriste Johann Sigmund Schmelzer en 1676, ou celle du chancelier de la Nouvelle-Ville Daniel Eustache Arlet, en 1680²². Enfin, dans le troisième type prédominent les livres protestants, comme chez le greffier de la ville, Petr Pavel Slepíčka, en 1685²³. La tendance dominante chez les officiers municipaux et régnicoles est celle des bibliothèques mixtes du second type, présentant à côté d'un fond catholique « inoffensif » du point de vue de la seule religion permise dans le pays un certain nombre de volumes protestants.

Parmi les livres de religion identifiés, à l'exception de la bible et de ses parties ou bien des concordances bibliques et des oeuvres de Pierre Canisius, aucun titre n'apparaît plus d'une fois. Canisius est ici représenté ici par le *Martyrologium* et par les *Notae in evangelicas lectiones*. Citons parmi les titres catholiques *Regnum Dei : seu Dissertationes in Libros Regum* du jésuite français Nicolas Caussin, *De orte progresse ... et interitu harecos* de Florimond de Raimond, *Sodalis parthenius* du jésuite Caspar Lechner, l'*Orbis phaeton* de Jeremias Drexel, *Spiritus principalis boni Principis* de Johann Adam Weber, *Tractatus de Sacramento poenitentiae* de Benedikt Pettschacher, *Leges honestae vitae* de Joseph Maria Maraviglia, la *Doctrina christiana* de Robert Bellarmin, etc. La littérature récente, « moderne », de la Compagnie de Jésus est majoritaire ; elle est toutefois complétée par des ouvrages classiques, comme ceux de Johann Tauler ou de Thomas a Kempis. En revanche, la couche minoritaire que constituent les livres protestants provient principalement de la production du XVI^e siècle. On trouve parmi ceux-ci, par exemple, les postilles de Polygranus, les bibles de Melantrich, le catéchisme de Justus Jonas, le *Feuerzeug Christenlicher Andacht*, et l'*Ethica christiana* de Christian Jacob, le *De imitatione* de Johann Sturm ou le *De Haereditatibus* de Abraham Sauer.

²¹ AMP, mss. 1195, fol. 26a-26o et man. 1215, fol. 56a-64b.

²² AMP, mss. 195, fol. 90a-95a, man. 1215, fol. 104a-113a, 67a-73a.

²³ AMP, mss. 1196, fol. 253a-257b.

Trois de ces officiers seulement possédaient des ouvrages de littérature dévotionnelle. Daniel Eustache Arlet, le chancelier de la Nouvelle-Ville dont nous avons déjà parlé plus haut, en possédait cinq, dont l'opuscule *Kleiner Wegweiser zum wahren Glauben* du jésuite Balthasar Hager. La présence de partitions de musique ou de chants religieux est aussi exceptionnel (trois exemplaires en tout). Ces quelques titres concernant la littérature moralisante et la musique chorale religieuse étaient en tchèque, alors que les livres de religion identifiés étaient pour 70% d'entre eux en latin, le reste étant partagé de façon égale entre le tchèque et l'allemand.

L'imprimerie et la diffusion du livre avaient été très touchées par les mesures prises après la Montagne Blanche. Il était donc intéressant de se demander si on percevait des traces de ces changements à travers la réception des livres de religion des élites de la Nouvelle-Ville. De nombreuses officines disparurent après 1620, de nouvelles imprimeries institutionnelles naquirent et concentrèrent à Prague la majeure partie de la production de livres, désormais catholiques. Rappelons ici par exemple l'activité des éditeurs de la fondation de « l'héritage de Saint-Venceslas » (*Dědictví Svátého Václava*), qui inondèrent, à partir de la décennie 1670, le marché tchèque de livres catholiques bon marché, quand ils ne les faisaient pas distribuer gratuitement²⁴. Peut-on saisir des traces dues à ces modifications dans l'offre locale de livres à travers la composition des bibliothèques étudiées ici ? On constate tout d'abord que les imprimés du XVI^e siècle conservent toujours une position importante entre 20% à 40%, chez les deux groupes de patriciens étudiés. En comparant leurs bibliothèques avec celles des inventaires après décès des autres habitants de la Nouvelle-Ville ayant le droit de bourgeoisie (donc, celles qui sont restées en dehors de notre échantillon), on voit que la production imprimée du XVI^e siècle concerne chez ces derniers à peu près la moitié des titres : ainsi, nos deux groupes d'officiers municipaux et régnicoles et d'échevins du conseil de la ville sembleraient tout de même avoir manifesté un intérêt plus marqué aux nouveautés du marché du livre. Les imprimeurs de Bohême ne sont cependant pas, et de loin, leurs fournisseurs les plus fréquents. On ne trouve pas chez eux d'exemplaires de la production de « l'Héritage de Saint-

²⁴ Cf. J. N. Sedlák, „Dějiny Dědictví sv. Václava (1669–1900)“ (Histoire de « l'Héritage de Saint Venceslas »), *Časopis katolického duchovenstva*, 42, 1901, pp. 38-41, 88-92, 154-157, 248-254, 302-309, 369-375.

Venceslas », par exemple²⁵. Ils se procuraient le plus souvent des livres imprimés en Allemagne, en France, en Italie, et même en Autriche, au détriment de la production locale. Les œuvres paraissant avoir été les plus appréciées par eux ont été publiées au XVII^e siècle à Cologne, Nuremberg, Munich et Strasbourg. Le marché du livre étranger avait donc continué, malgré l'évolution politique et les désordres de la Guerre de Trente Ans, la tradition de commerce international existant avant la Montagne Blanche, alors que les impressions étrangères arrivaient à Prague avant tout par l'intermédiaire des marchands de Nuremberg, Linz, Francfort, Vienne et Leipzig, et celui des plus importants imprimeurs praguais²⁶. Les mécanismes concrets du fonctionnement de ce commerce au XVII^e siècle devraient être aujourd'hui étudiés de près.

Il est impossible d'isoler les lectures religieuses et dévotionnelles de nos élites municipales et administratives de la Nouvelle-Ville du tableau général donné par l'ensemble des inventaires après-décès des bourgeois de cette ville après la Montagne Blanche. Les échevins et les officiers publics de la Nouvelle-Ville achetaient moins de livres de ce type que les autres habitants, mais ils les choisissaient de meilleure qualité. Cela explique pourquoi ils se fournissaient plus souvent sur le marché international des nouveautés du livre, et aussi pourquoi les imprimés du XVI^e siècle n'occupent pas dans leurs bibliothèques une place aussi forte. À la production biblique courante, ils préféraient des ouvrages de théologie plus complexes et des livres de controverse²⁷. Chez eux prédominent les titres en latin, alors que chez les autres habitants de la Nouvelle-Ville, le tchèque arrive en tête, suivi de l'allemand. La littérature de dévotion et les livres de chant religieux choral ou les recueils de cantiques, produits moins exigeants, occupent aussi une place moindre dans les collections des élites, 5% au lieu de 10%. Toutes ces caractéristiques confirment le niveau plus élevé des livres de religion dans les bibliothèques des élites de la ville par rapport à ceux couramment présents parmi les autres habitants bourgeois.

²⁵ A cause de la mauvaise qualité matérielle des imprimés de cette maison d'édition, on peut supposer que ces publications à bon marché n'étaient pas toujours inventoriées.

²⁶ Cf. J. Pešek, *Měšťanská vzdělanost ...*, op. cit., pp. 75-76.

²⁷ Alors que, dans les bibliothèques bourgeoises ordinaires, la littérature biblique de base, c'est-à-dire la Bible, ses différentes parties, mais aussi les postilles, les catéchismes et les livres de prières, formait 34% des titres religieux, dans les collections des élites, sa proportion n'atteint que 24% et de 13% seulement chez les élites administratives.

Cependant, la différence la plus significative concerne la dynamique de pénétration de livres catholiques dans des collections qui, à l'origine étaient majoritairement ou exclusivement protestantes. L'analyse statistique pour l'ensemble des bibliothèques des habitants de la Nouvelle-Ville révèle d'abord un tempo très lent d'infiltration de livres catholiques dans les fonds protestants après 1620. Ensuite, au cours de la seconde moitié du XVII^e siècle, le pourcentage des deux confessions s'égalise²⁸. Mais ceci n'est vrai qu'à cause du poids des bibliothèques des élites dans la masse totale des imprimés pris en compte. En effet, sans leurs livres, avec toutes leurs spécificités décrites ci-dessus, l'évolution de la période qui commence avec la Montagne Blanche apparaît sous un tout autre jour : des livres catholiques font bien leur apparition parmi ceux possédés par les autres habitants de la Nouvelle-Ville, mais en quantité bien plus faible que les imprimés protestants, deux fois plus nombreux que les catholiques jusqu'à la fin du XVII^e siècle. La recatholicisation des bibliothèques fut donc plus effective parmi les patriciens que parmi les autres habitants bourgeois de la Nouvelle-Ville. Succès, si cela en est un, pourtant tout relatif, puisque le livre protestant n'a jamais été déraciné de leurs bibliothèques, tout au moins pas au XVII^e siècle, ce qui n'entraîne pas *ipso facto* chez eux la poursuite d'une pratique confessionnelle protestante, étant donnée la situation politique et religieuse régnant alors dans la capitale.

D'autres types de d'archives que les inventaires après décès doivent être mobilisés pour éclairer les raisons du maintien d'une littérature largement protestante dans les bibliothèques des bourgeois de la Nouvelle-Ville de Prague tout au long du XVII^e siècle. Au premier plan, il faudrait faire appel à des sources de caractère normatif, renvoyant à la politique recatholicisatrice du souverain et de l'Église, et à une documentation judiciaire, mettant en scène les destinées d'individus en conflit avec ces deux pouvoirs. Jusqu'à preuve du contraire, les recherches effectuées sur les décrets des instances supérieures réglementant la vie de la Nouvelle-Ville au XVII^e siècle²⁹ n'ont pas démontré d'interventions concrètes du pouvoir séculier ou religieux contre la présence de livres protestants dans les maisons bour-

²⁸ Les décennies 1670 et 1680 représentent une exception : pour la première fois, et passagèrement seulement, la production catholique surpasse les titres protestants. La situation peut tenir au fait que trois importantes collections de livres catholiques avaient alors été inventoriées dans les bibliothèques de trois membres de l'élite de la Nouvelle-Ville, Vilém Rajmund de Bois, Johann Sigmund Schmelzer et Daniel Eustach Arlet, ce qui se reflète sur les statistiques.

²⁹ Cf. AMP, mss. 817-829 et 1866.

geoises. Cela n'empêche pas que le Juge royal (*Královský rychtář*), instance suprême du gouvernement pour les villes dites royales, et le conseil de la ville avec le bourgmestre à sa tête, dans la seconde moitié du XVII^e siècle, aient bien pris part au processus de recatholicisation dans d'autres domaines. Ils devaient, par exemple, contrôler l'assiduité des habitants à assister à la messe et leur délivrer les billets de confession témoignant de l'accomplissement de leur confession pascale annuelle obligatoire ; ils avaient la charge de traquer les émigrés et les non-catholiques éventuellement cachés dans les maisons de la ville ; ils co-organisaient les cérémonies religieuses publiques dans la capitale, etc. Pourtant, jusqu'à la fin du XVII^e siècle on ne connaît, sauf erreur, qu'un seul cas où le conseil de la Nouvelle-Ville intervint directement dans une affaire concernant la censure des livres : en 1654, il délégua des échevins pour rechercher chez les libraires et les imprimeurs pragois les exemplaires du calendrier de Herrmann de Werne, qui avait été publié sans avoir été censuré par l'Eglise et mis en vente sans aucune permission officielle.

(Traduit du tchèque par Jean-Gaspard Páleníček et Marie-Elizabeth Ducreux)

Les usages du livre religieux chez le missionnaire jésuite Antonín Koniáš. Théorie et pratique

Martin Svatoš

Les yeux du Christ crucifié et mourant nous enseignent les livres à lire en toute sécurité et ceux dont il faut se garder. (Antonín Koniáš : L'unique épouse de l'Agneau)

1) *Les « propriétaires des clés »*

Alors qu'il n'était encore qu'un jeune poète et dramaturge tchèque, Milan Kundera, aujourd'hui célèbre romancier vivant en France, écrivit une pièce de théâtre intitulée *Les propriétaires des clés*. Si le texte en est littérairement et philosophiquement polysémique, le sens symbolique des personnages principaux, les membres de la famille Krůta, est clair: il s'agit de l'histoire tragique – je cite l'auteur – « *des propriétaires des vérités, des principes, de la morale, du droit à juger autrui, à rédiger sur eux des rapports, à faire la leçon, à chapitrer, à réprimander ; de ces propriétaires qui, pourtant, ne savent jamais ce dont il s'agit, dont l'horizon est voilé par leur vertu éléphanterque et qui mènent un combat dérisoire en profondément persuadés de la nécessité de leur mission.*¹ Les clés sont pour eux l'instrument qui leur permet d'enfermer leur monde devant les dangers extérieurs, et de le protéger.

Notre thème est celui des « propriétaires des clés » des XVII^e, XVIII^e et XIX^e siècles. Ces pages s'attachent aux pas d'un homme qui fut plus qu'un de ces « propriétaires des clés » de la vérité infallible, puisqu'il fut aussi l'un de leurs fabricants. Antonín Koniáš², ardent missionnaire jésuite au

¹ M. Kundera, *Majitelé klíčů*, Prague 1964 (ci-après Kundera 1964), p. 110 – tiré de la postface de la première édition, Prague 1962. Traduction française : *Les Propriétaires des clés*, trad. François Kérel, Paris 1969 [note du traducteur].

² Né le 13. 2. 1691 à Prague, entré dans la Compagnie de Jésus en 1708, missionnaire diocésain (ou missionnaire de l'archevêché, « *archiepiscopalis*) de 1720 à 1733, puis missionnaire dans les « missions de pénitence » jésuites de 1734 à 1759. Il meurt le 27. 10. 1760 au collège jésuite de St. Clément de la Vieille Ville de Prague, il fut donc trente-neuf ans missionnaire et s'est illustré comme grand confiscateur de livres protestants et auteur

XVIII^e siècle dans les Pays Tchèques rédigea le premier index des livres tchèques interdits, *Clavis haeresim claudens et aperiens. Klíč kacírské bludy k rozeznání otvírající, k vykořenění zamýkající*, la « Clé ouvrant pour les discerner les erreurs hérétiques et les verrouillant pour les déraciner », imprimé en 1729 à Hradec Králové. Il est aussi l'auteur de plusieurs ouvrages de dévotion et surtout de controverse, dont seul ici nous retiendra son « Etoile du berger dorée de l'infailible vérité catholique et romaine (...), introduite dans les ténèbres de l'hérésie et éclairant les âmes de la lumière de la foi salvatrice » (*Zlatá neomylné římskokatolické pravdy dennice (...), zavedené v temnostech bludu duše světlem samospasitedlné víry osvícující*), imprimée à Prague en 1728. L'index et cette oeuvre ont été écrites et publiées pratiquement en même temps. C'est en 1728 que le missionnaire Antonín Koniáš demande au consistoire épiscopal de Hradec Králové la permission d'écrire, de publier et de diffuser une « liste de livres hérétiques »³, dont la première édition, on vient de le voir, parut un an après.

2) Le contrôle de l'usage des livres par l'Eglise catholique romaine

En Bohême à l'époque moderne, catholiques et non-catholiques accordaient au livre une grande importance. Il était devenu un marqueur de l'identité religieuse et, en tant que tel, un objet de dissimulation, de traques et d'inquisitions. Pour l'Eglise, les livres enseignant la doctrine catholique constituaient un rempart contre l'hérésie, ou tout au moins étaient un moyen pour convertir à la « vraie » foi, et menaient les âmes des croyants au salut. Au contraire, les livres non-catholiques façonnaient l'hérétique ou renforçaient l'hérésie, et poussaient les âmes de leurs lecteurs à la perdition

de livres de dévotion et de controverse. La bibliographie de base sur la vie et les œuvres d'Antonín Koniáš jusqu'en 1989 se trouve dans : *Lexikon české literatury* (abrégé en : *LČL*) (Dictionnaire de la littérature tchèque) 2/II, pp. 829-830, et ensuite in : M. Svatoš 1994, p. 412, note 4. Ont paru depuis : Bílý 1996 (très discutable); Svatoš 1996 ; Svatoš 1999a ; Svatoš 1999b. Pokorný 1990 s'est intéressé à Koniáš en tant que « théoricien de la culture du livre tchèque » sans replacer son oeuvre dans le double contexte de ses activités missionnaires et celui de la politique de l'Eglise catholique romaine au XVIII^e siècle

³ *Die 22. Aprilis 1728. Sub 5. Comparuit in consistorio P. Antonius Koniass S.J. missionarius et consultavit: (...) 4. an cathalogus librorum haereticorum concipiendus, imprimendus et populo distribuendus sit; (...) respondetur: (...) ad 4. utile esse, ut talis cathalogus imprimatur; (...)* (Protocoles consistoriaux 1728, sessio 22. Aprilis; conservé in : Státní oblastní archiv de Zámorsk, Archiv biskupské konsistoře Hradec Králové, livre n° 154. Cf. Neumann 1931 : 157).

éternelle. Ils étaient la preuve de l'existence de l'hérésie et l'une des causes de sa persistance⁴. A partir du pontificat du pape Jules II, devait être lue dans les églises chaque année, le jeudi de Pâques, la bulle *Coenae Domini*. Edictée par Urbain V en 1364, modifiée par Jules II puis corrigée définitivement par Grégoire VIII, elle interdisait sous peine d'excommunication de lire, de posséder, d'imprimer et de défendre les livres hérétiques: *Quicumque libros haereticos, haeresim continentes, vel de Religione tractantes sine Autoritate sedis Apostolicae scienter legunt, retinent, imprimunt aut quomodo defendunt, ipso facto excommunicantur*⁵.

L'Eglise catholique de la Contre-Réforme voulait ainsi faire face à la situation issue du développement des technologies de l'imprimerie, avec un changement consécutif du rapport de la société envers le texte écrit, d'autre part elle réagissait à l'extension des attitudes réformatrices refusant l'autorité des institutions ecclésiastiques « corrompues », retournant au texte « authentique » de l'Ecriture et recherchant un accès direct, sans intermédiaire, au texte sacré. Dans la vie religieuse, l'Eglise catholique renforçait la différence de rôles entre clergé et laïques: alors qu'elle attribuait aux prêtres le rôle de bergers prenant soin de la vie spirituelle de leurs brebis, d'intermédiaires entre le texte sacré et les laïques, d' uniques interprètes autorisés de l'Ecriture pour les croyants sans éducation, elle exigeait des laïques d'accueillir la parole du Seigneur essentiellement par l'écoute de s'appropriier le message de Dieu sous la forme dans laquelle il leur était soumis par l'autorité ecclésiastique⁶.

Le Concile de Trente avait donné les règles (*regulae*) de base fixant la position à prendre par les autorités catholiques en ce qui concerne la lecture et la possession de livres⁷; une commission y avait corrigé et complété la liste antérieure de livres interdits. L'« *Index Tridentinus* », ou plus exactement l'*Index librorum prohibitorum cum Regulis per Patres a Tridentina*

⁴ M.-E. Ducreux, *Lire à en mourir. Livres et lecteurs en Bohême au XVIII^e siècle*, in : *L'usage de l'imprimé (XV^e-XVIII^e siècle)*, sous la direction de R. Chartier, Paris, p. 253-303 (traduction tchèque : *Čtení a vztah ke knihám u podezřelých z kacířství v Čechách 18. století*, in : *Acta Universitatis Carolinae – Historia Universitatis Carolinae Pragensis*, 32, 1992, fasc. 1-2, s. 51-80). 1987, pp. 263-265.

⁵ Dans la « Clé » de 1729, fol. (2r). Pour plus d'informations sur la bulle, voir : Reusch 1883, pp. 71-74 (où se trouve la traduction allemande du passage mentionné); A. Koniáš a publié une traduction tchèque du passage cité dans sa « Clé » de 1729, p. XXXIX.

⁶ D. Julia, 1997, p. 279.

⁷ Cf. *Decretum de librorum delectu et omnibus ad Concilium fide publica invitandis* de la 18^e séance du concile, le 26. 2. 1562 (*Canones et decreta* 1833 : 135-136) ; cf. aussi Chedozeau 1990, pp. 23-25.

synodo delectos, avait été publié pour la première fois par le pape Pie IV en 1564. Ses autres éditions, actualisées par la Congrégation de l'Index » (*S. Congregatio Indicis*) et autorisées par le pape, étaient parues à Rome, puis dans d'autres villes d'Europe, y compris Prague (en 1596, avant l'introduction dans son diocèse des décrets du Concile par l'archevêque Berka de Dubá en 1605 seulement), puis en 1726)⁸. La liste des livres interdits se voyait précédée de dix règles de base (*regulae*) régissant la censure catholique et l'*Index : Regulae Indicis Sacrosanctae Synodi Tridentinae iussu editae*, puis d'observations (*Observationes*) des papes Clément VIII (1596) et Alexandre VII (1664) concernant certaines règles, enfin, de l'importante *Instructio* ajoutée par Clément VIII concernant les règles tridentines sur l'interdiction des livres, la façon de les corriger et leur diffusion. L'*Instructio Clementis VIII. auctoritate Regulis Indicis adiecta* était destinée à ceux qui « désirent apporter un soin attentif et consciencieux aux livres, qu'ils soient dignes d'interdiction, de purification ou destinés à l'impression. »⁹. La liste des livres interdits proprement dite était organisée par ordre alphabétique des prénoms des auteurs, et du premier nom commun du titre pour les anonymes. L'Index romain ne prenait pas en compte le format des livres, et n'indiquait le plus souvent ni le lieu ni la date de publication. Alexandre VII supprima ensuite le classement originel des livres interdits en trois catégories¹⁰, en ne conservant que la désignation de livres de 1^e classe (*l. cl.*) pour les auteurs dont toutes les œuvres avaient été interdites, c'est-à-dire pour les hérétiques et les personnes publiquement suspectées d'hérésie. Cependant, à côté de ces livres absolument interdits figuraient les livres corrigibles ou « expurgeables », avec la mention: *donec corrigatur* ou : *donec expurgetur*.

L'*Instructio* de Clément VIII demandait que des index de livres interdits soient élaborés dans les différents pays, puis envoyés à Rome par l'intermédiaire des nonces et des légats du pape. Les évêques et les inquisiteurs devaient publier le catalogue des livres hérétiques de leur région. Au-

⁸ L'histoire de l'Index est traitée en détail dans Reusch 1885, en tchèque dans Svoboda 1902 qui a été une des sources de Cesnaková-Michalcová 1959. Les décrets du Concile de Trente, y compris les textes complémentaires de la curie du XVI^e au XVIII^e siècle concernant l'usage des livres religieux, en particulier des livres interdits, ont été réimprimés et traduits en français par Chédozeau 1990, pp. 13-49.

⁹ *Eorum, qui libris tum prohibendis, tum expurgandis, tum etiam imprimendis, diligentem ac fidelem (ut par est) operam sunt daturi* (*Index* 1704 : ++5r). Les deux textes imprimés et traduits dans Chédozeau 1990 (Cf. note 6).

¹⁰ Chédozeau 1990, p. 43.

trement dit, à côté d'index de livres interdits à validité universelle, commençaient à exister aussi des index particuliers¹¹. De la même façon, quelques *indices expurgatorii* recensant les titres et les passages des livres pouvant être corrigés virent le jour, que leurs utilisateurs devaient amender eux mêmes¹². Il s'agissait le plus souvent d'une formule mixte d'*indices librorum prohibitorum et corrigendorum*, et c'est précisément le cas des index de Koniáš.

3) Les usages de l'imprimé dans les Pays Tchèques à l'époque moderne

Sous l'influence combinée de la longue tradition hussite et des doctrines évangéliques, les habitants des Pays Tchèques avaient faite leur depuis le XV^e siècle l'habitude d'un contact direct avec les Ecritures, par la lecture privée à l'intérieur du cercle familial ou entre voisins. Cela est confirmé par de nombreux témoignages non-catholiques et catholiques. Grâce à sa propre pratique de missionnaire, Antonín Koniáš le savait bien lui aussi, ce qui ressort de sa correspondance, et de livres tels que « l'Etoile dorée » de 1728 ou bien encore « l'Unique épouse de l'Agneau (...) montrant son chemin vers la vie éternelle, l'Eglise Catholique Romaine (...) » (*Jediná choti Beránková (...) bezpečnou za Beránkem k životu věčnému cestu ukazující, Všeobecná Římská Církev (...)*), imprimée à Hradec Králové en 1733. Dans *l'Unique épouse de l'Agneau*, écrite en réaction à une révolte de paysans non-catholiques sur la seigneurie d'Opočno en 1732¹³, Koniáš remarque que « les mauvais enfants de la Sainte Eglise ... se plaignent de ce qu'il ne leur est pas permis de lire les Saintes Ecritures, et que la Bible, les Testaments et d'autres livres profitables (à ce qu'ils croient) leurs sont défendus et confisqués avec fureur et violence (« L'Unique épouse de l'Agneau », p. 338). Dans « L'Etoile dorée », il donne des exemples de lectures privées de livres religieux et mentionne leurs conséquences négatives dont la plus grave est pour lui la mauvaise compréhension que des laïques incultes ont nécessairement des textes qu'ils lisent, ce qui les mène à des interprétations erronées, et va parfois jusqu'à les pousser au suicide à force de confusion, comme le montre l'exemple d'un homme peu instruit des environs de Prague (« L'Etoile dorée », p. 5). La lecture individuelle, par ailleurs, est aussi

¹¹ Voir : Reusch, 1883, p. 540.

¹² Svoboda, 1902, p. 13.

¹³ Podlaha, 1893, pp. 40-41.

susceptible de faire naître des discours déplacés dans les tavernes sur les choses de la foi, etc.

Il n'aurait donc pas été possible, dans les Pays Tchèques, de réaliser jusqu'au bout la décision de prendre aux gens leurs livres nocifs du point de vue de l'orthodoxie catholique en les réorientant vers la parole de leur curé ou de toute autorité ecclésiastique proche. L'Index du Concile de Trente avait pensé à ce genre de cas en donnant à l'ordinaire la possibilité d'accorder la permission de lire la traduction autorisée de la Bible en langue vernaculaire à ceux « qui seraient reconnus aptes à pouvoir tirer de cette lecture non un dommage mais quelque accroissement de foi et de piété »¹⁴. Le propriétaire d'une bible devait cependant recevoir une permission écrite pour pouvoir utiliser son exemplaire. Sans elle, l'absolution de ses péchés devait lui être refusée en confession.

Le but de l'encadrement ecclésiastique était de contrôler les lectures des peuples et de substituer à celle des livres hérétiques celle de « bons » livres autorisés par l'Eglise catholique. Assurer à tous une lecture spirituelle « salutaire » entraînait alors pour l'Eglise catholique romaine la nécessité d'examiner tous les livres en usage et de les remplacer le cas échéant par d'autres, catholiques. Les habitants des villages et des villes devaient donc théoriquement apporter tous les livres qu'ils possédaient ou utilisaient à l'autorité religieuse locale, c'est-à-dire leur curé en principe, pour les faire contrôler. Antonín Koniáš recommande une obéissance exacte à ce devoir: « Il n'appartient certes pas à tout le monde de juger les livres et surtout ceux traitant de sujets religieux. Nos livres doivent être dûment vérifiés et annotés par la Sainte Eglise Catholique, puis permis par les autorités ecclésiastiques auxquelles cette charge a été dûment déléguée; car les bergers se doivent de ne pas laisser leurs brebis paître sur des pâturages empoisonnés et de détourner d'eux la contagion que propagent les livres trompeurs. Ain-

¹⁴ *Cum experimento manifestum sit, si Sacra Biblia vulgari lingua passim sine discrimine permittantur, plus inde, ob hominum temeritatem, detrimenti quam utilitatis oriri, hac in parte iudicio episcopi aut inquisitoris stetur, ut cum consilio parochi vel confessorii Bibliorum a Catholicis auctoribus versorum lectionem vulgari lingua eis concedere possint, quos intellexerint, ex huiusmodi lectione non damnum, sed fidei atque pietatis augmentum capere posse: quam facultatem in scriptis habeant. Qui autem absque tali facultate ea legere seu habere praesumpserit, nisi prius Bibliis ordinario reditis, peccatorum absolutionem percipere non possit ... (Index 1704 : ++1v-++2r). Traduction française de la règle IV de l'Index du Concile de Trente tirée de Chédozeau, 1990, pp. 31. Antonín Koniáš en donne une traduction tchèque dans la première édition de la « Clé » de 1729, pp. XLIV-XLV.*

si, pour notre sécurité, avons-nous le devoir de leur montrer docilement tous nos livres autant de fois qu'elles le demanderont. (« L'Unique épouse de l'Agneau », pp. 372-373).

4) Le rôle des missions catholiques dans le contrôle des livres

Surveiller la lecture spirituelle des croyants, rechercher les livres hérétiques faisait partie des tâches des curés de paroisses, mais aussi des missionnaires dits « épiscopaux » et « archiépiscopaux ». Leurs missions qui, en Pays Tchèques, comblaient en partie les lacunes d'un réseau paroissial toujours insuffisant, devinrent un moyen important de l'entreprise de recatholicisation visant les non-catholiques, mais aussi de la réforme de la vie spirituelle des catholiques. Outre des missions dites « missions pascales », qui duraient environ trois mois, du Mercredi des Cendres jusqu'à la Trinité, des missions par diocèse se déroulant toute l'année furent créées après 1730. A la même date furent introduites en Bohême les « missions de pénitence » menées exclusivement par la Compagnie de Jésus. Les missionnaires devaient informer par des rapports le consistoire épiscopal ou archiépiscopal du déroulement de leur mission de plusieurs mois¹⁵. Les tâches incombant aux missionnaires archiépiscopaux de l'archidiocèse de Prague sont décrits de façon précise dans une instruction du vicaire général de Prague, Martini, datée de 1741 seulement, mais confirmant une pratique plus ancienne. Elle comporte des directives précises concernant les livres : les missionnaires devaient veiller à ce que chaque livre leur soit présenté pour être révisé, ils devaient rechercher les écrits hérétiques ou suspects, examiner pour quelles raisons ils se trouvaient en la possession de leurs propriétaires, vérifier si ceux-ci les leur montraient de plein gré ou non, s'ils savaient qu'il s'agissait de livres hérétiques, s'ils les lisaient, s'ils en distinguaient les erreurs, s'ils leur accordaient foi, où et en quelles circonstances ils les avaient acquis, s'ils les prêtaient à d'autres, etc. Lors des marchés, les missionnaires devaient empêcher que l'on n'y vende des fascicules où pourrait se trouver relié quelque texte pernicieux. Ils devaient confisquer les livres hérétiques, suspects ou scandaleux, les chansons et les images suspectes ou

¹⁵ Au sujet des missions épiscopales et archi-épiscopales dans les Pays Tchèques dans la première moitié du XVIII^e siècle, cf. les recherches détaillées de Podlaha 1897, Neumann 1931 et surtout Ducreux 1984. J'étudie les types de missions de l'époque, leurs buts et les mécanismes de leur conduite dans un article en cours de préparation « Jezuitské misie v českých zemích v 18. století » (Les missions jésuites dans les pays tchèques au XVIII^e siècle).

immorales, et rechercher leurs auteurs, illustrateurs et imprimeurs¹⁶. L'établissement d'inventaires de ces livres « nocifs » confisqués ou détruits faisait partie intégrante des rapports des missionnaires. Antonín Koniáš faisait partie des missionnaires les plus zélés à mettre en pratique les instructions de l'Eglise concernant les usages des livres.

5) La position de Antonín Koniáš S. J. envers les livres et leurs usages

Le père Koniáš s'identifiait totalement aux buts et aux méthodes de la recatholicisation et il leur soumit toute sa vie. Il choisit – en accord avec les vues de la Compagnie de Jésus à laquelle il appartenait – la carrière de missionnaire comme moyen de réaliser la recatholicisation des Pays Tchèques. Ses missions durèrent près de quarante ans. Il fut d'abord missionnaire dans l'archidiocèse de Prague et le diocèse de Hradec Králové, en Bohême du Sud et de l'Est, de 1720 à 1733. De 1734 à 1759, il parcourut à pieds de fond en comble le royaume de Bohême comme missionnaire pénitentiel. Vers la fin de sa vie, il fut même quelque temps *operarius*, pour le dire dans le langage des sources, en Moravie, d'où il fut renvoyé pour raisons de santé au collège pragois du Clementinum pour y mourir à la fin d'octobre 1760. Son ardeur à mettre en pratique les vertus prônées par la Compagnie de Jésus, sa fervente activité de missionnaire lui valurent respect et admiration de ses confrères, et la haine des suspects d'hérésie qu'il persécutait sans relâche, persuadé qu'il était de sauver leurs âmes. S'il m'est permis de revenir un instant encore à la façon dont Milan Kundera caractérise les « propriétaires des clés », je dirais que cet écrivain moderne, à travers le personnage des Krůta, a, sans le savoir, défini aussi les missionnaires du type de Koniáš : « Ils sont les idéologues de leurs propres vertus, qui sont des vertus en mouvement, militantes et rageuses (...) Le plus monstrueux chez les Krůta, c'est leur sincérité, leur conviction, leur profond ressenti intérieur de leur propre étroitesse »¹⁷.

La plus grande autorité pour Koniáš dans l'examen et la façon d'user des livres est l'Eglise catholique romaine, comme la mère vers laquelle le Christ mourant tourna les yeux pour donner aux chrétiens sa dernière instruction, que l'auteur de « L'Unique épouse de l'Agneau » interprète ainsi : « Désirez-vous percer de vos propres yeux la vérité sur mon enseigne-

¹⁶ Podlaha 1897, pp. 111-112.

¹⁷ Kundera, op. cit., p. 110.

ment ? Désirez-vous savoir dans quels livres on peut lire de façon sûre et de ses propres yeux la Parole de Dieu véritable et non contrefaite ? J'ai, moi, lors de ma mort, tourné les yeux vers ma mère, représentant votre mère l'Eglise, et vers mon apôtre bien-aimé et voici la dernière instruction que je vous ai donnée par ce regard: vous pouvez user en toute sécurité, pour votre agrément et votre instruction, des livres qui ont été approuvés et par l'Eglise Apostolique et les représentants des apôtres dûment ordonnés (« L'Unique épouse de l'Agneau », p. 340). Koniáš avait conscience de la plus grande efficacité des livres par rapport à la parole, et voyait dans les livres protestants une propagande plus dangereuse que les discours du plus éloquent prédicateur. La *Chanson sur le déracinement des livres hérétiques* qui figure dans son recueil de cantiques en décrit ainsi les effets: « L'écrit est bien plus subtil/ et à s'insinuer plus habile, le fidèle doit s'en garder, s'il veut son âme sauver. L'écrit se propage plus loin, dure plus longtemps que les mots, ses faussetés aveuglent l'esprit, enfonce l'erreur dans les cœurs »¹⁸. Si le curé ou le directeur spirituel apprenait que «soit par mégarde, soit par une fraude d'hérétiques, une erreur nocive s'est introduite dans un tel livre, il déchirera les passages mauvais, et s'il aperçoit là un livre complètement interdit par la Sainte Eglise, il l'éloignera de ses brebis ou le leur confisquera comme il se doit » (« L'Unique épouse de l'Agneau », p. 373).

Koniáš était un orateur impressionnant, un prédicateur convaincant, et un grand nombre de livres protestants ont dû lui avoir été remis de plein gré. Il n'est pas le seul à prétendre cela, d'autres témoignages en existent ailleurs, par exemple les mentions concernant les missions dans les chroniques urbaines). Il a toutefois confisqué de force un grand nombre de livres suspects ou nettement protestants, souvent même dans des circonstances dramatiques. Même l'éventualité d'une menace sur sa personne ne le fit jamais renoncer à rechercher et à confisquer de livres. L'éloge qui, conformément aux usages de la Compagnie de Jésus, fut rédigé après son décès lui attribue d'avoir brûlé plus de 30 000 livres protestants. Son premier biographe laïc, au XIX^e siècle avance même le chiffre de plus de 60 000 livres hérétiques ou moralement défectueux jetés par lui sur le bûcher (*Vulcano in praedam dedit*)¹⁹. Cependant, il ne confisquait pas tous les livres parus avant 1620, se contentant parfois de les corriger selon les Index ro-

¹⁸ Antonín Koniáš, *Cytara Nového Zákona ...* Praha 1752, p. 371; cette chanson est citée par Pokorný 1990, pp. 327-328.

¹⁹ Svatoš 1994, pp. 417.

mains et les instructions de l'Eglise, ce qui veut dire qu'il arrachait les pages ou noircissait au fusain les endroits erronés selon la doctrine catholique. Nous connaissons des bibles tchèques utraquistes de l'imprimerie de Jiří Melantrich de l'Aventin, donc du XVI^e siècle, « corrigées » de la main d'Antonín Koniáš et munies de sa confirmation : *Haec Biblia servari possunt. P. Ant. Konias S.J.*, ou bien : *Correxit, quae corrigenda scivit. P. Ant. Konias S.J. mp. etc.*

6) Le *Catalogus librorum haereticorum* de 1724

Le premier catalogue connu de livres interdits composé par Antonín Koniáš est un *Catalogus librorum haereticorum* manuscrit, qui se trouve aujourd'hui aux archives de l'Archevêché de Prague. Le manuscrit, anonyme et sans date, est sans aucun doute de la main de Koniáš, et j'ai pu démontrer ailleurs qu'il avait été élaboré pendant l'année 1724, après la fin de la « mission pascale » que Koniáš avait donnée dans le cercle de Prácheň, en Bohême du Sud-Ouest, donc cinq ans avant la première édition de sa Clé ouvrant et fermant les erreurs hérétiques²⁰. Ce catalogue, dont seule une partie s'est conservée, a été rédigé semble-t-il pour les besoins du consistoire de l'archevêché²¹, peut-être comme un appendice à la relation de mission envoyée par Koniáš pour 1724, archivée au même endroit. Le débutant bibliographe Koniáš n'a pas utilisé de classement alphabétique mais a divisé sa liste d'après les formats des livres en trois catégories : *in folio*, *in quarto*, *in octavo*. A l'intérieur de chacune de ces sections, les livres ne sont pas non plus rangés selon l'alphabet, mais aléatoirement, selon l'ordre où ils sont tombés entre les mains de Koniáš. Chaque consignation commence par le titre ou par une caractéristique de l'œuvre, puis vient le plus souvent le nom de l'auteur et tout à fait exceptionnellement la date de publication ; la seconde partie de la description bibliographique est constituée

²⁰ Státní ústřední archiv (Archives de l'Etat), Prague, fond Archiv pražského arcibiskupství I (archives de l'archevêché de Prague) (ci-après SÚA, APA I), sign. 4/4, carton 4309. Il s'agit de trois feuilles doubles et d'une feuille simple de dimensions 315 mm x 210 mm environ, avec douze pages d'écriture à l'encre, non-foliotées, sans pagination, pour plus d'informations cf. Svatoš 1999a.

²¹ J'en juge non seulement parce que le *Catalogus* a été conservé aux archives de l'archevêché de Prague (APA), mais aussi à cause de la note qui se trouve auprès de l'inscription « *in 8^o lit* » : *Mmm : Liber Germanicus Doctrinalis cum quaestionibus fidei, qvo pejor vix dari potest, cujus fructum ad Rdssum' Officium a me praemisum est.*

de renvois aux passages défectueux²². En regard de chaque titre inscrit figure le nombre d'exemplaires confisqués pour chaque livre, et ces chiffres sont ensuite additionnés au bas de chaque page à la façon des comptables.

A une exception près²³, ce catalogue n'indique pas avec précision le milieu social d'où provenaient les livres confisqués dans la région de Prácheň. Nous ne saurons pas lesquels avaient appartenu à des habitants de villes ou à des paysans, donc de quelles couches sociales venaient leurs propriétaires, et rien non plus sur le niveau d'éducation de ces derniers²⁴. La relation de mission de Koniáš, comme les lettres envoyées en 1724 au capitaine de cercle de Volyně et au vicaire général de l'archidiocèse de Prague, l'évêque suffragant Mayer de Mayern²⁵. Koniáš attire leur attention sur le fait que, sauf dans deux cas, les individus suspects et les livres hérétiques se trouvent « dans des chaumières isolées sises au bord des rivières ». Ce qu'il écrit plus tard sur les caches variées des livres, dans « L'Etoile dorée » de 1728 comme dans ses listes des livres confisqués en Bohême de l'Est entre 1730 et 1733 a tendance à me convaincre que, pendant sa longue carrière de missionnaire, Koniáš avait dû découvrir par lui-même tous les moyens possibles et imaginables qu'avaient les gens de dissimuler leurs livres non catholiques.

Parce que le catalogue de 1724 a été établi pour le consistoire archiépiscopal, il est rédigé en latin, et c'est en latin que le sont aussi les annotations caractérisant et glosant les livres qui y sont inscrits. Celles-ci sont particu-

²² Par exemple: *Praeter plurimos errores, quibus undique scatet, defensit Hussum in dedicatione pag. 4 lin. 5 a fine.*

²³ Elle concerne un recueil de cantiques que Koniáš inscrit comme « un cantionnaire tchèque » (*Kancionál český*) de l'auteur Tomáš Řešátko Soběslavský, bourgeois de la ville de Sušice. Le véritable titre du livre est: *Kancionál celoroční v kterémž písňě duchovní a Evanjelické, v chrámích Páně přes celý rok se zpívající ...* (Cantionnaire annuel, contenant des cantiques spirituels et évangéliques, à chanter toute l'année dans les églises du Seigneur ...), dont la première édition, dans la Vieille-Ville de Prague chez l'imprimeur Šuman et l'éditeur Jiřík Závěta de Závětica, dédiée aux confréries de chantres utraquistes des trois villes de Prague, date de 1610. Koniáš inscrit dans le catalogue de 1724 que « ce livre est dissimulé dans de nombreuses églises et presbytères » (il faut comprendre ici : catholiques, n.d.r.).

²⁴ D'autres listes manuscrites de Koniáš, plus tardives, se sont conservées, concernant Dobruška en Bohême de l'Est. Il s'agit de listes de livres trouvés chez des personnes concrètes, sans aucun autre critère de classement, accompagnées cependant parfois d'informations intéressantes au sujet des cachettes où Koniáš les a découvert (à ce sujet, cf. Svatoš 1999b).

²⁵ Tous les documents mentionnés ici se trouvent aux Archives de l'Etat à Prague (SÚA), fond de l'archevêché APA I), carton 1143.

lièrement intéressantes, quand Koniáš y justifie le danger présenté par les différents titres. Elles sont souvent plus longues que les explications que l'on trouve dans la première édition de l'index (la « Clé » de 1729), sauf celles qui y accompagnent, au § IV, les citations détaillées des passages devant être supprimés des livres amendables. La discordance avec un ou plusieurs articles de la doctrine catholique est la principale raison de l'interdiction des livres. Koniáš renvoie parfois à l'*Index Tridentinus* : c'est le cas des nouvelles de Boccaccio par exemple. Pour toute une série de titres, il ne fait qu'indiquer brièvement que l'auteur appartient à la première classe de l'Index romain et qu'il s'agit d'un hérétique connu, ou bien qu'il défend l'utraquisme, ou encore qu'il calomnie et salit la Compagnie de Jésus : « *in 1^a classe prohibitus ; defendit utraquismum et scabiose loquitur de Societate JESU in Boëmiam inducta ; Notus in Boëmia haereticus ; Author ab haeresi in Boëmia notus* », etc. Quant aux traductions interdites de la Bible et plus précisément du Nouveau Testament, il en relie la nocivité à l'influence de Martin Luther. C'est le cas à ses yeux, assez paradoxalement, des Bibles ... de l'Unité des Frères Tchèques et spécialement de l'édition dite « Bible de Kralice » (1561) : « *Tota haec biblia corrupta sunt a Luthero* ». La traduction du Nouveau Testament par Luther (*Novum Testamentum D. Martini Lutheri Germanicum*) est le seul cas pour lequel il indique : « *totum combustum est* » : alors que les autres livres à lui « confiés », inscrits dans le catalogue de 1724 ont probablement été remis au consistoire de l'archevêché, la question ne s'est même pas posée pour le Nouveau Testament de Luther en allemand, immédiatement brûlé sur place. Le rappel de Jean Hus est encore un motif fréquent d'interdiction d'un livre. Parfois, il suffit qu'il ait trouvé des pages où l'auteur se plaignait de l'exil forcé des non-catholiques de Bohême depuis le XVII^e siècle, etc.

Pour juger de la nature des livres confisqués ou à lui remis, Koniáš a dû sans aucun doute utiliser l'édition romaine de l'Index alors la plus actuelle. Avant 1726, c'était celle de 1704, avec des ajouts datant du mois de juin de la même année : *Index librorum prohibitorum Innoc. XI. P. M. jussu editus usque ad Annum 1681. Eidem accedit in fine Appendix usque ad Mensem Iunii 170.*²⁶ A partir de 1726, Koniáš peut disposer de l'édition pragoise

²⁶ Le titre complet de l'appendice est : *Appendix unica ad Indicem librorum prohibitorum vero et accurato alphabetico ordine disposita ab Anno 1681. usque ad mensem Iunii inclusive 1704. Cum adnotatione fere omnium Decretorum ac Brevium Anni, Mensis atque Diei prohibitionis. Accedit in fine Notula aliquot Opusculorum, Historiuncularum ac Orationum etiam proscriptarum (Index 1704 : 301).*

de l'Index romain, imprimée *juxta exemplar Romanum* de 1704 avec un appendice de 1716.²⁷ Il nous l'apprend lui-même dans l'introduction à la première édition de son index des livres tchèques, dont le titre complet se présente ainsi en 1729: *Clavis haeresim claudens et aperiens. Klíč kacírské bludy k rozeznání otvírající, k vykořenění zamykající. Aneb Registrík některých bludných, pohoršlivých, podezřelých, nebo zapověděných kněh, s předcházejícími oučinnými prostředky, s kterými pohoršlivé a škodlivé knihy vyzkoumati a vykořeniti se mohou* (La Clé ouvrant la porte à la connaissance des hérésies et la fermant à jamais pour les déraciner. Ou encore : Index de quelques livres hérétiques, choquants, suspects ou interdits, précédé d'un mode d'emploi pour faire découvrir et expurger les livres outrageants et nocifs)²⁸.

7) La Clé fermant et ouvrant les erreurs hérétiques

C'est en 1729 que Koniáš publia le premier index tchèque imprimé de *libri prohibiti*, qui parut donc à une date donc assez tardive : en France, en Espagne, en Italie et en Belgique, des index avaient été publiés dès le XVI^e siècle²⁹. Il semble bien que, sans l'initiative et le zèle inlassable d'Antonín Koniáš, un index tchèque particulier n'aurait pas forcément vu le jour, même au XVIII^e siècle. L'auteur exploite dans la première édition de sa « Clé » l'expérience accumulée en près de dix ans d'activité missionnaire. La lecture de son index montre qu'il connaissait pour les avoir analysés presque tous les livres qui s'y trouvent répertoriés. La « Clé » devait pour

²⁷ *Recusus Pragae, in Aula Regia, apud Josephum Antonium Schilhart, archiepiscopalem typographum. 1726. Sumptibus Pauli Lochner, Bibliopolae Norimbergensis. Nový doplněk zněl: Appendix novissima ad Indicem librorum prohibitorum ab Anno M.DCC.IV. usque ad totum Mensem Martii M. DCC. XVI. Juxta exemplar Romanum. Recusa Vetero-Pragae, in Aula Regia, apud Josephum Antonium Schilhart, archiepiscopalem typographum.*

²⁸ Le plus d'informations à son sujet dans Cesnaková-Michalcová 1959 et Wiždálková 1987/1988 : III-IX, cf. aussi Reusch 1885 : 63-65. Dans un des chapitres introductifs, intitulé *Některá pravidla k snadnějšímu rozeznání kněh* (Quelques règles pour mieux reconnaître les livres), Koniáš écrit : « ...pour reconnaître plus facilement les livres, le mieux est d'avoir devant soi l'Index des livres interdits publié sur l'ordre d'Innocent XI, évêque de Rome, rédigé à la fin du Concile de Trente, Index qui a été réimprimé en latin à Prague à l'imprimerie archi-épiscopale en 1726 avec deux appendices contenant de nombreux livres nouvellement interdits jusqu'à la fin du mois de mars de l'an 1716 » (*Clavis...*, 1729, p. LXXXV.)

²⁹ Cf. leur édition publiée à partir de 1984 à Sherbrooke et par la maison d'édition Droz à Genève sous la rédaction de Jésus Martinez de Bujanda.

les directeurs spirituels, c'est-à-dire les curés et les missionnaires, un manuel d'orientation dans les livres à rejeter ou à corriger, et un outil rendant plus facile le contrôle des lectures de leurs ouailles. Un des dialogues de «L'Etoile dorée» indique que Koniáš pensait que beaucoup de curés, par ignorance, permettaient à leurs paroissiens l'usage de postilles, de recueils de cantiques et de livres de dévotions non-catholiques. Il s'agissait de mettre un terme à cette inconscience laxiste³⁰.

L'index au sens propre du terme, intitulé *Registřík zapověděných neb nebezpečných a podezřelých kněh podle alfabetní litery* (*Index des livres interdits ou dangereux et suspects par lettre alphabétique*), est précédé dans l'édition de 1729 d'une introduction contenant des renseignements sur les livres hérétiques et scandaleux et sur la position de l'église catholique envers leurs utilisateurs et leurs diffuseurs. Cette introduction est double : elle est d'abord donnée dans une version raccourcie en latin (*Quaestiones praeliminare de libris haereticis et scandalosis*), assortie d'un mode d'emploi de la « Clé » (*Directio pro usu indicis sequentis servitura*). Suit une version tchèque beaucoup plus longue, de 89 pages. Koniáš appuie bien entendu ses vues sur les livres interdits sur l'index romain (il cite même la bulle *Coenae Domini*), mais encore davantage sur les règles (*regulae*) de l'index de Trente et l'*Instructio* de Clément VIII, et fait une place aux œuvres de théologiens modernes. Les premiers paragraphes de l'introduction traitent plutôt des propriétaires de livres hérétiques que des livres eux-mêmes, ainsi qu'en témoignent leurs titres : « Ils agissent mal, ceux qui gardent des livres erronés par amour des objets » ; « ils errent, les laïques qui pensent pouvoir reconnaître les bons des mauvais livres sans le concours d'un arbitre formé à cette tâche » ; « même les nobles et les grands officiers n'ont pas à avoir honte de soumettre leurs livres au contrôle d'un religieux » ; « les vendeurs de livres erronés et les personnes contaminées par leurs erreurs obtiennent des gains de courte durée, mais ils encourent le péril du dam éternel » ; « nuisent à leur salut tous ceux qui, par peur ou par honte, dissimulent des livres dommageables dont eux-mêmes ou leurs proches sont les propriétaires » ; « comment se comporter avec des hérétiques endurcis et avec ceux qui s'entêtent à cacher des livres dangereux ». Les paragraphes concernant les livres continuent sur un ton analogue : « un livre assaisonné d'erreurs hérétiques empêche le salut de l'âme, quand bien même il contiendrait beaucoup de bon » ; « qu'il est sévèrement défendu d'user de livres hérétiques », etc. Viennent ensuite des passages sur l'usage

³⁰ Antonín Koniáš, *Zlatá neomylná dennice ...* (L'Etoile dorée ...), pp. 425-428.

de la Bible, avec la liste concrète des endroits altérés dans les traductions non-catholiques des Ecritures. Pour finir, Koniáš indique des règles générales facilitant l'identification des bons et des mauvais livres.

8) « L'Etoile dorée »

« L'Etoile dorée » traite des mêmes thèmes, mais d'une façon beaucoup plus large³¹. Cette œuvre est aussi intéressante sous l'angle de l'analyse intertextuelle. En effet, elle débute par une traduction d'un texte du jésuite du Haut-Palatinat Christophe Pflaumer, écrit en allemand en 1653 avec le titre latin suivant : *Dialogi catholici De una, vera, bona fide* et publié à Amberg à la même date, qui, par sa forme dialoguée, rappelle les *Colloquia familiaria* d'Erasme ou encore le type du dialogue socratique dans lequel le personnage principal guide progressivement les interlocuteurs jusqu'à la conclusion à laquelle il voulait les amener. Un an après la publication allemande du dialogue de Pflaumer, un secrétaire du Conseil de Lieutenance, Jan Benedikt Smolík, le traduisit assez fidèlement en tchèque sous le titre de « Dialogues catholiques » (*Katolická rozmlouvání*)³². Ce livre, paru à Prague en 1654, est adapté par le traducteur au contexte particulier du royaume de Bohême. Par exemple, il évoque le retour en Bohême des exilés tchèques partis pour la ville de Pirna, en Saxe, entre 1624 et 1637, c'est-à-dire un événement se situant entre 1631 et 1634³³. C'est ce texte des « Dialogues » de Pflaumer et de la traduction de Smolík, dont il reprend des phrases entières, parfois même des passages complets, que retravaille dans « L'Etoile dorée » Koniáš en leur donnant la forme de commentaires sur les d'épîtres pour chaque fête de l'année. Aux extraits des épîtres ou d'autres textes des Ecritures, il appose des « éclaircissements salutaires mis en conversation » (*spasitedlné vysvětlení v rozmlouvání uvedené*), donc une explication des Ecritures sous forme de discussions entre un « curé, qui est aussi directeur spirituel, un lecteur, qui est ici l'homme d'instruction, et un simple, c'est-à-dire un homme sans lettres » Les laïques sont ici des paroissiens et des voisins. Ces échanges ont surtout pour sujet les objections des protestants envers la religion catholique et les articles de foi refusés par eux. Koniáš emprunte à Pflaumer une série de dialogues en les réorganisant

³¹ Pour cet ouvrage, cf. Podlaha, 1893, pp. 35-40, qui en réimprime un extrait.

³² Pour J. B. Smolík et sa traduction des *Dialogues* de Pflaumer, cf. Podlaha 1896 : 20-24.

³³ Sur l'émigration vers la Saxe et à Pirna après la bataille de la Montagne Blanche, voir le récent livre de Lenka Bobková (Bobková 1999).

d'après les évangiles du dimanche. Il arrange les chapitres repris : il les élargit en insérant des citations de la Bible et de la littérature patristique, il les actualise en les situant dans la réalité religieuse de la Bohême³⁴, il ajoute des exemples tirés de son expérience personnelle de missionnaire, et il supprime les exemples relatés par Pflaumer, qui ne sont plus adaptés en temps et en lieu. Toutefois, les changements intertextuels, de Pflaumer à Koniáš en passant par Smolík, ne font pas partie de notre sujet. L'important est que, par rapport à l'ouvrage originel allemand et par rapport à la traduction tchèque de Smolík, Koniáš ait ajouté de son propre chef des chapitres sur les livres hérétiques, sur leurs usages et leurs utilisateurs. On peut les prendre comme des indices témoignant de l'accroissement en Bohême, pour les autorités spirituelles catholiques³⁵, trois quarts de siècle après la publication du livre de Pflaumer et de la traduction de Smolík, de l'importance du livre comme moyen de propagation et de maintien de la doctrine catholique et comme outil de dévalorisation des attitudes protestantes.

« L'Etoile dorée » est encore une œuvre importante pour une autre raison : elle met en scène les pratiques pastorales des ecclésiastiques catholiques et des modes d'argumentation lors de discussions avec leurs paroissiens. De fréquents renvois à la Bible et aux Pères de l'église, quantité d'exemples *ad illustrandum*, la richesse des ornements rhétoriques et des expressions imagées, tout cela devait persuader l'auditeur de s'identifier avec le point de vue de l'orateur. Prenons comme exemple la façon dont le curé du livre justifie la destruction par le feu des livres non-catholiques hé-

³⁴ Par exemple, à côté du luthéranisme et du calvinisme, Koniáš ajoute le hussitisme. A un autre endroit, il donne un *excursus* sur les origines de l'hérésie en Bohême, dans lequel il décrit comment deux jeunes Anglais avaient apporté à Prague des livres de Wicleff et les donnèrent à un Jean Hus qu'il présente comme étant encore un homme respectueux de Dieu et de l'Eglise. Hus, écrit Koniáš, aurait d'abord hésité à les lire, puis n'aurait pu résister et, « comme autrefois Eve vaincue par la perfidie du serpent et la beauté de la pomme », finit par lire ces livres plein d'erreurs et se laissa contaminer par le « poison de Wicleff », devint archi-hérétique et introduit l'hérésie en Bohême. C'est ainsi que, selon Koniáš, le pays de Bohême se changea « de paradis magnifique ... en immonde repaire de brigands » par la faute de livres hérétiques étrangers (Antonín Koniáš, *Zlatá dennice* ..., pp. 308-309).

³⁵ Antonín Koniáš, *Zlatá dennice* ..., op. cit., pp. 291-339, 411-466. Il y a plusieurs raisons à cela. L'une des plus importantes est sans aucun doute la recrudescence de l'activité de l'émigration tchèque non-catholique dans les pays limitrophes de la Bohême, et en particulier la production accrue des imprimeries des émigrés et de la distribution en Bohême de livres non-catholiques par des marchands, des contrebandiers et ceux que les sources appellent des « émissaires ».

rités des ancêtres. Koniáš part ici du récit dans l'Ancien Testament du sacrifice d'Isaac par Abraham, sur l'ordre de Dieu. Tel Abraham qui n'hésita pas à immoler et à brûler sur le bûcher son fils bien-aimé, son propre sang, les croyants ne doivent pas davantage hésiter à sacrifier avec un courage héroïque le Nouveau Testament, la postille, les prières ou les cantiques que leur ont légués leurs parents, même si ces livres leur sont plus chers que tous leurs attachements terrestres. C'est ce que Dieu leur commande à travers son église, comme il l'avait fait pour Abraham ; ceux qui désobéissent à son ordre prouvent ainsi qu'ils aiment leurs parents plus que Dieu. C'est à eux que s'adresse la menace du Christ dans l'Evangile de St. Matthieu: « Celui qui aime son père ou sa mère plus que moi, n'est pas digne de moi »³⁶. Koniáš réutilise la même citation un an plus tard, à la fin d'un chapitre traitant du même sujet dans la première édition de la «Clé fermant et ouvrant les erreurs hérétiques» de 1729.

9) La structure de la « Clé ouvrant et fermant les erreurs hérétiques » et sa façon de répertorier les livres

Dans l'index proprement dit, qui forme la troisième section (§ III, pp. 1-170) de la « Clé » de 1729, Koniáš a classé les livres par ordre alphabétique de prénoms des auteurs, et non par leurs noms³⁷ ; les anonymes le sont d'après le premier mot du titre. Chaque sous-section, qui correspond à une lettre de l'alphabet, énumère les livres selon leur format ; une troisième sous-division correspond au format, et distingue selon la langue du livre en question: les livres en tchèque d'abord, puis en allemand, en latin, éventuellement en français. Koniáš indique les numéros des pages comportant des passages défectueux et ajoute des symboles en regard : les livres des hérétiques entièrement rejetés étaient, selon le modèle des index romains, classés dans la première classe et désignés du symbole *l. cl.*, ceux qui ne peuvent être corrigés recevaient une étoile ; les livres amendables étaient signalés par l'abréviation *cor.* Lorsqu'aucun signe ne figurait près du titre d'un livre, cela signifiait que l'exemplaire devait être examiné et jugé par l'autorité spirituelle compétente. Koniáš précise parfois pourquoi il a considéré tel ou tel livre comme nocif. Dans la section IV, contenant une

³⁶ Id., *ibid.*, pp. 301-302)

³⁷ Cette façon de faire pouvait être familière à Koniáš, ce classement alphabétique étant habituel non seulement dans les *Index* romains mais aussi dans les dossiers personnels de l'ordre jésuite.

Manuductio ad corrigendos et facili methodo expurgandos non nullos haeresi infectos, vel suspectos libros – Snadný způsob k vyčištění a napravení některých bludných neb podezřelých kněh (Manière de guide pour corriger et facilement expurger certains livres infectés par l'hérésie ou suspects)³⁸, l'auteur indique des passages fautifs concrets, les feuillets, les pages, les lignes ou bien les mots à « effacer, déchirer ou bien à améliorer ». La « Clé » de Koniáš se révèle donc comme une combinaison entre un index général de livres prohibés (*Index librorum prohibitorum*) et un index expurgatoire (*index expurgatorius*). La deuxième édition publiée en 1749, toujours à Hradec Králové, est agrandie et complétée par les titres dont l'auteur avait pris connaissance au cours des vingt années de mission supplémentaires postérieures à la première édition.

Antonín Koniáš mourut le 27 octobre 1760, entouré du respect de ses confrères jésuites, pour lesquels il était quasiment en odeur de sainteté, sans pouvoir se douter qu'à peine 21 ans plus tard, la Patente de Tolérance allait faire s'écrouler son monde d'unicité de la foi, ce monde qu'il avait tenté de protéger à tout prix, par sa « Clé », des dangers diaboliques des autres religions. Sans pouvoir non plus soupçonner qu'il allait lui-même, des décennies plus tard, devenir un objet de mépris général pour la société tchèque, pour laquelle il incarne à jamais la figure fanatique du destructeur des livres publiés dans sa langue maternelle, lui qui, bien entendu, confisquait tous les livres hérétiques et scandaleux, quelle que soit leur langue. Dans la pièce de Kundera, le moment où triomphent les « propriétaires des clés » est déjà une prémonition de leur mort et de la disparition du monde de leur vérité ; ainsi, la fin de la vie de Koniáš, glorifiée par les jésuites de la province de Bohême, n'a précédé que de vingt ans la fin de l'époque où la vérité catholique et romaine était la seule réputée « auto-salutaire, et le début de temps plus tolérants en matière de religion.

10) L'Index Bohemicorum librorum prohibitorum

Revenons dix ans en arrière, et dix ans après la mort de Koniáš : l'archevêque de Prague Antonín Petr Příchovský fait encore publier, en 1770, un *Index Bohemicorum librorum prohibitorum*, dont on sait d'après des témoignages du temps qu'il a été établi sur la base de catalogues de livres en tchèque méritant d'être interdits rédigés par Koniáš, et conservés

³⁸ Antonín Koniáš, *Clavis...* ; « La Clé », Hradec Králové 1729, pp. 171-200.

parmi ses manuscrits³⁹. La seconde édition de 1749 de la « Clé ouvrant et fermant les erreurs hérétiques » et l'index de 1770 présentent le même choix de passages fautifs, les formulations des deux catalogues sont identiques, à ceci près que le rédacteur de celui de 1770 a supprimé les explications détaillées fournies par Koniáš pour justifier la nécessité de supprimer les passages incriminés⁴⁰. Cependant, l'index tchèque de 1770 adopte un ordre de classification différent que celui des deux « Clés » de Koniáš. Il reprend le modèle des index romains et suit l'ordre alphabétique du nom d'auteur, et du titre pour les anonymes. En introduction, juste avant la liste des livres interdits, se trouvent réimprimées, partiellement en latin et partiellement en tchèque, les encycliques papales et les lettres patentes des archévêques de Prague, les pragmatiques sanctions de Charles VI (1726) et de Marie-Thérèse (1749) contre l'usage et la distribution de livres non catholiques, et des modes d'emploi pour mieux reconnaître les livres hérétiques. Malgré les différences entre les deux index, il saute aux yeux que celui de Koniáš a bien servi de base à l'index de 1770, et que son rédacteur, resté non identifié, n'a eu qu'à le remanier et à l'actualiser. Sa validité cessa de fait avec l'entrée en vigueur de la Patente de Tolérance de 1781, ou au plus tard en 1784, lorsque les évêques de Bohême reçurent un ordre royal exigeant d'eux de ne proclamer que les catalogues de livres interdits publiés par l'Etat, et non ceux de l'Eglise qui ne possédaient pas l'autorisation du roi⁴¹.

La « Clé fermant et ouvrant les erreurs hérétiques » et l'*Index Bohemicorum librorum prohibitorum* de Koniáš, bien qu'ils aient depuis longtemps perdu leur validité juridique, restent pourtant pour nous une clé, importante, de notre appréhension de la production de livres dans les Pays Tchèques à l'époque moderne. « L'Etoile dorée du matin de l'infailible vérité catholique et romaine », destinée par son auteur à éclairer les âmes

³⁹ La première bibliographie de l'œuvre de Koniáš, due à Leopold Jan Scherschik, indique qu'un catalogue de livres interdits en quatre volumes de sa main avait été conservé dans les papiers du missionnaire. František Martin Pelcl (Franz Martin Pelzel) affirme dans son dictionnaire des écrivains jésuites que la partie de ce catalogue manuscrit concernant les livres non-catholiques en langue tchèque fut publiée comme *Index Bohemicorum librorum prohibitorum* de 1770 (Pelzel 1786, p. 186).

⁴⁰ Ceci ressort clairement aussi de la concordance entre les deux « Clés » et l'*Index*, élaborée par Bedřiška Wiždálková (cf. Wiždálková 1987/1988). Une comparaison plus approfondie de certains passages de la seconde édition de la « Clé » avec l'*Index* de 1770 confirme aussi cette proposition.

⁴¹ Cf. Svoboda 1902, pp. 17.

égarées de la lumière de la foi salvatrice, jette encore une lumière sur les pratiques des recatholicisateurs, d'une façon plus vivante que les documents administratifs. Ceci adoucit peut-être un peu le côté tragique de l'entreprise, vaine au regard du temps, d'un Koniáš qui consacra sa vie entière à mener les hommes au salut, dans les limites de sa définition dans une seule confession. La confiscation des livres à des fins pastorales et missionnaires a finalement fait d'Antonín Koniáš l'un des premiers spécialistes et bibliographes de la littérature tchèque ancienne.

Références bibliographiques citées en abrégé dans les notes:

- Bílý 1996 : Jiří Bílý, *Jezuita Antonín Koniáš. Osobnost a doba*, Prague.
- Canones et decreta 1833 : Canones et decreta Sacrosancti oecumenici et generalis Concilii Tridentini...* Viennae.
- Bobková 1999 : Lenka Bobková, *Exulanti z Prahy a severozápadních Čech v Pirně v letech 1621-1639*, Prague.
- Cesnaková-Michalcová 1959 : Milena Cesnaková-Michalcová, *Koniášovy Klíče a Index jako pramen bibliografický*, in : *Česká bibliografie. Sborník statí a materiálů*. Sv. 1, Prague, p. 63-104.
- Ducieux 1984 : Marie-Elizabeth Ducieux, *La mission et le rôle des missionnaires dans les pays tchèques au XVIII^e siècle*, in : *Actes du 109^e Congrès national des Sociétés savantes. Dijon 1984. Tome I. Transmettre la foi : XVI^e-XX^e siècles. Fasc. 1. Pastorale et prédication en France*, Paris, s. 31-46.
- Ducieux 1987 : Marie-Elizabeth Ducieux, *Lire et en mourir. Livres et lecteurs en Bohême au XVIII^e siècle*, in : *L'usage de l'imprimé (XV^e-XVIII^e siècle)*, sous la direction de Roger Chartier, Paris, p. 253-303 (traduction tchèque : *Čtení a vztah ke knihám u podezřelých z kacířství v Čechách 18. století*, in : *Acta Universitatis Carolinae – Historia Universitatis Carolinae Pragensis*, 32, 1992, fasc. 1-2, s. 51-80).
- Ducieux 1991 : Marie-Elizabeth Ducieux, *Le livre et l'hérésie, modes de lecture et politique du livre en Bohême au XVIII^e siècle*, in : *Le livre religieux et ses pratiques. Etudes sur l'histoire du livre religieux en Allemagne et en France à l'époque moderne – Der Umgang mit dem religiösen Buch. Studien zur Geschichte des religiösen Buches in Deutschland und Frankreich in der frühen Neuzeit*, hrsg. von Hans Erich Bödeker, Gerald Chaix, Patrice Veit, Göttingen 1991, p. 131-155 (traduction tchèque : *Kniha a kacířství, způsob četby a knižní politika v Čechách 18. století*, in : *Literární archiv*, 27. *Česká literatura doby baroka*, Prague 1994, s. 61-87).
- Hrubý 1901 : Hynek Hrubý, *České postilly. Studie literárně a kulturně historická*, Praha.

- Index 1704 : Index librorum prohibitorum Innoc. XI. P. M. jussu editus usque ad Annum 1681. Eidem accedit in fine Appendix usque ad Mensem Iunij 1704, Rome.*
- Julia 1997 : Dominique Julia, *Lectures et Contre-Réforme*, in : *Histoire de la lecture dans le monde occidental*. Ed. Guglielmo Cavallo et Roger Chartier, Paris, s. 279-314.
- « Clé » de 1729 : *Clavis haeresim claudens et aperiens. Klíč kacířské bludy k rozeznání otvírající, k vykořenění zamýkající. Aneb Registřík některých bludných, pohoršlivých, podezřelých, neb zapověděných kněh, s předcházejícími oučinnými prostředky, s kterými pohoršlivé a škodlivé knihy vyskoumati a vykořeniti se mohou*, Hradec Králové 1729.
- « Clé » de 1749 : *Clavis haeresim claudens et aperiens. Klíč kacířské bludy k rozeznání otvírající, k vykořenění zamýkající. Aneb Registřík některých bludných, pohoršlivých, podezřelých, neb zapověděných kněh, s předcházejícími oučinnými prostředky, s kterými pohoršlivé a škodlivé knihy vyskoumati a vykořeniti se mohou*, Hradec Králové 1749
- Knihopis : Knihopis českých a slovenských tisků od doby nejstarší až do konce XVIII. století*, Praha 1939-1967 ; les *Dodatky* continuent d'être publiés.
- LČL 2/II : Lexikon české literatury. Osobnosti, díla, instituce*, Díl 2, sv. II. K-L, Praha 1993, s. 829-830.
- Neumann 1931 : Augustin Neumann, *Prostonárodní náboženské hnutí dle dokladů konsistoře královéhradecké. Část první. Doba tak zvaného Temna do roku 1740*, Hradec Králové.
- Pelzel 1786 : Franz Martin Pelzel, *Boehmische, maehrische und schlesische Gelehrte und Schriftsteller aus dem Orden der Jesuiten von Anfang der Gesellschaft bis auf gegenwaertige Zeit*. Prague.
- Podlaha 1893 : Antonín Podlaha, *Život a působení Antonína Koniáše*, in : *Sborník historického kroužku*, cahier 2, p. 4-48.
- Podlaha 1896 : Antonín Podlaha, *Tři čeští laikové, jakožto literární obránco víry katolické ve století XVI. a XVII.*, in : *Sborník historického kroužku*, cahier 5, p. ?-24.
- Podlaha 1897 : Antonín Podlaha, *Úřední jednání konsistoře pražské ve příčině jinověrců v Čechách v letech 1730–1747*, in : *Sborník historického kroužku*, cahier 6, Prague, s. 83-114.
- Pokorný 1990 : Jiří Pokorný, *P. Antonín Koniáš S.J. jako teoretik české knižní kultury*, in : *Documenta Pragensia*, sv 2, p. 327-333.
- Reusch 1883-1885 : Franz Heinrich Reusch, *Der Index der verbotenen Bücher. Ein Beitrag zur Kirchen- und Literaturgeschichte*, 2 Bände, Bonn.
- Rukověť : Rukověť humanistického básnictví v Čechách a na Moravě*. Fondé par Antonín Truhlář et Karel Hrdina. Continué par Josef Hejnic et Jan Martínek. Volume 1-5, Prague 1966–1982.

- Svatoš 1994 : Martin Svatoš, *Antonius Konias S.J. von seinen Ordensmitbrüdern dargestellt*, in: *Humanistica Lovaniensia. Journal of Neo-Latin Studies*, 43, Leuven, s. 411-425.
- Svatoš 1996 : Martin Svatoš, *O P. Antonínu Koniášovi S.J. a doc. PhDr. JUDr. Jiřím Bílém, CSc., to jest : O práci misionářově v 18. století a práci historikově ve 20. století*, *Listy filologické*, 119, s. 178-202.
- Svatoš 1999a : Martin Svatoš, „Koniášův *Catalogus librorum haereticorum* z r. 1724 – předchůdce jeho *Klíče*“, *Tschechisches Barock / České baroko. Sprache, Literatur, Kultur / Jazyk, literatura, kultura*. Hrsg. Zand Gertraude/ Holý Jiří. Frankfurt am Main etc. 1999, p. 143-161.
- Svatoš 1999b : Martin Svatoš, *Verbotene, durch den Missionar Antonín Koniáš S.J. im Frühjahr 1733 in der Herrschaft von Opočno beschlagnahmte Bücher und ihre Leser*, in : *Acta Comeniana* 13 (XXXVII), p. 99-142.
- Svoboda 1902 : Julian Svoboda, *Index librorum prohibitorum*, in : *Výroční zpráva Obecního gymnasia v Rokycanech za školní rok 1901–1902*, Rokycany, s. 3-23.
- Wiždálková 1987/1988 : Bedřiška Wiždálková, *Příspěvky ke Knihopisu. Sv. 6-10. Konkordance Koniášových Klíčů, Indexu, Jungmanna a Knihopisu*, Prague.

(Traduit du tchèque par Jean-Gaspard Páleníček et Marie-Elizabeth Ducreux)

La circulation d'une information non censurée dans les nouvelles à la main au début du XVII^e siècle dans les Pays Tchèques

Alena Richterová

1) Un état des lieux

On ne doute plus du rôle que joua la diffusion de l'information par les nouvelles, les gazettes et les occasionnels dans la structuration complexe des relations entre l'Etat, le public et les individus. Ce rôle s'accrut au même rythme que croissait l'intérêt de l'Etat à intervenir activement dans la formation de l'opinion publique. Pour l'Europe centrale, ceci intervient en gros à partir du milieu du XVIII^e siècle¹. Dès ses débuts, les contemporains furent conscients des perspectives ouvertes par un média doté d'une aussi grande capacité d'influence. Au XVII^e siècle, des traités théoriques propageaient la haute idée qu'ils s'en faisaient, en particulier comme source d'informations pour les acteurs de la scène politique.

Les correspondances informatives peuvent être considérées comme une première étape dans la diffusion de nouvelles sur les événements contemporains : pensons par exemple aux missives envoyées de la cour impériale de l'empereur Charles IV, ou bien à la correspondance des villes d'Empire avec les princes pendant les guerres hussites². Les lettres par lesquelles les marchands, dès la fin du XIII^e siècle, informaient régulièrement leurs col-

¹ E. Blühm: „Fragen zum Thema Zeitung und Gesellschaft im 17. Jahrhundert“. In : *Presse und Geschichte I. Beiträge zur historischen Kommunikationsforschung*. Bremen 1977, pp. 54-70 ; Z. Šimeček : „Novinové zpravodajství v předbělohorských Čechách“. In : *Folia historica Bohemica*. 11. Prague 1987, pp. 287- 303. K. Khurt a publié des extraits de plusieurs travaux consacrés au rôle des gazettes : *Die ältesten Schriften für und wider Zeitung*. Brünn-München-Wien 1944.

² Pour Nuremberg par ex. L. Sporhan-Krempel : *Nürnberg als Nachrichtenzentrum zwischen 1400 und 1700*. Nürnberg 1986 ; V. Bůžek : „Říšské město Norimberk a české země v předbělohorské době“. In : *Folia historica Bohemica*. 18. Prague 1997, pp. 19-70; M. Polívka : „Nürnberg als Nachrichtenzentrum in der ersten Hälfte des 15. Jahrhunderts“. In : *Kommunikationspraxis und Korrespondenzwesen im Mittelalter und in der Renaissance*. Hrsg. H. D. Heinemann/I. Hlaváček. Paderborn et al. 1998, pp. 165-177.

lègues des conditions du marché dans des localités éloignées en sont une autre. Dès le milieu du XIV^e siècle, ces feuillets furent utilisés comme source d'information par les historiens de l'époque³.

Se développe à partir de ces débuts un système richement diversifié de diffusion de l'information entre les seigneurs et leurs cours, les nobles et leurs serviteurs, entre les villes et leurs délégués auprès des cours nobles, entre les marchands et les bourgeois, ou entre les érudits humanistes. Certes, avec l'instauration des connexions postales, certaines de ces missives prirent un caractère de relative régularité, par exemple les rapports des ambassadeurs ou les lettres de marchands ; cependant, nous ne pouvons pas encore parler ici de journaux. Toutes ces lettres s'adressaient encore à un destinataire concret, même si il y avait souvent peu d'obstacles à ce qu'elles soient ensuite plus largement diffusées. D'autre part, elles ne contenaient le plus souvent que des nouvelles de caractère local⁴.

³ Pour les lettres de marchands, cf. G. Werner : „Das kaufmännische Nachrichtenwesen im späten Mittelalter und in der frühen Neuzeit und sein Einfluß auf die Entstehung der handschriftlichen Zeitung“. In : *Scripta mercaturae*. München 1975, pp. 3-52; M. Lindemann : *Nachrichtenübermittlung durch Kaufmannsbriefe. Brief-« Zeitungen » in der Korrespondenz Hildebrand Veckinchusens (1398-1428)*. München-New York 1978; pour la question de leur influence sur les chroniqueurs cf. R. Sprandel : *Chronisten als Zeitzeugen. Forschungen zur spätmittelalterlichen Geschichtsschreibung in Deutschland*. Köln-Weimar-Wien 1994 ; M. Bláhová : „Korrespondenz als Quelle der mittelalterlichen Zeitgeschichtsschreibung“. In : *Kommunikationspraxis und Korrespondenzwesen im Mittelalter und in der Renaissance*. Hrsg. H. D. Heinemann/I. Hlaváček. Paderborn et al. 1998, pp. 179-190.

⁴ Il existe un grand nombre d'ouvrages sur la naissance du journal, T. Schröder en indique une liste partielle: *Die ersten Zeitungen. Textgestaltung und Nachrichtenauswahl*. Tübingen 1995. Pour l'évolution dans les Pays Thèques, cf. en particulier les études de Z. Šimečka, par ex. „Noviny z Prahy na sklonku 16. století“ (Au sujet des hypothèses sur la naissance des gazettes imprimées hebdomadaires). In : *K Soupisu cizojazyčných bohemik z let 1501-1800. Vědecké informace. Metodický zpravodaj pro knihovny a útvary vědeckých informací*. Supplement 1/1970. Puis Z. Šimeček : « Počátky novinového zpravodajství v českých zemích ». In : *Sborník historický*. 18. Prague 1971, pp. 5-38; id. : „Tisková politika v českých zemích do roku 1848“. In : *Časopis Matice moravské*, 94 (1975), pp. 242-252; id. : « Osmanská expanze v českém zpravodajství 16. a počátku 17. století ». In : *Osmanská moc ve střední a jihovýchodní Evropě v 16. a 17. století*. Vol. 2, Prague 1977, pp. 310-373 (version anglaise in : *Ottoman Rule in Middle Europe and Balkan in the 16th and 17th Centuries*. Prague 1978, pp. 252-287); idem : „Rozšíření novin v českých zemích v 17. a na počátku 18. století“. In : *Československý časopis historický*, 27 (1979), pp. 540-572; idem : „Geschriebene Zeitungen in den böhmischen Ländern um 1600 und ihr Entstehungs- und Rezeptionszusammenhang mit den gedruckten Zeitungen“. In : *Presse und Geschichte II*. 1987, pp. 71-82 ; idem : „Novinové zpravodajství v předbělohorských Čechách“ (note 1).

On définit traditionnellement les journaux par rapport à plusieurs signes considérés comme caractéristiques : ils sont le résultat de l'activité professionnelle des personnes qui les ont en charge et les distribuent moyennant un salaire ; ils apportent des nouvelles universelles et informent sur une actualité concernant la totalité du monde connu ; ils possèdent une certaine régularité et périodicité, et sont devenus un moyen conscient de formation de l'opinion publique.⁵ La mise en place de liaisons postales régulières au milieu du XVI^e siècle entraîna d'importants changements dans les techniques d'information et permit la naissance de nouveaux hebdomadaires réguliers, qui peuvent déjà être considérés comme de véritables précurseurs du journalisme moderne. La majeure partie des grandes archives et bibliothèques européennes possède des séries presque complètes de nouvelles à la main hebdomadaires, apparues environ à partir de 1560. Les plus célèbres d'entre elles sont sans conteste les nouvelles à la main des Fugger des années 1568–1605, conservées à la Österreichische Nationalbibliothek de Vienne⁶. C'est aussi à Vienne que se trouve la collection de nouvelles à la main adressées aux Habsbourg à partir du milieu du XVI^e siècle⁷. D'autres ensembles de nouvelles à la main se trouvent dispersées de par le monde entier, sans avoir encore été systématiquement catalogués. On en trouve de la fin du XVI^e et du début du XVII^e siècle à la Bibliothèque universitaire de Wrocław et à la Bibliothèque universitaire de Leipzig. Les nouvelles à la main régulièrement envoyées à partir de 1591 aux électeurs de Saxe sont aujourd'hui aux archives de Dresde. La Bibliothèque d'Etat de Munich, la Herzog-August-Bibliothek de Wolfenbüttel, la Bibliothèque Nationale de

⁵ W. Bauer: *Die öffentliche Meinung und ihre geschichtlichen Grundlagen*. Tübingen 1914, pp. 269-270.

⁶ ÖNB, *Tabulae codicum manuscriptorum*. Vol. 5. Wien 1871, Nr. 8949-8975. Parmi les nombreux travaux, cf. en particulier J. Kleinpaul : *Die Fuggerzeitungen 1568–1605*. Leipzig 1921 ; V. Klarwill: *Fugger-Zeitungen. Ungedruckte Briefe an das Haus Fugger aus den Jahren 1568–1605*. Wien-Leipzig-München 1923, un numéro y est partiellement publié. Ensuite cf. K. Kemper : *Die wirtschaftliche Berichterstattung in den sogenannten Fuggerzeitungen*. München 1936 ; M. A. H. Fitzler : *Die Entstehung der sogenannten Fuggerzeitungen in der Wiener Nationalbibliothek*. Baden b. Wien 1937.

⁷ Österreichisches Staatsarchiv Wien, Haus-, Hof- und Staatsarchiv, les nouvelles à la main des années 1565–1694 sont conservées dans les manuscrits n. 95, 108, 595, 597, 704, 729, 895, 964, 1090, 1097. Cf. C. von Böhm : *Die Handschriften des k. k. Haus-, Hof- und Staatsarchivs*. Wien 1873.

Madrid (51 volumes « Succesos varios » de 1598–1666)⁸, les archives de Florence et la Bibliothèque Nationale de Venise en possèdent de vastes collections. Dans les Pays Tchèques, au XVI^e siècle, les plus connues des nouvelles à la main hebdomadaires sont celles envoyées à partir de 1590 aux Rožmberk, et sont aujourd'hui aux archives de Třeboň ; de même est bien étudié le milieu épistolier des Pernštejn⁹.

Un aussi grand développement de ce nouveau média ne fut possible que grâce à la formation dans la majorité des centres politiques de distributeurs professionnels appelés nouvellistes ou correspondants. Ils concentraient toutes les nouvelles accessibles venues d'autres villes, les classaient, en faisaient des copies, effectuaient sur leur texte des changements mineurs, et assemblaient ces nouvelles en un tout, auquel ils ajoutaient souvent leurs propres commentaires personnels, puis les envoyaient à leurs clients. Le tarif pour l'envoi de ces « aviso » était assez élevé : ainsi, à Prague, le prix des nouvelles à la main hebdomadaires locales se situait entre 10 et 15 florins par an, mais celui de nouvelles venues de l'étranger pouvait atteindre jusqu'à 100 florins par an au XVII^e siècle.¹⁰

Pour les nouvellistes, ce salaire ne représentait cependant qu'un revenu secondaire. Au XVI^e siècle, il s'agissait en général de personnes proches des sources d'informations grâce à leur position administrative : ils étaient agents au sein des cours seigneuriales, fonctionnaires ou serviteurs dans les

⁸ A. Kästner : „Die Geschichte des spanischen Zeitungswesens von 1500–1800“. In : *Zeitungswissenschaft*. 17 (1942), pp. 370-383. J'aimerais remercier pour cette information monsieur Arnulf Kutsch de l'Université de Leipzig.

⁹ Les nouvelles à la main écrites, à partir de 1553, pour les Rožmberk sont conservées dans les Archives d'état de Třeboň (Státní archiv Třeboň), archives Rožmberk (Rožmberský archiv), *Historica*. Cf. Archives d'Etat de Třeboň : Průvodce po archivních fondech. Vol. 3. Prague 1959, pp. 8-9 ; Z. Šimeček : « L'Amérique au XVI^e siècle à la lumière des informations du service de renseignement de la famille des Rožmberk ». In: *Historica*. 11. Prague 1965, s. 53-93 ; idem : “Ottoman Expansion in Czech Reports of the 16th and the Beginning of the 17th Century”. In : *Ottoman Rule in Middle Europe and Balkan in the 16th and the 17th Centuries*. Praha 1978, pp. 252-287. Les nouvelles à la main des Pernštejn, écrites, à partir de 1535, en allemand et partiellement en tchèque et d'autres écrites, à partir de 1564, en italien et en espagnol sont conservées dans les Archives de famille des Lobkowitz de Roudnice, cote. R 2/13. Cf. Archives d'état de Litoměřice: Průvodce po archivních fondech. Vol. 2. Prague 1963, p. 130.

¹⁰ Z. Šimeček : “Novinové zpravodajství v předbělohorských Čechách” (note 1), p. 293. Pour les pays allemands, au XVII^e siècle, on indique le prix de 10 florins, L. Sporhan-Krempel: *Nürnberg als Nachrichtenzentrum* (note 2); T. Schröder, *Die ersten Zeitungen* (note 4), p. 12.

administrations des cours, mais aussi maîtres de postes ou clercs municipaux. A partir du XVII^e siècle, des imprimeurs prirent place parmi les nouvellistes de Prague. Alors qu'au XVI^e siècle, en général, le nouvelliste se suffisait à lui-même avec l'aide d'un commis, au XVII^e siècle, le nombre de lecteurs intéressés avait à tel point augmenté que de véritables comptoirs complexes de nouvellistes virent le jour, assurant la fabrication des nouvelles à la main pour des dizaines de clients. L'étude des nouvelles conservées nous permet de faire des conjectures sur l'organisation de ces offices – dans certains cas, il est même possible de définir la spécialisation territoriale des différents copistes¹¹.

Les nouvelles à la main fournies aux destinataires des Pays Tchèques à la fin du XVI^e siècle et dans le premier tiers du XVII^e siècle provenaient dans leur majorité directement d'offices de Prague, de Vienne et d'Augsbourg, parfois de Ratisbonne, exceptionnellement de Leipzig et de Nuremberg. La plupart de ces nouvelles à la main, même celles que recevaient des destinataires tchèques, étaient rédigées en allemand. La langue tchèque apparaît exceptionnellement dans les nouvelles envoyées à des destinataires de milieu noble et bourgeois, et plus souvent sous la forme de lettres d'accompagnement ou de commentaires que les nouvellistes apposaient à l'envoi sur une feuille à part. Au XVII^e siècle, aux côtés de l'allemand, on commence aussi à noter une présence plus importante d'autres langues vernaculaires, en particulier de l'italien ou de l'espagnol. A partir du deuxième tiers du XVII^e siècle, on peut observer un déplacement hors de Prague des grands distributeurs approvisionnant la clientèle des Pays Tchèques : Vienne surtout prend alors de l'importance. Alors que les nouvellistes d'Augsbourg, de Nuremberg et de Ratisbonne n'ont pas perdu leur position, des nouvelles parvenant directement de Paris et de La Haye commencent à s'imposer¹².

Le contenu des nouvelles à la main hebdomadaires était généralement présenté sous une forme succincte et objective, avec l'intention visible de

¹¹ Au début du XVII^e siècle, dans les nouvelles à la main que rédigeait avec ses commis Jiří Henckel de Donnersmark pour ses clients (dont nous connaissons deux pour l'instant : Ladislav Zejdlic (Seidlitz) ze Schönfeldu et Jiří Thurzo), on voit que plusieurs copistes alternaient régulièrement selon les nouvelles allemandes, italiennes ou françaises. Cf. A. Richterová: „Geschriebene Zeitungen über den Braunschweiger Krieg für einen böhmischen Adligen“. In: *Wolfenbütteler Barock-Nachrichten*, 26 (1999), pp. 165-199.

¹² Z. Šimeček : „Počátky novinového zpravodajství v českých zemích“ (note 4), p. 13.

se limiter essentiellement à l'information et d'éviter les longs commentaires et les jugements trop subjectifs. Explications plus détaillées et réflexions figuraient d'habitude sur une feuille d'accompagnement, rédigée parfois par les nouvellistes eux-mêmes. Cependant, le plus souvent, les commentaires étaient l'affaire des personnes pour qui les nouvelles à la main hebdomadaires représentaient une source d'informations importante et qui les réutilisaient, comme on le voit dans les rapports des ambassadeurs et dans la correspondance des érudits humanistes¹³.

La production de nouvelles imprimées révèle une situation un peu plus compliquée. Parmi la masse de feuilles volantes, de canards, de littérature laudative et de publications informatives, les occasionnels appelés « *Neue Zeitungen* » dans les zones germanophones – désignées en Bohême sous l'appellation de « nouvelles individuelles »¹⁴ – se rapprochaient le plus des caractéristiques attribuées aux journaux citées plus haut. Il s'agissait de petites publications occasionnelles centrées sur la diffusion des nouvelles. En Allemagne, elles apparurent vers 1480 ; dans les Pays Tchèques, on en publiait en langue tchèque à partir de 1515¹⁵. Leur quantité augmenta considérablement par la suite : ainsi, dans la zone de langue allemande, le nombre total des *Neue Zeitungen* publiées jusqu'à la fin du XVII^e siècle se situe entre huit et dix mille¹⁶. Dans les Pays Tchèques, la production d'imprimés d'information atteignit son maximum à la fin du XVI^e et au début du XVII^e.

¹³ E. Weyrauch: „'Offene Briefe' im 16. Jahrhundert. Bemerkungen und Beispiele. In : *Kommunikationspraxis und Korrespondenzwesen im Mittelalter und in der Renaissance*. Hrsg. H. D. Heinemann, I. Hlaváček. Paderborn-München-Wien-Zürich 1998, pp. 191-204. Pour le milieu tchèque, cf. les exemples proposés par Z. Šimeček : „Počátky novinového zpravodajství v českých zemích“ (note 4), pp. 13, 32.

¹⁴ Le terme a été utilisé pour la première fois par Z. Šimeček, *ibid.*, pp. 18, 33.

¹⁵ Il existe un grand nombre d'ouvrages sur les plus anciens journaux de la zone allemande, cf. T. Schröder : *Die ersten Zeitungen* (note 4); B. Studt : „Neue Zeitungen und politische Propaganda. Die « Speyer Chronik » als Spiegel des Nachrichtenwesens im 15. Jahrhundert“. In : *Zeitschrift für die Geschichte des Oberrheins*. 143, 1995, pp. 145-219. L'imprimé *Sjezd císařské velebnosti ve Vídni a nejjasnějších tří králů* de Konáček de Hodištkov (1559) est considéré comme la gazette imprimée tchèque la plus ancienne. Cf. M. Kopecký : *Literární dílo Mikuláše Konáče z Hodištkova*. Prague 1962, p. 109.

¹⁶ Il existe des hypothèses selon lesquels environ la moitié de cette production serait perdue. Parue récemment, la liste des différentes gazettes publiées au cours des années 1492–1704 sur le territoire de l'Autriche actuelle comporte 317 titres, cf. H. Lang-L. Lang: *Bibliographie der österreichischen (nichtperiodischen) Neuen Zeitungen 1492–1704*. Wien 2000.

siècle. À côté des nombreux occasionnels en tchèque¹⁷, plusieurs *Neue Zeitungen* en allemand étaient alors imprimées en grande quantité à Prague. Pendant tout le XVI^e siècle, prédominaient les occasionnels consacrés à un seul événement, choisi le plus souvent pour sa capacité supposée à bien faire vendre (des phénomènes surnaturels, des crimes ou tout autre événement sensationnel). Au début du XVII^e siècle, apparurent des ensembles de nouvelles imprimées les unes à la suite des autres, avec une présentation de l'information se voulant objective. L'accent y était mis sur les événements militaires ou politiques récents, avec un souci d'actualité et de neutralité. Par rapport aux correspondances ou nouvelles à la main hebdomadaires, leur périodicité n'était pas régulière, même si certaines d'entre elles possédaient déjà une certaine continuité, et une numérotation consécutive des différents numéros¹⁸. Elles ne cherchaient pas à décrire les événements de la façon la plus complète, et choisissaient plutôt d'évoquer leurs aspects les plus attractifs. Elles n'étaient pas seulement destinées à des lecteurs réguliers et pouvaient aussi être vendues dans la rue, d'où l'accent mis désormais sur leur présentation graphiquement attirante, pour s'adapter à cette demande.

Après l'explosion de leur production à la charnière des XVI^e et XVII^e siècles à Prague et dans les Pays Tchèques, les occasionnels et les feuilles volantes imprimés perdirent de leur importance dans la diffusion de l'information. Elles survécurent comme lecture populaire, vouée aux descriptions d'actes surnaturels, de crimes et de fait-divers. Leur déclin était lié à l'apparition en Allemagne au début du XVII^e siècle des premières gazettes hebdomadaires imprimées. Les deux plus anciennes conservées, un « *avviso* » imprimé à Wolfenbüttel et une « *relation* » imprimée à Strasbourg¹⁹ datent de 1609. Ces deux gazettes donnent à voir la position excep-

¹⁷ La liste des gazettes allemandes imprimées en Bohême au XVI^e siècle se trouve dans R. Wolkan : *Bibliographie der deutschen Literatur Böhmens des 16. Jahrhunderts*. Prague 1890, pour les gazettes individuelles tchèques, cf. Knihopis.

¹⁸ En particulier dans le cas des numéros concernant les guerres turques, comme par ex. les gazettes des années 1592/1593 numérotées de 1 à 6, ou dans celui des « gazettes individuelles en série ». Cf. K. Vocolka : *Die politische Propaganda Kaiser Rudolfs II. (1576–1612)*. Wien 1981, p.30-31 ; W. Schöne : „Die Frühformen der periodischen Presse in Deutschland“. In : *Archiv für Buchgewerbe u. Gebrauchsgraphik*. 74, Leipzig 1937, en particulier 364.

¹⁹ Les plus anciens numéros de la « *Relation Aller Fürnemmen und gedenckwürdigen Historien* », imprimée en 1609 à Strasbourg, sont conservés dans la Bibliothèque universitaire de Heidelberg. I. O. Opel : „Die Anfänge der deutschen Zeitungspressen 1609–1650“. *Archiv für Geschichte des Deutschen Buchhandels*. 3. Leipzig 1879 ; E.

tionnelle encore occupée alors par Prague dans la diffusion de nouvelles : les informations concernant cette ville occupent jusqu'à quarante pour-cent de leur espace. Mais Prague ne conserva pas ce haut rang ; Vienne, qui gagne peu à peu une place privilégiée dans la production des gazettes hebdomadaires imprimées, la supplanta, avec Wrocław (Breslau) en seconde position. Les gazettes hebdomadaires imprimées à Vienne et celles d'autres villes autrichiennes comme Linz étaient très appréciées dans les Pays Tchèques. A partir de 1658, une gazette hebdomadaire fut certes aussi imprimée à Prague, mais elle avait un caractère plutôt provincial et reprenait avec un certain retard les informations des journaux viennois²⁰.

L'Allemagne connut à la fin du XVII^e siècle un énorme développement des gazettes imprimées périodiques. Presque chaque ville y publiait alors la sienne propre, quelque fois trois fois par semaine. La première gazette quotidienne apparut à Leipzig en 1650²¹.

La mise en forme et la publication des gazettes imprimées était entièrement à la charge des imprimeurs, réduits à leurs propres sources d'informations, ordinairement d'autres gazettes imprimées, mais surtout des nouvelles à la main hebdomadaires et les informations colportées par les courriers et les marchands. Il existait alors un circuit d'information à deux vitesses, qui combine ces nouvelles à la main que l'on peut fabriquer sur demande, et les périodiques imprimés. A partir du XVII^e siècle des imprimeurs qui sont aussi nouvellistes rédigeaient dès l'arrivée de la poste des nouvelles à la main hebdomadaires et les envoyaient immédiatement à leurs principaux clients à un tarif plus élevé que le reste du public qui, lui, devait attendre une semaine supplémentaire la parution de la gazette imprimée meilleur marché. Le prix exact des différentes gazettes imprimées n'est pas connu ; on estime qu'il devait être très bas. Une estimation de 1929 l'évaluait à un montant équivalent à 10 à 50 pfennigs²², une autre, de 1914, aboutissait à une somme plus faible, de 5 à 20 pfennigs pour un ti-

Bogel/E. Blühm : *Die deutschen Zeitungen des 17. Jahrhunderts*. Bd. 1. Bremen 1971, p.1-4 ; les 50 premiers numéros de l'« Aviso Relation oder Zeitung », imprimés en 1609 à Wolfenbüttel, sont conservés dans la Landesbibliothek de Hanovre, cf. E.Bogel-E. Blühm : *Die deutschen Zeitungen des 17. Jahrhunderts*. Bd. 1. Bremen 1971, p. 4-8.

²⁰ Z. Šimeček : Rozšíření novin v českých zemích v 17. a na počátku 18. století. *Československý časopis historický*, 27, 1979, p. 540-572.

²¹ M. Lindemann: *Deutsche Presse bis 1815*. Teil 1. Berlin 1969, p. 95.

²² A. Dresler: *Über die Anfänge der gedruckten Zeitungen*. München 1929.

rage de mille exemplaires²³. Le prix de la gazette hebdomadaire imprimée à Prague était de deux florins environ, mais l'abonnement aux journaux viennois ou de l'empire était beaucoup plus cher.

Le point des gazettes mensuelles n'est pas réglé ; les deux cas connus restent problématiques. Celui du journal que l'imprimeur Daniel Sedlčanský aurait publié en septembre 1597 relève probablement d'une lecture fautive d'une inscription postérieure²⁴. Les douze numéros conservés du mensuel « Annus Christi » de 1597, publiés à Rorschach près du lac de Constance peuvent être considérés comme la reprise secondaire d'informations publiées dans des gazettes hebdomadaires²⁵.

Outre les gazettes, un autre ensemble d'imprimés apportait des informations sur le monde environnant, les « Meßrelationen », ou relations semestrielles publiées à l'occasion des foires. A partir de la fin du XVI^e siècle, elles étaient régulièrement publiées à Cologne, à Francfort, à Magdeburg et à Leipzig²⁶. Elles étaient fabriquées sur la base de nouvelles à la main hebdomadaires, mais même au bout d'un semestre, leurs informations restaient d'actualités et de plus étaient relativement bon marché, puisqu'il était possible de se procurer les moins chers pour six kreutzers, et que les plus chers, ornés de gravures sur cuivre, coûtaient 48 kreutzers²⁷. Très populaires, elles furent publiées jusqu'au XVIII^e siècle ; plusieurs figurent dans les bibliothèques et les archives tchèques²⁸.

²³ P. Roth : *Die neuen Zeitungen in Deutschland im 15. und 16. Jahrhundert*. Leipzig 1914, p. 67.

²⁴ Z. Šimeček : K soupisu cizojazyčných bohemik z let 1501–1800. In : *Vědecké informace*. Supplement 1/1970, p. 62–131.

²⁵ A. Dresler : *Die älteste periodische Zeitung und Zeitschrift (Die Rorschacher Monatsschrift von 1597)*. München 1953 ; E. Blühm : „Die ersten Zeitungen Deutschlands und der Schweiz und der Beginn der europäischen Pressegeschichte“. In : *Wolfenbütteler Arbeiten zur Barockforschung*. 12. Wiesbaden 1984, p. 101–117 ; T. Schröder : *Die ersten Zeitungen* (note 4), p. 22–25.

²⁶ K. Bender : Die deutschen Meßrelationen von ihren Anfängen bis zum Ende des Dreißigjährigen Krieges. Ein Forschungsvorhaben. In : *Presse und Geschichte* II. München et al. 1987, pp. 61–70 ; T. Schröder : *Die ersten Zeitungen* (note 4), p. 19–22.

²⁷ Nous avons des documents sur les prix des imprimés achetés pour la bibliothèque des Rožmberk dans les comptes des années 1599–1606. SA Třeboň, Rodinný archiv Rožmberků, section 20a. Cf. Z. Šimeček : „Novinové zpravodajství v předbělohorských Čechách“ (note 1), p. 293.

²⁸ La presque totalité des volumes des « Iacobi Franci Relationes Historicae Continuatio, Oder Warhafftige Beschreibung allerfürnemen vnnd gedenckwürdigen Historien », publiés par Zikmund Latom à Francfort, de 1591 jusqu'à 1735, se trouvent à la Bibliothèque Nationale de la République Tchèque (Cote 21 G 51).

2) La censure des imprimés périodiques en Pays Tchèques

La production imprimée présentait toutefois le désavantage d'être soumise à la censure²⁹. Les interventions de l'Etat dans la politique de l'imprimerie eurent longtemps un caractère passif. Même si, en 1610, le cardinal Khlesl, évêque de Vienne, recommandait d'utiliser les informations imprimées tout exprès dans les gazettes pour faire pression sur l'empereur et sur les électeurs réunis à Prague, la propagande politique prit longtemps d'autres moyens d'influencer l'opinion publique, et chercha d'abord à augmenter l'efficacité du contrôle des gazettes imprimées par la censure et l'attribution de privilèges aux imprimeurs³⁰. D'autre part, tout au long du XVI^e siècle, les deux consistoires ecclésiastiques de Prague, celui de l'Eglise catholique et celui des Utraquistes, puis à partir de la décennie 1560 les archevêques de Prague et d'Olomouc, s'efforcèrent de mettre en place une censure efficace des imprimés publiés. Dans le cas des feuilles et des gazettes relatant les événements politiques et guerriers, le Conseil de Guerre de la cour des Habsbourg avait un intérêt supplémentaire au contrôle.

La majorité des mesures prises étaient contournées ou n'étaient pas respectées. C'était la même chose pour les privilèges d'impression de gazettes qui n'étaient accordés qu'à un très petit nombre d'imprimeurs, comme l'ordonnance impériale de la décennie 1590, qui réservait à quatre imprimeurs de Prague le droit de publier des gazettes une seule fois par mois. Ces dispositions se trouvaient couramment enfreintes, et le pouvoir de l'Etat n'avait pas encore les moyens d'un contrôle plus systématique. Au XVII^e siècle, la censure des gazettes relevait d'abord du ressort des grands

²⁹ Pour l'histoire de la censure dans les pays tchèques, cf. Christian d'Elvert : *Geschichte des Bücher- und Steindrucks, des Buchhandels, der Bücher-Censur und periodischen Literatur*. Brno 1854 ; J. Schaller : *Kurzgefaßte Geschichte der k.k. Bücherzensur und Revision im Königreiche Böhmen*. Prague 1796 ; F. Menčík : *Censura v Čechách a na Moravě. Věstník Královské české společnosti nauk, třída filosoficko-historicko-jazykozpytná*, 1888, p. 85-136 ; A. Škarka : *Ze zápasů nekatolického tisku s protireformací, Český časopis historický (ČČH)*, 42, 1936, p.1-55 ; P. Voit : *K dějinám censury v předbělohorské době*, in : *Folia historica Bohemica*. 11. Prague 1987, p. 305-320.

³⁰ K. Kadlec : *Počátky práva autorského. Studie o vzájemných poměrech tiskařů a spisovatelů v minulých stoletích. Časopis českého musea*, 1893, p. 560-587, K. Beránek : *Tiskařská privilegia České dvorské kanceláře v Státním ústředním archívu v Praze*. In : *Strahovská knihovna*, 12-13, Prague 1977/1978, p. 69-104, où se trouve publiée une liste de 170 privilèges d'imprimerie des années 1547-1810. Pour la publication des journaux, cf. les n. 28, 29, 40, 46, 47, 52, 58, 67, 76, 80, 81, 86, 94, 97, 99, 103, 107, 115, 121, 143, 145, 151, 164, 169.

offices du royaume de Bohême (qui constituent la « Lieutenance royale ») et du margraviat de Moravie, qui subordonnaient aux intérêts du gouvernement l'attribution des privilèges d'impression et leurs prolongations, dont la condition était une totale loyauté envers l'Etat. Tous les numéros imprimés devaient être présentés avant la publication ; cette exigence, étant donnée la machinerie pesante de la censure, signifiait pour l'éditeur de gazettes imprimées une complication considérable et surtout un retard. Les tentatives pour contourner ces dispositions restèrent fréquentes, mais furent, à partir de la seconde moitié du XVII^e siècle, de plus en plus compliquées.

En revanche, les tentatives de l'Etat pour intervenir dans la circulation des informations écrites étaient presque impuissantes dans le domaine des nouvelles à la main. Il y eut bien des essais d'interdiction totale de leur distribution, et des contrôles d'envois postaux choisis au hasard, et l'on chercha à empêcher leur utilisation dans les endroits publics. Les cafés, en particulier, étaient considérés comme des endroits particulièrement dangereux en ce sens³¹. Cependant, au XVII^e siècle et dans la première moitié du XVIII^e siècle, ces contrôles étaient difficilement réalisables.

Par rapport aux gazettes imprimées, les nouvelles à la main présentaient ici toute une série d'avantages. Elles avaient plus de chances d'échapper à la censure et pouvaient donc contenir des informations plus confidentielles. Ne dépendant pas de moyens techniques spécifiques, elles pouvaient reproduire l'actualité la plus fraîche. D'autre part, elles adaptaient individuellement le choix des informations selon les exigences des différents clients. Pour les plus hautes couches de la société noble ou urbaine, que le prix n'effrayait pas, elles furent longtemps une source d'informations fondamentale. Elles ne faisaient pas de vraie concurrence aux gazettes imprimées, et les deux médias étaient souvent considérés comme complémentaires. On appréciait la fiabilité, l'actualité et l'indépendance par rapport à la censure des nouvelles à la main, et l'on recherchait les gazettes imprimées pour leurs descriptions plus précises des détails. Certains lecteurs commandaient en même temps aussi bien des nouvelles à la main qu'imprimées et ne les différenciaient pas lors de leur rangement, ce qui fait que nous les trouvons souvent reliées ensemble dans un même volume. Cette façon de faire était commune en milieu urbain où il arrivait qu'une gazette imprimée

³¹ Cf. Le cas connu de la ville de Dantzig en 1707, où le sénat interdit de proposer toutes autres gazettes que celles imprimées aux clients des cafés. Cf. M. Lindemann: *Deutsche Presse bis 1815* (note 21), p. 20.

fut commandée par plusieurs personnes et était ensuite copiée pour tous les intéressés³². Il n'est donc pas étonnant que les nouvelles à la main aient conservé leur intérêt jusqu'au XIX^e siècle.

3) Les réseaux épistoliers des nouvelles à la main et les lecteurs des gazettes imprimées

A partir des collections de nouvelles à la main et de gazettes imprimées conservées dans les fonds d'archives et les grandes bibliothèques des Pays Tchèques, il est possible de retracer le cercle de leurs récipiendaires dans différentes couches de la société. Je ne présenterai ici que quelques-uns de ces groupes. La bibliothèque des Lobkowicz à Roudnice contient une collection de nouvelles à la main des années 1564–1615 ayant appartenu à Ladislav Seidlitz (Zejdlic) de Schönfeld (1566–1632), conseiller impérial et Grand Juge du royaume, c'est-à-dire un de ses principaux dignitaires³³. A partir de 1607, celle-ci comporte des nouvelles hebdomadaires préparées pour lui par Jiří Henckel de Donnersmarck (1573–1636), petit fonctionnaire à la cour de Rodolphe II, avec trois assistants dont nous connaissons aussi les noms : Kašpar Mosser, Hans Stempel et Kryšpín Lampart³⁴. Jiří Henckel rédigeait d'une part, pour Jaroslav Seidlitz, ces nouvelles à la main hebdomadaire sur les événements de tous les centres politiques importants, et d'autre part il l'informait personnellement, au moyen d'une feuille spéciale, des événements de Prague et de Vienne. Ces suppléments, qu'écrivait Henckel de sa propre main, contiennent des informations plus confidentielles ou bien parvenues après la fin de la rédaction du numéro. Seidlitz recevait encore d'autres nouvelles de la part de Václav Výšek de Výškořice, expéditeur impérial de la Chancellerie de Bohême, et de temps en temps aussi par le canal d'autres agents.

J'ai découvert une autre collection de nouvelles à la main à la Bibliothèque universitaire de Wrocław, dans la collection de manuscrits de Jan Mi-

³² Z. Šimeček : Počátky novinového zpravodajství. In : *Sborník historický*. 18. 1971, p. 9. Au sujet des documents concernant le jugement d'un cas de copiage d'informations imprimées à la Vieille Ville de Prague en 1692 cf. Z. Šimeček : Rozšíření novin v českých zemích v 17. a na počátku 18. století. *Československý časopis historický* 27, 1979, p. 551-552.

³³ Après l'émigration forcée de Ladislav Seidlitz (Zejdlic) en 1623, sa bibliothèque fut rachetée par Polyxena de Lobkowicz, la fille de Maria Manrique de Lara. Cf. A. Richterová : *Vývoj roudnické lobkovické knihovny*. Prague 1989, p. 26, 51-52, 207.

³⁴ Bibliothèque Lobkowicz de Roudnice, cote VI Ec 8, vol. 1-2, cote VI Fb 4. Cf. A. Richterová : „Geschriebene Zeitungen über den Braunschweiger Krieg“ (note 11).

lich. Il s'agit d'un recueil de nouvelles envoyées de Prague entre 1577 et 1618 de Prague pour le bourgmestre de Zhořelec (Görlitz), Bartoloměj Škultét (mort en 1614) et pour le conseil municipal de cette capitale de la Basse-Lusace, alors pays de la couronne de Bohême³⁵. Les nouvelles à la main hebdomadaires élaborées pour lui par le maître de poste Jiří Habenschadten contiennent des nouvelles de l'ensemble du monde d'alors. Elles sont elles aussi complétées par des feuilles spéciales comportant des informations variées sur des événements survenus dans des localités précises. Les informations concernant Prague étaient envoyées à Zhořelec par le syndic Jiří Ludwig.

Plusieurs séries de nouvelles à la main du XVII^e siècle sont conservées à la Herzog August Bibliothek de Wolfenbüttel³⁶. Quelques-unes avaient été collectionnées à la chancellerie privée du duc, mais la majeure partie appartenait à Philip Hainhofer (1587–1647), diplomate et agent très habile au service des ducs de Bavière, de Poméranie et de Brunswick³⁷. S'y trouve aussi la collection de gazettes envoyées à Jakub Harscher, secrétaire et employé du conseil municipal de Strasbourg.

Il s'agit là d'un échantillon de cercles récepteurs assez restreint, tous formés cependant dans les deux premières décennies du XVII^e siècle, provenant de milieux éloignés les uns des autres, géographiquement parlant, et quant à la position sociale des destinataires. Ils proposent donc un matériel suffisant pour comparer entre eux le niveau de l'information. J'ai choisi de suivre pour cela quatre événements qui furent politiquement importants pour leurs contemporains, tout en étant attractifs pour des lecteurs : la ren-

³⁵ Bibliothèque universitaire de Wrocław, manuscrits cotes Mil. II/181, Mil. II/182, Mil. II/183, Mil. II/184, Mil. II/454. Description cf. L. Gorecki : *Katalog rękopisów obejmujący sygnatury 6268-6790*. Dawny zbiór Biblioteki J. G. Milicha w Zgorzelcu. 2. Rękopisy nowożytnie. Wrocław 1990, n. 6314, 6315, 6316, 6317, 6547.

³⁶ Herzog August Bibliothek Wolfenbüttel. Je n'indique ici qu'un choix de manuscrits comprenant des informations au sujet des trois thèmes mentionnés plus bas : manuscrits cotes 11. 24. Aug. fol., 11. 25. Aug. fol., 15. 3. Aug. fol., 19. 1. Aug. fol., 44. 5. Aug. fol., 44. 6. Aug. fol., 36. 8. Aug. fol., 36. 11. Aug. fol., 36. 13. Aug. fol., 52. Aug. Fol. cf. O. Heinemann : *Die Handschriften der herzoglichen Bibliothek zu Wolfenbüttel. II. Die Augusteischen Handschriften*. Wolfenbüttel 1898, n. 2145, 2146, 2174, 2216, 2528, 2529, 2585, 2388, 2391, 2393, puis manuscrits cotes 130. Helmst., 131. Helmst., 200. Helmst., 780. Helmst., cf. O. Heinemann : *Die Handschriften der herzoglichen Bibliothek zu Wolfenbüttel. I. Die Helmstedter Handschriften*. Wolfenbüttel 1884, n. 152, 153, 233, 871.

³⁷ Lui-même dirigeait une agence très compétente dont le fonctionnement est décrit de façon détaillée. M. Schmolke : „Philipp Hainhofer. Seine Korrespondenzen und seine Berichte“. In: *Publizistik*, 7 (1962), p. 224-239.

contre des princes-électeurs de l'Empire à Prague entre avril et septembre 1610, la mort de l'empereur Rodolphe le 20 janvier 1612, la mort d'un de ses courtisans, Heinrich Julius, duc de Brunswick, à Prague, le 30 juillet 1613, et le siège de la ville de Brunswick par le duc en hiver 1615. La spécificité des nouvelles à la main par rapport aux autres formes d'information serait idéalement soulignée si l'on pouvait comparer le traitement de ces quatre événements dans tous les types de supports, c'est-à-dire aussi bien dans les relations et dans les occasionnels, dans les nouvelles et gazettes hebdomadaires que dans les relations semestrielles. Malheureusement il n'est possible d'utiliser ces différents types de documents que de façon partielle et limitée, à cause du caractère fragmentaire de leur conservation et de leur éparpillement dans les bibliothèques et les archives du monde entier.

Tous les types de « médias » que j'ai eu entre les mains jusqu'ici parlent de la rencontre des princes-électeurs à Prague du printemps jusqu'à l'automne de 1610. A ce sujet, les nouvelles à la main conservées à Wolfenbüttel sont complétées par une quantité de rapports détaillés sur le déroulement des pourparlers, par des copies des documents sur lesquels portèrent les débats, par les propositions de l'empereur ainsi que celles du roi Matthias, son frère, par les résolutions acceptées. Les complètent des pronostics sur la suite des événements et les descriptions des délibérations privées ayant eu lieu dans les couloirs. Certains de ces appendices sont conservés en plusieurs versions et dans des exemplaires différents. C'est le cas de copies de la correspondance des électeurs avec des membres de la famille royale de France, ou du texte du contrat conclu entre Rodolphe et Matthias le 10 septembre 1610³⁸. Rien de surprenant : Heinrich Julius, duc de Brunswick, était l'un des principaux organisateurs de cette rencontre et l'un de ses participants les plus actifs. Les nouvelles destinées à Ladislav de Seidlitz apportent surtout des informations sur les délibérations des délégations à Vienne. Les informations sur les pourparlers à Prague sont relativement plus restreintes ; elles sont toutefois elles-aussi complétées par des suppléments contenant les copies des documents les plus importants – ici, le texte des contrats passés entre Rodolphe et Matthias et les réponses du roi de France aux lettres des princes-électeurs assemblés à Prague³⁹. Les

³⁸ HAB Wolfenbüttel, en particulier cotes 19. 11. Aug. Fol., 36.8. Aug. fol., 36.11. Aug. Fol..

³⁹ Bibliothèque Lobkowitz de Roudnice, manuscrits cotes VI Ec 8, vol. 1, fol. 1239-1510.

trois relations semestrielles que j'ai pu trouver parlant des événements de 1610⁴⁰ prêtent beaucoup d'attention à la rencontre des électeurs et offrent souvent des informations intéressantes sur l'arrivée des délégations à Prague, l'importance de leur suite, l'adresse de leurs logements, etc. On y lit aussi des informations assez confidentielles sur la rencontre des délégués avec l'empereur⁴¹, avec des remarques sur le comportement du monarque :

« Churfürst von Meynz...hat folgenden Tagy bey Keys. May. audienz gehabt, I. May. sind derselben biß in die Antecamera entgegen gangen, auch so weit wider begleytet...Churfürst von Sachsen...deren I. May. biß in die Ritterstuben entgegen gangen vnnd Fürstlich empfangen ... ».

Elles décrivent le déroulement des débats, les allers et retours de plusieurs délégués entre Vienne et Prague avec les résultats de leurs missions. Elles reproduisent aussi les textes des plus importants documents, les propositions de l'empereur et les contrats passés à Vienne entre les deux partis, mais sous une autre forme que celle retenue par les nouvelles à la main, en les raccourcissant, soit en supprimant la titulature et des passages jugés moins intéressants, soit en se contentant d'énumérer les points essentiels.

Le second événement d'actualité que j'ai choisi d'étudier est la mort de l'empereur Rodolphe. L'unique lacune de la collection de nouvelles à la main de Seidlitz concerne justement la période allant de mai 1611 à mars 1612, alors que la série est sinon tout à fait complète⁴². Dans celles destinées à Škultét, les événements de la cour impériale de Prague sont au centre de l'attention. Škultét était régulièrement informé – bien que de façon

⁴⁰ S. Latomus: *Theodori Mevres Relationis Historicae Continuatio, Oder Warhafftige Beschreibung aller Fürnemen vnnd gedenckwürdigen Historien, so sich hin vnd wider in Europa ...etwas zuvor vnd hierzwischen nechstverschienen Franckfurter Fastenmess biß auff diese Herbstmess dieses 1610 Jahrs, verlauffen vnd zugetragen...* Getruckt im Jahr nach Christi geburth M.DC.X. ; S. Latomus : *I. Franci Relationis Historicae Continuatio, Oder Wahrhafftige Beschreibung aller fürnemen vnnd gedenckwürdigen Historien, so sich hin vnnd wider in ... etwas zuvor vnd hierzwischen nechstverschienen Franckfurter Fastenmesse biß auff diese Herbstmesse dieses 1610 Jahrs verlauffen und zugetragen ...* Getruckt im Jahr nach Christi Geburt M.DC.X.; S. Latomus: *Iacobi Franci Relationis Historicae Continuatio. Warhafftige Beschreibung aller fürnemen vnnd gedenckwürdigen Historien, so sich hin vnnd wider in ...etwas zuvor vnd hierzwischen nechstverschienen Franckfurter Herbstmess biß auff diese Fastenmess dieses 1611 verlauffen vnd zugetragen...* Getruckt im Jahr nach Christi Geburt M.DC.XI.

⁴¹ Idem, p. 33, 35, 6-7.

⁴² Bibliothèque Lobkowitz de Roudnice, manuscrits, cote VI Ec 8, le premier volume s'achève avec le journal d'avril 1611, le deuxième volume commence par le journal de mars 1612.

très concise, parfois en une ou deux phrases seulement – des séjours de l'empereur en dehors de sa résidence, comme des événements importants de la société, par exemple des honneurs grandioses rendus à Tycho de Brahe, ou des affaires concernant le chambellan Makovský. Curieusement, les nouvelles traitant de la mort de l'empereur manquent ici aussi⁴³. Pour les publications imprimées, ce fut alors l'événement numéro un ; relaté par nombre d'occasionnels et par les relations semestrielles. La majeure partie de ces écrits racontent les circonstances de la mort de l'empereur et décrivent ses funérailles splendides⁴⁴. Au fil de leurs récits, ils abordent aussi d'autres événements ayant dû éveiller l'intérêt du public, par exemple la malhonnêteté du chambellan Proskovský et l'arrestation immédiate et le procès de quelques autres personnes de l'entourage le plus proche de l'empereur. Les gazettes imprimées en 1612 à Prague qui informant sur la mort de l'empereur soulignent, comme les relations semestrielles de Francfort⁴⁵, en employant pratiquement les mêmes mots, ne pas savoir si ces arrestations furent la conséquence d'une suspicion de détournement de fonds ou de trahison, ou bien « *ex favoritate regis Matthiae* ». Deux relations semestrielles introduisent d'autres détails fâcheux en relation avec les funérailles de Rodolphe. Ainsi leurs lecteurs purent-ils apprendre qu'une heure après la fin des cérémonies, toute la décoration avait déjà été volée, et que les loyaux serviteurs de l'empereur défunt attendaient toujours vainement le paiement de leurs salaires. Une autre relate comment les épouses et les veuves des serviteurs lésés allèrent en délégation demander l'appui de l'impératrice tout en refusant de lui dévoiler leurs noms. L'article s'achève sur ce sec commentaire : « ... *ob die bezahlung darauff erfolgen wird, giebt die zeit* »⁴⁶.

⁴³ UK Wrocław, manuscripts, cote. Mil.II/181, Mil.II/184.

⁴⁴ Choix de matériaux cf. *Bibliografie české historie*, vol. 3, n. 2593-2603, 2606.

⁴⁵ *Warhafftiger vnd eigentlicher Bericht. Welcher gestalt vnser Allergnedigister Herr Keyserliche Majestet Rudolphus den 20 Januarii Stilo Novo Anno 1612 zu Prage vff dem Schlosse ... selig von dieser Welt abgescheiden ...* Ertzlich gedruckt zu Prage im Jahr 1612, p./A 4a; K. Memminius: *Iacobi Franci Historicae relationis continuatio vicesima secunda. Warhafftige Beschreibung aller Furnemen gedenckwürdigen Historien, so sich fast teglich in ...der Zeit zugetragen hat. Auffs beste colligirt von verschiener Frankfurter Herbst Messe biß auff die Fasten Messe dieses 1612 Jahrs...continuiert durch Jacobum Framen, der Historien vnd Warheit Liebhaber.* Gedruckt Im Jahr M.D.C.XII, p.38 b.

⁴⁶ *Iacobi Franci Historicae Relationis continvatio vicesima quarta. Warhafftige Beschreibung Aller Furnemen gedenckwürdigen Historien, so sich teglichen in Europa ... zugetragen. Auffs beste colligirt von verschiener Franckfurter Herbstmeß dieses 1613*

Le décès de Heinrich Julius, duc de Brunswick, le 30 juillet 1613, fut traité comme un événement de la plus haute importance dans les nouvelles à la main de Ladislav de Seidlitz. Son correspondant lui envoya à Ratisbonne, où il séjournait alors à la suite de l'empereur, deux nouvelles hâtivement écrites de sa propre main (la clôture du journal est datée du 3 août) sur la mort subite du duc, la tristesse générale des Praguois, sur les résultats de l'autopsie pratiquée sur le corps du défunt, dissection, sur l'arrivée rapide des officiers du duc pour prendre les dispositions nécessaires, etc. Dix jours plus tard, il l'informait par la même voie du banquet organisé en mémoire du duc décédé⁴⁷. Dans les deux cas, ces événements sont donc relatés par Jiří Henckel en personne, sous la forme de suppléments ajoutés à la fin de la nouvelle déjà achevée, comportant les rubriques habituelles. Les gazettes imprimées à Prague qui traitent aussi de cet événement ne donnent pas autant d'informations, et ne mentionnent pas par exemple l'arrivée des officiers, les banquets en l'honneur du défunt, ni les intentions du fils du duc. A ces exceptions près, les autres informations sont identiques dans les deux types de journaux ; elles se recoupent même mot pour mot⁴⁸. Ce fait peut paraître surprenant si l'on pense que l'on compare ici des gazettes et des relations imprimées, destinées à une large distribution, avec des informations confidentielles écrites par un agent de la cour, envoyées trois jours après l'événement à Ratisbonne à un autre courtisan. Certaines informations sont même plus précises dans les gazettes imprimées, en particulier celles concernant la réaction de l'opinion publique et l'enquête sur diverses circonstances suspectes, et des spéculations sur des personnes susceptibles de profiter de la mort subite du duc. Ce bref commentaire surprend par son ton initié et par sa bonne connaissance des intrigues en coulisses comme des rapports tendus des partis catholique et évangélique avec le duc.

J'ai aussi trouvé un grand nombre de nouvelles sur le déroulement du conflit entre le duc de Brunswick et le Brunswick rebelle⁴⁹. Les nouvelles à la main des trois collections que j'ai eu entre les mains usent d'un ton criti-

Jahrs ... Durch Iacobum Framen, der Historien vnd Warheit Liebhaber. Gedruckt im Jahr M.D.C.XIII, p. 16b, 17a.

⁴⁷ Roudnická lobkowiczská knihovna, manuscrits, cote VI Ec 8, vol. 2, fol. 353r-353v. Cf. A. Richterová: „Geschriebene Zeitungen über den Braunschweiger Krieg“ (note 11).

⁴⁸ *Warhafftiger vnd Gründlicher Bericht. Wie das der hochwürdiger Durchleuchtiger vnnd Hochgeborner Fürst vnd Herr, Herr Henrich Julius ... Herzog zu Braunschwig vnd Lüneburg ... im Herrn entschlaffen...* Erstlich gedruckt zu Prag ... im Jahr 1613.

⁴⁹ A. Richterová : „Geschriebene Zeitungen über den Braunschweiger Krieg“ (note 11).

que envers le duc. La position la plus extrême est représentée par les nouvelles à la main conservées aujourd'hui à Wolfenbüttel, que possédait Philip Hainhofer. En octobre 1615 par exemple, elles notent que le marquis prisonnier Johann Georg de Salm, officier de l'armée ennemie et frère de son commandant en chef, a passé plusieurs jours en banquets pompeux à la table du duc, où les couverts étaient en argent pour un festin comportant 16 mets. Là-dessus l'article constate sèchement que « les nôtres », au contraire, face à Brunswick, manquent d'eau et de pain et meurent de faim tous les jours⁵⁰. Ceci ne figure pas dans les nouvelles à la main destinées à Seidlitz ou à la ville de Görlitz (Žhořelec). Pourtant, certains autres articles sur la guerre de Brunswick, sur laquelle Seidlitz était bien informé, ont le même contenu que les nouvelles à la main de Wolfenbüttel ou sont simplement légèrement raccourcies. Ces détails manquent aussi dans les gazettes et dans les relations imprimées décrivant en détail presque jour après jour l'assaut de la ville en 1615⁵¹. Quoi qu'il en soit, il me semble que les documents que j'ai eu entre les mains tenaient leurs informations de sources situées très près de la ville de Brunswick. Les nouvelles à la main et les gazettes imprimées comportent toutes des données fausses sur le nombre des soldats des deux armées en présence et sur l'importance des pertes.

Tirons maintenant plusieurs conclusions de cette comparaison de ces nouvelles à la main et de ces imprimés du XVII^e siècle. Les nouvelles à la main de cette période s'efforçaient surtout d'apporter rapidement des informations succinctes, mais aussi complètes et objectives que possible. Si des allusions négatives s'y trouvaient parfois glissées, elles ne concernaient que des situations d'exception et prenaient encore la forme de constatations ou d'énumération de faits, sans commentaires assimilables à un jugement. L'aptitude du nouvelliste à communiquer à ses clients des informations venues des cours des souverains, au caractère plus ou moins confidentiel, dépendait uniquement de sa position personnelle et de son degré d'information. Cependant, la qualité des correspondances ou des nouvelles à la main reposait aussi sur celle de leurs suppléments. Les lettres qui les accompagnaient, souvent rédigées par les nouvellistes eux-mêmes, prenaient bien, quant à elles, le ton de commentaires d'initiés. Les copies des textes com-

⁵⁰ HAB Wolfenbüttel, manuscrits cotes 36. 13. Aug. fol., f. 813r, 820v.

⁵¹ Un grand nombre de tracts et d'imprimés informatifs ont été publiés lors de la guerre de Brunswick, pour leur liste cf. W. Hinz : *Braunschweigs Kampf um die Stadtfreiheiten 1492–1671. Bibliographie der Streitschriften zwischen Braunschweig und Wolfenbüttel*. Bremen/Wolfenbüttel 1977.

plets des plus importants documents ne pouvaient être obtenues que par l'indiscrétion de « sources bien placées ». A partir du moment où la distribution de ces correspondances était devenue de plus en plus régulière, leur destinataire pouvait recevoir chaque semaine des informations fiables sur l'actualité, des commentaires d'initiés et les textes de documents confidentiels.

La situation était un peu différente dans le cas des gazettes imprimées, handicapées par les délais imposés par les possibilités techniques de l'imprimerie. En outre, les imprimeurs n'avaient pas d'ordinaire accès direct à des informations confidentielles, bien que certains aient parfois réussi à s'en procurer. Ils utilisaient donc les nouvelles à la main, ce que prouve sans discussion l'analyse des gazettes hebdomadaires et des relations semestrielles. Les occasionnels, surtout, s'efforcent de fournir des détails captivants : descriptions de vêtements, décorations de salles de fêtes, anecdotes surprenantes. Les auteurs des gazettes imprimées ne cherchaient pas autant que les correspondants à paraître parfaitement objectifs. Une attitude « critique », résultat d'un choix parmi les événements et de l'emploi d'adjectifs qualificatifs, rendait plus captivante la description des événements, ce qui augmentait les perspectives de vente. D'où l'intérêt porté à des faits susceptibles d'être criminalisés. Ainsi, pendant la période mouvementée qui suivit immédiatement la mort de Rodolphe II, parurent à profusion des informations sur les trahisons et les indécadences de ses favoris, qui pouvaient certes correspondre aux intérêts de la nouvelle administration, mais aussi des mises en doute de la légitimité de certains actes du nouveau souverain et des révélations concernant des cas d'injustices sociales. Il me semble par conséquent que la censure du temps ne fut pas à même d'empêcher la publication d'informations susceptibles de nuire à la réputation du nouvel empereur, roi de Bohême et de Hongrie, ou bien ne jugea pas nécessaire d'intervenir. La propagande gouvernementale donnait alors, de gré ou de force, la priorité à d'autres procédés qu'à la censure de l'information.

(Traduit du tchèque par Jean-Gaspard Páleníček et Marie-Elizabeth Ducreux)

Les « libri prohibiti » espagnols et leur lecteur en Bohême au XVI^e et au XVII^e siècles

Jaroslava Kašparová

En introduction, j'envisagerai d'abord la problématique de l'étude des livres espagnols censurés ou interdits et de leur réception par le lecteur dans les pays tchèques. Je traiterai dans un second temps des plus importantes listes espagnoles de livres interdits du XVI^e et XVII^e siècle en m'intéressant plus particulièrement à certains titres concrets, conservés dans des bibliothèques de Bohême possédant un taux élevé de livres espagnols. Il s'agira ici en particulier des fonds des anciens collèges jésuites, notamment du collège jésuite du Clementinum, et de ceux de bibliothèques de familles aristocratiques, surtout les Lobkowitz et, dans une moindre mesure, les Eggenberg et les Šternberg.

1) La censure espagnole et sa portée hors de l'Espagne

Les débuts de l'imprimerie en Espagne furent, comme dans le reste de l'Europe, une période de liberté de la presse. Les souverains catholiques, Ferdinand et Isabelle, soutinrent d'abord aussi bien l'impression de livres que leur importation. Le premier décret concernant les livres imprimés (*pragmáticos de los libros de molde*) fut émis en 1502 à Tolède. Il introduisait *de facto* une censure préalable de l'Etat (« *censura previa* »). Aucun livre ne devait être imprimé sans la permission de la commission royale ou de celle de seigneurs laïques ou religieux. Le décret concernait aussi les livres importés et leur contrôle.

En septembre 1558, un autre décret important fut publié par le roi d'Espagne Philippe II. Connu sous le nom de *Pragmática*, il resta en vigueur jusqu'au milieu du XVIII^e siècle. Il réagissait à l'expansion d'un enseignement protestant en Espagne. Il renoue avec le décret de 1502, mais aussi avec un décret partiel publié au milieu du XVI^e par l'empereur Charles V et par le prince Philippe II, dont le but était de centraliser la censure et de rendre plus sévère le contrôle de l'imprimerie et de l'importation de livres : aucun livre, quel qu'il soit, aussi bien en espagnol qu'en latin et qu'en toute autre langue, ne pouvait être imprimé sans la permission du

conseil royal. Le manuscrit original d'un livre préparé pour l'édition devait recevoir sur chacune de ses pages une attestation rédigée par un notaire du conseil ; celui-ci, à la fin du volume, devait noter le nombre total de pages et certifier le tout de sa signature. L'impression devait se faire à partir de l'exemplaire original ainsi paraphé et numéroté. Une fois imprimé, le livre devait être apporté au censeur officiel, pour qu'il le compare à l'original censuré et confirme leur conformité. Ce procédé devait garantir l'absence de tout ajout après la censure du livre. L'autorisation de la censure devait figurer au début du livre (avec le nom du censeur, de l'imprimeur, du lieu d'impression et de la durée de validité de l'autorisation). Le tout devait être réitéré lors des rééditions. En cas de non respect de cet édit, l'imprimeur s'exposait à la perte de ses biens et à l'exil. Les importateurs en Espagne de livres en espagnol imprimés en dehors du Royaume de Castille sans la permission du roi et du conseil royal seraient condamnés à mort après confiscation de leurs biens.¹

¹ L'histoire de la censure en Espagne et des index de l'inquisition espagnole aux XVI^e et XVII^e siècles est abordée par un grand nombre d'études. Il s'agit par exemple de l'ouvrage en trois volumes de H. Ch. Lea publié à Leipzig en 1911/12 (en espagnol sous le titre *Historia de la Inquisición española* à Madrid en 1983) et d'ouvrages tels que A. Sierra Corella, *La censura de libros y papeles en España y los índices y catálogos españoles de los prohibidos y expurgados*, Madrid 1947, B. Bennassar, *Inquisición española: poder político y control social*, Barcelone 1967, B. Bennassar, *L'inquisition espagnole aux XVI^e-XIX^e siècles*, Paris 1979, J. A. Llorente, *Historia crítica de la Inquisición en España*, 4 vol., Madrid 1980, A. Márquez, *Literatura e Inquisición en España. 1478-1834*, Madrid 1980, *La Inquisición española. Nueva visión, nuevos horizontes*, Madrid 1980 (avec notamment : J. Martínez Millán, *Aportaciones a la formación del Estado Moderno y a la política española a través de la censura inquisitorial durante el periodo 1480-1559*, p. 537-578, J. Martínez de Bujanda, *Literatura e Inquisición en España en el siglo XVI*, p. 579-592), V. Pinto Crespo, *Inquisición y control ideológico en la España del siglo XVI*, Madrid 1983, A. Márquez, *Ciencia e Inquisición en España del XV al XVII*, in: *Arbor* 124 (1986), n° 484-5, p. 65-83 etc. J'ai tiré les principales informations des ouvrages suivants : *Historia ilustrada del libro español. De los incunables al siglo XVIII. Bajo la dirección de Hipólito Escolar*, Madrid 1994, R. García Cárcel, *Las culturas del Siglo de Oro*, tome 1-2, Madrid 1998, B. Bennassar, *La España del Siglo de Oro*, Barcelona 1983, E. Asensio, « Censura inquisitorial de libros en los siglos XVI y XVII: fluctuaciones, decadencia », in: *El libro español: actas del primer Coloquio Internacional* (Madrid, 18 al 20 de diciembre de 1986). A cuidado de M. López de Vidriero y P. M. Cátedra, Salamanca 1988, S. 21-36, A. Palau y Dulcet, *Manual del librero hispano-mericano*, Barcelona 1948-1977 ainsi que d'ouvrages sur l'histoire de l'inquisition publiés en tchèque (J. R. Grigulevič, *Dějiny inkvizice*, Prague 1973, M. Hroch/A. Skýbová, *Králové, kacíři, inkvizitoři*, Prague 1987).

Lorsque je parlerai ici de censure, j'entendrai par là la censure de l'inquisition espagnole, qui est la censure *a posteriori*. Elle représentait le contrôle idéologique des livres par l'Eglise et avait une influence plus directe sur l'évolution de l'imprimerie, l'histoire du livre et la réception du lecteur, avec des conséquences souvent plus rudes que celles de la censure « *a anteriori* ». Elle se développe dès la fin des années 70 du XV^e siècle, parallèlement avec les premières tentatives d'instaurer une inquisition en Castille. En 1478, le pape Sixte IV émet une bulle accordant aux souverains catholiques, Ferdinand et Isabelle, la présence de l'Inquisition sur leurs terres. En 1481, ce tribunal, installé dans le monastère dominicain de Séville, entre en activité ; il vise alors, comme on sait, les Juifs et les Maures. Le plus haut tribunal de l'Inquisition – le *Supremo Tribunal de la Santa Inquisición* (dite *Suprema*) est créé en tant qu'institution permanente à la suite d'un décret du pape Sixte IV de 1483. L'Inquisition n'avait pas le contrôle de l'édition des livres ni de l'émission de permis d'imprimer, toutefois elle contrôlait leur distribution et leur vente et décidait de ce qui était permis ou interdit de lire. Elle entraînait en jeu après que le livre ait reçu la permission royale autorisant son impression. Elle pouvait intervenir dans le destin du livre à n'importe quel moment de sa réalisation, de sa vente et de sa distribution. Elle veillait sur l'impression et contrôlait l'importation et l'exportation des livres, en particulier sur les frontières françaises. Dans les ports, elle examinait les bateaux, ouvrait les paquets et les caisses de livres pour trouver les livres suspects et les détruire. Elle fouillait les librairies et les bibliothèques, la bibliothèque royale de l'Escorial y compris, et publiait régulièrement des index de livres interdits et censurés, appelés *prohibitorios* et *expurgatorios*. Il s'agissait de « modes d'emploi » établissant la liste des auteurs et des livres qu'il était totalement impossible de publier et de ceux qu'il était possible de publier une fois les endroits incriminés corrigés et l'attestation accordée. Ils représentaient aussi une sorte d'instrument pour le contrôle administratif des fonds des bibliothèques et des brochures, en instruisant le lecteur au sujet des livres « non convenables ». L'inquisition espagnole, soutenue par l'Etat, crée ses propres index et était indépendante des index du Saint-Office publiés à partir de la moitié du XVI^e siècle à Rome (le premier index de l'inquisition de Rome est paru en 1559 à l'instigation du pape Paul IV, les suivants furent publiés par la Congrégation de l'inquisition de Rome). Ces deux lignées d'index différaient considérablement l'une de l'autre: il arrivait que l'Inquisition espagnole interdise des livres autorisés par Rome et autorise, ou ne mentionne

pas du tout des livres que l'inquisition de Rome avait interdits. De plus, pour des raisons évidentes, elle se concentrait plus exclusivement sur les ouvrages d'auteurs espagnols ou écrits dans la langue nationale, et ceux-ci étaient jugés de façon bien plus sévère. Les inquisiteurs généraux espagnols, éditeurs des index, se plaisaient à travailler avec les grands intellectuels de l'époque: par exemple, l'apport du jésuite Juan Mariana à l'index de Quiriga de 1581 est bien connu. Ils demandaient aussi à l'une des universités espagnoles de s'exprimer à leur sujet. La validité des index espagnols et romains se trouvait bien entendu limitée territorialement et politiquement. Les index de l'inquisition espagnole régissaient le territoire dépendant de la couronne d'Espagne (avec les Pays-Bas et les colonies du Nouveau Monde), alors que l'inquisition romaine, ou papale, fondée en 1542, ayant droit d'action sur la totalité du monde chrétien, régissait le reste du monde.

Avant de voir quels ouvrages interdits ou jugés suspects de la littérature espagnole du XVI^e et XVII^e siècle étaient accessibles ou connus en Bohême à l'époque, il faut avoir à l'esprit que, jusqu'au XVIII^e siècle, dans les Pays Tchèques, les index utilisés étaient ceux émis par Rome. Ainsi, certains titres espagnols interdits ou censurés pouvaient-ils être diffusés sans trop de difficultés dans le contexte tchèque, sans que cela soit considéré comme problématique. Dans le cas particulier de la censure de traductions espagnoles de livres étrangers dont les originaux étaient diffusés sans aucune difficulté dans le milieu tchèque, il n'y avait aucune raison pour qu'ils soient considérés comme tels. Certes, des œuvres et des auteurs étaient présents dans les deux index et allaient y rester pour toujours. Une confrontation précise des deux types de sources – les index de l'inquisition du Saint Office de Rome et de ceux de l'inquisition espagnole – sera donc nécessaire ici².

² Le travail des chercheurs tchèques pourrait être facilité par l'édition des Index de livres interdits publiée depuis les années 80 sous la direction de J. Martínez Bujanda, qui malheureusement leur reste encore peu accessible... Cf.: J. Martínez de Bujanda, *Index de l'Inquisition espagnole, 1551, 1554, 1559 ... avec l'assistance de R. Davignon et E. Stanek*, Sherbrooke-Geneve 1984 (Index des livres interdits, vol. 5), J. Martínez de Bujanda, *Index de l'Inquisition espagnole 1583/84 ... avec l'assistance de R. Davignon et al.*, Sherbrooke/Genève 1993 (Index des livres interdits, vol. 6), J. Martínez de Bujanda, *Index d'Anvers 1569, 1570, 1571 ...* Sherbrooke/Genève 1988 (Index des livres interdits, vol. 7), J. Martínez de Bujanda, *Thesaurus de la littérature interdite au XVI^e siècle. Auteurs, ouvrages, éditions ... avec l'assistance de R. Davignon, E. Stanek, M. Richter*, Sherbrooke/Genève 1996 (Index des livres interdits, vol. 10).

Les listes des censeurs sont une source particulièrement importante pour l'histoire, la littérature et la bibliographie, en particulier à partir du XVII^e siècle. Elles mentionnent souvent les titres d'œuvres aujourd'hui disparues et les noms inconnus ; elles comportent en outre des données précieuses sur le lieu, la date et l'imprimeur des différentes éditions. D'un côté elles représentaient évidemment un instrument de répression dans le domaine de la littérature, et limitaient la réception des lecteurs ; du autre côté, pourtant, elles furent plus d'une fois forcées de tenir compte de la pression effectuée par les lecteurs et d'y réagir de façon « souple ». Tous les contextes de littératures vernaculaires ont connu des périodes au cours desquelles les efforts des autorités religieuses n'ont pas pu empêcher des auteurs d'aller jusqu'à risquer leur vie pour s'adresser à la population par le biais du livre et la convaincre ainsi de la justesse de leurs idées. D'autre part, le marché du livre cherchait par tous les moyens possibles à s'adapter à la demande des lecteurs sans tenir compte des dispositions de la censure, ni des risques que comportait leur effraction.

Le destin des livres « *prohibiti* » conservés dans les bibliothèques des Pays Tchèques s'éclaire à la lumière de quelques points fondamentaux. Pour l'histoire de la censure et l'histoire de la lecture, il ne suffit pas de noter la présence de tel ou tel ouvrage interdit dans telle collection ; il est important de savoir comment le livre en question a été acquis. Certes, les différences dépendent en partie du type de collection de livres ; aussi sera-t-il bon de différencier les fonds religieux des fonds nobiliaires, et de ceux des bourgeois, si les sources le permettent. Ensuite, il est intéressant d'essayer de comprendre si leurs propriétaires considéraient ces livres comme des « *prohibiti* », et à quelle période. En effet, par exemple, certains imprimés produite en Espagne au XVI^e siècle ne furent mis à l'index par l'inquisition espagnole qu'au siècle suivant. Les lecteurs des Pays Tchèques en étaient-ils conscients ? Ou bien l'ignoraient-ils, s'ils se référaient à l'index romain, en vigueur chez eux ? Les recherches accomplies jusqu'à présent indiquent que les bibliothèques nobles étaient plus libérales du point de vue de la censure et contenaient des « *libri prohibiti* », classés par thèmes parmi les autres livres, et non à part, comme une catégorie propre. L'étude du destin de ces livres au sein des bibliothèques religieuses se trouve compliquée par le fait qu'ils y ont longtemps été des objets « tabou ». Un exemple : la bibliothèque jésuite du Clementinum de Prague n'a divisé ses fonds en livres autorisés et interdits qu'à la fin du XVIII^e siècle, au temps du bibliothécaire

Chrystofer Miklis³. Les livres prohibés, même si, en règle générale, ils se trouvaient mis à part et rangés dans une étagère spéciale, n'étaient pas toujours obligatoirement catalogués. C'est pourquoi nous ne connaissons pas leur nombre pour une période donnée, et nous ne pouvons pas en évaluer les pertes éventuelles. D'autre part, qu'aujourd'hui des livres autrefois interdits se trouvent ou ne se trouvent pas dans les fonds ne nous renseigne pas sur leur éventuelle présence en d'autre temps. En ce sens, l'existence dans les fonds de bibliothèques d'exemplaires concrets des différents index de l'inquisition est un fait digne d'être noté, en particulier pour ceux qui comportent une mention de provenance manuscrite ou imprimée, qui nous permet d'identifier dans quel lieu et par qui l'exemplaire a été ou a pu être utilisé.

Les index de la censure nous donnent aussi une explication de l'absence ou de la très faible présence de certains livres dans les collections. Ainsi les traductions espagnoles de la Bible et de ses parties sont très rares en Pays Tchèques ; elles manquent parfois totalement dans des ensembles importants d'*hispanica*, y compris dans des fonds où l'on se serait attendu à les trouver, comme dans ceux des livres espagnols des Pernštejn et des Lobkowicz qui proviennent de la bibliothèque de María Manrique de Lara et de sa fille Polyxena⁴.

Notre étude prend en compte ici livres prohibés stricto sensu, c'est-à-dire les *prohibidos*, les livres interdits ou d'auteurs interdits, mais aussi les livres « purifiés », *expurgados*, c'est-à-dire comportant de plus ou moins fortes interventions de la censure, valables pour toutes les éditions de l'œuvre ou pour certaines éditions concrètes seulement (les autres éditions non-censurées n'ayant alors pas le droit d'être diffusées). La présence de ces livres dans un ensemble de livres donné peut aussi avoir une valeur de témoignage.

³ C'est alors que les livres interdits, réintégrés dans les fonds, ont reçu la cote Z. Cf. Z. Tobolka, *Národní a universitní knihovna v Praze. Její vznik a vývoj. Počátky knihovny až do r. 1777*, ed. F. Horák, Prague 1985, p. 54.

⁴ Comparer avec les listes de documents hispaniques de la Bibliothèque Lobkowicz de Roudnice – O. Kašpar, *Soupis španělských tisků bývalé zámecké knihovny v Roudnici nad Labem, nyní deponovaných ve Státní knihovně ČSR v Praze. Registro de los impresos españoles ...*, Praha 1983, J. Kašparová, *Španělské tisky Marie Manrique de Lara y Mendoza dochované v Roudnické lobkowiczské knihovně. Spanish-printed Books of María Manrique de Lara y Mendoza ...*, Prague 1995, J. Kašparová, *Soupis jazykově španělských a portugalských tisků Roudnické lobkowiczské knihovny 1501–1800. Dodatky. Registro de los impresos españoles y portugueses 1501–1800 de la Biblioteca Lobkowiczense de Roudnice. Suplementos*, Prague 1999.

J'ai d'abord comparé les exemplaires des index des inquisitions espagnole et romaine conservés à la Bibliothèque Nationale de la République Tchèque. Pour le XVI^e siècle, il s'agit de la liste de livres interdits de Plantin de 1570, d'un exemplaire de l'index des livres censurés de Quiroga de 1601 et de l'édition du nonce italien à Prague Cesare Speciano⁵ de l'*Index librorum prohibitorum* de Clément VIII publié à Prague en 1596. Pour le XVII^e siècle, j'ai eu à ma disposition l'exemplaire de Sandoval de l'index de livres interdits et censurés de 1620, une édition de 1667 de l'index de livres prohibés et censurés de Sotomayor, ainsi que des index de l'inquisition romaine publiés à Rome (l'index de livres interdits publié sous Alexandre VII en 1667 et l'index de livres interdits d'Innocent XI de 1685) et à Prague (une édition de l'Index d'Innocent XI de 1681 complétée par un supplément daté de 1704, publiée en 1726)⁶.

⁵ *Philippi II. regis catholici edictum. De librorum prohibitorum Catalogo obseruando*. Anvers, officina ch. Plantini 1570 (Bibliothèque Nationale de la République tchèque, cote 65 E 7574). *Index librorum expurgatorum, illustrissimi ac Reverendis. D. D. Gasparis Quiroga, cardinalis et archiep. Toletani Hispan. Generalis Inquisitoris iussu editus. ... Iuxta exemplar, quod typis mandatum est* Madriti, apud Alphonsum Gomezium Regium Typographum. Anno M.LXXXIII. Salmuri, apud Thomam Portau 1601 (Bibliothèque Nationale de la République tchèque, cote 4 C 1065 – exemplaire acheté en 1937). - *Index librorum prohibitorum, cum regulis confectis per patres a Tridentina Synodo delectos, ...* Pragae, typis Vvenceslai Marini a Genczic 1596 (Bibliothèque Nationale de la République tchèque, cote 2 K 48 – exemplaire avec l'ex-libris manuscrit du collège jésuite de Litoměřice de 1647).

⁶ *Index librorum prohibitorum et expurgatorum ... Bernardi Sandoual et Rojas ... Iuxta exemplar excusum Madriti apud Ludouicum Sanchez ...* 1614. Genevae, Iacobi Crespini 1620 (Bibliothèque Nationale de la République tchèque, cote 2 K 3 – exemplaire avec l'ex-libris manuscrit du collège jésuite du Clementinum de 1628). *Index librorum prohibitorum et expurgandorum novissimus. ... ac ... Antonij a Sotomaior ...* Madriti, Didaci Diaz 1667 (Bibliothèque Nationale de la République tchèque, cote 2 A 5 – exemplaire avec l'ex-libris manuscrit du collège jésuite du Clementinum de 1686). - *Index librorum prohibitorum Alexandri VII, Pontificis Maximi iussus editus*. Romae, ex typ. Rev. Cam. Apost. 1667 (Bibliothèque Nationale de la République tchèque, cote 2 A 5/adl.1). *Index librorum prohibitorum Innocentii XI. Pontificis Maximi jussu editus*. Romae, ex typographia Rev. Cam. Apost. 1685 Bibliothèque Nationale de la République tchèque, cote 65 E 7574/adl.1). - *Index librorum prohibitorum Innoc. XI. Jussu editus usque ad annum 1681. Eidem accedit in fine Appendix usque ad mensem Junij 1704. ...* Pragae in Aula Regia, apud Josephum Antonium Schilhart ... 1726 (Bibliothèque Nationale de la République tchèque, cote 45 E 41; exemplaire de la bibliothèque des jésuites du Clementinum – ex-libris de 1736).

La situation au XVI^e siècle

Il est chose connue qu'au début du XVI^e siècle, l'organisation du combat de la censure contre les livres suspects a été influencée par deux faits – l'essor de la Réforme et l'importance primordiale de l'imprimerie pour le développement de la pensée.

L'Inquisition espagnole a d'abord mis l'accent sur le contrôle de la circulation des Ecritures et sur l'interdiction de traduire la Bible en langues vernaculaires locales ; cette position s'est maintenue tout au long des siècles suivants. Vers 1521, elle se concentre sur les écrits d'Erasme et de Luther. Leurs livres sont alors brûlés, des lettrés sont emprisonnés : parmi les premiers à être mis en prison se trouvait l'un des meilleurs connaisseurs du latin et du grec de l'époque, Juan de Vergara, de l'université de Salamanque. Des dignitaires de l'Eglise connaissent alors le même sort : l'archevêque de Tolède Bartolomé de Carranza, ancien confesseur de Philippe II, ayant pris part au concile de Trente, passa sept ans en prison et neuf autres au Castel Sant'Angelo à Rome à cause de ses *Commentaires du catéchisme chrétien* qui figure dans tous les index de livres interdits espagnols et romains. Les nombreux disciples en Espagne d'Erasme et de Luther furent durement poursuivis et leurs œuvres mises à l'index. S'ils imprimaient quand même, c'était en dehors du territoire espagnol, le plus souvent alors à Francfort, Ingolstadt, Cologne, Venise ou Lyon. L'expansion maximale de l'œuvre d'Erasme en Espagne se fit entre 1527 et 1532. Son centre était l'université de Salamanque, et davantage encore la nouvelle université d'Alcalá de Henares où furent publiés certains des plus importants écrits d'Erasme en latin et en espagnol. La plupart des textes d'Erasme furent très vite interdits ou censurés et figurent dans tous les index de l'inquisition espagnole aux XVI^e et XVII^e siècles. Les plus importants foyers du luthéranisme étaient alors les villes de Valladolid et de Séville, mais les premières traductions espagnoles de Luther avaient été publiées en Flandres dès 1520, avant que ne commence à sévir l'inquisition espagnole.

Parmi les personnalités poursuivies, dont les œuvres furent censurées ou interdites, rappelons au moins le théologien et traducteur des Ecritures en espagnol, Francisco de Enzinas, les disciples d'Erasme Juan Luis Vives, Alonso de Valdés, Juan de Valdés, Juan Huarte de San Juan, Miguel de Sábucio, Andrés Laguna, Juan de Vergara, le médecin Michel Servet qui, comme on sait, finit pour sa part sur le bûcher à Genève sur l'ordre de Calvin.

Dans la seconde moitié du XVI^e siècle, les activités de l'inquisition s'intensifièrent; furent alors publiées en Espagne les premières listes imprimées de livres interdits et censurés. En 1551 fut publiée une réimpression de l'index de l'université de Louvain de 1550, où figurait en complément une liste de titres d'œuvres espagnoles interdites (*Libros reprobados en lengua castellana*). L'index interdisait avant tout les traductions de la Bible en langues vernaculaires, les livres hébreux, les livres en arabe, les livres de magie noire, les livres sans noms d'auteur et/ou d'imprimeur parus après 1525, ceux écrits, commentés ou traduits, même partiellement par des hérétiques et d'autres livres « indésirables » du point de vue de la religion⁷. Le premier index autonome de l'inquisition espagnole est publié sur ordre de l'inquisiteur Fernando de Valdés (1483–1568) en 1559. C'est précisément l'époque où l'on commence à importer la littérature espagnole de façon plus significative dans les Pays Tchèques⁸. Cet index de 1559 est relativement sévère : il prohibe tous les livres interdits par l'index précédent, ainsi que ceux interdits par tous les décrets émis après 1551. L'index sanctionnait strictement l'infiltration du protestantisme en Espagne, mais aussi la majorité de la littérature espagnole de spiritualité et de mystique contemporaine, et par exemple, les œuvres de Luis de León, Jean de la Croix, Juan de Ávila, Louis de Grenade, François Borgia, etc. Il interdisait même les œuvres de certains auteurs antiques, tels Sénèque, Aristote et Platon. En contrepartie, plusieurs « libri prohibiti » fondamentaux lui ont échappé : les œuvres de Réformateurs de première catégorie comme Wyclif, Luther, Calvin, Melancton et bien d'autres, ne sont citées que dans la liste d'œuvres latines et ne figurent pas dans celle des titres en espagnol. En outre, il ne marque pas de différence entre les ouvrages totalement prohibés et ceux qui ne le seraient que partiellement. On ne commence que dans la seconde moitié du siècle à distinguer entre les index de livres interdits (les *prohibitorios*) et les index de livres à corriger (les *expurgatorios*). Ces derniers parurent d'abord dans les Flandres, sur ordre du roi d'Espagne Philippe II, et grâce, si je puis dire, à l'humaniste Arias Montana. En 1570, l'imprimerie de Christophe Plantin à Anvers publie d'abord l'*Index librorum prohibitorum*, puis, un an plus tard, en 1571, son complément, l'*Index*

⁷ García Cárcel, op.cit., vol. 2, p. 171 ; *Historia ilustrada del libro español*, op. cit.

⁸ *Catalogus librorum, qui prohibentur mandato ... Ferdinandi de Valdes ...* Valladolid, en casa de Sebastian Martínez 1559 (cf. A. Palau y Dulcet, op. cit., n° 50288).

*expurgatorium librorum qui hoc seculo prodierunt*⁹. Selon les chercheurs espagnols, ces index eurent une grande influence sur la situation culturelle de la péninsule ibérique jusqu'à la publication de l'index suivant, publié à l'initiative de l'inquisiteur espagnol général, le cardinal Gaspar de Quiroga (1514–1594) en 1583/1584¹⁰. Publié sur la base de l'index romain de 1564, cet inventaire est fortement marqué par la montée de la Contre-Réforme et reflète un état des choses postérieur au concile de Trente. Il fut élaboré par les théologiens de Salamanque et par le jésuite Juan Mariana. Il comporte aussi deux parties – une liste de livres interdits (*Index et catalogus librorum prohibitorum*, Madrid 1583) et une liste de livres censurés « purifiés » (*Index librorum expurgatorum*, Madrid 1584), que pour l'instant j'ai eu seule à ma disposition. Il s'agit d'un catalogue synthétique, comportant des œuvres interdites figurant également sur d'autres index européens, classées selon la langue de rédaction (latin, espagnol, portugais, italien, français, flamand, allemand). Un avertissement prévient que l'interdiction d'un livre dans une langue donnée vaut automatiquement pour ses éditions dans toute autre langue. L'index apporte une attention particulière aux livres d'hérétiques qu'il interdit complètement ainsi qu'aux traductions espagnoles de la Bible publiées à l'étranger. Cependant, grâce à l'intervention de Gasparo de Quiroga, le futur défenseur de Luis de León, cet index rend sa liberté à la littérature spirituelle, dont la publication connut alors un essor sans précédent : sont publiées en espagnol les œuvres de León comme *L'Epouse parfaite* (*La perfecta casada*) et *Les Noms du Christ* (*Los nombres de Christo*), celles de sainte Thérèse d'Avila, de Jean de la Croix, mais aussi toute une avalanche d'éditions de poche d'œuvres, locales ou traduites, de grande valeur ou de valeur minime, mais, quoi qu'il en soit, lues abondamment¹¹. Une série d'œuvres interdites par l'index de 1559, et parmi elles le *Lazarillo de Tormes* ou la *Canción general* ne figure plus en 1583/1584 parmi les livres interdits, mais seulement parmi les livres « expurgés ». L'index de Quiroga, l'un des plus importants de l'inquisition du

⁹ Cf. note 5 (Philippi II. regis catholici edictum). *Index expurgatorius librorum qui hoc saeculo prodierunt, Philipi II jussu et autoritate*. Anvers, C. Plantin 1571 (cf. A. Palau y Dulcet, op. cit., n° 118925).

¹⁰ *Index et Catalogus Librorum prohibitorum, mandato ... D. Gasparis a Quiroga. Cardinalis Archiepiscopi Toletani, ac in regnis Hispaniarum Generalis Inquisitoris, denuo editus*. Madriti, apud Alphonsum Gomeziū ... 1583 (cf. A. Palau y Dulcet, op. cit., n° 118926) et *Index librorum expurgatorum*. Matriti, apud Alphonsum Gomeziū ... 1584 (cf. A. Palau y Dulcet, op. cit., n° 118927)

¹¹ Cf. E. Ascensio, op. cit., p. 24.

XVI^e siècle, fut souvent réimprimé en Espagne et ailleurs (ainsi, la Bibliothèque Nationale de la République tchèque possède-t-elle par exemple l'édition de 1602 publiée à Saumur)¹².

Malgré tout, la littérature espagnole du XVI^e siècle ne fut pas trop touchée dans son ensemble par la censure; les études spécialisées indiquent que, sur 20000 livres interdits ou censurés au XVI^e siècle, les œuvres en espagnol ne représentent que 10%, dont 12% seulement d'œuvres littéraires. Malgré leur tendance à réprimer de façon relativement dure la littérature imprimée en langue nationale, et naturellement aussi les œuvres des principaux représentants du protestantisme, les index espagnols sont assez libéraux. Ils diffèrent par exemple des index romains en cela qu'ils n'interdisent pas les livres « impudiques » et se concentrent surtout sur les questions religieuses liées à la foi ou au dogme.

On trouve dans des bibliothèques de Bohême des versions rares d'œuvres d'Erasme en espagnol, qui ne figurent qu'en partie sur les listes de la censure. C'est le cas d'écrits traduits autour de 1520–1584 par Juan Martin Corder, humaniste et traducteur, collaborateur des imprimeurs d'Anvers Steelsie et Nuyts. Le premier, *Lingua per Erasmo* (*La lengua de Erasmo*), de 1550, provient de la maison professe des jésuites de Brno et se trouve aujourd'hui à la Bibliothèque Scientifique d'Etat d'Olomouc en Moravie (*Státní vědecká knihovna v Olomouci*). L'œuvre fut classée parmi les *prohibita*, donc interdite, par les index espagnols et romains. Deux autres traductions de Corder, *Declamatio de morte* (*Declamación de la muerte*) et *Oratio de virtute amplotenda* (*Exhortación de la virtud*), font partie d'un ensemble plus important, où figure aussi sa traduction de deux courts textes latins Juan Luis Vives, *Pompeius fugiens* et la note sur la mort du sultan turc Mustapha, de 1553, publié chez Martin Nuyts en 1556. Il vient du fond de la bibliothèque de María Manrique de Lara et se trouve aujourd'hui dans la bibliothèque Lobkowitz de Roudnice. La version espagnole des *Apothegmata d'Erasme*, qui figure parmi ses œuvres censurées (« à expurger »), a été traduite par le médecin vivant à Louvain Juan de Jarava, et a été publiée en 1549 à Anvers chez Joann Steels sous le titre *Libro de vidas y dichos graciosos agudos y sentenciosos de muchos notables varones griegos y romanos*. On en trouve un exemplaire dans la bibliothèque Lobkowitz de Roudnice, sans que l'on sache malheureusement comment et quand il y est parvenu : l'ex-libris imprimé nous apprend seulement qu'il a

¹² Cf. note 5 (*Index librorum expurgatorum, illustrissimi ac Reverendis. D. D. Gasparis Quiroga*).

appartenu au prince Ferdinand Philippe de Lobkowitz dans la première moitié du XVIII^e siècle. Il n'est peut-être pas sans intérêt de remarquer ici qu'on trouve des livres espagnols du XVI^e siècle dans d'autres collections centre-européennes, par exemple dans celle de l'érudit humaniste et voyageur Piotr Dunin (1530–1590), évêque de Płock et diplomate du roi de Pologne Sigismond Auguste, aujourd'hui à la Bibliothèque universitaire de Cracovie ; elle contient elle aussi des traductions espagnoles d'Erasme.

Une édition anonyme de 1523 du *Diálogo de Mercurio y Carón*, texte satirique du disciple d'Erasme Alonso de Valdés (autour de 1500–1532), probablement rédigée avec l'aide de son frère Juan à qui elle est souvent attribuée, a été conservée en Bohême dans le fonds Eggenberg de la bibliothèque du château de Český Krumlov. L'œuvre figure de façon stable sur tous les index espagnols et romains des XVI^e et XVII^e siècles. Nous supposons qu'elle fut acquise par Jan Oldřich d'Eggenberg, bien qu'aucune inscription dans le livre ne le prouve, et qu'il ne figure pas sur l'inventaire après décès de sa bibliothèque. Elle a beaucoup circulé en traduction, surtout en italien, accompagnée d'un autre écrit de l'auteur, *Lanctancio y un Arcediano* qui n'est pas répertorié pour l'instant en Bohême. En revanche, on y trouve de nombreuses occurrences de l'œuvre censurée du médecin et philosophe espagnol Juan Huarte de San Juan (1529? – 1588), *Exámen de ingenios para la ciencias* (première fois édition en 1566). Cet *Exámen* connut de nombreuses éditions en Espagne et fut traduit dans les principales langues européennes, par exemple en anglais en 1594. Le fond Eggenberg de la bibliothèque du château de Český Krumlov comprend une édition de Baez de 1594, et la bibliothèque Lobkowitz de Roudnice possède l'édition de Leyde de 1652 et celle d'Amsterdam de 1662, dont la provenance reste inconnue ; les jésuites de Znojmo ont détenu un exemplaire de l'édition de 1662, à présent à la Bibliothèque Scientifique d'Etat de Olomouc. La Bibliothèque Nationale de la République Tchèque (Národní knihovna ČR) possède elle aussi un exemplaire de l'édition de Leyde de 1652, provenant du fond des carmélites de Saint-Gall de Prague, et en conserve deux autres datant de la première moitié du XVII^e siècle : une édition de Plantin en 1603, venant du collège jésuite de Kutná Hora où il a été enregistré en 1749, et un exemplaire de la traduction française publiée à Paris en 1614, faisant partie de la bibliothèque Lobkowitz de Prague.

Une impression censurée de la *Nueva filosofía de la naturaleza del hombre* du philosophe Miguel de Sabuco, sous le pseudonyme de sa fille Oliva, dans l'édition de Madrid de 1588, figure à la bibliothèque Lobko-

wicz de Roudnice et dans le fonds jésuite ancien du Clementinum, à Prague, où il s'agit à nouveau d'un don de María Manrique de Lara. La bibliothèque du collège jésuite de Kutná Hora conserve un livre de médecine de « l'archi-hérétique » Michel Servet publié en 1545 à Venise¹³. L'ex-libris manuscrit sur la page de titre nous apprend qu'il appartenait en 1554 à Jan Pražák, ensuite à l'archidiacre Matyáš Černovský qui le légua en 1649 aux jésuites de Kutná Hora. De pareils dons de livres interdits aux jésuites de la part de mécènes catholiques n'étaient pas rares : l'ambassadeur espagnol San Clemente lui-même peut nous servir d'exemple, tout comme l'Espagnole María Manrique de Lara (1538?–1608), déjà souvent citée. L'épouse du grand chancelier de Bohême Vratislav de Pernštejn (1530–1582) offrit en effet aux jésuites une série de livres de la bibliothèque des Pernštejn qui figuraient le plus souvent sur les listes d'inquisition comme « expurgados »¹⁴.

Les fonds des bibliothèques des collèges jésuites supprimés à la fin du XVIII^e siècle comportent bien entendu d'autres « prohibiti », et très souvent des œuvres d'auteurs espagnols écrivant en latin et publiant hors d'Espagne. C'est le cas des œuvres du juriste professeur de l'université de Salamanque Diego Covarrubias y Leyva, imprimés vers la fin du XVI^e siècle à Lyon et à Francfort, de l'historien Juan Ginés de Sepúlveda (souvent légués encore par María Manrique de Lara), les œuvres philosophiques du philologue Francisco Sánchez, et de nombreuses éditions de la mystique espagnole des XVI^e et XVII^e siècles, interdites ou fortement censurées dans leur patrie (Juan de Ávila, Luis de León, Jean de la Croix, Francisco de Osuna etc.), auxquelles il convient d'ajouter des écrits de jésuites espagnols ayant maille à partir avec la censure.

Les traductions espagnoles des Ecritures sont rares dans les fonds tchèques. La Bibliothèque scientifique d'Etat d'Olomouc possède l'édition autorisée de la Bible, de Thomas Guarino (Bâle 1569), dite Bible de l'Ours

¹³ Il s'agit d'une édition de l'œuvre de Servet, *Syroporum universa ratio*, Bibliothèque Nationale de la République tchèque, cote 18 K 34. Cf. J. Kašparová, « Scenář výstavy François Rabelais 1494–1553 », in: *Miscellanea oddělení rukopisů a starých tisků* 11, 1994, Prague 1999, p. 252.

¹⁴ Cf. Z. Tobolka, op. cit., p. 34, ainsi que J. Kašparová, *Španělské tisky Marie Manrique de Lara y Mendoza*, op. cit., p. 3–5, p. 12–14, J. Kašparová, *Příspěvek k působení španělských vyslanců Juana de Borja a Guilléna de San Clemente na dvoře Rudolfa II.*, in: *Miscellanea oddělení rukopisů a starých tisků* 15/1998, Prague 2000, p. 144–147, p. 151, 161 (San Clemente a par exemple offert aux jésuites pragois l'édition de Bâle de l'œuvre philosophique de Francesco Patrizi *Discussionum peripateticarum tomi IV.*).

(*Biblia de Orso*). Elle a appartenu à partir du milieu du XVIII^e siècle aux jésuites d'Olomouc. S'y ajoutent les éditions d'Amsterdam de 1602 et de 1630¹⁵. La Bibliothèque Nationale de la République tchèque à Prague n'en a qu'une dans le fonds de l'ancienne bibliothèque pragoise des Lobkowitz¹⁶: la traduction de l'Ancien et du Nouveau Testament de 1602, établie à partir de l'hébreu par Casiodoro de Reina. Le lieu d'impression et le nom de l'imprimeur ont été malheureusement découpés sur la page de titre. D'après la date du colophon (1569), il s'agit probablement d'une des réimpressions de la Bible autorisée de Bâle mentionnée ci-dessus. Les bibliothèques nobiliaires des Lobkowitz de Roudnice et des Eggenberg ne comportent quant à elles aucune traduction espagnole de la Bible.

On trouve en Bohême les grandes œuvres de la littérature espagnole, dont les démêlés avec la censure sont bien connus. Prenons l'exemple du *Lazarillo de Tormes*, roman picaresque anonyme d'abord paru en 1554 en trois éditions à Burgos, à Alcalá de Henares, et à Anvers avec sa deuxième partie. Bien qu'interdit par l'index de Valdés de 1559, l'œuvre a continué à être imprimée à l'étranger puis importée en Espagne. Philippe II la fit censurer, en apprenant que l'interdiction de l'œuvre avait provoqué l'intérêt accru des lecteurs. Le *Lazarillo* ainsi « purifié » (*castigado*) reparut à Madrid en 1573 avec une autre œuvre suspecte, la *Propalladia* de Bartolomé Torres de Naharro, pourtant poursuivie par la censure. Toutes les éditions antérieures à 1573 furent prohibées. La Bibliothèque Nationale de la République tchèque conserve plusieurs exemplaires de ce roman : l'édition censurée de 1573, l'édition autorisée de 1587, celle de Plantin de 1602, l'édition censurée de 1652 et celle de 1664, dans un ensemble comportant deux autres écrits espagnols¹⁷, enfin une traduction en flamand publiée en 1631 à Amsterdam¹⁸. La bibliothèque Lobkowitz de Roudnice a l'édition de Plan-

¹⁵ Cf. V. Pumprla avec l'aide d'O. Kašpar, *Soupis starých tisků ve fondech Státní vědecké knihovny v Olomouci. Registro de impresos antiguos ... IV. Hispanika a iberoamerikána 1501–1800. Materiales hispánicos e hispanoamericanos 1501–1800.*, Olomouc 1981, p. 27 (n°s. 71–73).

¹⁶ Cf. O. Kašpar, *Soupis španělských a portugalských tisků bývalé pražské Lobkovické knihovny ... ve Státní knihovně ČSR v Praze. Registro de los impresos españoles y portugueses ...*, Prague 1984, p. 12 (n° 13).

¹⁷ L'exemplaire provenant respectivement de la bibliothèque des Trinitaires pragois, de celle de Václav Vojtěch de Šternberg, avec un ex-libris daté de 1672,) et de la Bibliotheca Maioris du collège jésuite du Clementinum où il se trouvait – d'après l'ex-libris – en 1715.

¹⁸ Edition relativement précieuse de 1631 (Amsterdam, B. Jansz) de la première et de la seconde partie de l'œuvre – Bibliothèque Nationale de la République tchèque, cote

tin de 1595, malheureusement sans indication de provenance. Mais les bourgeois de Prague lisaient aussi, comme les nobles, le *Lazarillo de Tormès* qui figure sans les inventaires après décès de Prague au XVII^e siècle¹⁹.

La tragicomédie de Caliste et Mélibée (*Tragicomedia de Calisto y Melibea*) attribuée à Fernando de Rojas et plus connue sous le titre de *La Célestine*, fut un grand succès commercial et littéraire en Espagne et dans l'Europe entière²⁰. Aussi s'attend-on à la retrouver en Bohême. Publiée pour la première fois en 1499, elle est répertoriée "expurgado" (censuré) dans les index espagnols jusqu'en 1640. Nous avons retrouvé à la Bibliothèque Nationale de la République tchèque une édition non datée chez Nuyts d'Anvers au milieu du XVI^e siècle, ainsi que la traduction italienne de 1525. En Italie, l'œuvre n'a jamais été considérée comme dangereuse, et c'est d'ailleurs en italien que *la Celestina* fut d'abord traduite. Oldřich d'Eggenberg en possédait une autre version italienne de 1534. « La Célestine » fait aussi partie des fonds de la Bibliothèque Lobkowitz de Roudnice dans l'édition de Madrid de 1601.

La célèbre œuvre interdite *Comentarios sobre el catechismo christiano* de l'archevêque Bartolomeo de Carranza (1503?-1576) est conservée à la Bibliothèque Nationale de la République tchèque dans une édition de 1558 de Martin Nuyts. C'est encore la veuve d'un des plus importants aristocrates de Bohême, le grand chancelier du royaume Vratislav de Pernštejn, Maríá Manrique de Lara, qui l'offrit aux jésuites. La composition de la bibliothèque des Pernštejn et la bibliothèque personnelle de Maríá Manrique de Lara pose d'ailleurs un problème très intéressant du point de vue de la censure. Maríá Manrique possédait en effet toute une série de livres espagnols que l'on retrouve dans l'index de Valdès de 1559. Soit celui-ci n'était plus valide ou bien plus respecté, soit leur propriétaire, issue d'une très grande famille espagnole, possédait des éditions expurgées et autorisées, qui ne figuraient sur aucune liste de livres interdits à l'époque. Il s'agit par exemple du *Contemptus mundi* de Louis de Grenade dans l'édition de

9 J 229. Cette édition ne figure pas dans la bibliographie Palau y Dulcet, ni dans le catalogue électronique de la Bibliothèque nationale des Pays-Bas, ni même dans le catalogue imprimé de la Bibliothèque nationale d'Angleterre. Cf. 260, 287, 288 Base STT 1501-1800 de la Bibliothèque Nationale de la République tchèque.

¹⁹ Zd. Hojda/J. Kašparová, « Románské knihy v knihovnách staroměstských měšťanů 17. století », *Documenta Pragensia* (sous presse).

²⁰ Piotr Dunin, par exemple, possédait dans sa collection de livres pas moins de trois éditions de cette œuvre (de 1560, 1561 et 1563). Cf. W. Cerezo Rubio, op. cit., p. 138, n°s 352, 353, 354.

1587, de la version espagnole des *Antiquités juives* de Flavius Josèphe de 1554, dans une traduction anonyme attribuée à Francisco de Enzinas²¹. Mais Maria Manrique de Lara possédait aussi des livres qui rejoignirent au siècle suivant les rangs des titres censurés, mais non complètement interdits, sous l'effet de l'action de l'inquisition espagnole, et qui figurèrent parfois à l'index romain: des traductions d'auteurs antiques, Sénèque en particulier, mais aussi l'*Espejo de consolación* de Dueño, la traduction en espagnol par Laguno de l'*Acerca de la materia medicina* de Dioscorides dans l'édition de Salamanque de 1570, l'*Historia pontifical y catolica* de Gonzales de Illescas²² etc. L'énumération complète des titres serait fastidieuse: un livre sur deux, la moitié de la bibliothèque de cette aristocrate espagnole mariée à l'un des premiers officiers du royaume aurait intéressé à un titre ou un autre la censure au XVI^e et au XVII^e siècles.

Vers la fin du XVI^e siècle, l'affaire du secrétaire de Philippe II, Antonio Pérez (1539? 1540?–1611), qui s'acheva par son emprisonnement, sa fuite hors d'Espagne et l'interdiction de ses œuvres publiées à l'étranger en espagnol et en traductions contribua à la publicité de ses mémoires politiques et de sa correspondance. En Pays Tchèques, il n'est pas une bibliothèque où les *Relaciones* et les *Cartas* de Pérez ne soient représentées d'une façon ou d'une autre. En particulier les *Relaciones* (qu'épinglent aussi les index romains) firent partie des lectures préférées du lecteur noble au XVI^e et XVII^e siècle. On ne s'étonnera pas d'en retrouver des éditions espagnoles de la fin du XVI^e siècle et plus souvent du milieu du XVII^e siècle dans la bibliothèque des Lobkowitz de Roudnice, dans celle des Eggenberg et dans celle des Šternberg; Václav Vojtěch de Šternberg possédait d'ailleurs en 1672 une édition espagnole des œuvres complètes de Pérez. Pérez était sans doute également lu par les membres de la branche des Lobkowitz de Hořín-Mělník, car leur bibliothèque comporte toute une série d'exemplaires d'éditions du XVII^e siècle. Leur provenance plus ancienne renvoie à d'autres familles de la grande noblesse de Bohême: les Černín, les Sylva

²¹ Les jésuites du Clementinum possédaient au milieu du XVII^e siècle un second exemplaire considéré comme problématique par la censure, publié en 1554

²² Cf. note 18. Elle en possédait même deux exemplaires, dont l'un se trouve aujourd'hui à la Bibliothèque Lobkowitz de Roudnice, et l'autre à la Bibliothèque Nationale de Prague, probablement aussi un cadeau des Pernštejn, dont la reliure porte en tous cas le *supralibros* personnel de María Manrique de Lara. La reconstruction de la bibliothèque des Pernštejn sur la base des fonds de la Bibliothèque Lobkowitz de Roudnice, de la Bibliothèque Lobkowitz de Prague et des anciens collèges jésuites de Prague pourrait permettre en ce domaine d'intéressantes découvertes.

Tarrouca, etc. De nombreuses autres éditions se trouvent selon toute probabilité dans les bibliothèques d'autres châteaux. D'autre part, l'œuvre de Pérez était aussi connue de lecteurs ecclésiastiques : on en remarque de nombreux exemplaires imprimés aux XVI^e et XVII^e siècles en latin et en espagnol, dans des bibliothèques du clergé.

La situation au XVII^e siècle

Le XVII^e siècle est souvent considéré comme celui de l'« âge d'or de la censure », comme celui où la censure a été politisé par l'Etat comme par l'Eglise.

Avant tout, le rôle de la censure préalable d'Etat s'accroît. Les décrets royaux des souverains catholiques de 1502 et du roi Philippe II de 1558 demeurent au siècle suivant deux des principales normes du contrôle idéologique des livres par l'Etat en Espagne. Les complètent cependant d'autres décrets conçus dans le même esprit mais d'un caractère bien plus restrictif, qui limitent la fabrication comme que le marché des livres. Nous citerons le décret de Philippe III de 1610, selon lequel aucun Castillan de naissance n'a le droit d'imprimer ses œuvres en dehors du royaume de Castille sans permission royale, et le mandat de 1612 destiné aux importateurs de livres, leur imposant de présenter tous les ans la liste des œuvres qu'ils ont en stock, qui doit se trouver en accord avec les index et les listes de l'inquisition en vigueur, ainsi que la liste des titres, des auteurs, des lieux et dates de publication de tous les livres importés de l'étranger. Le rôle de la censure politique fut encore renforcé par les décrets de 1627 et 1648 limitant de façon considérable la diffusion des nouvelles à caractère politique, des journaux et canards, comme des écrits administratifs²³.

Les index du XVII^e siècle furent élaborés avec beaucoup de précision. Le Tribunal espagnol de la Sainte Inquisition continuait d'appliquer la censure morale et religieuse et avait en Espagne le même pouvoir que l'Inquisition du pape dans l'Eglise catholique. Ce pouvoir ne fut ni limité ni remis en cause avant la seconde moitié du XVIII^e siècle. Vastes et précis, les index de l'inquisition espagnole de cette époque possèdent une forte valeur documentaire et comportent toute une série de données de grande qualité dans une perspective historique, religieuse, politique, littéraire et bibliographique. Ils comprennent bien entendu aussi bien des listes d'œuvres interdites que d'œuvres censurées, « expurgées ». L'index de

²³ Cf. *Historia ilustrada del libro español*, op. cit., p. 142-145.

Bernardo de Sandoval, de 1612, avec ses suppléments publiés en 1614²⁴), celui d'Antonio Zapata (1550–1551?–1635) de 1632²⁵, et celui de Sotomayor de 1640 et 1667²⁶ sont les plus importants

Ces listes apportaient certaines nouveautés, en interdisant désormais des œuvres qui, jusque là, avaient semblé inoffensives. C'est le cas de la célèbre chronique du dominicain Bartolomé de Las Casas, *Brevissima relación de la destrucción de las Indias*, qui n'avait pas été interdite au temps de sa rédaction, mais le fut bel et bien en 1660. L'interdiction peut sembler absurde, étant donné la popularité dont elle jouissait auprès des lecteurs et son importante diffusion. La « Relation » de Las Casas continua en tous cas à circuler et à s'introduire dans les bibliothèques européennes, dans des éditions espagnoles du XVI^e siècle mais aussi par toute une série de traductions de la fin du XVII^e siècle – latines, allemandes ou françaises – publiées hors d'Espagne. Aussi la trouvons-nous à Prague, dans les fonds de la Bibliothèque Nationale, sous la forme d'une réimpression barcelonaise de 1646 de l'édition de Séville de 1521, et dans une traduction latine publiée à Heidelberg en 1664, qui porte mention de provenance de la bibliothèque des Franciscains irlandais de la ville. Le grand seigneur bibliophile de Bohême du Sud, Petr Vok de Rožmberk, avait dans sa bibliothèque des éditions allemandes de la fin du XVI^e siècle des œuvres de Las Casas, y compris la « Relation ». De celle-ci, nous retrouvons une traduction française de 1594 et une autre latine, celle d'Heidelberg en 1664, à la Bibliothèque scientifique d'Etat d'Olomouc. Au château de Český Krumlov (bibliothèque des Eggenberg), Las Casas est représenté par des éditions allemande et française de la seconde moitié du XVII^e siècle en allemand et en français.

Cependant, l'auteur le plus persécuté de cette période semble avoir été le poète espagnol Francisco de Quevedo (1580–1645). Ses œuvres apparaissent parmi les « prohibiti » de 1632, dans l'index de Zapata ; on les re-

²⁴ *Index librorum prohibitorum et expurgatorum ... Bernardi de Sandoval et Roxas ... Madriti, apud Lodovicum Sanchez 1612* (Cf. A. Palau y Dulcet, op. cit., n° 118933). *Appendix prima ad Indicem librorum prohibitorum, et expurgatorium ... Bernardi Sandoval et Rojas ... Madriti, Ludouicus Sancius 1614* (Cf. A. Palau y Dulcet, op. cit., n° 118934).

²⁵ Antonio Zapata, *Novus Yndex librorum prohibitorum et expurgatorum. Editus auctoritate et iussu ... Hispali, Francisci de Lyra 1632* (Cf. A. Palau y Dulcet, op. cit., n° 379313).

²⁶ *Index novissimus. Index librorum prohibitorum et expurgandorum, jussu ac studio ... Antonij a Soto Maior ... Madridi, Didaci Diaz 1640* (Cf. A. Palau y Dulcet, op. cit., n° 118939). Pour l'édition de 1667, cf. A. Palau y Dulcet, op. cit., n° 118941.

trouve dans les index de Sotomayor de 1640 et de 1667. L'interdiction visait ses œuvres majeures, de la « Politique de Dieu » (*Política de dios*), aux « Rêves » (*Los sueños*) et au roman picaresque « L'Histoire de Don Pablo » (*Historia de la vida del buscón llamado Don Pablos*). « La Politique de Dieu » ne fut autorisée par la censure que pour l'édition de Madrid, en 1626 faite par la veuve d'Alonso Martín. Dans les fonds tchèques, on en trouve cependant d'autres éditions. Ainsi la Bibliothèque Lobkowitz de Roudnice comporte-t-elle l'édition de Saragosse de 1626, la Bibliothèque scientifique d'état de Olomouc celle de Barcelone de la même année, et les jésuites du Clementinum avaient-ils l'édition de Madrid de 1666. Pourtant interdite, « L'Histoire de Don Pablo » circulait parmi les lecteurs de Bohême en espagnol, dans l'édition de Saragosse de 1626²⁷, ainsi que dans des traductions françaises de la seconde moitié du XVII^e siècle²⁸. « Les Rêves » étaient eux aussi interdits, y compris par l'index de l'inquisition romaine publié par l'archevêque de Prague en 1726²⁹. Faisait toutefois exception une édition censurée de 1631, publiée sous un autre nom. On trouve pourtant dans les fonds tchèques aussi bien l'original espagnol (par exemple l'édition de Saragosse de 1626 à la Bibliothèque des Lobkowitz de Roudnice) que des traductions en français (ainsi une édition de 1647 au château de Český Krumlov). Ces œuvres étaient du reste souvent incluses dans des éditions des œuvres complètes de Quevedo: tel est le cas d'une édition de Pampelune en 1631, ayant appartenu aux Franciscains irlandais de Saint-Ambroise à Prague.

Le « Guide Spirituel » (*Guída spirituale*), œuvre interdite du théologien Miguel de Molinos (1627–1697), ne put jamais paraître en Espagne. La bibliothèque de Karel Ignác de Šternberg comporte malgré cela un exemplaire de la traduction italienne publiée à Rome en 1677, avec une autorisation imprimée de l'inquisition romaine de 1675, ce qui n'empêcha le maintien de Molinos parmi les auteurs interdits dans l'index romain de 1685³⁰). Un autre exemplaire de la même édition, celui des Franciscains irlandais de Prague, se trouve aujourd'hui à la Bibliothèque Nationale de la ville.

²⁷ Bibliothèque du château de Český Krumlov, Bibliothèque Lobkowitz de Roudnice, fonds de la Bibliothèque Nationale.

²⁸ Bibliothèque Nationale, bibliothèque du château de Český Krumlov.

²⁹ Cf. *Index librorum prohibitorum Innoc. XI. Jussu editus usque ad annum 1681. Eadem accedit in fine Appendix usque ad mensem Junij 1704. ... Pragae in Aula Regia, apud Josephum Antonium Schilhart ... 1726* (cf. note 6), p.400.

³⁰ Cf. note 6 (*Index librorum prohibitorum Innocentii XI. Pontificis Maximi jussu editus. Romae, ex typographia Rev. Cam. Apost. 1685*) – annexe, p. 3.

Plusieurs jésuites espagnols eurent à faire avec la censure au XVII^e siècle. Le *Tractatus VII.* de Juan Mariana (env. 1536 – 1623 ou 1624) nous servira ici d'exemple. Publié à Cologne en 1609, acquis dès l'année suivante (1610) par les jésuites de Jindřichův Hradec comme une nouveauté, il fut directement placé parmi les ouvrages prohibés ; l'œuvre figure encore ainsi dans l'index romain de 1685³¹. Une confrontation minutieuse des livres conservés provenant de bibliothèques jésuites avec les catalogues manuscrits des différents fonds réserve sans doute en ce domaine plus d'une découverte intéressante.

Tout en maintenant les interdictions et les censures portées par les index précédents, la censure espagnole s'attaqua au XVII^e siècle à toute une série d'autres œuvres de la littérature espagnole et étrangère. Elle visait aussi bien la littérature antique en traductions espagnoles (Térence, Platon, Aristote, Thucydide, Apulée etc.), les œuvres des écrivains italiens de la Renaissance (le *Courtisan* de Castiglione, certaines éditions des poèmes de Pétrarque, le *Roland furieux* de l'Arioste, etc.), que des œuvres littéraires espagnoles publiées par exemple à Anvers, en espagnol, dans la seconde moitié du XVI^e siècle. Aussi remarque-t-on désormais parmi les listes d'œuvres censurées des auteurs et des titres qui n'avaient pas eu jusqu'alors de démêlés particuliers avec la censure. Tombent maintenant sous le coup d'interdictions ou „d'expurgation” des auteurs comme Jerónimo Cortés, Juan Marieta, Pedro Mejía ou encore Antonio de Guevara. La seconde partie du *Don Quichotte* de Miguel de Cervantes fut alors censurée. La censure espagnole se distingue au XVII^e siècle par l'énorme quantité de littérature publiée en langue nationale interdite ou devant être corrigée, par exemple dans l'Index de Sotomayor de 1640. On y voit la conviction qu'il est nécessaire de protéger le lecteur « inculte », ne connaissant que l'espagnol, de la littérature nocive traduite du latin et d'autres langues³². La Bible, dont pas une seule traduction en langue locale ne fut publiée en Espagne jusqu'en 1793, les livres d'heures comprenant des extraits de l'Ancien et du Nouveau Testament, de nombreux écrits religieux et philosophiques, ainsi que

³¹ L'exemplaire conservé dans à la Bibliothèque Nationale de la République tchèque est intéressant à un autre titre : il s'agit d'un des rares livres sur lesquels j'ai trouvé ce qui était probablement le signe utilisé à la fin du XVIII^e siècle par le bibliothécaire Miklis pour marquer les « prohibiti » – la cote Z. Il s'agit de l'édition de Cologne de 1609, Bibliothèque Nationale de la République tchèque, cote 37 B 456. Sur la page de titre se trouve l'ex-libris manuscrit du collège jésuite de Jindřichův Hradec daté de 1610.

³² Cf. E. Ascensio, op. cit., p. 22-23.

les œuvres d'auteurs „païens », c'est-à-dire de l'Antiquité, ne devaient être accessibles qu'aux érudits connaissant le latin.

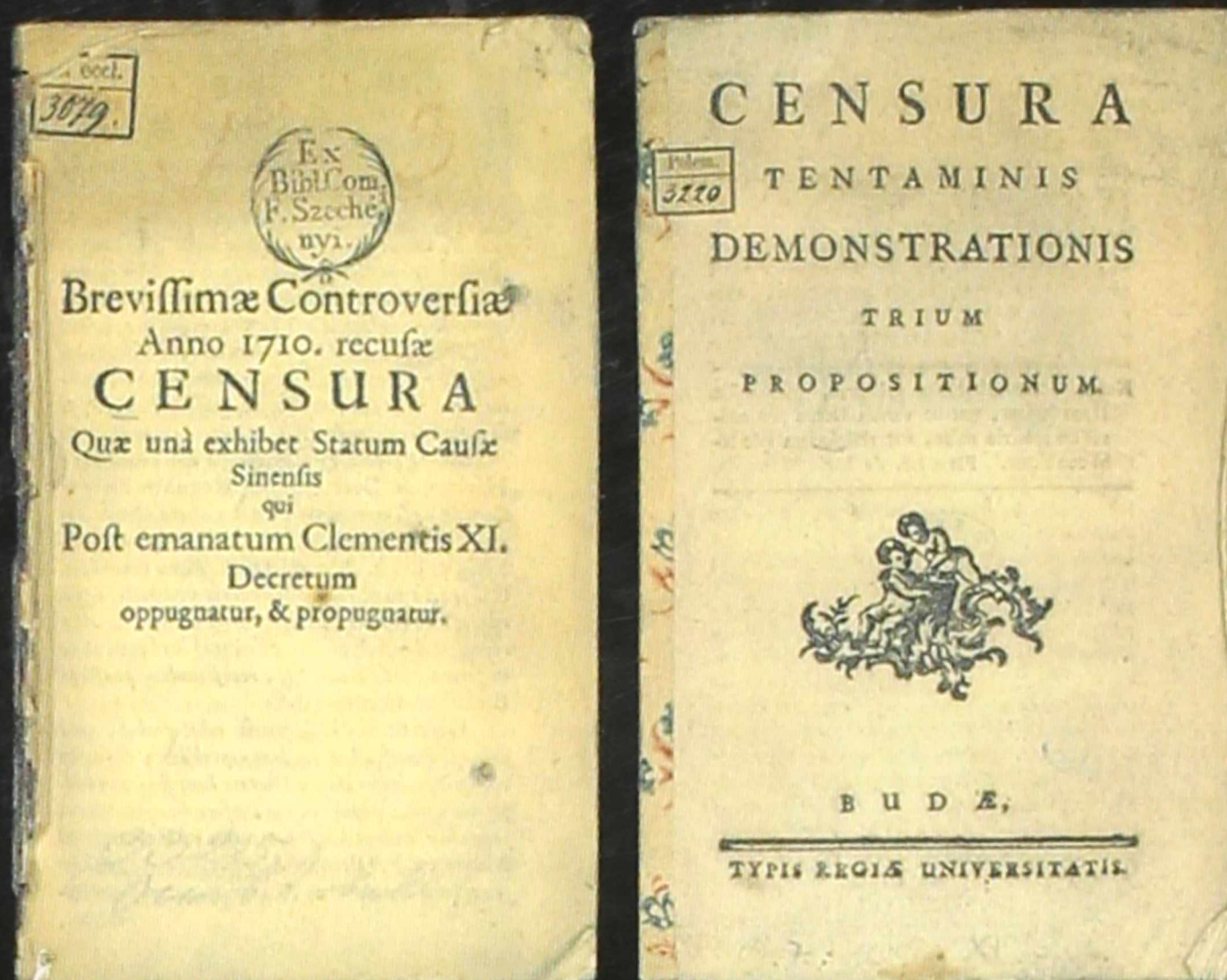
La situation en Europe centrale était toute autre. La censure locale, et à plus forte raison les lecteurs, ignorèrent, dans la plupart des cas, les spécificités des index espagnols, au moins lorsqu'elles ne se retrouvaient pas dans les index romains en usage en Pays tchèques. Autrement dit, au XVII^e siècle, les jésuites ne trouvaient apparemment pas exceptionnel de lire le *Courtisan* de Castiglione dans la traduction censurée de Juan Boscán. Au contraire: il est probable que c'est à elle qu'ils donnaient même la priorité, ainsi que le montre la statistique des exemplaires conservés dans les collèges jésuites de Prague³³. Ils utilisaient aussi la *Chronique du monde* de Carion, interdite et pourtant censurée aussi bien par l'inquisition espagnole que par l'inquisition romaine au XVII^e siècle. Les jésuites de la maison professe de Brno en possédaient dès 1606 un exemplaire dans la traduction de Nuyts de 1555, ainsi que le montre l'ex-libris manuscrit³⁴. De même, il est peu vraisemblable que les membres de la famille de Lobkowitz, au XVII^e siècle, aient été conscients du fait qu'ils possédaient toute une série de livres problématiques du point de vue de la censure, ou même interdits par l'inquisition espagnole, livres que leurs ancêtres avaient intégrés à leur bibliothèque sans difficulté pendant le XVI^e siècle.

Conclusion

Ces premières recherches et comparaisons concernant les relations du lecteur tchèque avec les livres espagnols des XVI^e et XVII^e siècles, censurés ou interdits, montrent l'intérêt qu'il y aurait à poursuivre les recherches du point de vue de la présence de cette production en Europe centrale comme de sa réception par les lecteurs. J'estime qu'elles peuvent apporter une série de nouvelles connaissances sur l'histoire de la lecture et de la censure des XVI^e et XVII^e siècles et cela non seulement dans le contexte tchèque mais pour toute l'Europe centrale. Il serait désormais nécessaire de prendre en

³³ Les collèges jésuites du Clementinum possédaient la traduction espagnole de Juana Boscán dans l'édition d'Anvers des Nucio de 1561 (Bibliothèque Nationale de la République tchèque, cote 12 K 7) et la maison professe de Saint Nicolas de Malá Strana avait dans sa bibliothèque une édition de 1574 (Anvers, Ph. Nucio), au moins à partir de 1733 comme le prouve l'ex-libris manuscrit sur la page de titre (Bibliothèque Nationale de la République tchèque, cote 13 K 89).

³⁴ Cf. *Soupis starých tisků ve fondech Státní vědecké knihovny v Olomouci*, op. cit., p. 54-55 (n^o.157).



L'Europe en réseaux.

Contributions à l'histoire de la culture écrite 1650–1918

Vernetztes Europa.

Beiträge zur Kulturgeschichte des Buchwesens 1650–1918

Edité par / Herausgegeben von

Frédéric Barbier, Marie-Elisabeth Ducreux, Matthias Middell,
István Monok, Éva Ring und Martin Svatoš

Volume I

ISBN 3-86583-037-4 (Band 1)

ISBN 3-86583-056-0 (Bände 1-3)